

□
Document du
Fonds International de Développement Agricole
Réservé à usage officiel

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION AGRICOLE ET A LA COMMERCIALISATION
(PROPACOM)
DOCUMENT DE CONCEPTION DE PROJET
Rapport principal et Annexes

Division de l'Afrique d'Ouest et du Centre
Département de la Gestion des Programmes

RAPPORT No.
18 octobre 2011

□ **FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE**
REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION AGRICOLE ET A LA COMMERCIALISATION
(PROPACOM)

DOCUMENT DE CONCEPTION DE PROJET

Table des matières

Taux de change	ii
Poids et mesures	ii
Année budgétaire	ii
Sigles et acronymes	iii
Carte de la zone d'intervention	v
Résumé	vi
Cadre logique	x
I. CONTEXTE STRATÉGIQUE ET JUSTIFICATION	1
A. Pays et contexte de développement rural	1
B. Justification	3
II. DESCRIPTION DU PROJET	5
A. Zone d'intervention et groupe cible	5
B. Objectifs, réalisations et indicateurs d'impact	7
C. Composantes et résultats	7
D. Leçons apprises des projets passés ou en cours	15
III. MISE EN ŒUVRE DU PROJET	16
A. Approche	16
B. Exécution du Projet	19
C. Planification, suivi-évaluation et gestion des savoirs	23
D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance	24
E. Supervision	26
F. Identification des risques et mesures d'atténuation	26
IV. COÛTS, FINANCEMENT ET BENEFICES	27
A. Coûts du Projet	27
B. Financement du Projet	27
C. Résumé des bénéfices et analyse économique	28
D. Durabilité	29

ANNEXES

Annexe 1:	Pays et contexte
	Appendice 1 : Situation du pays
Annexe 2:	Pauvreté, ciblage et genre
	Appendice 1 : Zone d'intervention et stratégie du ciblage
Annexe 3:	Performance du pays et enseignements tirés
Annexe 4:	Description détaillée du Programme
	Appendice 1 : Analyse de la microfinance en Côte d'Ivoire
	Appendice 2 : Option de financement
	Appendice 3 : Diagnostic des OPs
Annexe 5:	Mise en œuvre
	Appendice 1 : Organigramme et présentation des projets FIDA
	Appendice 2 : Tableau comparatif PRAREP-PROPACOM
	Appendice 3 : Gouvernance
	Appendice 4 : TDR des personnes clés du projet
	Appendice 5 : Plan de renforcement des capacités
	Appendice 6 : Représentation des fonctions de services aux OPs
Annexe 6:	Planification, suivi-évaluation et gestion des savoirs
	Appendice 1 : Calendrier indicatif de préparation des PTBA

	Appendice 2 : PTBA
Annexe 7:	Gestion financière et décaissement
	Appendice 1 : Flux financier
	Appendice 2 : TDR auditeur
Annexe 8:	Passation des marchés
	Appendice 1 : Plan de passation de marché
Annexe 9:	Coûts et financement du programme
Annexe 10:	Analyse économique et financière
Annexe 11:	Manuel d'opérations et de mise en œuvre
Annexe 12:	Adhésion aux politiques du FIDA
	Appendice 1 : Note d'évaluation environnementale et sociale
Annexe 13:	Contenu du Project Life File
Annexe 14:	Sécurisation foncière

Documents de travail (disponibles dans le Project Life File (PLF))

Document de travail I	Pauvreté rurale et ciblage
Document de travail II	Amélioration de l'offre de produits agricoles
Document de travail III	Valorisation et mise en marché
Document de travail IV	Renforcement des organisations de producteurs
Document de travail V	Infrastructures rurales
Document de travail VI	Description de la filière rizicole
Document de travail VII	Note d'évaluation environnementale et sociale (NEES)
Document de travail VIII	Coûts et financement du Projet
Document de travail IX	Analyse économique et financière
Document de travail X	Développement de la filière soja

TAUX DE CHANGE (septembre 2010)

Unité monétaire	=	FCFA
1,00 Euro	=	655,957 FCFA
1,00 Euro	=	1,31 USD
1,00 USD	=	480 FCFA
100 FCFA	=	0,2 USD

POIDS ET MESURES

1 kilogramme (kg)	=	2.204 pounds (lb)
1 000 kg	=	1 metric tonne (t)
1 kilomètre (km)	=	0.62 miles (mi)
1 mètre (m)	=	1.09 yards (yd)
1 mètre carré (m ²)	=	10.76 square feet (ft ²)
1 acre (ac)	=	0.405 hectare (ha)
1 hectare (ha)	=	2.47 acres (ac)

ANNEE BUDGETAIRE

Janvier à décembre

SIGLES ET ACRONYMES

ADCVI	Association pour le développement de cultures vivrières intensives
ADRAO	Agence pour le Développement de la Riziculture en Afrique de l'Ouest
AGEROUTE	Agence de gestion des routes
APO	Accord Politique de Ouagadougou
ANADER	Agence Nationale d'Appui au Développement Rural
ANASEMCI	Association nationale des semenciers de Côte d'Ivoire
ANOPACI	Association nationale des organisations agricoles de Côte d'Ivoire
ANARIZ-CI	Association nationale pour le riz
BM	Banque Mondiale
BNETD	Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement
BOAD	Banque ouest Africaine de Développement
BVP	Bureau de Vente des Producteurs
CEDEAO	Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest
CFMAG	Centre de formation à la mécanisation agricole de Grand-Lahou
CGA	Comité de gestion des aménagements
CNRA	Centre National de Recherche Agricole
CNO	Centre Nord et Ouest
CNOS	Comité National d'Orientation Stratégique
CODERIZ	Coopérative départementale des riziculteurs
COOPEC	Coopératives d'Epargne et de Crédit
COSOP	Country Strategic Opportunities Paper/ Options Stratégiques pour le Programme pays
CP	Comité de pilotage
CSRS	Centre suisse de recherche scientifique
DECOP	Direction de l'Evaluation et du Contrôle des Projets
DMP	Direction des Marchés Publics
DRA	Direction régionale de l'agriculture
DRMP	Direction régionale des Marchés Publics
DRTCP	Direction régionale du Trésor et de la Comptabilité Publique
DSRP	Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté
EPDI	Etude du plan de développement de l'irrigation

A FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)

Rapport de conception de projet – Rapport principal

ESSN	Note d'impact sur l'environnement
FAO	Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture
FCFA	Franc de la Communauté Financière Africaine
FFPM	Forces, faiblesses, possibilités, menaces
FIDA	Fonds International de Développement Agricole
FIRCA	Fonds interprofessionnel pour la recherche et le conseil agricole
FMI	Fonds Monétaire International
FRPC	Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et la Croissance
GIE	Groupement d'intérêt économique
GTZ	Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit
GVC	Groupement à vocation coopérative
HIMO	Haute intensité de main d'œuvre
IDH	Indice de développement humain
IMF	Institution de Microfinance
INS	Institut National des Statistiques
MEF	Ministère de l'Economie et des Finances
MIE	Ministère des Infrastructures Economiques
MPD	Ministère du Plan et du Développement
MINAGRI	Ministère de l'Agriculture
MSPF	Ministère de la Solidarité et de la Promotion de la Femme
OCPV	Office d'Aide à la Commercialisation des Produits Vivriers
ONDR	Office national de développement du riz
ONG	Organisation Non Gouvernementale
OP	Organisation paysanne
OPA	Organisation Professionnelle Agricole
PACIL	Projet d'Appui à la commercialisation et aux Initiatives Locales
PROPACOM	Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation
PAM	Programme alimentaire mondiale
PAPR	Programme d'appui à la production de riz
PDDA	Plan directeur de développement agricole
PDK	Projet Dabakala-Katiola
PDRZ	Projet Développement rural du Zanzan
PIB	Produit Intérieur Brut
PNB	Produit National Brut
PNGTR	Programme National de Gestion des Terroirs
PNIA	Plan national d'investissement agricole
PNR	Programme National Riz
PNUD	Programme des Nations Unies pour le Développement
PRAREP	Projet de réhabilitation agricole et de réduction de la pauvreté
PRODEMIR	Programme de développement économique en milieu rural
PPAAO	Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest
PPMS	Projet d'appui aux petits producteurs maraichers dans les régions des savanes
PPTÉ	Pays pauvres très endettés
PTBA	Programme de travail et budget annuel
QE	Quality Enhancement
RCPMI	Regional cassava processing and marketing initiative
SE	Suivi-évaluation
SGE	Soja graine entière
SIGFIP	Système Intégré de Gestion des Finances Publiques
SIM	Systèmes d'informations sur les marchés
SRP	Stratégie de Réduction de la Pauvreté
TRIE	Taux de rentabilité interne économique
UCP	Unité de coordination du Projet
UE	Union européenne
USD	Dollar des Etats-Unis

Côte d'Ivoire

Support to Agricultural Development and Marketing Project - PROPACOM

President's report



17-10-2011



The designations employed and the presentation of the material in this map do not imply the expression of any opinion whatsoever on the part of IFAD concerning the delimitation of the frontiers or boundaries, or the authorities thereof.

Map compiled by IFAD

RÉSUMÉ DU PROJET

Introduction

La formulation du Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation (PROPACOM), démarrée en Septembre 2010 a été interrompue suite à la crise post électorale que le pays a connue. Les activités de formulation ont été relancées en Juillet 2011, à la faveur de la résolution de la crise, par une mission de présentation du Projet aux nouvelles autorités et par la présente mission de conception finale qui a eu lieu du 25 Août au 14 Septembre 2011. Le Projet était initialement proposé au cofinancement du FIDA (20 millions USD), de la BOAD (15 millions USD), de l'OPEP (15 millions USD) et du Gouvernement ivoirien. Malheureusement le cofinancement de la BOAD et de l'OPEP n'a pas pu être confirmé et le Gouvernement a alors demandé que le Projet soit redimensionné et calé aux seuls financements du FIDA. Ce redimensionnement a eu pour conséquence, le recentrage de la zone d'intervention aux régions des Savanes, du Bandama et du Zanzan et la réduction significative des objectifs quantitatifs ciblés par la mission de conception initiale.

Contexte et justification

Durant la période 1999 - juin 2011, la Côte d'Ivoire était confrontée à une crise sociopolitique et économique sans précédent qui a entraîné une baisse radicale des investissements privés et publics dans les secteurs prioritaires, et une aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire, en particulier en milieu rural. Les résultats de l'enquête sur la pauvreté en 2008 démontrent que près de 49% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et que 10% vit dans la pauvreté sévère. L'enquête a également montré que plus des trois quarts des pauvres vivaient en milieu rural. Entre 1985 et 2008, le taux moyen de pauvreté rurale est passé de 15% à 62%.

Le Projet intervient dans ce contexte de post-crise avec des populations rurales rendues plus vulnérables et le plus souvent dans une situation d'insécurité alimentaire sérieuse à la suite de la destruction de leur capital et de décapitalisation de leurs moyens de production. L'accès des petits producteurs agricoles aux facteurs de production, à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés reste limité. En outre, le travail reste pénible et le niveau de conservation et de transformation des produits est très faible, entraînant des pertes post-récoltes importantes et une commercialisation limitée. Dans ces conditions, la relance du secteur agricole est essentielle pour améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ruraux. Le PPMS et PRAREP ont été mis en place pour répondre ainsi aux besoins d'urgence des populations des régions concernées et de restauration du capital de production. Le PROPACOM se propose d'y contribuer en (i) prolongeant les actions et en consolidant les acquis des autres projets du FIDA (PPMS et PRAREP), (ii) contribuant à la mise en valeur de l'important potentiel en agriculture irriguée de la zone du projet, (iii) développant les actions en aval de la production, et (iv) en mettant l'accent sur l'appui au développement de la profession agricole. Il s'inscrit pour ce faire dans le cadre stratégique national, à savoir : le DSRP 2009-2015 et le PNIA 2010-2015 auquel il est rattaché par les programmes 1, 2 et 3 à savoir : amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles ; développement des filières ; renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture. Sur le plan de la riziculture irriguée, le Projet prend en compte le nouveau cadre stratégique comportant le Plan de développement de l'irrigation (PDI) et la Stratégie nationale de développement de la riziculture, tous consistant avec le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, le COSOP 2010-2015 pour la Côte d'Ivoire.

La vision du projet. Le Projet vise l'évolution progressive des exploitations agricoles familiales et des organisations de producteurs, d'une situation de production pour l'autoconsommation, vers une agriculture rentable où les exigences du marché déterminent les stratégies d'investissement et de production. Le changement attendu est

l'autonomisation organisationnelle et fonctionnelle des OP de manière à en faire des organisations capables, en toute autonomie, de se procurer les facteurs de production à moindre coût, de produire et de livrer aux opérateurs de marché les quantités et qualités requises à des prix négociés. Cet objectif sera atteint de manière progressive en prenant en compte le niveau d'organisation et de structuration des OPA au sein des trois spéculations ciblées (niveau de technicité, d'équipement, de capacité de gestion et d'organisation des producteurs).

L'approche d'appui aux organisations professionnelles agricoles. En Côte d'Ivoire, les organisations professionnelles agricoles sont nombreuses et jouent un rôle incontournable dans le développement agricole même si leurs capacités sont variables d'une filière à l'autre. Mais en dépit des efforts importants déployés, de nombreuses organisations locales restent peu performantes dans l'offre de services économiques et techniques à leurs membres, et l'évaluation de leurs actions et dans leur gouvernance. Avec les crises politiques et sociales, ces organisations ont été fortement fragilisées voire déstructurées. Le projet leur apportera un appui et prendra pour base les fonctions économiques à impact tangible sur la vie des producteurs agricoles pour impulser et améliorer l'autonomisation organisationnelle basée sur les fonctions de gouvernance et les fonctions syndicales (négociation, représentation, plaidoyer). Pour y parvenir, les OP seront classées au sein de trois catégories à savoir: (i) les OP de base qui nécessitent un appui intensif, (ii) les OP en transition qui ont acquis certaines capacités organisationnelles et de fourniture de services, et (iii) les OP autonomes qui ont acquis une bonne capacité de gestion, de négociation, de recherche de marché. Les appuis à leur apporter découleront de cette catégorisation.

Zone d'intervention, ciblage et genre

Le PROPACOM couvrira trois régions: la Vallée du Bandama, le Zanzan et les Savanes. Le Projet interviendra dans un premier temps sur trois spéculations prioritaires, le riz, le maïs et le maraîchage. La sélection des spéculations prioritaires a été opérée en concertation avec les acteurs et bénéficiaires potentiels (les organisations des producteurs, les services techniques déconcentrés et les partenaires potentiels) dans chacune des trois régions d'intervention du PROPACOM. Ce choix reste toutefois ouvert, d'autres spéculations pourraient être explorées et intégrées lors de la revue à mi-parcours du projet.

Le PROPACOM sera doté d'une stratégie de ciblage inclusive, participative et dynamique qui capitalisera les leçons tirées de celle mise en œuvre par le PPMS notamment. Au niveau de la base, le PROPACOM s'appuiera sur le ciblage direct. Le projet sera mis en œuvre selon l'approche «zones de concentration» avec comme épicerie les bassins de production autour desquels les producteurs déjà organisés ou pas, se structureront et organiseront toutes leurs activités de production (y compris en amont et en aval) et de renforcement de leurs capacités. Un mécanisme d'auto-ciblage technique s'appuiera sur la nature des aménagements choisis, le dispositif d'appui-conseil technique et commercial qui répond aux besoins de la petite exploitation agricole. Un auto-ciblage socio-économique sera réalisé à travers l'appui à l'autonomisation des organisations paysannes dans une optique de professionnalisation. La stratégie genre sera basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre (sexes, âges et statuts) dans la mise en œuvre des différentes composantes et activités du PROPACOM.

Le Projet

L'objectif général est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de la Vallée du Bandama, des Savanes et du Zanzan. L'objectif de développement du PROPACOM est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés.

Composante 1 : Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles. Le Projet facilitera l'accès des petits producteurs : (i) aux facteurs de production (semences sélectionnées, engrais, produits phytosanitaires) ; (ii) à la mécanisation des travaux agricoles (labour et récolte) ; et (iii) au conseil agricole. La composante comprendra également des travaux de réhabilitation et d'aménagement de bas-fonds et de périmètres rizicoles et maraîchers.

Composante 2 : Valorisation et mise en marché. La composante vise à une meilleure structuration et autonomisation des organisations de producteurs. A cet effet, les appuis du projet porteront sur la mise en place des infrastructures marchandes, de transformation et de commercialisation. Il appuiera la professionnalisation des organisations des producteurs agricoles (OPA). Celle-ci comprend : i) l'animation et la facilitation de proximité des OPA ; ii) la formation des membres des OPA ; iii) le renforcement des structures faîtières des groupements et des coopératives de base.

Composante 3 : Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs. La coordination du PROPACOM sera assurée par une unité commune aux deux projets (PRAREP et PROPACOM) qui seront actifs à partir de janvier 2012. Dans ces conditions, l'actuelle unité de coordination (UCP) du Projet PRAREP sera reconfigurée et complétée par de nouveaux profils de postes correspondant aux nouvelles activités introduites par le PROPACOM. L'UCP sera basée à Bouaké en raison de sa position centrale par rapport à la zone du projet, avec des antennes légères à Korhogo et Bondoukou. Le PROPACOM prendra en charge : (i) les coûts complémentaires au PRAREP dans l'établissement et le fonctionnement de l'UCP et des antennes régionales, y compris les salaires et la formation du personnel ; (ii) l'audit externe annuel des comptes ; (iii) la mise en place et le fonctionnement du système de suivi-évaluation.

Mise en œuvre

La stratégie de mise en œuvre basée sur la demande s'appuiera sur les deux éléments fondamentaux suivants : (i) la valeur ajoutée du PROPACOM, et (ii) la diversité de situation au sein des trois filières marquée par un niveau de technicité, d'équipement et de structuration des OP différent selon qu'on parle du riz, du maraîchage ou du maïs. Partant de cette réalité, le PROPACOM créera les conditions d'autonomisation progressive des organisations de producteurs (formation, partenariat, etc.) et apportera les appuis sous les formes appropriées (ressources financières, accompagnement, formation,...) pour soutenir l'investissement productif et de mise en marché (aménagements, accès aux facteurs de production, etc.) et la mise aux normes de qualité.

Le Projet sera placé sous la tutelle du MA qui assurera la maîtrise d'ouvrage. L'exécution du Projet se réalisera avec l'appui de deux types d'opérateurs : (i) des partenaires stratégiques et (ii) des prestataires de services contractuels. Les partenaires stratégiques sont ceux qui assurent des fonctions directes de service public ou ceux dont le mandat de service public fait l'objet de loi (ONDR, ANADER, CNRA, DRA). Ils seront chargés notamment, de l'appui conseil dans la mesure où leurs effectifs le permettent, de l'appui aux OP en matière de structuration de la demande commune de services, de la fourniture du matériel végétal de base à multiplier, du suivi de la réalisation des activités, de l'évaluation du travail des prestataires, de la diffusion de l'information, etc. Les prestataires de services privés seront chargés de la fourniture de tous les autres biens et services. Ils seront recrutés sur une base compétitive et liés au Projet par des contrats annuels de performance et seront responsables de l'exécution des travaux qui leur seront confiés mais aussi de la collecte des indicateurs de réalisation.

Coûts et financement

Les coûts totaux du Projet sont estimés à 28,97 millions US\$ (14,03 milliards FCFA) (sur une période de 5 ans. Le FIDA contribuerait au financement du PROPACOM par un don à hauteur de 22,5 millions US\$ soit 77,7% du coût total du Projet. La contribution des bénéficiaires est estimée à 1,056 millions US\$, soit 3,6% du coût total du Projet. Ce coût correspond à leur contribution en nature (main d'œuvre, matériaux de construction) aux

aménagements terminaux sur les périmètres irrigués, à la construction des magasins de stockage et autres infrastructures. La contribution du Gouvernement au financement du Projet est estimée 5,4 millions US\$ soit 18,7% des coûts totaux. Ce montant comprend l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront pris en charge par le gouvernement.

Bénéficiaires et bénéfices

Le premier impact du PROPACOM sera l'augmentation des revenus des producteurs de vivriers de façon durable ainsi que l'amélioration de la sécurité alimentaire. Le Projet touchera directement environ 25 000 exploitations familiales rurales réparties dans les 3 régions d'intervention, soit globalement 175 000 personnes. De façon indirecte, il touchera environ 50 000 habitants vivant dans les régions ciblées, voire au-delà du fait de la nature structurante des investissements, de l'orientation des activités sur le marché et des effets d'entraînement de la professionnalisation des OPA.

Durabilité et stratégie de sortie

La probabilité de pérenniser les réalisations à long terme est élevée. Le partenariat avec des structures existantes et pérennes et la fourniture à terme par les organisations professionnelles agricoles des services économiques à leurs membres de façon autonome, constituera un moyen privilégié de pérennisation des acquis. Le Projet ne devrait pas entraîner d'impacts négatifs significatifs en matière environnemental et social et par conséquent il est proposé qu'il soit classé dans la catégorie B. Des mesures de mitigation de l'impact environnemental et social sont prévues.

A FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)
Rapport de conception de projet – Rapport principal

CADRE LOGIQUE DU PROPACOM

Résumé descriptif	Indicateurs objectivement vérifiables (* Indicateurs SYGRI)	Sources d'information	Risque/ hypothèses
1. Objectif general			
Contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions des Savanes, Vallée du Bandama et du Zanzan.	<ul style="list-style-type: none"> - La prévalence de la malnutrition chronique des enfants de moins de 5 ans passe de x% à y% * - Au bout de 5 ans, l'indice d'accumulation de biens a augmenté d'au moins 5% pour 30 des ménages ciblés * - Indice de pauvreté au niveau des préfectures et des départements diminuer de 10% au moins (par genre et classe d'âge) 	<ul style="list-style-type: none"> - DSRP - Enquêtes sur le niveau de vie des ménages (ENV) - Enquêtes du PAM, de l'UNICEF, du PNUD - Statistiques nationales et enquêtes de référence 	
2. Objectif de développement			
Améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés.	<ul style="list-style-type: none"> - Au bout de 5 ans, le revenu des ménages ciblés a augmenté d'au moins 15 % (par genre et classe d'âge) - 25 000 exploitations familiales rurales sont directement touchées par le projet au bout de 5 ans - % de ménages au-dessus du seuil de vulnérabilité alimentaire passe de x% à y% au bout de 5 ans * - Rendements de cultures ciblées augmentés par au moins 30% 	<ul style="list-style-type: none"> - Suivi-évaluation du PNIA - Rapport d'évaluation d'impact à mi-parcours et de fin du Projet - Statistiques nationales 	Stabilité socio-économique du pays
3. Résultats			
Composante 1 : appui à l'amélioration de l'offre de produits			
Résultat 1 : l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production			
Produit 1 : Les producteurs ont un accès plus facile aux facteurs de production (intrants et équipement/ mécanisation des travaux agricoles)	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 30% des ménages ciblés arrivent à satisfaire leurs besoins annuels en intrants* - Au moins 30% des OPs ciblées ont acquis au moins un équipement agricole 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des prestataires - Rapports de suivi-évaluation - Revue à mi-parcours 	Les paysans s'intéressent aux variétés améliorées ; constitution des fonds d'amortissement et des fonds de fonctionnement
Produit 2 : Les producteurs ont un accès plus facile aux services de conseil agricole et de gestion	<ul style="list-style-type: none"> - au moins 50% des producteurs ont accès à un service de conseil dans les 3 régions - au moins 50% des producteurs ayant accès aux services de conseils sont satisfaits des services rendus * - 30% des producteurs ont adopté au moins une technologie conseillée par le projet (par genre et classe d'âge) * 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des prestataires - Rapports de suivi-évaluation 	Prestataires de services de qualité disponibles
Résultat 2 : des infrastructures et l'accès aux facteurs de production et aux innovations technologiques améliorent les conditions de production			

A FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)
Rapport de conception de projet – Rapport principal

Produit 3 : Des aménagements hydro-agricoles sont réhabilités ou réalisés et livrés aux producteurs à des fins de production agricole	<ul style="list-style-type: none"> - 2000 ha de périmètres rizicoles réhabilités - 400 ha de nouveaux bas-fonds rizicoles en exploitation aménagés - 90 ha de périmètres maraîchers sous irrigation localisée réalisés - 25% des petits producteurs ont accès à des périmètres d'irrigation aménagés/remis en état dans les zones ciblées 	<ul style="list-style-type: none"> - PV de réception des ouvrages - Revue à mi-parcours 	Formalisation des arrangements fonciers ; l'état assure l'entretien des barrages...
Composante 2 : valorisation et mise en marché			
Résultat 3 : l'environnement post-récolte est amélioré pour valoriser la production			
Produit 4 : L'information sur les marchés, les technologies et les équipements de post-récolte sont disponibles	<ul style="list-style-type: none"> - Au moins 25% de petits producteurs et leurs OPs ont été formés aux méthodes et techniques de transformation, conservation et de commercialisation, dans les zones ciblées (par genre et classe d'âge) - 25% de petits producteurs ciblés ont adopté des technologies améliorées de conservation, transformation et/ou commercialisation* - 30% des OPs soutenues ont accès aux informations sur les marchés et les prix 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports des prestataires - Rapports de suivi-évaluation - Rapports de S-E - Rapports des OPs - Rapports des ateliers d'auto-évaluation participative - Rapports mensuels des agents d'appui-conseil 	Rentabilité économique des filières choisies
Produit 5 : Des infrastructures sont réalisées pour faciliter l'accès au marché en termes de désenclavement et de stockage	<ul style="list-style-type: none"> - 60 km de pistes d'accès sont réalisées * - 27 magasins de stockage, groupage et de hangars de conditionnement sont construits * - 12 abris pour unités de transformation sont créés - 25% des producteurs et leurs OPs soutenues ont accès à des installations de transformation, de stockage et/ou de commercialisation dans les zones ciblées 	<ul style="list-style-type: none"> - PV de réception des travaux 	Infrastructures gérées efficacement par les bénéficiaires
Résultat 4 : les OP sont dans une dynamique de professionnalisation et d'autonomisation			
Produit 6 : les OP sont de plus en plus professionnelles et sont capables de fournir des services à leurs membres	<ul style="list-style-type: none"> - 30% des OP de base appuyés adhèrent à une coopérative - 25% des coopératives appuyées sont opérationnelles et économiquement actives - 20% des OPs soutenues par le Programme offrent des services rentables d'appui à leurs membres - Au moins 35% des OP des niveaux 1 ont atteint le prochain stade d'autonomie (niveaux 2)* 	<ul style="list-style-type: none"> - Rapports de suivi des OPs - Base de données des OPs - Liste des membres des OPs - Diagnostic des OPs en PY1, PY3 et PY5 - Rapports mensuels des agents d'appui-conseil - Revue à mi-parcours 	Gouvernance et démocratie appliquées

□ FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE**REPUBLIQUE DE COTE D'IVOIRE
PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION AGRICOLE ET A LA COMMERCIALISATION
(PROPACOM)****DOCUMENT DE CONCEPTION DE PROJET – RAPPORT PRINCIPAL****I. CONTEXTE STRATÉGIQUE ET JUSTIFICATION****A. Pays et contexte de développement rural****Introduction**

1. La formulation du Projet d'appui à la production agricole et à la commercialisation (PROPACOM), démarrée en Septembre 2010 a été interrompue suite à la crise post électorale que le pays a connue. Les activités de formulation ont été relancées en Juillet 2011, à la faveur de la résolution de la crise, par une mission de présentation du Projet aux nouvelles autorités et par la présente mission de conception finale qui a eu lieu du 25 Août au 14 Septembre 2011. Le Projet était initialement proposé au cofinancement du FIDA (20 millions USD), de la BOAD (15 millions USD), de l'OPEP (15 millions USD) et du Gouvernement ivoirien. Malheureusement le cofinancement de la BOAD et de l'OPEP n'a pas pu être confirmé et le Gouvernement a alors demandé que le Projet soit redimensionné et calé aux seuls financements du FIDA. Ce redimensionnement a eu pour conséquence le recentrage de la zone d'intervention aux régions des Savanes, du Bandama et du Zanzan et la réduction significative des objectifs quantitatifs ciblés par la mission de conception initiale.

Contexte économique

2. La population de la Côte d'Ivoire était estimée en 2009 à 21,1 millions d'habitants, avec un taux de croissance de 2,3% par an. Le taux de croissance économique (GNP) annuelle était en moyenne de 3,0% durant la période 1989-1999 et de seulement 0,5% durant la période 1999-2009. En conséquence, le taux de croissance per capita a été négatif durant la période 1999-2009, ce qui a résulté dans une augmentation de la pauvreté. Les résultats de l'Enquête sur le niveau de vie des ménages (ENV) de 2008¹ démontrent que près de 49% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté fixé à 661 FCFA² par jour et que 10% vit dans la pauvreté sévère (280 FCFA³ par jour). L'enquête montre également que plus des trois quarts des pauvres vivent en milieu rural. D'ailleurs, entre 1985 et 2008, le taux de pauvreté rurale est passé de 15% à 62%. La pauvreté massive en milieu rural est donc un phénomène relativement récent.

3. Durant la période 1999-2011, la Côte d'Ivoire était confrontée à une crise sociopolitique et économique sans précédent qui a entraîné une baisse radicale des investissements privés et publics dans les secteurs prioritaires, dont l'agriculture, et une aggravation de la pauvreté et de l'insécurité alimentaire. Avec un Produit National Brut (PNB) par habitant d'environ 980 USD en 2008, la Côte d'Ivoire fait actuellement partie de la catégorie des Pays pauvres très endettés (PPTÉ)⁴. Le Fonds Monétaire International (FMI) a approuvé en mars 2009 une Facilité pour la Réduction de la Pauvreté et pour la Croissance (FRPC) dont la mise en œuvre a été perturbée par la crise politique.

Contexte de l'agriculture et du développement rural

4. Pendant des décennies, l'économie ivoirienne a été considérée comme le moteur de la croissance de la sous-région grâce aux investissements massifs dans l'agriculture et les infrastructures. Le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche) occupe traditionnellement une place prépondérante dans l'économie de la Côte d'Ivoire. Employant

¹ Institut National des Statistiques (INS), "Enquête sur le niveau de vie des ménages" (ENV), 2008

² Equivalent à environ 1,50 USD par personne par jour.

³ Equivalent à environ 0,6 USD par personne et par jour.

⁴ Banque mondiale, 2008

près de 70% de la population active⁵, ce secteur représentait 23,7% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2008 et plus de 60% des recettes d'exportation. Le pays possède d'énormes potentialités agricoles constituées d'environ 25 millions d'ha de terres cultivables, dont 200 000 ha de terres irrigables. Seulement 30 000 ha ou 15% des superficies potentiellement irrigables sont effectivement aménagées et exploitées. En dépit de ses atouts naturels, la production agricole n'arrive pas à satisfaire la demande nationale. Pour un produit stratégique comme le riz, la production domestique couvre moins d la moitié de la demande nationale, estimée à 1,5 million de tonnes par an. Cette situation s'est aggravée par la crise que le pays a connue depuis le début des années 2000.

Contexte politique

5. Le cadre stratégique du développement rural⁶ de la Côte d'Ivoire est défini par : a) le Document de Stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP), qui prévoit un taux ambitieux de croissance de la production agricole d'environ 8,5% par an, indispensable pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) ; b) le Plan national d'investissement agricole (PNIA) à moyen terme (2010-2015), adopté en 2010 auquel le PROPACOM est rattaché à travers les programmes 1, 2 et 3 à savoir : amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles ; développement des filières ; renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture ; c) la Stratégie de relance de l'activité rizicole adoptée par le Gouvernement en juin 2008 qui a comme objectif de doubler la production de riz à moyen terme ; et d) le Plan de développement de l'irrigation (PDI) (élaboré récemment). Le COSOP 2010-2015 pour la Côte d'Ivoire a été élaboré en prenant en compte le cadre stratégique du FIDA et les orientations contenues dans ces différents documents nationaux de référence. Un Document de politique nationale sur l'égalité des chances, l'équité et le genre (DPNEEG) vient compléter les dispositions du DSRP en matière de promotion de la femme.

6. La Côte d'Ivoire est l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest à avoir mis en œuvre une réforme foncière⁷, laquelle consiste essentiellement à reconnaître les droits coutumiers et à attribuer à leurs détenteurs des certificats fonciers, individuels ou collectifs. Ce processus⁸ n'en est qu'au début de ses activités et n'a jusqu'en septembre 2011, délivré de certificats fonciers que dans quelques zones très limitées.

Contexte institutionnel

7. De façon générale, les institutions publiques, telles que les Directions régionales et départementales de l'agriculture, l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), le Centre National de Recherche Agricole (CNRA), l'Office national de développement du riz (ONDR) ⁹ (ex-PNR), impliquées dans le développement du secteur agricole, sont dotées de ressources humaines de qualité. Cependant, leurs capacités opérationnelles sont limitées par l'insuffisance des moyens de fonctionnement et le faible niveau d'investissements en infrastructures et équipements depuis plus de 10 ans, surtout dans la zone Centre Nord et Ouest (CNO) où les services techniques déconcentrés, durement affectés lors de la crise, sont démunis de moyens de travail.

8. La loi N° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives vise à asseoir en Côte d'Ivoire une base d'organisations professionnelles agricoles (OPA). Les recensements du passé faisaient état d'une multitude de groupements de nature et statuts différents, tels que coopératives agréées ou en cours d'agrément, groupements à vocation coopérative (GVC), associations agréées, groupements d'intérêt économique (GIE), comités de gestion des aménagements (CGA), groupements informels de femmes ou de jeunes. Suite à la crise militaro-politique de 2002-2008, bon nombre de ces organisations ne sont plus opérationnelles. A la différence des filières de cultures industrielles et d'exportation (café,

⁵ Le secteur vivrier occupe 85% de la population active agricole, dont 90% de femmes.

⁶ Détails en annexe 1.

⁷ Basé sur la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au Domaine foncier rural, et les décrets d'application consécutifs.

⁸ Le Programme national de sécurisation du foncier est financé en partie par la Banque mondiale et l'Union européenne.

⁹ L'ONDR a été créé en août 2010 et reprend les attributions et les acquis du Programme National Riz (PNR).

cacao, coton), les producteurs de cultures vivrières sont très faiblement organisés; à l'exception de la filière riz, mieux structurée en Coopératives de riziculteurs (CODERIZ) autour des périmètres irrigués aménagés et grâce au travail d'organisation réalisé par le PNR et l'Association nationale des riziculteurs de Côte d'Ivoire (ANARIZ-CI). Les OPA, surtout le niveau faîtière, sont absentes dans les filières igname, manioc, cultures maraîchères.

9. Des faiblesses notables menacent l'existence du secteur de la microfinance rurale, surtout depuis la crise militaro-politique qui a entraîné la fermeture de plusieurs institutions de microfinance, avec comme corollaire l'installation d'un climat de manque de confiance. Les acteurs des filières vivrières n'ont généralement pas accès aux services financiers¹⁰ ni auprès des banques ni auprès des institutions de micro-finance.

B. Justification

10. Le PROPACOM s'inscrit dans le Cadre stratégique du FIDA 2011-2015, ainsi que dans le COSOP 2010-2015 pour la Côte d'Ivoire. Il contribuera à la réalisation des objectifs du DSRP 2009-2015 et des programmes 1, 2 et 3 du PNIA 2010-2015 à savoir : amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles ; développement des filières ; renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture. La stratégie d'intervention du FIDA (COSOP) en Côte d'Ivoire pour la période 2010-2015¹¹ a par ailleurs retenu le développement des filières vivrières et maraîchères comme le principal moyen pour la création de richesse et l'amélioration des revenus et de la sécurité alimentaire des populations rurales pour les six prochaines années.

11. Le PROPACOM intervient dans un contexte de post-crise avec des populations rurales rendues plus vulnérables et le plus souvent dans une situation d'insécurité alimentaire sérieuse. L'accès des petits producteurs agricoles aux facteurs de production, à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés reste limité. En outre, le travail reste pénible et le niveau de conservation et transformation des produits est très faible, entraînant des pertes post-récoltes importantes et une commercialisation limitée. Dans ces conditions, la relance du secteur agricole est essentielle pour améliorer la sécurité alimentaire et les revenus des ruraux. Le PPMS et PRAREP ont été mis en place pour répondre ainsi aux besoins d'urgence des populations des régions concernées et de restauration du capital de production. Ils se focalisent sur la restauration de la capacité productive des petits exploitants agricoles et la reconstruction. Le PROPACOM lui se propose d'y contribuer, en prolongeant les actions et en consolidant les acquis de ces deux projets qui interviennent dans les mêmes zones géographiques, mais en mettant l'accent (i) sur la réhabilitation, le développement et la pérennisation des infrastructures productives, (ii) sur les opérations de post-récolte (stockage, transformation, commercialisation), et (iii) sur l'autonomisation organisationnelle et fonctionnelle des organisations de producteurs appelées à devenir les acteurs centraux et non plus les bénéficiaires des projets et programmes de développement. Il s'agira donc de : (i) appuyer la réhabilitation/recapitalisation du potentiel productif, (ii) transformer progressivement les exploitations familiales et les organisations de producteurs, d'une situation de production d'autoconsommation vers une agriculture rentable où les exigences du marché déterminent les stratégies d'investissement et de production. Le PROPACOM conduira à l'établissement d'une base de développement économique durable dans les régions couvertes par le Programme.

12. Sur le plan des potentialités agricoles, la zone d'intervention du Projet recèle un important potentiel en agriculture irriguée avec 50% du potentiel national et 49% de terres actuellement exploitées sous irrigation au niveau national. Le Projet se propose de contribuer à la valorisation de ce potentiel. Au plan de la profession agricole, les organisations professionnelles agricoles sont nombreuses et jouent un rôle dans le développement agricole même si leurs capacités sont variables. La loi N° 97-721 relative aux coopératives a largement contribué à l'organisation des acteurs du secteur agricole. En dépit des efforts énormes déployés, de nombreuses organisations locales restent peu

¹⁰ Appendice ... Situation des réseaux de microfinance

¹¹ Approuvée par le Conseil d'Administration du FIDA en septembre 2010

performantes dans l'offre de services économiques et techniques à leurs membres. Cette faiblesse se traduit par (i) un faible ancrage des OPA au niveau de la base, (ii) une faible liaison institutionnelle et organisationnelle entre OPA et groupements de base, (iii) une offre très limitée de services attractifs et de qualité, (iv) des capacités entrepreneuriales faibles avec comme corollaire des activités peu orientées vers le marché. Le Projet se propose de contribuer au développement des OPA afin qu'elles puissent rendre des services effectifs à leur membres.

13. Le Projet est circonscrit à la zone agro-écologique correspondant à trois régions : la région de la Vallée du Bandama (Centre Nord), la région du Zanzan (Nord Est) et la région des Savanes (Nord). Ces trois régions couvrent environ un tiers de la superficie nationale, polarisent près de 20% de la population ivoirienne et se caractérisent par une incidence élevée d'extrême pauvreté et d'insécurité alimentaire. Le taux de pauvreté en 2008 était estimé à 77,3% dans les Savanes, à 57% dans la Vallée du Bandama, à 54,7% dans la région du Zanzan contre une moyenne de 48,9% au niveau national. Une intervention du FIDA dans cette région, en soutien notamment à la profession agricole, au développement des filières riz, maraîchage et maïs et la consolidation des acquis des précédents projets au bénéfice de ces populations pauvres et vulnérables est dès lors largement justifiée.

Opportunités pour le développement des spéculations ciblées

14. La riziculture irriguée se développe dans les régions d'intervention du PROPAC où le potentiel en terres aménageables pour l'agriculture irriguée est important. La riziculture irriguée s'avère rentable et intéresse un nombre croissant de petits producteurs. Cependant, le développement de cette riziculture souffre de la mauvaise qualité du riz local qui fait face au riz importé de bonne qualité. L'amélioration de la qualité du riz décortiqué et la promotion du riz local sont absolument nécessaires. Actuellement, la consommation nationale en riz blanchi, de l'ordre de 1,5 million de tonnes par an, est couverte à plus de 50% par des importations. Il existe cependant une marge considérable pour augmenter la production nationale à travers l'accroissement du rendement à la production¹² et l'amélioration de la qualité/compétitivité du produit fini, ainsi que par le renforcement de la qualité de gestion des coopératives rizicoles en place. L'Office national de développement du riz (ONDR) met en œuvre une stratégie de développement de la filière riz, qui cible le produit fini (le riz blanchi) afin de permettre aux producteurs de bénéficier de la valeur ajoutée de la transformation. Pour ce faire, l'amélioration des conditions de transformation est basée sur la dotation des coopératives départementales de riziculteurs (CODERIZ) en micro-rizeries. Le PROPAC, en complémentarité du PRAREP, s'inscrira dans cette stratégie de l'ONDR en intervenant aux différents niveaux de la filière : facilitation de l'accès aux intrants, extension des superficies aménagées, gestion durable des infrastructures et équipements hydro-agricoles, développement des capacités d'usinage et de commercialisation du riz, et appui à la structuration et au renforcement des capacités des organisations de producteurs de riz.

15. Le maraîchage reste une activité hautement informelle pratiquée principalement par les femmes et les jeunes. Les opportunités de développement sont importantes. L'augmentation de la population et les changements des habitudes alimentaires entraînent une demande sans cesse croissante en produits maraîchers. Le lien avec les marchés doit toutefois être renforcé ; il s'agira d'organiser la production en fonction des marchés et d'assurer la transformation/conditionnement des surplus non directement commercialisés en produits frais.

16. Le maïs constitue une céréale de base dans l'alimentation humaine, particulièrement dans la partie Nord du pays, et également une culture de rente (matière première pour l'industrie nationale de l'alimentation animale et des brasseries). La disponibilité des intrants (engrais et semences améliorées) est la principale contrainte qui limite l'augmentation des rendements du maïs. L'utilisation de variétés à cycle court ou intermédiaire (105-115 jours) devrait permettre d'effectuer deux cycles de culture par an et

¹² Le rendement moyen actuel en riziculture irriguée est de 3,5 t/ha, alors que les variétés améliorées existantes (Bouaké 189 et Wita 9) ont un potentiel de production de 8 à 10 t/ha.

d'augmenter la rentabilité de la culture. La filière maïs a un potentiel de développement important pour le marché intérieur et sous-régional (notamment le Ghana et le Burkina Faso).

II. DESCRIPTION DU PROJET

A. Zone d'intervention et groupe cible

Groupe cible

17. Le groupe cible prioritaire du PROPACOM est constitué de ruraux vivant dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire, mais capables de mettre à profit les opportunités offertes. Les organisations paysannes (groupements de base et faïtières) constitueront le socle d'intervention du PROPACOM dans l'optique d'atteindre une masse critique de producteurs capable d'impulser une dynamique économique structurante dans les différentes zones et filières ciblées. Le PROPACOM veillera à inclure dans ce groupe-cible : les femmes et les jeunes filles, les jeunes ruraux producteurs, les jeunes sans emploi ainsi que les ex-combattants (démobilisés et désarmés) désireux de s'investir dans le secteur agricole. Les structures publiques et privées qui délivrent les services nécessaires pour le développement des spéculations retenues, bénéficieront également d'appui lié à leurs prestations pour le compte du projet. De plus, le Projet favorisera des réseaux d'alliance commerciale avec les acteurs agroindustriels et commerciaux.

Zone d'intervention

18. Le PROPACOM interviendra dans trois régions : les Savanes (Nord), la Vallée du Bandama (Centre Nord) et Zanzan (Nord Est).

19. Le choix de ces régions est basé sur les critères suivants: i) la zone traditionnelle d'intervention des projets FIDA dans le Centre-nord et le Nord-est du pays; ii) une incidence élevée d'extrême pauvreté et/ou d'insécurité alimentaire. La zone d'intervention comprendra tous les départements de la Vallée du Bandama, des Savanes et du Zanzan.

Stratégie de ciblage

20. Le PROPACOM sera doté d'une stratégie de ciblage inclusive, participative et dynamique qui capitalisera les leçons tirées de celle mise en œuvre par le PPMS notamment. Au niveau de la base, le PROPACOM s'appuiera sur le ciblage direct. Le projet sera mis en œuvre selon l'approche «zones de concentration» avec comme épicerie les bassins de production autour desquels les producteurs déjà organisés ou pas, se structureront et organiseront toutes leurs activités de production (y compris en amont et en aval) et de renforcement de leurs capacités. Un mécanisme d'auto-ciblage technique s'appuiera sur la nature des aménagements choisis, et le dispositif d'appui-conseil technique et commercial qui répond aux besoins de la petite exploitation agricole. Un auto-ciblage socio-économique sera réalisé à travers l'appui à l'autonomisation des organisations paysannes dans une optique de professionnalisation.

Stratégie genre

21. La stratégie sera basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre (sexes, âges et statuts) dans la mise en œuvre des différentes composantes et activités du PROPACOM. Elle sera ouverte et flexible au regard des réalités sociales et culturelles des régions ciblées. Elle s'appuiera sur une double démarche: (i) d'appui pro actif, constructif et argumenté aux différentes composantes, (ii) de filtre de l'ensemble des documents liés à la mise en œuvre des activités du Projet sur la base de la prise en charge des intérêts suivant les sexes, statuts et âges des bénéficiaires.

22. De plus, le Projet a prévu les actions suivantes: (a) le financement prioritaire d'activités qui auront un impact direct sur les conditions de vie des femmes et des jeunes pour leur insertion dans le monde actif; et (b) la désagrégation par sexe et par âge des indicateurs de suivi-évaluation, chaque fois que jugé pertinent.

23. Au niveau des OP de base et des faïtières, le Projet mettra un accent particulier sur l'animation pour que les femmes et les jeunes postulent et participent aux instances de gouvernance, ainsi que sur la formation des leaders féminins. Ceci comptera parmi les indicateurs pour l'évaluation des stades d'autonomie organisationnelle (SAO).

Filières appuyées

24. L'appui du PROPACOM sera ciblé sur un nombre limité de filières vivrières prioritaires. La notion de filière prioritaire conduit à établir une sélection parmi les filières potentiellement porteuses. L'objectif d'une telle sélection est stratégique. Il s'agit en effet d'éviter de saupoudrer des mesures, faute de sélection préalable, qui n'auraient pas d'effet sensible et visible à la fois au niveau des acteurs professionnels et sur les flux de produits à l'échelle des régions de production et du pays dans son ensemble.

25. La sélection des filières prioritaires a été opérée en concertation avec les acteurs et bénéficiaires potentiels (les organisations des producteurs, les services techniques déconcentrés, et les partenaires potentiels) dans chacune des trois régions d'intervention du PROPACOM.

26. Les critères de choix des filières devant faire l'objet d'appui du PROPACOM ont intégré: (i) l'importance dans les systèmes de culture traditionnels et l'implication du groupe cible du Programme dans ces filières, (ii) les besoins et les priorités exprimés par les producteurs et les acteurs aux différents niveaux (production, transformation, commercialisation, consommation), (iii) l'existence d'un potentiel d'amélioration de la productivité et d'augmentation de la production et d'augmentation des revenus des producteurs, (iv) l'existence de technologies et d'équipements de transformation des produits, accessibles aux groupements villageois et aux coopératives départementales, (v) l'existence de débouchés (marchés) pour les produits bruts et les produits transformés, (vi) la possibilité d'obtenir des résultats à court et moyen termes (3 à 6 ans), (vii) le ciblage des populations vulnérables, (viii) l'appartenance aux filières prioritaires retenues par le gouvernement, (ix) l'impact potentiel sur l'économie nationale (substitution des importations, exportations), et enfin (x) les interventions déjà programmées et les filières retenues par d'autres projets (notamment le PRAREP) dans les mêmes régions. Sur la base de ces critères, trois filières sont retenues.

27. Les filières retenues par région d'intervention sont par ordre de priorité décroissante: Zanzan (riz, cultures maraîchères, maïs), Vallée du Bandama (riz, cultures maraîchères), les Savanes (riz, maïs, cultures maraîchères).

28. Le riz constitue une priorité nationale du fait de l'insuffisance de la production dans le pays où la consommation intérieure a été estimée à 1 550 000 tonnes de riz blanchi en 2009 (soit environ 60 kg par habitant et par an), pour une production nationale estimée à 630 000 tonnes de riz blanchi¹³. Pour combler ce déficit, la Côte d'Ivoire a recours à des importations massives de riz blanchi provenant des pays asiatiques. Ces importations se sont accrues considérablement d'année en année. Ainsi, elles sont passées de 350 000 tonnes en 2000, à environ 920 000 tonnes de riz blanchi, pour un coût de plus de 234 milliards de FCFA en 2009. Pour inverser la tendance et couvrir progressivement la totalité des besoins de la consommation nationale en riz blanchi par la production nationale de paddy conformément aux objectifs de la stratégie nationale de développement de la riziculture¹⁴, il s'agira d'accroître les superficies cultivées (notamment en riziculture irriguée avec maîtrise de l'eau) et d'augmenter significativement les rendements (notamment à travers l'utilisation de semences améliorées) et d'organiser les producteurs.

29. Les cultures maraîchères. De nombreuses espèces maraîchères sont cultivées traditionnellement, parmi lesquelles on trouve le gombo, l'aubergine, le piment, la tomate, l'oignon, l'échalote, les carottes et divers légumes feuilles (amarante, chou, oseille, patate,

¹³ Source : ONDR

¹⁴ La Stratégie nationale de développement de la filière riz, dans son Plan stratégique 2011-2020, a pour objectif d'atteindre une production de 2,1 millions de tonnes de riz blanchi à l'horizon 2020, pour une consommation intérieure estimée à 1,9 millions de tonnes, ce qui permettrait de dégager un excédent exportable dans le sous région de 200 000 tonnes

manioc, aubergine, etc.), pour ne citer que les espèces les plus présentes dans les habitudes alimentaires. Avec l'augmentation de la population et les changements des habitudes alimentaires en zone urbaine, les besoins en produits maraîchers sont sans cesse en croissance, principalement en milieu urbain mais aussi, bien que dans une moindre mesure, en milieu rural. Les projections montrent que la demande en produits maraîchers de contre-saison devrait continuer à croître et que les marchés urbains de Côte d'Ivoire et du Ghana (pays frontalier importateur de produits agricoles des régions du Zanzan et de la Vallée du Bandama) seraient en mesure d'absorber facilement la production supplémentaire (Plan directeur de l'horticulture 2004-2015). L'augmentation des superficies en production et des rendements par une meilleure maîtrise des techniques culturales, une maîtrise de l'eau et l'utilisation des semences améliorées devrait permettre de couvrir entièrement ces besoins.

30. Le maïs est la deuxième céréale du pays avec une production annuelle de l'ordre de 650 000 tonnes. Les grandes régions productrices sont le Nord, le Nord-Ouest et le Centre-Ouest. La culture du maïs y est pratiquée de différentes manières. Dans le Nord, la culture du maïs est étroitement liée à la culture du coton (plus de 20% des superficies sont emblavées en maïs qui entre en rotation avec le coton). La culture de case est relativement intensive, avec une utilisation de fumier et compost ; elle permet de fournir un aliment de soudure. Dans les périmètres irrigués, le maïs peut-être cultivé en alternance avec le riz.

31. Le maïs constitue une céréale de base dans l'alimentation humaine, particulièrement dans la partie Nord du pays (farine, pâte, bouillie de farine ou de semoule, couscous, galettes), et également une culture de rente (matière première pour l'industrie nationale de l'alimentation animale – volaille et porcs - et des brasseries) et source de diversification des revenus. La disponibilité des intrants (engrais et semences améliorées) est la principale contrainte qui limite l'augmentation des rendements du maïs. L'utilisation de variétés à cycle court ou intermédiaire (105-115 jours) devrait permettre d'effectuer deux cycles de culture par an et d'augmenter la rentabilité de la culture.

32. Les filières animales et halieutiques n'ont pas été retenues pour éviter une trop grande dispersion des actions du PROPACOM, qui se concentrera ainsi sur les filières de production végétale.

33. Ce choix reste toutefois ouvert, d'autres spéculations, notamment l'igname, pourraient être explorées et intégrées lors de la revue à mi-parcours du projet, en fonction des opportunités nouvelles de marché et/ou des besoins exprimés par les acteurs.

B. Objectifs, réalisations et indicateurs d'impact

34. L'objectif général est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de la Vallée de Bandama, des Savanes et du Zanzan.

35. L'objectif de développement du PROPACOM est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés.

36. Les principaux résultats seront mesurés à travers l'amélioration de : a) la production et de la productivité agricole; b) la valorisation des productions agricoles ; c) la structuration et l'autonomisation des organisations professionnelles agricoles.

37. Les indicateurs clés seront : i) les revenus des petits producteurs ciblés ; ii) le nombre de bénéficiaires directs du Projet ; iii) l'augmentation des rendements des cultures retenues ; iv) le niveau de sécurité alimentaire ; v) l'évolution des stades d'autonomie organisationnelle des OPA.

C. Composantes et résultats

Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles

38. La composante a pour objectif l'augmentation de la productivité et de la production agricoles. Pour ce faire, le PROPACOM facilitera l'accès des petits producteurs : (i) aux

facteurs de productions (semences améliorées , engrais, produits phytosanitaires), (ii) à la mécanisation des travaux agricoles (labour et récolte), et (iii) au conseil agricole. La composante comprendra également des travaux de réhabilitation et d'aménagement de bas-fonds et de périmètres rizicoles et maraîchers.

Accès aux facteurs de production

Semences de qualité

39. Ce volet consistera à produire des semences certifiées de génération R1 à partir des semences de base G3 de matériel végétal performant inscrit au catalogue national ou régional des variétés. Pour ce faire, les semences de base G3 seront acquises auprès des centres de recherche agronomique et fournies aux paysans multiplicateurs de semences commerciales. Pour garantir la qualité et les quantités de semences recherchées, une sélection sera opérée pour identifier les producteurs semenciers qui offrent les meilleurs atouts (compétences et motivations). Le produit obtenu à la fin de tout ce processus sera de la semence R1 certifiée de bonne qualité qui sera fournie aux paysans à la base pour cultiver leurs parcelles. Ces activités seront complémentaires et menées en synergie avec les initiatives en cours, notamment celles du Projet de réhabilitation agricole et de réduction de la pauvreté (PRAREP)¹⁵ et du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO / WAAPP)¹⁶.

40. Le PROPACOM concentrera son appui sur la production de semences certifiées de riz et de maïs.

- (a) Pour le riz, les objectifs de production de semences certifiées R1 sont de 100 tonnes de semence, destinées aux exploitants des périmètres aménagés ou réhabilités dans le cadre du PROPACOM. La production de semences certifiées R1 sera programmée sur la base du calendrier d'aménagement/réhabilitation des périmètres rizicoles et sur la périodicité du renouvellement des semences de riz (tous les 3 ans).
- (b) Pour le maïs, l'objectif est de produire annuellement, pendant 3 ans, 15 tonnes de semences certifiées pour ensemercer au total environ 3 000 hectares. La multiplication et la diffusion de nouvelles variétés à cycle court et intermédiaire permettrait d'effectuer deux cycles de culture par an.

41. Les semences de base G3 seront produites par le CNRA dans le cadre d'un contrat de prestation de services. Les paysans multiplicateurs de semences R1, individuels ou organisés en groupements, sélectionnés par le Projet, recevront une première dotation de semences de base et d'engrais, qu'ils devront reconstituer à la fin de la première campagne de multiplication à partir du produit de la vente des semences certifiées. L'ONDR sera responsable pour la coordination de la production des semences des variétés améliorées de riz. Pour la production de semences de maïs, les partenaires seront le CNRA, l'ANADER et les Associations régionales de Semenciers.

Engrais et produits phytosanitaires

42. Le projet dotera les Comités de gestion des aménagements hydroagricoles (CGA) et les groupements maraîchers de lots d'engrais adaptés, de produits phytosanitaires et de semences améliorées couvrant les besoins de la première campagne culturale. Les CGA et les groupements maraîchers, devront, en conformité avec la stratégie élaborée par l'ONDR, s'engager à reconstituer à la fin de la première campagne agricole cette dotation à hauteur du montant total des intrants fournis par le projet, légèrement majoré pour couvrir les augmentations prévisibles des coûts des intrants pour les campagnes ultérieures¹⁷. Pour ce faire, les CGA et les groupements maraîchers devront obligatoirement ouvrir un compte « intrants » dans un établissement financier de la place, compte bancaire réservé

¹⁵ Le PRAREP a inscrit à son programme la production de semences R1 de riz irrigué, de riz pluvial, les semences d'igname et les boutures de manioc.

¹⁶ Le WAAPP a retenu pour la Côte d'Ivoire les spéculations végétales suivantes : banane plantain, manioc, igname et riz. Il doit notamment contribuer au renforcement des capacités de production et de diffusion de semences et plants améliorés en complément des actions financées par les autres PTF.

¹⁷ Voir section sur modalités de financement des équipements et des intrants

exclusivement à la reconstitution du fonds « intrants » et au financement des achats d'intrants pour la campagne suivante.

43. Le Projet encouragera également une utilisation plus rationnelle et raisonnée des engrais (notamment par le fractionnement des apports de l'engrais azoté), ainsi que des techniques de restauration et de maintien de la fertilité du sol, entre autres par la promotion de la culture de légumineuses en association avec le maïs. Il sera indispensable de suivre les profils de fertilité des rizières et d'ajuster les doses d'engrais.

Mécanisation de l'agriculture

44. Afin de contribuer à la mécanisation de l'agriculture, le Projet dotera les comités de gestion des aménagements rizicoles (CGA) et autres organisations de producteurs agricoles de matériels de labour et de récolte (120 motoculteurs, 100 batteuses vanneuses) et les groupements maraîchers de systèmes d'irrigation goutte à goutte. Ces matériels seront cédés aux CGA et aux groupements maraîchers dans le cadre d'une convention de cession imposant la constitution par les bénéficiaires d'un fonds d'amortissement et d'un fonds de fonctionnement domiciliés dans une institution financière sur des comptes bloqués. Des mécanismes de gestion, de maintenance et de renouvellement des équipements seront mis en place selon une approche déjà utilisée par l'ONDR.

45. Le Projet financera également la formation de mécaniciens sélectionnés parmi les jeunes volontaires à la réinsertion et qui seront chargés d'assurer une maintenance de proximité des motoculteurs et autres équipements de récolte. Ils bénéficieront d'une formation adaptée pour la conduite et la maintenance des machines agricoles.

Appui conseil

46. L'encadrement technique des producteurs au niveau des sites d'intervention sera assuré par le partenaire stratégique ANADER et, en fonction des besoins identifiés, par des prestataires de services spécialisés, qui interviendront tous dans le cadre de contrats de prestation de services négociés avec la coordination du projet. L'appui conseil devra englober les aspects techniques (technologies agricoles nouvelles, entretien et gestion des aménagements) et socio-économiques (économie et gestion des exploitations individuelles, organisation et fonctionnement des groupements d'exploitants). Il s'adressera également aux exploitants des bassins versants où des actions de lutte contre l'érosion des sols seront vulgarisées avec pour objectifs : i) la protection des bas-fonds contre le comblement progressif des canaux, drains et ouvrages dans le but de pérenniser les aménagements et de développer le niveau d'intensification des cultures de bas-fonds, et ii) la protection du capital sol sur les versants, mais aussi dans les bas-fonds, en évitant l'ensablement des parcelles. La principale contrainte que devrait affronter ce volet viendrait du fait que la lutte anti-érosive souffre le plus souvent d'une connotation très négative auprès des paysans, même si beaucoup sont conscients des problèmes de dégradation des sols. En outre, la majorité des exploitants des terres situées sur les versants ne disposent généralement pas de parcelles dans le bas-fond. La protection de celui-ci ne constitue dès lors pas un problème ni une motivation pour bon nombre d'exploitants du bassin versant. Les mesures et techniques à mettre en œuvre pour assurer la protection des bassins versants devraient donc être présentées aux exploitants sous l'angle des bénéfices qu'ils peuvent en retirer à court et moyen termes. Il faudrait exploiter l'intérêt du paysan pour une augmentation de la productivité de sa parcelle située sur les versants afin d'intégrer dans son exploitation des dispositifs anti-érosifs : billonnage et cultures en courbes de niveau, cultures associées, paillage, ... Les coûts de cet appui conseil spécifique seront inclus dans la convention d'appui conseil passée avec la partenaire stratégique ANADER.

47. Pour ce qui est de la réduction de l'impact du changement climatique sur l'entreprise agricole, les efforts seront centrés sur : (a) le calage des cycles culturaux des cultures annuelles, la redéfinition graduelle d'un calendrier culturel aménagé ; (b) l'introduction et l'évaluation des variétés à cycle court, peu exigeantes en eau et aux différents stress inhérent aux perturbations climatiques (humidité, sécheresse, variation de température).

Aménagements hydro-agricoles¹⁸

48. Les interventions du Projet s'inscriront dans les orientations du Plan de développement de l'irrigation (PDI)¹⁹ et de la Stratégie de développement de la riziculture en privilégiant la réhabilitation des périmètres existants, en limitant le développement de nouveaux périmètres rizicoles aux systèmes avec prise au fil de l'eau et en contribuant à la promotion de nouvelles technologies d'irrigation économes d'eau. Les aménagements envisagés concerneront la riziculture et les cultures maraichères et ils permettront de valoriser le potentiel d'ouvrages hydrauliques existants et de restaurer la capacité de production locale en cultures vivrières irriguées.

49. En matière de réhabilitation, les actions porteront sur des périmètres rizicoles existants en aval de barrage présentant un potentiel d'intensification (deux campagnes agricoles par an). Concernant les nouveaux périmètres rizicoles, les actions seront limitées au type communautaire avec prise au fil de l'eau (module de 20 et 50 ha) soit en extension de périmètre existant en aval de barrage, soit dans un bas-fond traditionnellement exploité en riz, jouissant d'apport d'eau suffisant.

50. Concernant les cultures maraichères, il s'agit de promouvoir des systèmes de type communautaire sous irrigation localisée (goutte à goutte) en bordure de cours d'eau permanent ou de retenue d'eau, déjà introduit dans la zone du projet par l'Association pour le Développement des Cultures Vivrières Intensives (ADCVI). Les modules à développer seront de taille réduite (10 ha en moyenne) pour faciliter la gestion et limiter les coûts.

51. En termes d'objectifs quantitatifs, il est prévu²⁰ : (i) la réhabilitation de 2000 ha de périmètres rizicoles en aval de barrages existants (Région des Savanes 700 ha, Région de la Vallée du Bandama 600 ha, Région de Zanzan 700 ha) ; (ii) l'aménagement de 400 ha de bas-fonds traditionnellement exploités en riz en périmètres irrigués au fil de l'eau (Région de la vallée de Bandama 200 ha et Région de Zanzan 200 ha) ; (iii) le développement de 90 ha de périmètres maraichers sous irrigation goutte à goutte (à raison de 30 ha par région).

52. Le choix des sites sera basé sur des critères précis qui seront portés à la connaissance de toutes les parties prenantes²¹.

53. Le Projet financera les études préalables (identification, étude foncière), les études techniques, les travaux, le suivi et le contrôle des travaux. Il appuiera aussi les comités de gestion à la mise en place d'une redevance pour l'entretien des infrastructures principales d'irrigation. Il financera les formations des membres de ces comités dans la planification des activités, la conduite des irrigations, l'organisation et le suivi des travaux d'entretien et la gestion de la redevance. Les producteurs également bénéficieront des formations dans l'action en matière d'aménagement parcellaire, de respect des tours d'eau et de maîtrise de l'eau au niveau parcellaire.

Composante 2 : Valorisation et mise en marché

54. La composante vise à une meilleure valorisation des productions agricoles et une meilleure structuration et autonomisation des organisations de producteurs.

Appui à la transformation et à la commercialisation des produits vivriers

55. La transformation au niveau local des productions agricoles facilitera la conservation et la commercialisation des produits et permettra également d'augmenter la valeur ajoutée au profit des populations rurales. La transformation et le conditionnement des produits alimentaires nécessitent un esprit d'entreprise, un savoir-faire et des équipements divers en fonction des produits. A cet effet, les appuis du projet porteront sur le développement de coopératives et associations de transformation/conditionnement des produits alimentaires issus des filières retenues et comprendront : (i) des formations aux techniques éprouvées de conservation, de transformation et conditionnement des produits, (ii) des formations des

¹⁸ Détails dans le DT 5

¹⁹ PDI est en cours d'approbation par le nouveau Gouvernement

²⁰ Appendice ...Phasage des aménagements hydroagricoles

²¹ Critères décrits dans l'annexe 4.

membres des bureaux des organisations de producteurs aux techniques de négociation, de vente et de planification des opérations, (iii) la recherche de nouveaux marchés impliquant la réalisation d'études, de tests commerciaux, de participation aux foires et de visites de prospection et d'échange, et (iv) la promotion d'innovations technologiques pour les différentes filières retenues. Pour le **riz**, l'accent sera mis sur la qualité du « riz blanchi » produit au niveau des micro-rizeries livrées par l'ONDR dans le cadre du Programme d'Urgence Riz et en cours d'installation dans nombre de départements. Le PROPACOM apportera un complément aux investissements de l'ONDR par la mise en place des bâtiments des micro-rizeries, les études de marchés, les formations des OPA et la dotation en fonds de roulement pour l'achat du paddy. L'amélioration des conditions de transformation devrait permettre aux producteurs de mieux concurrencer le riz importé et de bénéficier de la valeur ajoutée de la transformation dans la mesure où le riz local blanchi deviendrait plus compétitif au riz blanc importé. Pour les **productions maraîchères** qui sont des denrées très périssables, ce qui occasionne de lourdes pertes par pourriture durant le période d'abondance (ces pertes peuvent atteindre 20 à 30% de la production), le Projet s'intéressera à la transformation du surplus de production à travers de petites unités de séchage des produits (piment, aubergine, tomate, oignon) et le conditionnement des produits (frais, séchés ou transformés en poudre). Pour le **maïs**, le projet cherchera à développer des relations contractuelles entre organisations de producteurs et les commerçants et les agro-industriels.

56. Pour chaque filière, le PROPACOM financera les études de marché, les formations des bénéficiaires, les rencontres et les ateliers de concertation pour l'établissement des partenariats commerciaux.

57. **Système d'information sur les marchés (SIM).** Le PROPACOM contribuera au renforcement de la transparence des marchés à travers l'amélioration de l'information sur les prix et les marchés. Une meilleure connaissance de ces données économiques facilitera l'adaptation de l'offre à la demande et contribuera au renforcement du pouvoir de négociation des producteurs. Le Projet appuiera le fonctionnement d'un système d'information durable sur les prix et l'évolution des marchés concernant les céréales et les produits maraîchers. Le système d'information fournira des informations conjoncturelles sur les fluctuations saisonnières et structurelles sur les nouveaux débouchés (types de produits, normes, périodes de vente). Les dispositifs d'information sur les marchés mis en place par l'Etat, les organisations professionnelles, des projets ou des ONGs (OCPV, ANOPACI) apparaissent actuellement peu performants et fortement dépendant d'un appui financier externe. Le BVP, initié par le Projet d'Appui à la Commercialisation et aux Initiatives Locales (PACIL) financé par le FIDA et renforcé par le PPMS, est opérationnel à une échelle limitée. La contribution des groupements au frais de son fonctionnement est in signifiant. Cependant, le BVP a encore besoin d'être soutenu pour atteindre une masse critique des OP avant de devenir une structure viable sur le plan organisationnel, économique et financier. Le PROPACOM fournira un appui à l'un ou l'autre dispositif après l'analyse diagnostic de leurs contraintes et atouts respectifs et l'évaluation des moyens à mettre en œuvre pour améliorer leur performance.

Infrastructures marchandes

58. Pour faciliter la mise en marché et promouvoir la valorisation des productions agricoles locales, le PROPACOM contribuera au développement d'infrastructures de stockage, de groupage et de transformation/conditionnement des produits agricoles pour les filières ciblées (riz, maraichage, maïs). Les actions envisagées permettront aux producteurs et petits transformateurs ruraux de réduire les pertes post-récolte, de créer de la valeur ajoutée et de faciliter l'accès aux marchés.

59. Les infrastructures de transformation comprendront: (i) trois bâtiments pour mini-rizeries de 300 m² au niveau départemental (les équipements sont fournis par l'ONDR) ; (ii) douze abris pour unités de transformation de produits divers comportant chacun une salle de machine et un local de stockage de produits, le tout bâti sur une surface brute de 60 m².

60. Les infrastructures de stockage et de conditionnement comporteront : (i) six magasins de stockages de 200 tonnes pour le stockage du paddy et des intrants ; (ii) six centres de groupages et de conditionnements de 200 m² au niveau départemental pour des produits agricoles divers; (iii) quinze hangars de conditionnement de produits maraichers de 100 m² chacun au niveau des périmètres maraichers.

61. Le projet contribuera à l'amélioration de l'accessibilité des nouveaux périmètres irrigués par l'aménagement de pistes agricoles et/ou de petits ouvrages de franchissement (buses en béton, petits dalots) avec les raccordements nécessaires. Ces actions porteront au total sur quelque 60 km répartis en petits tronçons (1 à 3 km) de voies d'accès aux sites nouvellement aménagés. La localisation de ces différentes infrastructures tiendra compte des zones de concentration des périmètres aménagés au niveau des régions d'intervention du projet ainsi que la présence d'autres projets (PRAREP, Projet d'urgence Riz/ONDR, etc.).

62. Le financement du projet concernera les prestations de maîtrise d'œuvre (études, contrôle des travaux), les travaux de construction et les équipements. Pour les pistes d'accès aux nouveaux périmètres, le projet appuiera la mise en place de comités villageois d'entretien selon l'approche initiée par l'AGEROUTE pour les pistes rurales classées. Ces comités seront composés surtout de jeunes des villages bénéficiaires de ces périmètres. Ils bénéficieront d'une dotation initiale de petits matériels de terrassement et des formations spécifiques.

Professionalisation des Organisations de Producteurs

63. La stratégie d'appui aux OPA vise le renforcement des capacités organisationnelles, institutionnelles, techniques et économiques des organisations de producteurs (groupements de base comme faitières) en vue d'en faire des plateformes de services capables de répondre efficacement aux besoins et attentes de leurs membres, dans les règles de bonne gouvernance et de manière proactive. La stratégie s'appuiera sur le modèle « Autonomisation des Organisations de Producteurs ». Ce modèle s'articule autour d'un diagnostic institutionnel et participatif des OP, leur stratification selon leur degré de maturité institutionnelle et économique, puis un classement selon des niveaux (Stades d'Autonomie Organisationnelle - SAO) qui conditionne les appuis à leur apporter. Un mécanisme de suivi-évaluation accompagne le dispositif. Mais les réalités observées au sein des filières font que le projet devra prendre en compte la diversité de situations et développer une approche différenciée par filière afin de jeter les bases pour un développement des OP sur le long terme. Il reste entendu que ce travail requiert un engagement sur la durée dont les objectifs ne seront pas atteints dans l'espace temporel du PROPACOM. L'objectif est de faire évoluer une masse critique d'OP du niveau 1 vers le niveau 2 durant les 5 années de mise en œuvre du PROPACOM. Le passage au niveau 3 sera envisagé dans le cadre du projet qui fera suite au PROPACOM.

64. Le PROPACOM accompagnera les organisations de base dans le renforcement de leurs capacités organisationnelles et favorisera leur structuration ascendante partant de façon effective des producteurs vers les coopératives, leurs unions et fédérations. Il travaillera à la base avec les producteurs autour d'activités économiques dont l'épicentre sera le bassin de production. Concernant la filière riz, le projet ciblera les Comités de Gestion des Aménagements (CGA) et les coopératives de riziculteurs. Il s'appuiera sur les Comités villageois de Commercialisation (CVC) pour le maraîchage et sur les autres groupements à vocation économiques mis en place dans les autres filières. L'appui aux OPA ciblera environ 660 groupements de base villageois ou inter-villageois structurés autour de bassins de production dont 90 groupements de producteurs maraichers et riziculteurs constitués par le PPMS à consolider et 200 groupements de producteurs (riz, maïs, igname, manioc, maraîchage)²² structurés ou qui se structureront autour des aménagements hydro-agricoles que le PRAREP aura à réhabiliter. Les groupements de base comptent en moyenne 30 à 40 exploitations familiales.

²² Le projet apportera un appui aux OPA impliquées dans la transformation et la commercialisation du manioc et de l'igname et non dans la production, qui est prise en charge par le PRAREP.

65. Le PROPACOM travaillera en synergie et en complémentarité avec le PRAREP qui continuera à réhabiliter et à dynamiser les groupements de base dans les filières retenues (riz, manioc, igname, maïs et maraîchage/PPMS) alors que le PROPACOM se concentrera sur les filières riz, maïs et maraîchage. Le PROPACOM se chargera de la structuration des groupements de base et des OP et de les accompagner pour les faire évoluer vers le stade d'autonomie opérationnelle. Les appuis s'articuleront alors autour de cinq grands domaines d'intervention regroupant chacun des actions spécifiques à savoir:

66. Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des OPA de base. Les actions porteront sur l'appui à la gestion associative et la bonne gouvernance, la formation des dirigeants à leurs rôles respectifs, l'alphabétisation fonctionnelle.

67. Renforcement des capacités techniques et économiques. Le Projet s'investira dans la constitution d'un noyau de relais technique et commercial et leur formation, la formation sur les systèmes d'approvisionnement et d'accès aux intrants (modes de reconstitution de la dotation initiale, méthodes de collecte des redevances et de recouvrement des créances, valeur ajoutée d'une union ou fédération dans l'amélioration de l'efficacité du système), la formation sur le mode de reconstruction et d'acquisition des équipements ainsi que le système de gestion y afférent.

68. Renforcement des capacités sur les connaissances syndicales. Les formations des dirigeants se concentreront sur le leadership, le plaidoyer, le lobbying, les capacités de négociation et la gestion des affaires.

69. Renforcement des capacités des OPA faïtières en matière de gestion et de négociation. Sur la base d'un diagnostic institutionnel participatif, l'appui au développement des OP faïtières sera fait de manière à améliorer leur efficacité institutionnelle dans la prise en charge des questions de groupage, de stockage, d'accès à l'information sur les prix et marchés, de négociation et de commercialisation des productions de leurs membres.

70. Renforcement des capacités des femmes et des jeunes au sein des OPA. Le PROPACOM appuiera le renforcement du leadership des femmes et des jeunes dans les OP à travers des activités de formation (transformation des produits, commercialisation, visites d'échanges). La présence des femmes et des jeunes dans les OP de base et les faïtières figure parmi les indicateurs d'évaluation des Stades d'Autonomie Organisationnelle (SAO).

Composante 3 : Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs

Coordination et gestion

71. Le FIDA finance actuellement deux projets actifs en Côte d'Ivoire²³, intervenant sur des thématiques complémentaires dans les mêmes zones géographiques. Le PROPACOM complète ce portefeuille avec une valeur ajoutée portant sur le développement d'activités d'appui à la transformation et à la commercialisation. Dans ce contexte, le besoin de coordination et d'harmonisation au sein de cette famille de projets demeure nécessaire. La coordination sera assurée par une unité commune aux deux projets (PRAREP et PROPACOM) qui seront actifs à partir de janvier 2012 vu que l'achèvement du PPMS interviendra le 31 décembre 2011. Dans ces conditions, l'actuelle unité de coordination (UCP) du Projet PRAREP sera reconfigurée et complétée par de nouveaux profils de postes correspondant aux nouvelles activités introduites par le PROPACOM. La nouvelle UCP reconfigurée comprendra les postes actuels à savoir : un(e) coordonnateur (trice), un(e) responsable administratif et financier, un(e) responsable de réhabilitation agricole, un(e) responsable infrastructures rurales, un (e) responsable du suivi-évaluation. Ces postes et ceux des assistants prévus (y inclus un(e) assistant passation marché) dans le cadre du PRAREP seront complétés au niveau de l'UCP par un(e) responsable genre et OPA, un(e) responsable transformation et commercialisation. Les postes des antennes comprenant actuellement: un(e) assistant spécialiste en S&E, chef d'antenne, un(e) assistant spécialiste en réhabilitation agricole, un(e) assistant, spécialiste en infrastructures rurales, seront complétés par un assistant spécialiste en transformation et commercialisation²⁴.

²³ Annexe 5, appendice 1 : Présentation des projets financés par le FIDA

²⁴ TDR en appendice 4 en annexe 5.

72. La mise en place du dispositif de coordination sera basée sur des principes, une démarche et un résultat²⁵: **principes** (i) recherche permanente de l'efficacité et l'efficience, (ii) gestion axée sur les résultats, (iii) évaluation annuelle des performances des structures de coordination et gestion, (iv) harmonisation et complémentarité des programmes et des approches entre les deux projets et (v) évolution vers l'approche programme conformément à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ; **démarche** (i) recrutement compétitif et ouvert pour la totalité des postes de coordination et de gestion et (ii) organisation de la période intérimaire précédant la mise en place de l'UCP commune ; **résultat**, un dispositif commun de pilotage et de coordination du PRAREP et du PROPACOM.

73. L'UCP sera basée à Bouaké en raison de sa position centrale par rapport à la zone du projet, avec des antennes légères à Korhogo et à Bondoukou. Le PROPACOM prendra en charge : (i) les coûts complémentaires au PRAREP dans l'établissement et le fonctionnement de l'UCP et des antennes régionales, y compris les salaires et la formation du personnel; (ii) l'audit externe annuel des comptes; (iii) la mise en place et le fonctionnement du système de suivi-évaluation. L'ensemble du personnel de l'UCP et des antennes sera recruté par voie compétitive ouverte selon des procédures acceptables par le FIDA. L'UCP et ses deux antennes assureront la coordination des interventions du projet, la gestion efficace et transparente des ressources du projet, la facilitation du partage de l'information et la collaboration entre les acteurs, l'encadrement du processus participatif de suivi et l'évaluation des activités du Projet. L'ensemble du personnel sera lié au projet par des contrats de performance reconductibles sur la base des résultats des évaluations annuelles.

Gestion des savoirs & communication

74. Le Projet appuiera la collecte et la diffusion d'informations utiles aux acteurs des filières aux niveaux local, régional et national, ainsi que la capitalisation des activités et méthodes mises en œuvre par les projets du FIDA. A cet effet des manuels de formation, des guides de bonnes pratiques, des fiches techniques, des posters, des vidéos, des émissions radio seront produits et diffusés au niveau national et le site web FIDA Afrique sera régulièrement mis à jour.

Suivi-évaluation

75. Le système de suivi-évaluation élaboré dans le cadre du PRAREP sera actualisé pour servir d'outil d'aide à la prise de décisions aux différents niveaux d'exécution du PRAREP/PROPACOM. Il permettra de mesurer l'état d'avancement de l'exécution du projet, mais également de mesurer ses effets et impact. A cet effet, le manuel de suivi-évaluation du PRAREP et la base de données de gestion des informations seront révisés pour prendre en compte le PROPACOM. Ceci permettra d'assurer une programmation conjointe des activités des PTBA. Le système de S-E : (i) permettra de renseigner les indicateurs du Système de Gestion des Résultats et de l'Impact (SYGRI), (ii) jettera les bases du système de suivi-évaluation du Programme pays FIDA et établira des passerelles avec le Système de suivi du Ministère de l'Agriculture. Le S-E sera structuré selon trois fonctions : (i) le suivi de la planification en mesurant les taux d'exécution physique et financier des activités de chaque PTBA ; (ii) le suivi des indicateurs du cadre logique pour mesurer l'atteinte des résultats; (iii) l'évaluation de l'impact ;(iv) la désagrégation par sexe et par âge des indicateurs de suivi-évaluation et d'impact. Les principaux acteurs de S-E seront les OP et les comités de gestion des investissements collectifs, les opérateurs qui renseigneront la base de données du projet, les services déconcentrés de l'Etat, les antennes et l'unité de coordination.. Le système de S-E sera organisé au niveau : (i) **de l'UCP**, articulé au S&E du secteur, lui-même arrimé au S-E du DSRP, (ii) **régional** organisé autour de la Direction régionale de l'agriculture, articulé au suivi du secteur.

Appui institutionnel au MINAGRI

76. Le PROPACOM contribuera au renforcement des capacités du MINAGRI en apportant un appui institutionnel:

²⁵ Annexe 5, appendice 1 : Chronogramme de mise en place de l'UCP commune

- a) à la Direction de la planification et de la programmation (DPP) par la mise en œuvre d'un programme de formation en faveur du personnel cadre en matière de planification sectorielle et de formulation de projets ;
- b) à la Direction du contrôle des projets (DECOP) pour l'élaboration et la diffusion d'un manuel de suivi évaluation externe des projets du secteur et la formation du personnel cadre en matière de suivi évaluation.
- c) aux Directions régionales de l'agriculture (DRA) pour l'organisation des cadres régionaux de concertation et le suivi évaluation externe à travers le service de suivi évaluation et statistique de la DRA.

77. Ces appuis comprendront des formations et des services de consultants pour la conduite d'études (DPP) et l'élaboration du manuel de S&E externe du MINAGRI (DECOP), de la fourniture d'équipement informatique (DPP et DECOP) et véhicule tout terrain (DPP).

D. Leçons apprises des projets passés ou en cours

78. Les crises successives survenues dans le pays ont réduit et ralenti la mise en œuvre des activités des projets FIDA. Les principaux résultats et enseignements tirés de l'exécution de ces projets (passés ou en cours) sont les suivants :

- Durabilité des interventions. L'approche participative et la mise en place d'un système d'appui-conseil local endogène (relais villageois) permet aux populations de mieux internaliser la stratégie du projet et en assurer la durabilité. La pérennisation des aménagements hydro-agricoles et leur gestion durable restent préoccupantes et les besoins de réhabilitation sont assez importants ; cette situation résulte en partie de la faiblesse de capacité des comités de gestion des aménagements et de l'absence de mécanisme régulier d'entretien des infrastructures d'irrigation notamment le réseau principal et les ouvrages de tête ; l'implication des bénéficiaires et leur responsabilisation effective dans la maîtrise d'ouvrage est aussi un élément à prendre en compte dans la mise en œuvre des infrastructures. La réalisation des investissements doit être précédée d'un diagnostic participatif local afin de s'assurer que les besoins et les contraintes des bénéficiaires sont compris et pris en compte. Le mécanisme de reconstitution des dotations en intrants favorise l'accès durable des producteurs aux intrants agricoles, cependant, son efficacité et sa durabilité nécessitent de renforcer la structuration, l'encadrement des OPA, ainsi que leur capacité de gestion et de commercialisation.
- Commercialisation. L'appui du BVP en soutien à l'information sur les prix, la mise en contact entre l'acheteur et les OP, l'organisation et la formation des producteurs a permis d'améliorer leur capacité de commercialisation. La commercialisation des produits maraîchers hautement périssables constitue une des contraintes majeures à surmonter par les petits producteurs ; l'inadéquation des infrastructures de stockage et du conditionnement (sac en nylon ou des cuvettes) entraîne de nombreuses pertes post-récolte. Par ailleurs, la mauvaise connaissance des petits producteurs du marché et des prix, ainsi que leur analphabétisme, fragilise leur capacité de négociation.
- Financement rural. La faiblesse de l'offre en matière de financement rural, du fait de la déstructuration des IMF intervenant dans la zone du projet conduit à la mise en place de mesures exceptionnelles de financement des activités à travers des subventions.
- Genre. Le rôle des femmes dans les activités agricoles et non agricoles doit être davantage reconnu et les actions de formation et d'appui conseil doivent cibler leurs besoins spécifiques.
- Coordination et gestion des projets. Les instances de décision des projets doivent être décentralisées et se rapprocher des bénéficiaires pour une meilleure efficacité des actions mises en œuvre, les effectifs des UCP réduits et rationalisés et les activités doivent être sous traitées avec des prestataires publics, associatifs ou privés, de façon à garantir la flexibilité et l'efficacité de ces actions.
- OPA. D'importants problèmes de gouvernance et d'appropriation des membres affaiblissent la viabilité institutionnelle et économique des OPA; dans les filières

vivrières, mis à part la filière rizicole, les OPA sont beaucoup moins développées que dans les filières d'exportation, les producteurs sont souvent les maillons faibles de la chaîne de valeur, et il existe différents niveaux de structuration des OPA, mais les capacités de suivi et d'offre réelle de services aux membres sont très limitées.

III. MISE EN ŒUVRE DU PROJET

A. Approche²⁶

79. Vision du Projet. Le Projet vise la transformation progressive des exploitations agricoles familiales et des organisations de producteurs, d'une situation de production d'autoconsommation, vers une agriculture rentable où les exigences du marché déterminent les stratégies d'investissement et de production. Le changement attendu sur le long terme est l'autonomisation organisationnelle et fonctionnelle des OP qui seraient capables seules de se procurer les facteurs de production à moindre coût, de produire et de livrer aux opérateurs de marché les quantités et qualités requises à des prix négociés. Cet objectif sera atteint de manière progressive en prenant en compte la faible structuration des OP de base dans les filières et régions ciblées. Le développement des filières retenues ira de paire avec celui des OP qui en sont les principales animatrices, l'objectif étant de faire de ces OP, des acteurs capables de tirer le maximum de bénéfices de leurs activités.

80. Cette vision passe par une présence régulière sur le marché où les OP seront capables de négocier des prix intéressants et de prendre d'importantes parts de marchés. Pour réussir ce pari, leurs membres devront approvisionner le marché avec des produits de qualité, en quantité suffisante et d'une régularité conforme aux exigences du marché. C'est là l'objectif que vise le PROPACOM et que doit viser tout projet du FIDA dont les financements, en accord avec son mandat de lutte contre la pauvreté, doivent permettre de soustraire à la précarité, les nombreuses populations pauvres et vulnérables.

81. Complémentarité PRAREP/PROPACOM²⁷. Les deux projets seront mis en œuvre pratiquement au même moment bien que le PRAREP ait été formulé en 2008, suite à la crise alimentaire. Les deux projets, bien que partageant des éléments communs se différencient par la valeur ajoutée apportée par le PROPACOM. Points en commun: zone géographique, filières ciblées, populations bénéficiaires, durée d'exécution. Valeur ajoutée du PROPACOM : actions inscrites dans une perspective de durabilité et non d'urgence, professionnalisation des OPA afin qu'elles jouent le rôle central dans la mise en œuvre des activités de développement, fort accent mis sur l'aval de la production, plus grande étendue géographique d'intervention, abandon de la distribution gratuite d'intrants et d'équipements agricoles au profit de la reconstitution des fonds de roulement intrants et de la constitution de fonds d'amortissement pour les équipements.

82. Stratégie de mise en œuvre. La stratégie de mise en œuvre basée sur la demande s'appuiera sur les deux éléments fondamentaux suivants : (i) la valeur ajoutée du PROPACOM, et (ii) la diversité de situation au sein des trois filières marquée par un niveau de technicité, d'équipement et de structuration des OP différent selon qu'on parle du riz, du maraîchage ou du maïs. Partant de cette réalité, le PROPACOM créera les conditions d'autonomisation progressive des producteurs (formation, partenariat, etc.) et apportera les appuis sous des formes appropriées (ressources financières, accompagnement, formation,...) pour soutenir l'investissement productif et de mise en marché (aménagements, accès aux facteurs de production, etc.) et la mise aux normes de qualité.

83. Approche d'appui aux OP. Le Projet partira du principe que les OP doivent rendre des services à leurs membres. Il prendra comme levier les fonctions économiques qui ont un impact sur la situation matérielle des exploitations familiales, pour favoriser les fonctions d'autonomie organisationnelle que sont les fonctions de gouvernance et les fonctions syndicales (négociation, représentation, plaidoyer). Les OP seront classées selon trois catégories à savoir: (i) les OP de base qui nécessitent un appui intensif, (ii) les OP en transition qui ont acquis certaines capacités organisationnelles et de fourniture de services ;

²⁶ Annexe 5, Appendice 6 : Représentation des fonctions de services aux OP.

²⁷ Annexe 5, Appendice 2 : Tableau comparatif PRAREP/PROPACOM

et (iii) les OP autonomes qui ont acquis une bonne capacité de gestion, de négociation, de recherche de marchés, etc. Il faut toutefois noter que le diagnostic fait sur le terrain ne fait pas ressortir d'OP de base au sein de la catégorie 3 en raison entre autres, du faible développement des filières ciblées et de la déstructuration des organisations paysannes durant la période de la crise. Parmi les trois filières, c'est au niveau du riz que l'on rencontre des OP avec un début d'organisation. Il reste entendu qu'en raison de la différence de situation, la nature et l'intensité des appuis à apporter aux OP seront différentes selon qu'on intervienne dans le riz (filière plus avancée en matière de promotion des OP) ou dans les deux autres filières (où le processus de structuration est à peine amorcé). A chaque catégorie d'OP correspondra un appui spécifique et adapté de manière à faire évoluer une masse critique d'OP du niveau un vers le niveau deux.

84. Le Programme cadre unique. Le COSOP 2011-2015 préconise l'évolution du portefeuille des projets FIDA en Côte d'Ivoire vers un programme cadre unique sensé harmoniser les stratégies et approches d'intervention et développer les synergies et complémentarités entre les différents projets. Le PROPACOM est conçu pour jouer ce rôle. Pour jeter les bases de cette construction, il a inscrit dans ses activités un certain nombre d'activités essentielles. Il s'agit notamment de : (i) développement des synergies et complémentarités thématiques et géographiques entre les projets du portefeuille, (ii) la reprise et la consolidation des acquis des précédents projets, (iii) la mise en place d'une unité de coordination et d'un comité de pilotage uniques et communs à tous les projets financés par le FIDA, (iv) l'appui à la mise en place au MINAGRI d'un système de suivi évaluation externe auquel contribue l'ensemble des projets du portefeuille, (v) le partage des savoirs et des expériences et (vi) la mutualisation du point focal du PRAREP au niveau du MINAGRI.

85. L'approche institutionnelle et de contractualisation. Sur le plan institutionnel et sur celui de l'approche de mise en œuvre, le projet se propose d'appliquer le principe du « faire-faire » tout en faisant en sorte que les agences d'exécution dont le mandat de service public est officiellement reconnu jouent pleinement leurs rôles dans la mise en œuvre du Projet. A ce titre, ce sont les partenaires stratégiques comme l'ANADER, le CNRA, l'ONDR et les DRA, qui seront chargés notamment de l'appui conseil dans la mesure où leur compétence/expertise et leurs effectifs le permettent, de l'appui aux OP en matière de structuration de la demande commune de services, de la fourniture du matériel végétal de base à multiplier, du suivi de la réalisation des activités, de l'évaluation du travail des prestataires, et de la diffusion de l'information.

86. Toutes les autres activités de fourniture de biens et de services seront assurées par des prestataires privés. Ils seront choisis par appel à candidature sur la base de leurs expériences et selon les dispositions du code des marchés publics et les directives du FIDA si applicables. Tous les prestataires privés seront recrutés sur une base compétitive, et liés au projet par des contrats annuels de performance. Les partenaires stratégiques seront quant à eux liés au projet par des conventions annuelles renouvelables sur la base d'une évaluation de performance.

87. Situation du financement rural²⁸. Le secteur du financement rural en Côte d'Ivoire est aujourd'hui confronté à des défis et des difficultés considérables dues à la faiblesse de la gouvernance et la dégradation progressive de la situation financière et de la qualité du portefeuille des institutions de financement de l'agriculture y compris les institutions de micro-finance. En général, le secteur est caractérisé par une faible pénétration en milieu rural, en particulier dans les zones où le projet va intervenir. Deux réseaux de micro-finance interviennent en zone rurale. Il s'agit des Caisses mutuelles d'épargne et de crédit (CMEC) et des Coopératives d'épargne et de crédit (COOPEC). Le réseau CMEC, bien que créé dans le but de couvrir les zones rurales et permettre l'accès des petits producteurs au crédit, a un très faible taux de distribution de crédits dans le secteur agricole (13% en 2009). Les caisses du réseau CMEC sont principalement concentrées dans le sud du pays, et on note une très faible présence dans la zone du projet (deux caisses fonctionnelles dans la région de Zanzan, une seule caisse fonctionnelle sans agrément à Katiola, dans la vallée du

²⁸ Annexe 4, appendice 1, analyse de la micro-finance en Côte d'Ivoire

Bandama et les rares caisses présentes dans la zone des Savanes ont été contraintes de fermer suite à la crise). Le réseau COOPEC ne se porte pas mieux car sur 106 caisses existant en 2005, seules 69 sont fonctionnelles en 2011 sur lesquelles seules 26 sont agréées, dont seulement 13 sont effectivement en activité. À cause de la crise, on a observé la fermeture de plusieurs caisses de base, mais même là où il existe quelques caisses fonctionnelles, les services offerts pour le secteur agricole sont loin de satisfaire la demande; le taux de distribution de crédits dans le secteur agricole diminue au profit du secteur commercial. Le réseau COOPEC est essentiellement implanté en zone urbaine et apporte majoritairement une réponse aux besoins de financement des artisans, petits commerçants et des fonctionnaires.

88. Ce survol de la situation des réseaux de micro finance dans la zone d'intervention du projet montre que dans la situation actuelle, l'offre de crédit pour la population ciblée par le PROPACOM est quasiment inexistante et les perspectives sur le court terme, très minces. De plus, les autres institutions financières installées dans les 3 régions d'intervention du projet n'accordent souvent des crédits qu'aux cultures industrielles et d'exportation et non aux cultures vivrières qui font l'objet de ce projet. Cette situation pose des contraintes qui doivent être prises en compte dans la stratégie de mise en œuvre et de financement des actions du projet.

89. Modalités de financement des activités. La mise en œuvre du PROPACOM s'inscrit dans le cadre de la relance durable des activités économiques du pays. La Côte d'Ivoire a pris l'option de sortir du cadre des urgences à partir de janvier 2012 et d'inscrire toutes ses activités dans une perspective de reconstruction et de durabilité. C'est ainsi que la stratégie nationale de développement de la riziculture prévoit la contribution des bénéficiaires à hauteur de 20% aux coûts d'acquisition des intrants et des équipements agricoles et l'arrêt en 2012, de toute distribution gratuite d'intrants et d'équipements agricoles. L'objectif est de préparer progressivement les producteurs à affronter les réalités du marché du crédit²⁹. Cette vision est absolument partagée par le PROPACOM, mais il faut préciser que son application immédiate se heurte à des difficultés vu l'état de pauvreté et de vulnérabilité des exploitants agricoles particulièrement ceux ciblés par le PROPACOM, d'une part, et la quasi absence sur le terrain, d'institutions de financement de l'agriculture capables d'assurer une offre de service en matière de crédit, d'autre part. Prenant en compte les faibles capacités de financement des bénéficiaires du projet, le PROPACOM se propose d'appliquer cette vision moyennant une amélioration permettant aux producteurs de s'équiper, de restaurer leur base productive et de s'inscrire avec une certaine progressivité, dans un système pouvant conduire à terme vers le marché du crédit. C'est pourquoi, la contribution des bénéficiaires est fondamentale. Mais celle-ci, dans le cas du PROPACOM, ne sera pas à libérer d'un coup au moment des acquisitions mais plutôt étalée dans le temps par la constitution de fonds d'amortissement et fonds de fonctionnement pour les équipements et de fonds de roulement annuel pour les intrants.

90. Ainsi, les modalités de cession aux OP des matériels, équipements et intrants agricoles adoptés par le projet³⁰ consisteront à : (i) Acquérir à 100%, le matériel et équipement agricoles, d'irrigation et de commercialisation et les céder aux OP dans le cadre d'une convention de cession imposant la constitution par les bénéficiaires d'un fonds d'amortissement et d'un fonds de fonctionnement domiciliés dans un compte bloqué dans une institution financière ; (ii) Fournir les intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires) de la première campagne agricole avec obligation pour les OP de reconstituer à la fin de la première campagne agricole cette dotation à hauteur du montant total des intrants fournis par le projet, légèrement majoré pour couvrir les augmentations prévisibles des coûts des intrants pour les campagnes ultérieures. Le montant sera domicilié dans un compte bloqué à mouvementer une fois par an, au moment des nouvelles acquisitions ; (iii) Signature d'une convention tripartite entre l'OPA bénéficiaire, le Projet et la banque de domiciliation des comptes bloqués pour la sécurisation des fonds ; la banque

²⁹ L'ONDR prévoit dans ce cadre, la subvention à hauteur de 80% des coûts des intrants et des équipements agricoles ; les bénéficiaires prenant en charge le reliquat de 20% à verser au moment de l'acquisition du matériel.

³⁰ Annexe 4, Appendice 2 : Option de financement des équipements/matériels et intrants agricoles

jouant la fonction de veille. Une analyse des banques locales montre que la BACI (Banque Atlantique de Côte d'Ivoire) est la banque la mieux représentée dans les trois régions. Ce montage contribuerait à l'établissement d'une relation de confiance entre la banque et les OP, indispensable pour accéder au crédit.

91. Cette option de financement par subvention se base sur les principes directeurs suivants: (i) le ciblage des bénéficiaires sur la base de critères stricts d'éligibilité ; (ii) la limitation dans le temps ; (iii) l'accompagnement d'un renforcement de capacité des bénéficiaires ; et (iv) l'allocation sur une base de contrepartie.

92. Pour accéder aux financements, les OPA devront se qualifier et répondre à un certain nombre de critères d'éligibilité comme par exemple : (i) existence de l'OPA à travers des documents appropriés, (ii) preuves que l'OPA assume un certain nombre de fonctions économiques (groupage des approvisionnements et de la commercialisation, transformation, etc.), (iii) utilisation d'outils de gestion (cahier de comptabilité, compte rendu périodique de gestion, etc.). Les OPA qui répondront à ces critères, bénéficieront de l'appui du Projet pour l'élaboration d'un plan d'actions assorti d'un premier projet d'investissement³¹.

B. Exécution du Projet

Organisation et gestion³²

93. Le Ministère de l'agriculture (MINAGRI) sera le Ministère de tutelle du PROPACOM.

94. Le PROPACOM en tant que projet fédérateur établira un comité de pilotage (CP) unique et commun à tout le portefeuille de projets financés par le FIDA en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, il construira sur le Comité de pilotage du PRAREP qui sera restructuré (en réduisant le nombre et en améliorant la représentativité) et complété par des aménagements nécessaires induits par les nouvelles activités introduites par ses interventions. Le CP qui se réunira en séance ordinaire une fois par an et en séance extraordinaire en fonction des besoins, approuvera les rapports annuels d'exécution; validera les programmes de travail et budgets annuels (PTBA) ; examinera et approuvera les rapports d'audit; vérifiera l'application des recommandations des rapports d'audits et des missions de supervision ; veillera au respect de ses objectifs et de sa stratégie d'intervention, et à la cohérence des interventions avec les politiques et projets en cours. Il sera présidé par le Ministre chargé de l'Agriculture ou son représentant, et sera composé des représentants du Ministère chargé des Finances, du Ministère chargé des Collectivités locales, du Ministère chargé du Commerce, du Secrétariat national à la reconstruction et à la réinsertion (SNRR), de représentants des OP, des conseils généraux et d'autres acteurs en fonction des besoins. Le Secrétariat du CP sera assuré par la DECOP appuyée par l'UCP du Projet. Le dispositif sera complété par la mise en place au niveau de chacune des trois régions, d'un cadre régional de concertation (CRC) qui servira de cadre de dialogue opérationnel entre les projets et les différents acteurs du développement. Le CRC qui se réunira également une fois par an sera présidé par le Préfet de région et la Direction régionale de l'agriculture en assurera le secrétariat³³.

Exécution du Projet

95. L'exécution se fera avec deux types d'opérateurs : des partenaires stratégiques et des prestataires de services comme indiqué aux paragraphes 85 et 86.

96. Les prestataires et partenaires stratégiques seront responsables de l'exécution des travaux qui leur seront confiés mais aussi de la collecte des indicateurs de réalisation pour alimenter la base de données de suivi du projet. Ils seront aussi responsables de la mise en place d'une stratégie inclusive et basée sur l'égalité du genre pour l'accès aux activités et investissements promus par le Projet.

Mise en œuvre des activités

³¹ Le manuel de mise en œuvre du Projet détaillera plus amplement les critères et modalités de sélection des OPA

³² Annexe 5, Appendice 1 : organigramme et présentation de projets FIDA en Côte d'Ivoire

³³ L'unité de coordination du Projet (UCP) commune au deux projets (PRAREP et PROPACOM) sera structurée et organisée comme indiqué aux paragraphes 71 à 73.

97. Multiplication des semences. Plusieurs structures pérennes para étatiques et privées vont intervenir dans la multiplication et la diffusion des semences de qualité. Il s'agit de : (i) l'ONDR qui est responsable de la planification et de la coordination, à l'échelle nationale, de la production de semences commerciales R1 ; (ii) le Centre national de la recherche agronomique (CNRA) pour la production de semences de pré base et de base (G3) ; (iii) le laboratoire national de développement agricole (LANADA) pour le contrôle de la qualité sanitaire des semences en vue de la certification ; (iv) le service des semences et plants du Ministère de l'agriculture pour les contrôles au champ et la certification des semences commerciales R1 ; (v) l'ANADER pour l'appui-conseil aux paysans multiplicateurs de semences ; et (vi) les paysans multiplicateurs de semences qui seront chargés de la multiplication et de la diffusion des semences.

98. Ces structures seront liées à l'UCP par des conventions et des contrats de prestation de services à périodicité annuelle, reconductibles ou non suivant les résultats des évaluations.

99. L'ONDR, sur la base d'une convention signée avec le Projet, procédera à l'identification et la sélection des paysans multiplicateurs de semences de riz, en étroite collaboration avec les associations régionales de semenciers. Les paysans multiplicateurs signeront avec l'ONDR soit à titre individuel, soit en qualité de groupement, un contrat de multiplication de semences de riz. Dans ce contrat, **l'ONDR s'engagera à** : (i) fournir les semences de base G3, les autres intrants (engrais, herbicides, insecticides) nécessaires à la production de paddy semence et des sacs de collecte du paddy semence ; (ii) prendre en charge les coûts de contrôle au champ du service officiel des semences et plants du MINAGRI ; et (iii) apporter aux paysans multiplicateurs, la formation et les appuis conseils nécessaires pour la production de paddy semence de qualité. **Le paysan multiplicateur, s'engagera à** : (i) respecter les itinéraires techniques ainsi que le chronogramme d'activités proposés par l'ONDR, (ii) se conformer aux recommandations du service officiel des semences et plants du MINAGRI en matière de contrôles au champ, (iii) vendre au moins 80% du paddy semence de bonne qualité à l'ONDR, et (iv) rembourser en nature ou en espèces la totalité du montant du prêt consenti par l'ONDR.

100. L'ONDR procédera au traitement, conditionnement et stockage des semences commerciales de riz dans ses unités mobiles de triage et de conditionnement des semences. Ces semences commerciales feront l'objet d'une cession par l'ONDR au PROPACOM.

101. Le PROPACOM livrera les semences commerciales aux CGA des périmètres aménagés/réhabilités dans le cadre du Projet sous la forme d'une dotation initiale couvrant les besoins de la première campagne culturale.

102. Engrais et produits phytosanitaires. Le Projet dotera les CGA et les groupements maraîchers de lots d'engrais adaptés, de produits phytosanitaires et de semences sélectionnées couvrant les besoins de la première campagne culturale³⁴.

103. Mécanisation agricole. Le Projet dotera les CGA et les autres organisations de producteurs agricoles de matériels de labour et de récolte (motoculteurs, batteuses vanneuses) et les groupements maraîchers de systèmes d'irrigation goutte à goutte. Ces matériels seront cédés aux CGA et aux groupements maraîchers dans le cadre d'une convention de cession imposant la constitution par les bénéficiaires d'un fonds d'amortissement et d'un fonds de fonctionnement domiciliés dans une institution financière sur des comptes bloqués³⁵ selon l'approche définie par l'ONDR, et dont les caractéristiques principales sont présentées dans l'annexe 5.

104. Appui conseil. Le Projet s'appuiera sur les dispositifs de conseil agricole existants. L'ANADER qui a une mission publique d'exercice du conseil agricole et rural, sera chargée sur la base de conventions de collaboration avec le PROPACOM, établies à l'échelle de

³⁴ Les OPA auront la charge de reconstituer cette dotation à la fin de première campagne agricole, aux conditions et modalités détaillées dans l'annexe 4.

³⁵ Les comptes seront des comptes bloqués qui ne seront mouvementés qu'au renouvellement des équipements. La structure bancaire jouera un rôle de veille et informera régulièrement le projet du montant du solde des comptes.

chacune de trois régions d'intervention du Projet (Savanes, Zanzan, Vallée du Bandama), de la formation et de l'appui conseil aux exploitants agricoles. Comme dans le PPMS et PRAREP, ces conventions de collaboration préciseront le mandat et les responsabilités de l'ANADER, qui porteront principalement sur: (i) l'animation, la sensibilisation et l'information des bénéficiaires potentiels sur les actions du Projet; (ii) le conseil technique aux organisations de producteurs (techniques culturelles, conseil en gestion des exploitations, gestion et maintenance des aménagements hydroagricoles et des équipements de transformation/conditionnement des produits); (iii) l'appui à la structuration et au renforcement des capacités des OP ; (iv) la mise en relation des OP avec des opérateurs de marchés (intrants, équipements et produits agricoles).

105. La réalisation d'activités spécifiques de formation et de conseil sera confiée à des opérateurs spécialisés (CNRA, CSRS, I2T, ONG, bureaux d'études, organismes spécialisés en formation, ...) dans le cadre de contrats de prestation de services portant sur des activités précises. Ces contrats, passés entre l'UCP et les prestataires de services, fixeront, outre les conditions techniques et financières, les conditions de réalisation, les approches méthodologiques à suivre et les indicateurs de suivi.

106. L'appui du Projet au système d'information sur les marchés des produits agricoles (SIM) nécessite une évaluation préalable des dispositifs en place (OCPV, ANOPACI, BVP) pour identifier leurs atouts et contraintes respectifs et définir les moyens à mettre en œuvre pour améliorer leur performance. Cette analyse diagnostic sera réalisée au démarrage du Projet et une ligne budgétaire est prévue pour le renforcement du (ou des) dispositif(s) retenu(s) au terme de l'évaluation.

107. Valorisation et mise en marché. Les actions d'appui à la transformation et à la commercialisation des produits agricoles feront intervenir plusieurs acteurs : (i) l'UCP et ses antennes régionales, chargée de la programmation, de la contractualisation des prestataires et du suivi-évaluation de leurs interventions ; (ii) les coopératives et associations de transformation/conditionnement des produits alimentaires, qui deviendront propriétaires des infrastructures et équipements, et qui seront responsables de leur gestion et entretien ; (iii) les entreprises locales de génie civil seront sollicitées, sur une base contractuelle, pour la construction des bâtiments (unités de transformation, magasins de stockage, centres de conditionnement). Pour les tests et démonstrations, des institutions nationales de compétence avérée en matière de transformation industrielle (notamment la Société ivoirienne de technologie tropicale I2T) seront contractées pour les services suivants : études et ingénierie industrielle, fabrication d'unités de transformation, mise au point de procédés de transformation et conseil et assistance.

108. Le suivi de l'utilisation des matériels rizières sera assuré par l'ONDR, appuyé par les agents de l'ANADER. Ce suivi sera étendu à la reconstitution des fonds d'entretien et d'amortissement. A ce titre, des carnets pour le suivi technique et pour le suivi financier des équipements seront mis à la disposition des coopératives et OPA.

109. Réalisation et gestion des infrastructures. La mise en œuvre des infrastructures rurales prévues impliquera plusieurs acteurs: (i) la Cellule de coordination du projet et ses antennes, chargée de la programmation, de la contractualisation des prestataires et la supervision de leur exécution ; (ii) les OPA bénéficiaires participant à la maîtrise d'ouvrage et assurant la gestion et l'entretien des infrastructures ; (iii) les opérateurs privés (bureaux d'études, MPE spécialisées dans les travaux selon les types d'infrastructures, les cabinets de formation et de conseils...) concernant les prestations d'études, de contrôle des travaux, d'exécution des travaux, de formation et d'appui conseils aux bénéficiaires. En Côte d'Ivoire, la capacité de services des privés est relativement bonne.

110. Les étapes de préparation nécessaires comportent : (i) une campagne d'information des populations des régions couvertes dès le démarrage du projet concernant les objectifs, l'approche, les méthodes de travail et le rôle du projet et de ses partenaires stratégiques ainsi que les responsabilités des OPA et de leurs faitières ; (ii) la présélection des opérateurs privés; (iii) l'appel de demandes d'intervention à l'endroit des groupes cibles (OPA, coopératives, Comités de gestion des aménagements...) et la centralisation des demandes au niveau des antennes du projet ; (iv) la sélection des demandes en fonction

des critères énoncés plus haut (surtout pour les périmètres) notamment au point de vue pertinence, viabilité de l'organisation (cohésion, engagement, solvabilité...) et foncier ; (v) la signature de conventions de partenariat entre le PROPACOM et les OPA.

111. Dans le cas particulier des périmètres irrigués, les demandes sélectionnées feront l'objet d'une identification des sites pour s'assurer de la faisabilité technique de chaque site (disponibilité d'eau, aptitudes des sols, site en exploitation ou abandonné, éloignement du village, problèmes environnementaux...) puis d'une étude socio-foncière pour clarifier la situation foncière de chaque site. Il reste entendu que dans la zone du Projet, le foncier est géré par des lois coutumières qui, pour le moment ne constitue pas un handicap à l'accès par les petits producteurs, à terre.

112. Les réalisations des travaux seront confiées par voie d'appel d'offres aux entreprises (PME et tâcherons) locales enregistrées au niveau du projet et le contrôle des travaux assuré par les bureaux d'études. Dans le cas des périmètres irrigués, les bureaux ayant réalisés les études, assureront aussi le contrôle des travaux et les bénéficiaires prendront en charge les aménagements terminaux (parcellaires ou installation des kits de GAG).

113. Au terme de chaque réalisation, les entreprises produiront les plans de recollement des ouvrages ou infrastructures exécutés ainsi que les manuels de gestion et d'entretien sous un format simple et exploitable par les comités de gestion des infrastructures. Le transfert de l'infrastructure sera fait à l'OPA bénéficiaire en lui remettant tous les documents nécessaires à sa gestion et en lui expliquant le mode de fonctionnement de l'infrastructure et la périodicité des entretiens nécessaires.

114. Durant la phase d'exploitation de chaque infrastructure, le comité de gestion assurera la gestion et ses membres recevront des formations techniques nécessaires. Dans le cas d'un périmètre irrigué, le projet appuiera le comité de gestion pour la mise en place d'une redevance eau pour la prise en charge des travaux d'entretien notamment des ouvrages de tête et du réseau principal ainsi que pour le fonctionnement et la maintenance des équipements de pompage (dans le cas particulier d'un site maraicher sous irrigation localisée).

115. Structuration des OPA. L'appui à la structuration et au renforcement des capacités des OPA sera apporté par trois types de partenaires : (i) l'ANADER, (ii) des structures de type privées telles que des ONG, des bureaux d'études, consultants, et les services techniques au niveau central et/ou déconcentré et la (iii) Direction de la promotion des OP (DOPA). L'ANADER interviendra dans tout ce qui concerne l'appui à l'organisation des OP de base, les formations sur les aspects techniques, les connaissances des textes régissant l'organisation syndicale. Les structures privées comme Animation Rurale de Korhogo (ARK), Bureau de formation et de conseil en développement (BCFD), Fédération GNOMPININ, etc, quant à elles prendront en charge les formations et les appuis plus spécialisés telles que la formation en gestion, prospection de marché, négociation et contractualisation, etc. La DOPA pour sa part, jouera son rôle de veille pour ce qui est de la connaissance et de l'application par les OPA, des textes officiels en matière de mouvement coopératif. Les différents intervenants en appui aux OPA contribueront à la mise en place de relais techniques endogènes choisis parmi les membres actifs des OPA (avec un quota favorable aux jeunes et aux femmes), dans une perspective de durabilité. Comme pour le PPMS, l'activité d'alphabétisation fonctionnelle pourra être confiée au Service autonome d'alphabétisation (SAA) et/ou à une ONG spécialisée, en fonction du bilan de l'expérience et des performances obtenues.

Partenariats avec les projets en cours

116. À partir janvier 2012, le FIDA financera deux projets actifs en Côte d'Ivoire : le PRAREP et le PROPACOM vu l'achèvement du PPMS en Décembre 2011. Etant donné que les deux projets interviennent sur des thématiques complémentaires et pratiquement dans les mêmes zones géographiques, un mécanisme de collaboration/ coopération s'avère indispensable. La complémentarité entre les deux assurera un décollage rapide des activités jetant ainsi les bases pour une mise à l'échelle future de leurs acquis et réussites. Le PROPACOM développera par ailleurs des partenariats avec les projets financés par d'autres

bailleurs de fonds et partenaires au développement, en l'occurrence, la Banque Mondiale, GIZ et l'Union Européenne dans le cadre de la « Facilité Alimentaire ». Les cadres de concertation régionale seront le lieu de planification conjointe et de mise en cohérence des différentes interventions.

117. Les principaux partenariats seront les suivants:

- Le Programme de Productivité Agricole en Afrique de l'Ouest, volet riz (PPAAO)³⁶ sur financement de la Banque Mondiale, qui a inscrit dans ses activités: i) le renforcement du CNRA et la réhabilitation du CFMAG pour la production de semences améliorées; ii) le renforcement des capacités des chercheurs ; iii) la recherche variétale du riz ; iv) le fonctionnement du service de certification des semences ; v) l'amélioration des itinéraires techniques ; vi) la production de semences de pré base et de base de riz.
- Les interventions du PAM, notamment pour renforcer les programmes de nutrition et de sécurité alimentaire et harmoniser les approches en matière de développement des filières riz et maraîchage.
- Le Programme de Développement Economique en Milieu Rural (PRODEMIR) de la GIZ qui appuie le développement de la culture du riz (aménagement des bas-fonds, encadrement des groupements de producteurs) et de la culture de l'oignon (appui aux groupements féminins, la conservation et la commercialisation) dans le Nord. Une collaboration avec le PRODEMIR sera recherchée en ce qui concerne les ateliers de planification, le renforcement des OPA et le développement des outils, notamment dans le domaine de la finance rurale, de la transformation du riz, de la mise en réseau des acteurs des filières, de l'information sur les marchés et les prix.

C. Planification, suivi-évaluation et gestion des savoirs

Planification

118. Une démarche ascendante d'élaboration du PTBA sera adoptée³⁷. Les PTBA seront initiés par les antennes du projet en fonction des besoins exprimés par les groupes cibles au niveau de chacune de trois régions ciblées. Pour l'élaboration des PTBA, les antennes régionales s'appuieront sur: i) l'évaluation de la demande d'appuis faite par les OP et traitée aux différents niveaux; ii) les bilans des ateliers annuels de suivi/évaluation participatifs; et iii) une analyse de la capacité des partenaires stratégiques et des prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du Projet. Les documents produits seront validés par un comité local composé des Assistants d'antenne, du DRA, du chargé de suivi-évaluation externe au sein des DRA, des représentants des OPA et des partenaires, puis transmis au siège du projet. Le PTBA consolidé sera validé par le CP et approuvé par le FIDA avant sa mise en œuvre par les partenaires encadrés et suivis par les assistants d'antennes et les chargés de suivi-évaluation externe au sein des DRA. Une approche flexible permettant des révisions régulières du PTBA au cours de l'exercice budgétaire sera adoptée. Le projet de PTBA comprend, notamment, un résumé des résultats atteints l'année passée, une description détaillée des activités de l'année, leurs coûts unitaires et globaux, les indicateurs de suivi, les modalités d'exécution prévues pour l'année à venir, l'origine, l'utilisation des fonds et un Plan de passation des marchés pour 18 mois.

Suivi-évaluation

119. Avec la mise en place de l'approche Programme-pays, le PROPACOM développera un système de S&E axé sur les résultats prenant en compte les systèmes de SE du PPMS et du PRAREP. Ce système de suivi-évaluation (SSE) sera conforme aux orientations du MINAGRI et du FIDA en la matière et sera utilisé comme un outil d'aide à la prise de décisions aux différents niveaux d'exécution du projet. Pour ce faire, il sera aligné au système de S&E du MINAGRI en cours d'élaboration. Les premiers pas dans ce domaine sont marqués par la mise en place du système de suivi évaluation externe dont le PRAREP constitue le premier point d'application.

³⁶ West Africa Agricultural Productivity Programme (WAAPP-1C), financé par la Banque Mondiale

³⁷ Calendrier de préparation du PTBA en appendice 1 de l'annexe 6.

120. Le SSE, sur la base du cadre logique du PROPACOM, permettra de mesurer l'état d'avancement de l'exécution du programme, mais également de mesurer ses effets et impact et de collecter des indicateurs du Système de Gestion des résultats et de l'impact (SYGRI). Il disposera de passerelles avec les autres systèmes d'information (Système de suivi sectoriel, etc..) en partageant des indicateurs avec ces systèmes.

121. Le SSE distinguera les 3 niveaux d'indicateurs retenus par le FIDA (1er, 2ème et 3ème niveau). Les indicateurs de suivi-évaluation et d'impact du système seront désagrégés par sexe et par âge. Le dispositif respectera les modalités de renseignement de chaque niveau, de même que les périodicités requises pour le « reporting ». A cet effet, il sera structuré selon trois fonctions, chacune d'elle recourant à des sources de données, d'informations, et d'outils spécifiques et, concourant de façon particulière à l'atteinte des objectifs du système : le suivi de la planification (suivi de l'exécution des PTBA), le suivi des résultats et la mesure de l'impact. Seulement un nombre limité d'indicateurs pertinents sera choisi permettant un suivi simple mais approprié.

Gestion des savoirs

122. La production et le partage des savoirs constituent des éléments clés du programme cadre pour faciliter les ajustements nécessaires du système de connaissances existant dans le pays et assurer la mise en rapport des besoins et des savoirs. Afin de contribuer au partage des expériences et surtout à la capitalisation des acquis, le Projet appuiera la collecte et la diffusion d'informations utiles aux acteurs des filières aux niveaux local, régional et national, ainsi que la capitalisation des activités et méthodes mises en œuvre par les projets du FIDA. La gestion des savoirs se fera à travers : (i) l'organisation des ateliers périodiques d'autoévaluation participative des OPA; (ii) la réalisation des études thématiques ponctuelles ; (iii) la production et la diffusion de supports audio-visuels ; (iv) les voyages d'études et d'échanges des expériences ; et (v) la participation commune dans les missions de supervision.

D. Gestion financière, passation des marchés et gouvernance

123. Gestion financière. Les fonds du projet seront gérés selon les procédures en vigueur en Côte d'Ivoire, ainsi que celles du FIDA en matière de gestion financière et administrative des projets. Elle sera détaillée dans la lettre au bénéficiaire et dans le manuel de gestion administrative et financière du Projet.

124. Le compte du don sera géré par le FIDA à Rome qui opérera des décaissements sur la base de la réception, l'examen et l'approbation de demandes de retrait émanant de la Direction de la Dette Publique (DDP). Après décaissement, le FIDA transmettra un avis de décaissement à la Direction de la DPP pour information. Sur la base de cet avis, la DDP établira un ordre de recette qu'elle transmettra à l'Agent Comptable de la Dette Publique pour comptabilisation.

125. En vue d'accélérer les décaissements et lever les contraintes relatives au circuit d'exécution des dépenses, les projets Banques Mondiales et BAD bénéficient d'une dérogation dite « de transfert en capital » autorisée par le Ministre de l'Economie et des Finances. Cette mesure exceptionnelle a eu pour effet de rehausser de manière significative le taux de décaissements de ces projets. Le transfert en capital est une modalité d'exécution des dépenses simplifiée consistant en une allocation inscrite sous une ligne dans le budget de l'Etat qui, une fois mandatée et décaissée, permet au projet de disposer de ressources financières conséquentes en vue du financement des dépenses.

126. Au regard des particularités des activités agricoles assujetties à un calendrier cultural rigoureux et de plus en plus variable, il est recommandé qu'une telle dérogation dite de « transfert en capital » soit appliquée aux projets cofinancés par le FIDA (PRAREP et PROPACOM). L'utilisation de cette modalité est assujettie à l'autorisation du Ministre de l'Economie et des Finances à la suite d'une requête adressée par le Ministère de tutelle (MINAGRI). Cette requête sera sollicitée en début de démarrage du projet.

127. En cas de non obtention de l'autorisation du ministre nécessaire à l'application de la modalité de « transfert en capital », l'exécution des dépenses du PROPACOM s'alignera sur la modalité applicable aux PPMS et PRAREP, en l'occurrence la « Régie d'avances ».³⁸

128. Passation des marchés. Un assistant spécialiste en passation de marchés sera recruté et sera logé au sein de l'UCP pour veiller à la qualité des dossiers de marchés préparés par les antennes et les agences d'exécution. Une attention particulière sera réservée à l'application du code des marchés publics, conformément à la Déclaration de Paris, et des Directives du FIDA en cas de dispositions contradictoires. Le mode de passation communautaire sera utilisé autant que possible pour assurer la participation des OP et des collectivités locales.

Gouvernance³⁹

129. Gouvernance. En 2010, la Côte d'Ivoire a reçu une note de 2,2 (sur une échelle de 1 à 10, avec 10 indiquant l'inexistence de la corruption), requérant la promotion de la bonne gouvernance dans la formulation et la mise en œuvre du PROPACOM, comme un thème transversal (Annexe 5, Appendice 1), et décrite par le cadre GAC (governance and anti-corruption framework). Le cadre GAC sera basé sur les principes de transparence, de responsabilité et de participation. La sensibilisation des communautés aux principes et aux processus de bonne gouvernance réduira le risque de corruption et devra promouvoir une meilleure utilisation des ressources du Projet. Le cadre GAC est basé sur trois dimensions de bonne gouvernance: (i) la gestion fiduciaire⁴⁰, (ii) les mesures gouvernementales de lutte contre la mauvaise gouvernance, et (iii) des mesures au niveau de la demande exprimée par la population. Bien que les mesures au niveau du gouvernement concernent le renforcement interne de l'efficacité et de l'efficacé dans la fourniture des biens et des services publics, l'accent dans le cadre du PROPACOM sera mis sur les initiatives au niveau de la demande qui suppose la participation active des bénéficiaires, afin qu'ils puissent s'exprimer dans le processus de prise de décision et de suivi pour atteindre les résultats du développement. Pour ce faire, plusieurs mesures sont prévues, parmi lesquelles on peut citer l'établissement des cadres de concertation régionale (CCR) qui serviront d'espace de dialogue devant permettre de garantir une cohérence et une harmonisation en matière de planification, une prise de décision fondée sur la concertation, et une bonne participation des bénéficiaires et des communautés locales qui disposeront d'une plateforme pour exprimer leurs besoins, leurs attentes ainsi que leurs opinions sur les résultats et les performances des projets.

130. Au niveau de l'exécution, le projet veillera à ce que les activités répondent effectivement à la demande formulée par les producteurs et leurs organisations (OP). Dans le domaine du fonctionnement des OP, le projet s'assurera que les règles de bonne gouvernance soient intégrées dans les pratiques de gestion au niveau des différentes instances. L'établissement d'un système de traitement des plaintes et d'un mécanisme de feedback est essentiel pour atténuer les risques de mauvaise gestion et de capture par les élites. En ce qui concerne la reconstitution et la gestion des fonds d'amortissement et des fonds de roulement, la mise en place d'une convention tripartite entre le projet, les OP et les banques pour gérer les fonds contribuera à la transparence et à la bonne gouvernance.

131. La communication et la diffusion de l'information (y inclus l'information concernant le projet, ses performances, etc.) constituent des actions essentielles pour l'établissement d'un climat de confiance au sein du projet, d'une part, et avec ses différents partenaires, d'autre part. Le projet s'attachera dès lors, et de manière systématique, à promouvoir le suivi participatif et contribuera au développement du système de suivi-évaluation externe en cours d'élaboration au niveau du MINAGRI. La mise en pratique de toutes ces mesures contribuera sûrement à l'instauration d'une culture de bonne transparence et de responsabilité dans la mise en œuvre du Projet.

³⁸ Détails et flux financiers dans l'annexe 7.

³⁹ En 2008, le FIDA a décidé d'introduire – pour les pays ayant un indice de perception de la corruption (IPC) inférieur à 3 sur 10 (selon *Transparency International*) – des mesures spécifiques de gouvernance et d'anticorruption, et ce dès la conception des programmes/projets (www.ifad.org/operations/pf/finance/governance.htm).

⁴⁰ Une bonne gestion fiduciaire mérite des mesures de comptabilité et d'audit appropriées

E. Supervision

132. La supervision du Projet et l'administration du financement seront assurées directement par le FIDA en étroite collaboration avec les institutions nationales en charge du S&E des projets, notamment la DECOP. Le FIDA facilitera l'exécution du Projet, il examinera les demandes de retrait de fonds, il s'assurera du respect des clauses de l'Accord de financement et examinera et approuvera les passations de marchés prévus dans le cadre du Projet. Le FIDA organisera les missions de supervision avec la participation des représentants du MINAGRI, du MEF, des autres ministères concernés et les autres partenaires, à raison de deux missions de supervision par an. De plus, des missions ponctuelle d'appui et de suivi seront effectuées selon les besoins.

133. Les missions de supervision porteront une attention particulière sur les facteurs-clés du succès du PROPACOM, qui sont les suivants : (i) la bonne gouvernance au niveau des organisations paysannes, ainsi que le progrès dans le domaine de la structuration, (ii) la performance des prestataires publics et privés, (iii) le respect de la planification des activités (taux de décaissement, taux d'exécution du PTBA), (iv) le pourcentage de décaissements qui atteint réellement les clients à la base (composantes 1 et 2).

F. Identification des risques et mesures d'atténuation

134. Le Projet devra affronter des risques systémiques liés au contexte, ainsi que des risques liés aux activités programmées. Le tableau 2 identifie ces risques, ainsi que les mesures d'atténuation possibles.

Tableau 2 : Risques et mesures d'atténuation

Risque	Mesures d'atténuation	Qualification du risque atténué
Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles		
Indisponibilité et insuffisance de compétence des partenaires institutionnels et prestataires de services	Présélection des prestataires, en partenariat avec autres projets, sur base expériences confirmées ; assurer un suivi régulier et impliquer les bénéficiaires dans le suivi des travaux; instaurer annuellement une évaluation participative des prestataires avec tous les acteurs concernés ;	Mineur
Insécurité foncière au niveau des périmètres irrigués	Information, sensibilisation et organisation de séances de concertation. Sélection des sites sans problème foncier majeur. Appui à l'obtention du certificat foncier.	Mineur
Exclusion des femmes des sites réhabilités ou aménagés	Le Projet s'assurera que le nombre de femmes par OPA soit un critère de sélection des demandes et veillera à ce que les femmes soient représentées dans les comités de gestion.	Mineur
Insuffisance de maintenance des aménagements	Sensibilisation des OPA, Renforcement des capacités des comités de gestion et appui à la mise en place d'une redevance eau pour les travaux d'entretien ;	Mineur
Prix élevé des engrais chimiques	Dans une première phase, l'utilisation des fonds de roulements (<i>second best solution</i>)	Moyen
Reconstitution des fonds de roulements (intrants)	Contrats de performance avec les clients et les prestataires.	Moyen
Risque climatique	Les mesures d'adaptation devront viser à adopter des cultures ou des variétés plus résistantes ou mieux adaptées à ces changements	Moyen
Composante 2: Valorisation et mise en marché		
Insuffisance de Gestion des infrastructures et équipements	Appui à la mise en place d'un mécanisme et des outils de gestion, formation des membres du bureau de l'OPA et du personnel d'appui (mécaniciens, assistants comptables...). Appui à l'élaboration d'un bilan saisonnier ou annuel.	Mineur
Faible adhésion des petits producteurs à la démarche du Projet basée sur les performances	Forte sensibilisation et informations des populations dès le démarrage du PRAREP et au début du PROPACOM. Implication des acteurs dans l'auto-évaluation annuelle.	Limité
Faible implication des producteurs dans les	Mise en place d'un dispositif d'appui-conseil de proximité pour appuyer le changement des comportements et	Limité

OPA	mentalités	
Composante 3: Coordination, suivi & évaluation		
Faible taux de décaissement.	Assistance technique au démarrage du projet. Transfer en capital ou au moins création des régies d'avance	Moyen
Mauvaise gouvernance	Mise en œuvre d'un plan d'action pour assurer la bonne gouvernance.	Moyen
Situation post conflit	Suivi de proximité par le point focal	Moyen

IV. COUTS, FINANCEMENT ET BENEFICES

A. Coûts du Projet

135. Les coûts totaux du Projet sont estimés à 28,97 millions US\$ (14,03 milliards FCFA) sur une période de 5 ans. Les coûts de base sont de 26,66 millions US\$ auxquels s'ajoutent 2% d'imprévus physique\$ (454 000 US\$) et 7% d'imprévus financiers (1,86 million US\$). Les taxes y sont incluses, pour un montant total de 5,41 millions USD soit 18,7% du coût total.

B. Financement du Projet

136. Le Projet sera financé par un don du FIDA de 22,50 millions USD soit 77,7% du coût total du Projet.

137. La contribution du Gouvernement au financement du Projet est estimée 5,4 millions de USD, soit 18,7% des coûts totaux. Ce montant comprend l'ensemble des droits, impôts et taxes grevant les biens et services qui seront pris en charge par le gouvernement.

138. La contribution des bénéficiaires est estimée à 1,06 million USD, soit 3,6 % du coût total du projet. Ce montant correspond (i) à l'estimation du coût des travaux d'aménagement parcellaire sur les périmètres irrigués, réalisés entièrement par les exploitants, et (ii) à la participation des exploitants à l'aménagement des pistes d'accès aux sites aménagés. Les coûts d'opération et de maintenance des infrastructures et des équipements hydroagricoles et de transformation/stockage/conditionnement des produits sont pris en compte dans les comptes d'exploitation des producteurs (voir modèles détaillés en annexe 10).

Tableau 3: Coûts du Projet par composante en 1000 USD

République de Côte d'Ivoire Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPAC) Components Project Cost Summary								
	(F CFA Million)			(US\$ '000)			%	% Total
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total	Foreign Exchange	Base Costs
A. Amélioration de l'offre de produits agricoles								
1. Accès aux facteurs de production	1,209	1,136	2,344	2,518	2,366	4,884	48	18
2. Aménagements hydro-agricoles	3,231	1,420	4,651	6,731	2,958	9,689	31	36
Subtotal Amélioration de l'offre de produits agricoles	4,439	2,556	6,995	9,248	5,324	14,573	37	55
B. Valorisation et mise en marché								
1. Valorisation des produits vivriers	775	90	865	1,615	187	1,802	10	7
2. Infrastructures marchandes et publics	1,158	520	1,678	2,413	1,083	3,495	31	13
3. Professionalisation des organisations de producteurs	1,019	-	1,019	2,123	-	2,123	-	8
Subtotal Valorisation et mise en marché	2,952	609	3,561	6,150	1,269	7,420	17	28
C. Coordination, suivi et évaluation								
1. Unité de coordination du programme	1,419	350	1,769	2,957	729	3,685	20	14
2. Fonds non-alloués	468	-	468	976	-	976	-	4
Subtotal Coordination, suivi et évaluation	1,888	350	2,237	3,933	729	4,661	16	17
Total BASELINE COSTS	9,279	3,515	12,794	19,331	7,322	26,654	27	100
Physical Contingencies	142	76	218	296	158	454	35	2
Price Contingencies	722	298	1,021	1,315	543	1,858	29	7
Total PROJECT COSTS	10,143	3,889	14,032	20,942	8,023	28,966	28	109

Tableau 4: Coûts du Projet par source de financement en 1000 USD

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPAC)
Components by Financiers
(US\$ '000)

	FIDA		GVT		BENEF		Total		For.	Local	Duties &
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Exch.	(Excl. Taxes)	Taxes
A. Amélioration de l'offre de produits agricoles											
1. Accès aux facteurs de production	3,793	72.3	1,451	27.7	-	-	5,245	18.1	2,537	1,256	1,451
2. Aménagements hydro-agricoles	8,043	74.1	1,766	16.3	1,046	9.6	10,855	37.5	3,336	5,754	1,766
Subtotal Amélioration de l'offre de produits agricoles	11,837	73.5	3,217	20.0	1,046	6.5	16,100	55.6	5,872	7,011	3,217
B. Valorisation et mise en marché											
1. Valorisation des produits vivriers	1,530	81.2	355	18.8	-	-	1,885	6.5	196	1,334	355
2. Infrastructures marchandes et publics	2,911	76.7	873	23.0	10	0.3	3,794	13.1	1,180	1,741	873
3. Professionalisation des organisations de producteurs	1,863	82.0	409	18.0	-	-	2,272	7.8	-	1,863	409
Subtotal Valorisation et mise en marché	6,304	79.3	1,637	20.6	10	0.1	7,951	27.4	1,376	4,938	1,637
C. Coordination, suivi et évaluation											
1. Unité de coordination du programme	3,384	85.9	555	14.1	-	-	3,939	13.6	775	2,609	555
2. Fonds non-alloués	976	100.0	-	-	-	-	976	3.4	-	976	-
Subtotal Coordination, suivi et évaluation	4,360	88.7	555	11.3	-	-	4,915	17.0	775	3,585	555
Total PROJECT COSTS	22,500	77.7	5,409	18.7	1,056	3.6	28,966	100.0	8,023	15,533	5,409

C. Résumé des bénéfices et analyse économique

Bénéficiaires et bénéfices

139. Le PROPACOM toucherait directement environ 25 000 exploitations familiales réparties dans les trois régions d'intervention, soit globalement 175 000 personnes, à travers les activités de multiplication et diffusion des semences de qualité, l'appui-conseil, la mécanisation, la transformation et le conditionnement des produits agricoles, l'information sur les prix, et la facilitation de l'accès aux intrants agricoles. Plus spécifiquement, l'aménagement/réhabilitation et l'appui à la gestion des périmètres rizicoles permettront d'atteindre environ 8 000 ménages. Environ 450 exploitants seront installés sur des périmètres maraîchers irrigués goutte à goutte. Environ 6 000 ménages devraient bénéficier de la production de semences sélectionnées de maïs. De façon indirecte, le Projet bénéficierait à environ 50 000 habitants vivant dans les régions d'intervention du fait de la nature structurante des investissements, de l'orientation des activités sur le marché et des effets d'entraînement de la professionnalisation des OPA.

140. Les principaux bénéfices escomptés du Projet seront les suivants: i) une augmentation des revenus, une amélioration de la sécurité alimentaire et des conditions de vie des populations rurales, grâce à l'amélioration de la productivité et de la compétitivité, et aux nouvelles opportunités commerciales; ii) un accès durable aux intrants et semences de qualité; iii) une réduction des pertes après récolte; iv) un meilleur prix de vente des produits; v) la création d'emplois en zones rurales, grâce notamment au développement des technologies post-récolte; vi) une baisse de la vulnérabilité aux risques climatiques suite à une meilleure gestion des aménagements hydro-agricoles.

141. Les femmes seront les premières bénéficiaires de la mise en place d'unités de transformation, de l'introduction de la mécanisation et de technologies modernes aux différentes étapes de la chaîne de production et transformation. Celles-ci allègeront considérablement le travail des femmes. Ceci permettrait aux femmes de disposer de plus de temps pour participer à la formation et d'autres activités. Les jeunes seront encouragés à s'engager dans le secteur agricole et comme artisans pour l'entretien et la réparation des équipements agricoles introduits en milieu rural.

Bénéfices institutionnels

142. La professionnalisation des OPA s'accompagnera d'une bonne gouvernance, une plus grande capacité d'autofinancement, une offre durable de services de qualité à leurs membres, un mouvement paysan plus fort et incontournable dans la prise de décisions. Un nombre croissant de producteurs individuels et d'associations se formaliseront et adhéreront à des coopératives de base et à leurs faitières pour bénéficier de leurs services. Ils renforceront ainsi le mouvement paysan à la base, sa visibilité et son poids dans le dialogue politique avec le Gouvernement et les partenaires au développement.

Analyse financière

143. L'analyse financière au niveau des exploitants a été conduite : (i) pour les cultures cibles du Projet à savoir le riz, le maïs et les cultures maraîchères (tomate, gombo, aubergine, piment), et (ii) pour des modèles d'activités de transformation des productions (décorticage du riz, séchage/conditionnement des produits maraîchers). Les résultats des calculs financiers montrent que les différentes spéculations sont rentables à très rentables, puisqu'elles permettent de dégager une marge positive allant de 544.000 FCFA/ha pour le riz irrigué à plus de 1,5 million de FCFA/ha pour le maraîchage irrigué goutte à goutte. Seul le maïs pluvial présente une rentabilité nettement plus faible : 26.500 FCFA/ha, mais l'introduction et la diffusion de nouvelles variétés à cycle court et intermédiaire pourrait permettre d'effectuer deux cycles de culture par an.

144. Le revenu agricole des exploitations a été étudié sur trois modèles types : (i) 0,30 ha en riziculture dans un périmètre réhabilité, en double culture annuelle (IC = 1,8) ; (ii) 0,30 ha dans un nouveau bas fond aménagé, cultivé en riz en saison des pluies sur toute la superficie, et en maraîchage en contre saison sur 15% de la superficie (IC = 1,15) ; (iii) un périmètre maraîcher de 10 ha irrigué par un système goutte à goutte exploité par un groupement de 50 maraîchers. L'analyse met en évidence la capacité des producteurs à financer toutes les charges de culture. Les revenus monétaires par famille sont compris entre 100.000 et 210.000 FCFA/an, après déduction de l'autoconsommation. Le détail des calculs figure dans l'annexe 10.

145. Pour les activités de transformation, les résultats d'exploitation montrent la rentabilité financière de ces activités. Le décorticage du riz donne une marge nette annuelle de l'ordre de 1,9 million de FCFA (avec décortiqueur) ou de 94 millions de FCFA (avec micro-rizerie). Le détail de calculs figure en annexe 10.

Analyse économique

146. L'analyse économique a été effectuée sur la base du calcul du cash-flow additionnel en considérant la situation « sans projet » et la situation « avec projet » sur une période de 20 ans. Les bénéfices additionnels retenus dans l'analyse économique sont ceux qui sont aisément quantifiables. Ils proviennent essentiellement de l'accroissement de la production agricole (riz, maïs et produits maraîchers) consécutif à l'extension des superficies cultivées sous irrigation et à l'amélioration des rendements des cultures du fait de l'utilisation de semences sélectionnées et d'intrants connexes (engrais, produits phytosanitaires) et du renforcement de l'appui conseil.

147. Les bénéfices liés à certaines activités du projet n'ont pas pu être quantifiés, mais relèveront le niveau du taux de rentabilité interne tel que calculé dans le cadre de cette analyse. Il s'agit de : (i) les constructions d'infrastructures d'appui à la mise en marché qui devraient permettre de réduire les pertes post-récolte, d'obtenir un meilleur prix par la vente hors saison des produits récoltés ; (ii) la transformation des produits agricoles (décorticage du riz, séchage des produits maraîchers), dont il est particulièrement difficile à ce stade d'estimer les quantités traitées annuellement.

148. En prenant en compte tous les coûts du Projet (à l'exception de ceux relatifs à l'appui institutionnel, à la gestion des savoirs et à la communication qui s'inscrivent dans un cadre national), le taux de rentabilité interne économique (TRIE) serait de 14,6%. Ce résultat est satisfaisant étant donné que de nombreux bénéfices n'ont pu être pris en considération dans l'analyse. Le taux de rentabilité interne économique est particulièrement sensible à la productivité de la riziculture irriguée : une diminution du rendement en riz de 10% fait baisser le TRIE de 4,7 point. Une baisse du prix du riz de 10% entraînerait une réduction du TRIE de 2,6 points. Un retard de 1 an dans la mise en exploitation des périmètres aménagés/réhabilités ferait baisser la rentabilité de 2,5 points. L'augmentation des coûts d'investissement de 10% aurait pour conséquence la réduction du TRIE de 2,3 points (les détails des analyses économique et de sensibilité figurent en annexe 10).

D. Durabilité

Stratégie de sortie

149. La durabilité des investissements du PROPACOM sera garantie par: i) l'utilisation et le

renforcement des structures existantes et pérennes (services techniques au niveau central et déconcentré, OPA de base et faïtières, ANADER, CNRA) pour une offre de services de qualité et accessible; ii) le renforcement institutionnel et économique des OPA qui permettra de progresser vers l'autofinancement; iii) la responsabilisation des OPA sous forme d'un contrat de performance et des appuis conditionnés par l'atteinte de résultats; la nécessité de s'aligner sur une réglementation stricte des coopératives; iv) la constitution d'un comité de gestion et d'entretien pour chaque infrastructure construite ou réhabilitée se dotant de fonds d'entretien auto-financé; v) la mise en place et la formation de paysans relais (animateurs, alphabétiseurs endogènes, etc.) et d'artisans-réparateurs villageois. D'ailleurs, pour la pérennisation, le Projet a prévu des critères pertinents pour la sélection des clients.

Evaluation environnementale et sociale

150. Le PROPACOM ne devrait pas entraîner d'impacts négatifs significatifs en matière environnemental et social et, par conséquent, il est proposé qu'ils soient classés dans la catégorie B.

151. Le MINAGRI et le Projet prendront toutes les mesures jugées suffisantes pour s'assurer que le PROPACOM respecte les facteurs environnementaux et qu'il soit en conformité avec la législation nationale et tout traité international sur l'environnement souscrit par la Côte d'Ivoire. En particulier, le PROPACOM utilisera en permanence des méthodes de gestion des pesticides appropriées et, à cet effet, il applique les principes du Code international de conduite pour la distribution et l'utilisation des pesticides de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (FAO) et ses avenants, et il s'assurera que les pesticides fournis dans le cadre du Projet ne comprennent aucun pesticide classé comme extrêmement dangereux (classe Ia) ou très dangereux (classe Ib) selon la classification des pesticides recommandée par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) « The WHO Recommended Classification of Pesticides by Hazard et ses avenants.

152. Les pistes d'accès et les aménagements hydro-agricoles vont générer des effets positifs et négatifs sur l'environnement, par exemple : i) la réduction des habitats avec le défrichement des sites d'aménagements hydro-agricoles, ii) les risques d'augmentation des foyers propices au développement d'organismes vecteurs de maladies (bilharziose, amibiase, entéro-infection); iii) l'élévation du niveau de la nappe phréatique. Pour garantir le succès de la mise en œuvre des mesures d'atténuation, la question environnementale sera intégrée dans toutes les étapes du cycle du Projet mais particulièrement dans les cahiers de charges des travaux en y incluant une étude environnementale. Les comités de gestion des aménagements seront impliqués dans la gestion de la mise en œuvre des mesures. L'augmentation de la production agricole aura pour moteur l'augmentation des rendements par l'utilisation des semences améliorées et de meilleures pratiques culturales, une meilleure gestion de l'eau, ainsi que des engrais et des produits phytosanitaires. Le Projet financera des formations qui porteront sur l'utilisation rationnelle des engrais des produits phytosanitaires et le respect des normes de gestion environnementale.

153. En terme de mesures d'atténuation et la capacité d'adaptation face au changement climatique, il serait nécessaire de faire: i) la promotion du compostage et l'utilisation judicieuse des ressources naturelles par les techniques de valorisation des résidus agricoles, de fumier et des déjections d'animaux; ii) le calage des cycles culturaux des différentes spéculations des cultures annuelles, la redéfinition graduelle d'un calendrier cultural aménagé; iii) l'introduction et la promotion des variétés à cycle courts, peu exigeantes en eau et aux différents stress inhérent aux perturbations climatiques précoces.

□ INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

REPUBLIQUE DE CÔTE D'IVOIRE
PROJET D'APPUI A LA PRODUCTION ET A LA COMMERCIALISATION
(PROPACOM)

DOCUMENT DE CONCEPTION DE PROJET - ANNEXES

Annexe 1: Pays et contexte

Appendice 1 : Situation du pays

Annexe 2: Pauvreté, ciblage et genre

Appendice 1 : Zone d'intervention et stratégie du ciblage

Annexe 3: Performance du pays et enseignements tirés

Annexe 4: Description détaillée du Programme

Appendice 1 : Analyse de la microfinance en Côte d'Ivoire

Appendice 2 : Option de financement

Appendice 3 : Diagnostic des OPs

Annexe 5: Mise en œuvre

Appendice 1 : Organigramme et présentation des projets FIDA

Appendice 2 : Tableau comparatif PRAREP-PROPACOM

Appendice 3 : Gouvernance

Appendice 4 : TDR des personnes clés du projet

Appendice 5 : Plan de renforcement des capacités

Appendice 6 : Représentation des fonctions de services aux OPs

Annexe 6: Planification, suivi-évaluation et gestion des savoirs

Appendice 1 : Calendrier indicatif de préparation des PTBA

Appendice 2 : PTBA

Annexe 7: Gestion financière et décaissement

Appendice 1 : Flux financier

Appendice 2 : TDR auditeur

Annexe 8: Passation des marchés

Appendice 1 : Plan de passation de marché

Annexe 9: Coûts et financement du programme

Annexe 10: Analyse économique et financière

Annexe 11: Manuel d'opérations et de mise en œuvre

Annexe 12: Adhésion aux politiques du FIDA

Appendice 1 : Note d'évaluation environnementale et sociale

Annexe 13: Contenu du Project Life File

Annexe 14: Sécurisation foncière

ANNEXE 1: PAYS ET CONTEXTE RURAL

Contexte de développement rural

1. **Agriculture et développement rural.** Le secteur primaire (agriculture, élevage et pêche) occupe traditionnellement une place prépondérante dans l'économie du pays. Employant près de 70% de la population active⁴¹, ce secteur représentait 23,7% du Produit Intérieur Brut (PIB) en 2008 et plus de 60% des recettes d'exportation. Le pays possède d'énormes potentialités agricoles constituées d'environ 25 millions d'ha de terres cultivables, dont 200000 ha de terres irrigables. Seulement 30 000 ha ou 15% des superficies potentiellement irrigables sont effectivement aménagées et exploitées. En dépit de ses atouts naturels, la Côte d'Ivoire fait recours aux importations du blé, du riz, du poisson et des produits laitiers pour satisfaire ses besoins alimentaires. Pour un produit stratégique comme le riz, la production domestique ne couvre que la moitié de la demande nationale, estimée à 1,3 million de tonnes par an.
2. La crise militaro-politique de 2002 a eu des répercussions négatives sur l'agriculture, avec le déplacement des populations, l'abandon des zones de conflit par le personnel des services d'appui, la destruction et le manque d'entretien des infrastructures et aménagements hydro-agricoles, les problèmes d'évacuation des produits agricoles.
3. La production vivrière est principalement le fruit d'exploitations de petite et moyenne dimension qui utilisent des systèmes traditionnels et semi-intensifs. La plupart des transactions des produits vivriers ont toujours lieu bord champ car les petits producteurs vivriers ne sont pas suffisamment organisés. Le volume des surplus commercialisés est encore limité, même si la demande existe sur les marchés locaux comme régionaux et sous régionaux. Le développement du secteur vivrier reste entravé par une multitude de contraintes inhérentes à l'approvisionnement en intrants de qualité, la conservation des produits, leur transport vers les centres de négoce, le manque d'information sur les prix, et leur commercialisation à des prix rémunérateurs. Les unités de transformation de produits vivriers sont artisanales et vétustes, mais cependant bien réparties autour des centres de production et assurent la collecte de proximité et le ravitaillement des circuits de consommation courts entre les villages et les villes. Malgré le conflit et le manque d'entretien, le réseau routier n'est pas totalement dégradé. Par contre, les contrôles routiers abusifs, accompagnés d'une taxation parallèle et illégale des produits agricoles, constituent une entrave sérieuse à la commercialisation des produits. Pour atténuer ces graves désagréments, la Banque mondiale est en train d'élaborer une stratégie de lutte contre les taxes routières incontrôlées.
4. L'évaluation du réseau routier national effectué en 2001 par l'AGEROUTE fait état d'une longueur totale de route, toutes catégories confondues, de 28 274 km dans la zone du présent Projet dont 1863 km de voies bitumées et 26 411 km de routes en terre. Le diagnostic révèle également que ce réseau est fortement dégradé en raison d'un déficit d'entretien, aggravé par le conflit armé survenu en 2002. Ainsi, les pistes d'accès aux zones de production sont devenues de plus en plus impraticables. De nombreuses coupures dues à la destruction d'ouvrages de franchissement rendent impossible la circulation des véhicules et dans certains cas des personnes. L'état défectueux des routes rurales compromet l'évacuation des produits agricoles vers les marchés.
5. Des faiblesses notables menacent l'existence du secteur de la microfinance rurale, surtout depuis la crise militaro-politique qui a entraîné la fermeture de plusieurs institutions de microfinance, avec comme corollaire l'installation d'un climat de manque de confiance. Les acteurs des filières vivrières n'ont généralement pas accès aux services financiers. Le COSOP 2010-2015 propose d'utiliser dans une première période des subventions afin de ne pas dépendre du système de crédit et en même temps d'organiser des activités pilotes dans le domaine de la microfinance.

⁴¹ Le secteur vivrier occupe 85% de la population active agricole, dont 90% de femmes.

6. La Côte d'Ivoire est l'un des rares pays d'Afrique de l'Ouest à avoir mis en œuvre une réforme foncière⁴², laquelle consiste essentiellement à reconnaître les droits coutumiers et à attribuer à leurs détenteurs des certificats fonciers, individuels ou collectifs. Ce processus⁴³ n'en est qu'au début de ses activités et n'a jusqu'en septembre 2010, délivré de certificats fonciers que dans quelques zones limitées. Dans l'ouest du pays et dans la zone forestière, les situations foncières peuvent être conflictuelles de par la forte contestation des modalités de dévolution de la ressource aux personnes qui l'exploitent, notamment entre communautés autochtones, allochtones et allogènes⁴⁴, mais aussi au sein d'une même famille (conflit entre les aînés et leurs enfants). Toutefois, au Nord et au Centre, l'accès à la terre à travers les droits coutumiers ne semble pas représenter un problème pour les cultivateurs de produits vivriers exploitant de petites superficies; les principaux conflits étant relatifs aux dégâts de culture engendrés par les troupeaux d'éleveurs transhumants. Le PROPACOM se limitera à faciliter la sécurisation foncière des périmètres pour lesquels des investissements sont prévus.

7. En ce qui concerne l'environnement et le changement climatique, la déforestation brutale, due à l'exploitation forestière et aux activités agricoles extensives, a conduit à une avancée de la savane et à la dégradation des sols, notamment dans les régions du nord. Selon les statistiques, les précipitations annuelles auraient diminué en moyenne de 0,5% par an entre 1965 et 1980, et jusqu'à 4,6% dans les années 1980⁴⁵.

Politiques et stratégies de développement rural

8. L'objectif général du Document de Stratégie de réduction de la pauvreté (DSRP) 2009-2015 dans le domaine de l'agriculture est de réduire la malnutrition et d'assurer une autosuffisance alimentaire basée sur une agriculture plus compétitive et plus rémunératrice pour les paysans. Le DSRP prévoit un taux de croissance de la production agricole d'environ 8,5% par an vers 2013. Cette performance devrait se réaliser à travers la modernisation de l'agriculture, la professionnalisation des filières, et la relance de la production vivrière.

9. Les objectifs de la politique agricole, définis dans le Plan Directeur de Développement Agricole (PDDA) 1992-2015, sont l'amélioration de la compétitivité, de l'autosuffisance et de la sécurité alimentaire, ainsi que la réhabilitation du patrimoine forestier. Dans le cadre de la politique agricole de la Communauté Economique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le Plan national d'investissement agricole (PNIA) à moyen terme (2010-2015) vient d'être adopté par le Gouvernement ivoirien. Le PNIA propose les six programmes suivants: i) amélioration de la productivité et de la compétitivité des productions agricoles; ii) développement des filières vivrières et d'exportation; iii) amélioration de la gouvernance du secteur agricole; iv) renforcement des capacités des parties prenantes au développement de l'agriculture; v) gestion durable des ressources halieutiques; et vi) relance de la filière bois. Le coût du PNIA s'élève à 897 milliards de FCFA pour la période 2010-2015, soit 1,8 milliard d'USD.

10. La Stratégie de relance de l'activité rizicole en Côte d'Ivoire a été adoptée par le Gouvernement en juin 2008 comme document de référence de la politique rizicole du pays, avec comme objectif de doubler la production de riz à moyen terme. Cet objectif sera atteint sous l'effet conjugué de l'accroissement des superficies cultivées, surtout en riziculture irriguée, et de l'augmentation significative des rendements.

⁴² Basé sur la loi n°98-750 du 23 décembre 1998 relative au Domaine foncier rural, et les décrets d'application consécutifs.

⁴³ Le Programme national de sécurisation du foncier est financé en partie par la Banque mondiale et l'Union européenne.

⁴⁴ Autochtones: population locale. Allochtones: migrants internes au pays. Allogènes: étrangers venus d'autres pays pour s'installer sur le territoire ivoirien.

⁴⁵ Ministère des eaux et forêts, 1994.

11. En 2009, le Gouvernement avec l'appui de la FAO a élaboré une Politique Nationale Semencière ainsi qu'un Plan National de Développement Semencier. Ceux-ci constituent le cadre privilégié pour toutes actions du secteur semencier en privilégiant le partenariat public-privé.

12. Entamée au cours des décennies 1970-80, le processus de décentralisation est en cours. En septembre 2010, le pays est constitué de 19 régions, 58 départements et 197 collectivités locales ou communes. Le principe de transfert de compétences et de dotation budgétaire de l'Etat aux collectivités territoriales tarde à se concrétiser. Quelques plans stratégiques de développement locaux ont été élaborés avec le concours de l'ANADER et le Bureau National d'Etudes Techniques et de Développement (BNETD), mais l'exécution de ces plans reste embryonnaire et assujettie au retour de la stabilité sociopolitique.

Institutions publiques et privées

13. De façon générale, les institutions publiques, telles que les Directions régionales et départementales de l'agriculture, l'Agence Nationale d'Appui au Développement Rural (ANADER), le Centre National de Recherche Agricole (CNRA), le Programme National Riz⁴⁶ (PNR), impliquées dans le développement du secteur agricole, sont dotées de ressources humaines de qualité. Cependant, leurs capacités opérationnelles sont limitées par l'insuffisance des moyens de fonctionnement. Surtout dans la zone CNO où les services techniques déconcentrés durement affectés lors de la crise sont démunis de moyens de travail.

14. La loi N° 97-721 du 23 décembre 1997 relative aux coopératives et tous ses décrets d'application visent à asseoir en Côte d'Ivoire une base d'organisations professionnelles agricoles (OPA) exerçant des activités économiques et capables d'apporter des biens ou services précis facilitant les activités de leurs membres. Les précédents recensements faisaient état d'une multitude de groupements de nature et statuts différents, tels que coopératives agréées ou en cours d'agrément, groupements à vocation coopérative (GVC), associations agréées, groupements d'intérêt économique (GIE), comités de gestion des aménagements (CGA), groupements informels de femmes ou de jeunes. Ils sont régis soit par la loi sur les coopératives, soit par la loi sur les associations, avec chacune un ministère de tutelle différent (MINAGRI, Ministère des ressources animales ou Ministère de l'intérieur). Toutefois, suite à la crise militaro-politique de 2002-2008, bon nombre de ces organisations ne sont plus opérationnelles. A la différence des filières de cultures de rente (café, cacao, coton), les producteurs de cultures vivrières sont très faiblement organisés; à l'exception de la filière riz, mieux structurée en Coopératives de riziculteurs (CODERIZ) autour des périmètres irrigués aménagés et grâce au travail d'organisation réalisé par le PNR et l'Association nationale des riziculteurs de Côte d'Ivoire (ANARIZ-CI). On ne dispose à l'heure actuelle d'aucun recensement exhaustif des OPA fonctionnelles. Les coopératives agréées sont en nombre très limité, un certain nombre d'associations actives sur le terrain ont une vocation sociale avec pour objectif l'entraide des membres via la réalisation d'activités communautaires, la population paysanne est vieillissante et les moyens de production sont encore traditionnels pour une culture destinée en grande partie à l'autoconsommation. Les OPA, surtout le niveau faîtière, sont absentes dans les filières igname, manioc, cultures maraîchères.

⁴⁶ L'ONDR a été créé en août 2010 et reprend les attributions et les acquis du PNR.

A FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)
Document de conception de projet – Annexes

APPENDICE 1: SITUATION DE LA COTE D'IVOIRE

Land area (km2 thousand) 2008 1/	318	GNI per capita (USD) 2008 1/	980
Total population (million) 2008 1/	20.59	GDP per capita growth (annual %) 2008 1/	0
Population density (people per km2) 2008 1/	65	Inflation, consumer prices (annual %) 2008 1/	6
Local currency CFA Franc BCEAO (XOF)		Exchange rate: USD 1 = 500 FCFA	
Social Indicators		Economic Indicators	
Population growth (annual %) 2008 1/	2.3	GDP (USD million) 2008 1/	23 414
Crude birth rate (per thousand people) 2008 1/	35	GDP growth (annual %) 1/	
Crude death rate (per thousand people) 2008 1/	11	2000	-3.7
Infant mortality rate (per thousand live births) 2008 1/	81	2008	2.2
Life expectancy at birth (years) 2008 1/	57		
		Sectoral distribution of GDP 2008 1/	
Total labour force (million) 2008 1/	8.12	% agriculture	25
Female labour force as % of total 2008 1/	37	% industry	26
		% manufacturing	18
		% services	49
Education		Consumption 2008 1/	
School enrolment, primary (% gross) 2007 1/	112	General government final consumption expenditure (as % of GDP)	9
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2008 1/	45		
		Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	74
Nutrition		Gross domestic savings (as % of GDP)	18
Daily calorie supply per capita	n/a		
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2006 1/	40		
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2006 1/	17		
		Balance of Payments (USD million)	
Health		Merchandise exports 2008 1/	10 100
Health expenditure, total (as % of GDP) 2007 1/	4.2	Merchandise imports 2008 1/	7 150
Physicians (per thousand people) 1/	0	Balance of merchandise trade	2 950
Population using improved water sources (%) 2006 1/	81		
Population using adequate sanitation facilities (%) 2006 1/	24	Current account balances (USD million)	
		before official transfers 2008 1/	-94
		after official transfers 2008 1/	488
		Foreign direct investment, net 2008 1/	402
Agriculture and Food			
Food imports (% of merchandise imports) 2008 1/	20	Government Finance	
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2007 1/	249	Cash surplus/deficit (as % of GDP) 2008 1/	0
Food production index (1999-01=100) 2007 1/	114	Total expense (% of GDP) ^{a/} 2008 1/	18
Cereal yield (kg per ha) 2008 1/	1 724	Present value of external debt (as % of GNI) 2008 1/	76
		Total debt service (% of GNI) 2008 1/	5
Land Use			
Arable land as % of land area 2007 1/	9	Lending interest rate (%) 2008 1/	n/a
Forest area as % of total land area 2007 1/	33	Deposit interest rate (%) 2008 1/	3.5
Agricultural irrigated land as % of total agric. land 2007 1/	n/a		

a/ Indicator replaces "Total expenditure" used previously.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2010-2011

ANNEXE 2: PAUVRETE, CIBLAGE ET GENRE

Pauvreté rurale et insécurité alimentaire

1. Les résultats de l'Enquête sur le niveau de vie des ménages (ENV) de 2008⁴⁷ démontrent que près de 49% de la population vit en dessous du seuil de pauvreté et que plus des trois quarts des pauvres vivent en milieu rural. Entre 1985 et 2008, le taux de pauvreté rurale est passé de 15% à 62%. La pauvreté massive en milieu rural est donc un phénomène relativement récent, exacerbé par les crises de 2002 et de 2010. Les conditions de vie des populations rurales sont devenues extrêmement difficiles rendant encore ces dernières plus vulnérables (destruction du capital de production, baisse drastique des rendements et de la production, insécurité alimentaire).

Organisations de producteurs agricoles (OPA)

2. Les trois filières ciblées recouvrent des réalités différentes en termes de niveau d'organisations des producteurs qui constituent cependant la cible principale du projet en terme de développement économique. Les organisations de producteurs agricoles (OPA), principaux acteurs de ces filières ont des niveaux de structuration différents selon qu'on parle de riz, de maraîchage ou de maïs. A l'état actuel des choses et plus particulièrement suite à la crise que le pays a traversée, seule la filière riz est animée par des OPA jouissant d'une certaine organisation. Et même au niveau de cette filière la structuration n'est pas continue. On note un début de structuration au niveau des périmètres irrigués où des comités de gestion des aménagements regroupent des producteurs exploitant des parcelles aménagées. Ces CGA partagent des services communs de formation, d'approvisionnement et de commercialisation qu'elles exécutent à très petite échelle. Le deuxième niveau de structuration est représenté par les coopératives au niveau départemental. Celles-ci fédèrent les CGA et ne reposent pas sur un niveau intermédiaire à l'échelle des départements. L'approvisionnement en intrants (quand elles le peuvent), le décorticage et la commercialisation du riz sont les rares services que les coopératives offrent à leurs membres. Elles n'entretiennent aucune relation commerciale avec des partenaires et ne lèvent pas de crédits auprès des banques. Au niveau des filières maraîchage et maïs, les acteurs ne sont organisés qu'au niveau de la commercialisation qu'ils mettent en œuvre avec très peu de professionnalisme. Ils sont en fait organisés au niveau village en groupement villageois de commercialisation qui se caractérisent par : (i) la faiblesse des quantités de produits mis en marché, (ii) la faiblesse des capacités techniques et de négociation, (iii) l'insuffisance des connaissances du marché, (iv) l'incapacité de lever des crédits auprès des IMF et des banques, (v) l'ignorance des normes de qualité et des exigences du marché, etc.

3. Ces réalités font que le projet devra prendre en compte cette diversité de situation et développer une approche différenciée par filière afin de jeter les bases pour un développement des OP sur le long terme. Il reste entendu que ce travail requiert un engagement sur la durée dont les objectifs ne seront pas atteints dans l'espace temporel du PROPACOM. L'annexe 4 du projet décrira, sur cette base, les actions à entreprendre et leur progressivité.

Dimension Genre (selon le sexe et l'âge) dans la pauvreté rurale

Les femmes rurales : un potentiel économique à valoriser

4. La répartition de la population active par secteur montre que les femmes sont fortement présentes dans le secteur agricole avec près de 55% de femmes actives. Au niveau de l'agriculture, elles constituent une part importante de la main d'œuvre non rémunérée notamment dans les cultures dites de rente. Toutefois, leur action est

⁴⁷ Institut National des Statistiques (INS), "Enquête sur le niveau de vie des ménages" (ENV), 2008

reconnue comme garantissant la sécurité alimentaire puisqu'elles assurent en moyenne 60 à 80% de la production et du commerce vivriers.

5. L'enquête sur la pauvreté réalisée en 2002, par l'Institut National de la Statistique montre que la Côte d'Ivoire compte près de 40% de pauvres dont 67% sont de sexe féminin. En milieu rural, l'incidence de pauvreté pour les femmes est de 63,6% contre 61,4% pour les hommes, avec des différences très fortes dans les zones rurales du Centre-ouest, du Nord-est, de l'Ouest et du Sud-ouest.

.... et des contraintes à lever

6. Concernant l'accès des femmes à la terre et l'héritage des filles, malgré les dispositions de la loi relative au Domaine Foncier Rural et de celle portant sur la dévolution successorale et à l'héritage, les pratiques culturelles et les pesanteurs sociales et institutionnelles continuent à influencer fortement sur l'application du droit positif limitant ainsi la portée de ces lois. En dépit de leur l'importance et poids économique dans la production agricole, seul 5% des propriétaires de terres sont des femmes contre 95% d'hommes (DSRP).

7. Elles sont surtout organisées au niveau local et dans les groupes d'entraide, sans influence politique (locale) considérable. Elles sont aussi membres des comités de gestion des aménagements rizicoles (CGA) et des groupements maraîchers. En général, les femmes utilisent des champs individuels pour les cultures vivrières. Les principales contraintes soulevées sont : l'accès difficile à la terre, l'analphabétisme, leur faible implication dans le développement des OP, la pénibilité des tâches agricoles et non agricole/transformation du fait qu'elles bénéficient peu de technologies nouvelles, l'accès très limité aux services agricoles (intrants, conseil technique et commercial, crédit), la non adaptation des technologies améliorées à leurs besoins spécifiques et morphologie, leur faible niveau de connaissances en entrepreneuriat/gestion et en commercialisation.

Les jeunes ruraux face aux défis du chômage, du sous emploi et de l'exode rural

8. La proportion de la population âgée de moins de 25 ans était de 60,8% en 2006⁴⁸. Quant aux jeunes (garçons et filles) de 15 à 30 ans, ils représentent plus de 55% de la population et constituent une couche particulièrement vulnérable. Leur situation reste préoccupante surtout après les crises successives car davantage affectés par le chômage et le sous-emploi. Au groupe des jeunes sans emploi ruraux comme urbains, il faut ajouter la catégorie de jeunes ayant participé aux conflits armés. Ces ex-combattants, une fois démobilisés et désarmés, sans emploi et/ou sans visibilité sur leur avenir professionnel, constituent un groupe à risque et une source potentielle de nouvelles formes de violence et d'insécurité.

9. Le secteur agricole, grand pourvoyeur d'emplois, il ya des années, semble peu attractif aux yeux des jeunes producteurs ruraux. Les raisons sont diverses: faible offre de services de qualité, faible rentabilité, obsolescence des outils et équipements de travail, faible niveau de mécanisation des tâches et pénibilité de certaines activités, production peu orientée vers le marché.

10. Sans formation et sans emploi, souvent analphabètes ou d'un faible niveau d'instruction, les jeunes ruraux sont, pour la plupart, poussés à l'exode, à la délinquance ou à la prostitution, venant ainsi grossir le rang des jeunes sans emploi moins enclins à embrasser le secteur agricole pour les mêmes raisons et aussi du fait du « déséquilibre ville-campagne ».

La jeunesse rurale : un levier pour la modernisation des exploitations agricoles familiales

11. Les jeunes sont par excellence dynamiques et créatifs avec l'esprit généralement orienté vers l'avenir. Ils sont plus réceptifs vis-à-vis de l'innovation technologique et

⁴⁸ Estimation par INS, basée sur RGPH, 1998.

peuvent être les acteurs de la modernisation des exploitations agricoles familiales et une réponse face au vieillissement de la population agricole.

12. Des mesures d'accompagnement bien ciblées pourraient faciliter leur insertion dans les différents maillons des filières retenues (production et activités en amont et en aval). Parmi celles-ci figureront : (i) un accès plus sécurisé à la terre, au service agricole et au crédit, (ii) à la formation aux techniques agricoles et aux métiers ruraux. Un accent particulier sera mis sur l'organisation des jeunes, leur regroupement et intégration dans les OP et faîtières, la modernisation des équipements et outils agricoles, l'orientation de la production vers le marché, le développement des capacités entrepreneuriales et commerciales.

Les jeunes filles rurales

13. Jadis en marge des activités productives, les jeunes filles affichent de plus en plus et clairement leurs intérêts aux activités agricoles qu'elles considèrent comme source de revenus potentielle. Mariées ou non, elles ont la charge de contribuer au bien être du ménage ou de la famille fortement éprouvés par les crises. Elles participent aux activités de production mais restent fortement attirées par les activités de transformation et de commercialisation. Cependant, la pénibilité de certaines activités de production et de post-production et leur faible niveau de connaissances des techniques culturales et de mise en marché constituent un frein à la pleine insertion des jeunes filles dans le secteur. La prise en charge de ces questions ainsi que celles relatives à leur faible niveau d'instruction (voire analphabétisme) et capacités entrepreneuriales limitées sera une des lignes d'intervention du PROPACOM.

Caractéristiques de la zone d'intervention

14. Le Projet est circonscrit à la zone agro-écologique correspondant à trois régions : la région de la Vallée du Bandama (Centre Nord), la région du Zanzan (Nord Est) et la région des Savanes (Nord). Ces trois régions couvrent environ un tiers de la superficie nationale, polarisent près de 20% de la population ivoirienne et se caractérisent par une incidence élevée d'extrême pauvreté et d'insécurité alimentaire. Le taux de pauvreté en 2008 était estimé à 77,3% dans les Savanes, 57% dans la Vallée du Bandama, 54,7% dans la région du Zanzan contre une moyenne de 48,9% au niveau national.

15. La région de la Vallée du Bandama (ou le Centre Nord) est située dans la zone soudano-guinéenne qui correspond à une zone de transition entre la zone forestière et le Nord. On y cultive essentiellement l'igname, le manioc, le riz et le maïs et les cultures maraîchères. La région comptait 548 000 habitants en 2001⁴⁹. Elle est subdivisée en 7 départements (Bouaké, Katiola, Dabakala, Sakassou, Niakaramadougou Beoumi et Botro), tous ciblés par le PROPACOM.

16. La région du Zanzan est située dans la zone soudano-guinéenne et se distingue dans la production de riz, maïs, igname et des cultures maraîchères. Elle est subdivisée en 7 départements qui seront ciblés (Bondoukou, Sandegué, Bouna, Nassian, Tanda, Transua et Koun-fao). Elle comptait en 2001 une population d'environ 490 000 habitants.

17. La région des Savanes est productrice de diverses cultures vivrières comme le riz, le maïs, le mil et l'arachide et de cultures maraîchères. Le Projet ciblera les 8 qui composent la région : Korhogo, Ferkessedougou, Boundiali, Tengrela, Ouangolodougou, Dikodougou, Kouto et Sinematiali. C'est l'une des régions les plus pauvres de la Côte d'Ivoire avec un des taux de scolarisation les plus faibles. Le niveau de malnutrition chronique reste élevé (44,9%). Elle comptait en 2001 une population de l'ordre de 807 000 habitants.

Zone de couverture

⁴⁹ Recensement Nationale de l'Agriculture 2001j

18. A travers sa stratégie d'intervention qui repose sur le prolongement des actions des autres projets du FIDA (PPMS et PRAREP) et la consolidations des expériences/acquis du FIDA dans le pays, le PROPACOM couvrira l'ensemble des 22 départements que comptent les trois régions ciblées

Groupe-cible

19. Le groupe cible prioritaire du PROPACOM est constitué de ruraux vivant dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire, mais capables de mettre à profit les opportunités offertes. Les organisations paysannes (groupements de base et faîtières) constitueront le socle d'intervention du PROPACOM dans l'optique d'atteindre une masse critique de producteurs capable d'impulser une dynamique économique structurante dans les différentes zones et filières ciblées. Le PROPACOM veillera à inclure dans ce groupe-cible : les femmes et les jeunes filles, les jeunes ruraux producteurs, les jeunes sans emploi ainsi que les ex-combattants (démobilisés et désarmés) désireux de s'investir dans le secteur agricole. Les autres bénéficiaires du Programme sont les structures publiques et privées qui délivrent les produits et services nécessaires au développement des activités ciblées.

20. Le Projet touchera directement environ 25 000 exploitations familiales rurales soit au total 250 000 personnes concernées dans les ménages. De façon indirecte, il toucherait environ 50 000 habitants du fait de la nature structurante des investissements, de l'orientation des activités sur le marché et des effets d'entraînement de la professionnalisation des OP.

Stratégie de ciblage

21. La stratégie de ciblage du PROPACOM sera inclusive et participative et s'articulera autour d'un ciblage géographique des zones d'intervention du PPMS et du PRAREP, zones pauvres caractérisées par un important potentiel en agriculture et des opportunités de transformation et de mise en marché ; un ciblage direct des sites d'intervention selon l'approche « zones de concentration » avec comme épicerie les bassins de production autour desquels les producteurs déjà organisés ou pas se structureront et organiseront toutes leurs activités de production (en amont et en aval également). Cette approche permettra : (i) d'établir la cartographie des différents sites d'intervention, leur classification par ordre de priorité, le profiling des groupements de base et OP selon leur niveau de maturité, (ii) de bâtir autour de ces axes une stratégie de progression géographique de consolidation des acquis du PPMS et de complémentarité par rapport au PRAREP.

22. Auto-ciblage technique : il s'appuie sur (i) le choix des filières vivrières: (riz, maïs et maraîchage) qui tient compte des besoins exprimés par les producteurs, de l'impact potentiel sur la sécurité alimentaire et l'accroissement des revenus des populations rurales, la possibilité d'insertion des femmes et des jeunes filles dans les activités de transformation, de la demande solvable du marché, (ii) la nature des aménagements et des équipements retenus en réponse aux besoins de modernisation des outils de travail et d'accroissement de la production/productivité, (iii) d'un dispositif d'appui/accompagnement technique et commercial des producteurs soutenu par des services agricoles appropriés, (iv) des actions de renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des groupements de base, OP et de leurs unions..

23. Auto-ciblage socio-économique pour soutenir et encourager l'émergence d'initiatives économiques dans les groupements de femmes et l'insertion des jeunes ruraux (hommes et femmes) sans emploi dont les ex-combattants, dans la production et les activités de transformation, commercialisation, exploitation d'équipement agricoles.

Stratégie Genre

24. La stratégie sera basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre (sexes, âges et statuts) dans la mise en œuvre des différentes composantes et activités du PROPACOM. Elle sera ouverte et

flexible au regard des réalités sociales et culturelles des régions ciblées. La stratégie s'appuiera sur une double démarche: (i) d'appui pro actif, constructif et argumenté aux différentes composantes, (ii) de filtre de l'ensemble des documents liés à la mise en œuvre des activités du Projet sur la base de la prise en charge des intérêts suivant les sexes, statuts et âges des bénéficiaires.

25. De plus le PROPACOM prévoit : (i) une proportion d'au moins 40% de bénéficiaires femmes et jeunes filles ; (ii) la fixation de quotas de participation des femmes, des jeunes (hommes et femmes) dans les activités en fonction de leur implication, c'est le cas des relais où au moins 1/3 des relais seront de sexe féminin ; (iii) le financement prioritaire d'activités qui auront un impact direct sur les conditions de vie des femmes et des jeunes ; (iv) la désagrégation par sexe et par âge des indicateurs de suivi-évaluation, chaque fois que jugé pertinent.

26. La mise en œuvre de la stratégie sera assurée par le/la spécialiste Genre et OP de l'UCP à travers: i) la formation/mise à niveau sur le genre de tous les acteurs impliqués dans la mise en œuvre du programme; ii) des actions d'information et de communication sur les enjeux, défis et opportunités du programme à l'endroit des femmes et des jeunes; iii) un programme axé sur le renforcement des capacités techniques et économiques des femmes et le développement de l'esprit d'entreprise des jeunes; iv) des mesures spécifiques pour assurer une bonne participation des femmes et des jeunes dans les différentes activités du programme. Au niveau des OP de base et des faïtières, le Projet mettra un accent particulier sur (i) l'animation afin que les femmes et les jeunes postulent et participent aux instances de gouvernance. Ceci comptera parmi les indicateurs pour l'évaluation des Stades d'autonomie opérationnelle (SAO) des OP.

27. La constitution de l'équipe de l'UCP tiendra compte de l'équilibre genre avec la mention consacrée à cet effet dans les appels à candidatures. Les TDR des techniciens et des cadres de l'UCP intègrent la prise en charge de la dimension genre.

28. **Les jeunes ex-combattants** (démobilisés et désarmés) ayant pris une part active dans les conflits armés et devenus désœuvrés : le PROPACOM accordera une attention particulière à cette catégorie de jeunes désœuvrés. Un dispositif d'appui et d'accompagnement sera mis en place en partenariat avec le Programme National de Reconstruction et de Réinsertion pour faciliter l'insertion/réinsertion de ces jeunes dans le secteur agricole.

APPENDICE 1: ZONE D'INTERVENTION ET STRATEGIE DE CIBLAGE

Tableau 1: Zone d'intervention du PPMS, du PRAREP et du PROPACOM

Région	Département	PPMS	PRAREP	PROPACOM
Savannes	1. Korhogo	X	X	X
	2. Ferkessedougou	X	X	X
	3. Boundiali	X	X	X
	4. Tengrela	X	X	X
	5. Ouangolodougou	X	X	X
	6. Kouto	X	X	X
	7. Sinematiali	X	X	X
	8. Dikodougou			X
Vallée du Bandama	1. Bouaké	X	X	X
	2. Katiola	X	X	X
	3. Dabakala		X	X
	4. Sakassou	X	X	X
	5. Beoumi	X	X	X
	6. Botro	X	X	X
	7. Niakaramadougou			X
Zanzan	1. Bondoukou			X
	2. Sandegué			X
	3. Bouna			X
	4. Nassian		X	X
	5. Tanda			X
	6. Transua			X
	7. Koun-fao			X

Tableau 2 : Porte d'entrée et stratégie de ciblage par spéculation

Spéculation	Zone/niveau d'intervention	Acteurs (est.)
Riz	Développement de la filière « riz » avec les 18 CODERIZ au niveau des départements et leurs sections. En terme d'aménagements : des grands périmètres et bas-fonds aménagés et à réhabiliter (6600 ha); bas-fonds non aménagés (550 ha). Voir chiffres finaux avec Dicko Autres groupements impliqués dans la production, transformation et commercialisation du riz pluvial/irrigué, dont 50 sites du PPMS/PNR (2009-2010)	Total environ 9500 exploitants potentiels. 18 CODERIZ et leurs membres
Maraîchage	Développement des filières maraîchères à partir de : i) 100 sites maraîchers du PPMS (274 ha), dont 100 ha seront aménagés par le PROPACOM ; ii) appui dans la conservation, séchage et transformation aux groupements installés autour des aménagements maraîchers, dont les études déjà réalisées par le PDRZ (140 ha) ; iii) autres sites à définir (de préférence des groupements et acteurs impliqués déjà dans la filière « maraîchage »)	Environ 3000 exploitants potentiels, surtout des femmes
Maïs	Interventions à trois niveaux dans la filière : i) accès aux semences de qualité ; ii) appui aux réseaux d'alliance commerciales ; iii) meilleure valorisation de la production (stockage, transformation)	i) 50000 bénéficiaires ii) et iii) : 2000 bénéficiaires
Igname	Interventions à trois niveaux dans la filière : i) accès aux semences et variétés (acquis du PACIL) ; ii) appui aux réseaux d'alliance commerciales ; iii) conservation et transformation innovante de l'igname (séchage)	i) 50000 bénéficiaires ii) et iii) : 2000 bénéficiaires
Manioc	Interventions à trois niveaux dans la filière : i) multiplication et diffusion des boutures de manioc à travers des groupements et partenariats (acquis du PACIL, PPMS, PRAREP) ; ii) appui à l'installation des unités de transformation (au moins dans 50 villages) ; iii) unités modernes (au moins 5) de transformation, à installer au niveau des coopératives/groupements forts de femmes transformatrices	i) 50000 bénéficiaires ii) 5000 bénéficiaires iii) 1500 bénéficiaires

ANNEXE 3: PERFORMANCE DU PAYS ET LECONS DU PASSE

Performance du Pays

1. Depuis 1981, le FIDA a accordé 8 prêts à la Côte d'Ivoire, dont 4 projets de développement rural depuis 2000 dans la zone CNO. Premièrement, le Projet d'Appui à la Commercialisation et aux Initiatives Locales (PACIL) en région Centre Nord, clôturé en 2007, qui a introduit le soja, ainsi que les nouvelles variétés de manioc et d'igname. Deuxièmement, il y a le Projet de Développement Rural dans la Région du Zanzan (PDRZ) dont la mise en œuvre a connu un ralentissement du aux effets indirects de la guerre et qui est clôturé depuis 2008. Troisièmement, le Projet d'Appui aux Petits Producteurs Maraîchers dans les Régions des Savanes (PPMS) (2000-2012), basé à Korhogo, qui vient d'être relancé depuis la fin de l'année 2008 après un recadrage des activités. En 2009-2010, le PPMS s'est concentré sur la production de maïs, de manioc et de riz dans le cadre de la crise alimentaire. En 2010-2011, il se concentre de nouveau sur le secteur maraîcher⁵⁰ dans les régions des Savanes et de la Vallée du Bandama. Les acquis du PPMS en termes de production maraîchère seront une base pour le développement de la filière maraîchère du PROPACOM. Quatrièmement, le Projet de Réhabilitation Agricole et de Réduction de la Pauvreté (PRAREP) (2011-2015) qui financera essentiellement l'accès aux semences, la distribution de kits de réhabilitation aux plus vulnérables, ainsi que l'aménagement des infrastructures rurales (pistes, marchés, aménagements hydro agricoles) dans les régions des Savanes, de la Vallée du Bandama et du Zanzan (nord).

2. Le portefeuille du FIDA en Côte d'Ivoire est caractérisé par des suspensions fréquentes et un taux de décaissement faible.

Leçons du passé

3. **Acquis du passé.** Dans le contexte actuelle de post-conflit, il est souhaitable de bâtir le PROPACOM sur les nombreux acquis du PACIL, du PDRZ, du PPMS et du PRAREP dans les filières vivrières, afin d'y ajouter la dimension de la chaîne de valeurs. Le PACIL a introduit dans la zone d'intervention du Projet avec succès le soja et des variétés d'igname et de manioc et mis en place au niveau de Bouaké le Bureau de vente des producteurs (BVP), chargé de faciliter la mise en marché de la production. Le PPMS et le PRAREP travaillent sur la multiplication des semences du riz, du maïs et du manioc à travers les groupements semenciers, ainsi que l'aménagement des sites maraîchers et rizicoles. Le PDRZ a financé des aménagements rizicoles qui sont sous-exploités par manque d'encadrement, ainsi que des études non utilisées pour les aménagements maraîchers. Ces projets, de même que les projets de post-conflit en Côte d'Ivoire, ont des acquis intéressants dans le domaine de la mécanisation du labour et de la récolte, dans le domaine de la transformation du riz et du manioc. Ils ont créé une bonne base pour la professionnalisation des acteurs dans les filières retenues.

Financement de l'agriculture

4. En l'absence d'institutions de financement de l'agriculture dans le contexte actuel de post-conflit, les projets financés par les bailleurs de fonds, y compris le FIDA, utilisent des subventions afin d'assurer l'accès aux intrants et équipements. L'outil s'accompagne d'un appui technique et de gestion qui devrait permettre aux groupements bénéficiaires de se doter d'un fonds de roulement. Ce fonds pour le financement des engrais, géré par les OPA (promu par le PPMS et le PNR), ne semble pas pérenne, bien qu'il permette d'améliorer temporairement l'accès aux intrants. Afin d'améliorer son efficacité et assurer sa durabilité, il est indispensable de renforcer l'encadrement et d'introduire des contrats de performance avec les différentes organisations paysannes.

⁵⁰ Objectif: développement de 100 sites maraîchers pour 274 hectares

Organisations professionnelles agricoles

5. En ce qui concerne les OPA, les principales leçons tirées peuvent se résumer comme suit: (i) d'importants problèmes de gouvernance et d'appropriation des membres affaiblissent la viabilité institutionnelle et économique des OPA; (ii) dans les filières vivrières mis à part la filière rizicole les OPA sont beaucoup moins développées que dans les filières d'exportation, les producteurs sont souvent les maillons faibles de la chaîne de valeur; et (iii) il existe différents niveaux de structuration des OPA, mais les capacités de suivi et d'offre réelle de services aux membres sont très limitées.

Rôle des institutions publiques

6. En ce qui concerne la mise en œuvre des projets en Côte d'Ivoire, le partenariat stratégique avec des institutions publiques et privées, telles que le CNRA, le PNR, l'ANADER et les ONG et prestataires spécialisés, installées durablement dans le pays est un atout et une garantie de durabilité des interventions.

Suivi-évaluation

7. Le système de suivi-évaluation (SE) des projets du FIDA n'est pas en parfait alignement avec celui du MINAGRI. Des efforts seront consentis pour améliorer la performance du SE à travers l'appui technique, la formation du personnel, et l'harmonisation avec le système du MINAGRI.

ANNEXE 4: DESCRIPTION DETAILLEE DU PROJET

A. Zone d'intervention et groupe cible

Groupe cible

1. Le groupe cible prioritaire du PROPACOM est constitué de ruraux vivant dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire, mais capables de mettre à profit les opportunités offertes. Les organisations paysannes (groupements de base et faïtières) constitueront le socle d'intervention du PROPACOM dans l'optique d'atteindre une masse critique de producteurs capable d'impulser une dynamique économique structurante dans les différentes zones et filières ciblées. Le PROPACOM veillera à inclure dans ce groupe-cible : les femmes et les jeunes filles, les jeunes ruraux producteurs, les jeunes sans emploi ainsi que les ex-combattants (démobilisés et désarmés) désireux de s'investir dans le secteur agricole. Les structures publiques et privées qui délivrent les services nécessaires pour le développement des spéculations retenues, bénéficieront également d'appui lié à leurs prestations pour le compte du projet. De plus, le Projet favorisera des réseaux d'alliance commerciale avec les acteurs agroindustriels et commerciaux.

Zone d'intervention

2. Le PROPACOM est circonscrit à la zone hydro-écologique correspondant à trois régions : les Savanes (Nord), la Vallée du Bandama (Centre Nord) et Zanzan (Nord Est). Ces trois régions couvrent environs un tiers de la superficie nationale, polarisent près de 20% de la population totale du pays et constituent la zone traditionnelle d'intervention des projets FIDA en Côte d'Ivoire.

3. Le choix des régions est basé sur les critères suivants: i) la zone traditionnelle d'intervention des projets FIDA dans le Centre-nord et le Nord-est du pays; ii) une incidence élevée d'extrême pauvreté et/ou d'insécurité alimentaire. La zone d'intervention comprendra tous les départements de la Vallée du Bandama, des Savanes et du Zanzan.

Stratégie de ciblage

4. Le PROPACOM sera doté d'une stratégie de ciblage inclusive, participative et dynamique qui capitalisera les leçons tirées de celle mise en œuvre par le PPMS notamment. Au niveau de la base, le PROPACOM s'appuiera sur le ciblage direct. Le projet sera mis en œuvre selon l'approche «zones de concentration» avec comme épicerie les bassins de production autour desquels les producteurs déjà organisés ou pas, se structureront et organiseront toutes leurs activités de production (y compris en amont et en aval) et de renforcement de leurs capacités. Un mécanisme d'auto-ciblage technique s'appuiera sur la nature des aménagements choisis, le dispositif d'appui-conseil technique et commercial qui répond aux besoins de la petite exploitation agricole. Un auto-ciblage socio-économique sera réalisé à travers l'appui à l'autonomisation des organisations paysannes dans une optique de professionnalisation.

Stratégie genre

5. La stratégie sera basée sur une approche intégrale et transversale pour une prise en compte efficace des questions de genre (sexes, âges et statuts) dans la mise en œuvre des différentes composantes et activités du PROPACOM. Elle sera ouverte et flexible au regard des réalités sociales et culturelles des régions ciblées. Elle s'appuiera sur une double démarche: (i) d'appui pro actif, constructif et argumenté aux différentes composantes, (ii) de filtre de l'ensemble des documents liés à la mise en œuvre des activités du Projet sur la base de la prise en charge des intérêts suivant les sexes, statuts et âges des bénéficiaires.

6. De plus, le Projet a prévu les actions suivantes: (a) la fixation de quotas de participation des femmes dans les activités en fonction de leur implication; (b) le financement prioritaire d'activités qui auront un impact direct sur les conditions de vie des femmes et des jeunes pour leur insertion dans le monde actif; et (c) la

désagrégation par sexe et par âge des indicateurs de suivi-évaluation, chaque fois que jugé pertinent.

7. Au niveau des OP de base et des faïtières, le Projet mettra un accent particulier sur l'animation pour que les femmes et les jeunes postulent et participent aux instances de gouvernance, ainsi que la formation des leaders féminins. Ceci comptera parmi les indicateurs pour l'évaluation des stades d'autonomie organisationnelle (SAO).

Filières appuyées

8. L'appui du PROPACOM sera ciblé sur un nombre limité de filières vivrières prioritaires. La notion de filière prioritaire conduit à établir une sélection parmi les filières potentiellement porteuses. L'objectif d'une telle sélection est stratégique. Il s'agit en effet d'éviter de saupoudrer des mesures, faute de sélection préalable, qui n'auraient pas d'effet sensible et visible à la fois au niveau des acteurs professionnels et sur les flux de produits à l'échelle des régions de production et du pays dans son ensemble.

9. La sélection des filières prioritaires a été opérée en concertation avec les acteurs et bénéficiaires potentiels (les organisations des producteurs, les services techniques déconcentrés, et les partenaires potentiels) dans chacune des trois régions d'intervention du PROPACOM.

10. Les critères de choix des filières devant faire l'objet d'appui du PROPACOM ont intégré: (i) l'importance dans les systèmes de culture traditionnels, (ii) les besoins et les priorités exprimés par les producteurs et les acteurs aux différents niveaux (production, transformation, commercialisation, consommation), (iii) l'existence d'un potentiel de développement de la production et d'augmentation des revenus des producteurs, (iv) l'existence de technologies et d'équipements de transformation des produits, accessibles aux groupements villageois et aux coopératives départementales, (v) l'existence de débouchés (marchés) pour les produits bruts et les produits transformés, (vi) la possibilité d'obtenir des résultats à court et moyen termes (3 à 6 ans), (vii) le ciblage des populations vulnérables, (viii) l'appartenance aux filières prioritaires retenues par le gouvernement, (ix) l'impact potentiel sur l'économie nationale (substitution des importations, exportations), et enfin (x) les interventions déjà programmées et les filières retenues par d'autres projets (notamment le PRAREP) dans les mêmes régions.

11. Les filières retenues par région d'intervention sont par ordre de priorité décroissante: Zanzan (riz, cultures maraîchères, maïs), Vallée du Bandama (riz, cultures maraîchères), les Savanes (riz, maïs, cultures maraîchères).

12. Le riz constitue une priorité nationale du fait de l'insuffisance de la production dans le pays où la consommation intérieure a été estimée à 1 550 000 tonnes de riz blanchi en 2009 (soit environ 60 kg par habitant et par an), pour une production nationale estimée à 630 000 tonnes de riz blanchi⁵¹. Pour combler ce déficit, la Côte d'Ivoire a recours à des importations massives de riz blanchi provenant des pays asiatiques. Ces importations se sont accrues considérablement d'année en année. Ainsi, elles sont passées de 350 000 tonnes en 2000, à environ 920 000 tonnes de riz blanchi, pour un coût de plus de 234 milliards de FCFA en 2009. Pour inverser la tendance et couvrir progressivement la totalité des besoins de la consommation nationale en riz blanchi par la production nationale de paddy conformément aux objectifs de la stratégie nationale de développement de la riziculture⁵², il s'agira d'accroître les superficies cultivées (notamment en riziculture irriguée avec maîtrise de l'eau) et d'augmenter significativement les rendements (notamment à travers l'utilisation de semences améliorées).

⁵¹ Source : ONDR

⁵² La Stratégie nationale de développement de la filière riz, dans son Plan stratégique 2011-2020, a pour objectif d'atteindre une production de 2,1 millions de tonnes de riz blanchi à l'horizon 2020, pour une consommation intérieure estimée à 1,9 millions de tonnes, ce qui permettrait de dégager un excédent exportable dans le sous région de 200 000 tonnes

13. Les cultures maraîchères. De nombreuses espèces maraîchères sont cultivées traditionnellement, parmi lesquelles on trouve le gombo, l'aubergine, le piment, la tomate, l'oignon, l'échalote, les carotte et divers légumes feuilles (amarante, chou, oseille, patate, manioc, aubergine, etc.), pour ne citer que les espèces les plus présentes dans les habitudes alimentaires. Avec l'augmentation de la population et les changements des habitudes alimentaires en zone urbaine, les besoins en produits maraîchers sont sans cesse en croissance, principalement en milieu urbain mais aussi, bien que dans une moindre mesure, en milieu rural. Les projections montrent que la demande en produits maraîchers de contre-saison devrait continuer à croître et que les marchés urbains de Côte d'Ivoire et du Ghana (pays frontalier importateur de produits agricoles des régions du Zanzan et de la Vallée du Bandama) pourraient facilement absorber la production supplémentaire (Plan directeur de l'horticulture 2004-2015). L'augmentation des superficies en production et des rendements par une meilleure maîtrise des techniques culturales devrait permettre de couvrir entièrement ces besoins.

14. Le maïs est la deuxième céréale du pays avec une production annuelle de l'ordre de 650 000 tonnes. Les grandes régions productrices sont le Nord, le Nord-Ouest et le Centre-Ouest. La culture du maïs y est pratiquée de différentes manières. Dans le Nord, la culture du maïs est étroitement liée à la culture du coton (plus de 20% des superficies sont emblavées en maïs qui entre en rotation avec le coton). La culture de case est relativement intensive, avec une utilisation de fumier et compost ; elle permet de fournir un aliment de soudure. Dans les périmètres irrigués, le maïs peut-être cultivé en alternance avec le riz.

15. Le maïs constitue une céréale de base dans l'alimentation humaine, particulièrement dans la partie Nord du pays (farine, pâte, bouillie de farine ou de semoule, couscous, galettes), et également une culture de rente (matière première pour l'industrie nationale de l'alimentation animale – volaille et porcs - et des brasseries). La disponibilité des intrants (engrais et semences améliorées) est la principale contrainte qui limite l'augmentation des rendements du maïs. L'utilisation de variétés à cycle court ou intermédiaire (105-115 jours) devrait permettre d'effectuer deux cycles de culture par an et d'augmenter la rentabilité de la culture. La filière maïs a un potentiel de développement important pour le marché intérieur et sous-régional (notamment Ghana et Burkina Faso).

16. Les filières animales et halieutiques n'ont pas été retenues pour éviter une trop grande dispersion des actions du PROPACOM, qui se concentrera ainsi sur les filières de production végétale.

17. Ce choix reste toutefois ouvert, d'autres spéculations pourraient être explorées et intégrées lors de la revue à mi-parcours du projet, en fonction des opportunités nouvelles de marché et/ou des besoins exprimés par les acteurs.

B. Objectifs, réalisations et indicateurs d'impact

18. L'objectif général est de contribuer à la réduction de la pauvreté rurale et stimuler la croissance économique dans les régions de la Vallée de Bandama, des Savanes et du Zanzan.

19. L'objectif de développement du PROPACOM est d'améliorer durablement la sécurité alimentaire et le revenu des populations des zones du projet à travers l'accès des petits producteurs à des services de production efficaces, à des technologies appropriées et aux marchés.

20. Les principaux résultats seront mesurés à travers l'amélioration de : a) la production et de la productivité agricole; b) la valorisation des productions agricoles ; c) la structuration et l'autonomisation des organisations professionnelles agricoles.

21. Les indicateurs clés seront : i) les revenus des petits producteurs ciblés ; ii) le nombre de bénéficiaires directs du Projet ; iii) le taux d'adoption des technologies recommandées; iv) l'augmentation des rendements des cultures retenues ; v) l'évolution des stades d'autonomie organisationnelle des OPA.

C. Composantes et résultats

Composante 1 : Amélioration de l'offre de produits agricoles

22. La composante a pour objectif l'augmentation de la productivité et de la production agricoles. Pour ce faire, le PROPACOM facilitera l'accès des petits producteurs : (i) aux facteurs de productions (semences sélectionnées, engrais, produits phytosanitaires), (ii) à la mécanisation des travaux agricoles (labour et récolte), et (iii) au conseil agricole. La composante comprendra également des travaux de réhabilitation et d'aménagement de bas-fonds et de périmètres rizicoles et maraîchers.

Accès aux facteurs de production

Semences de qualité

23. Ce volet consistera à produire des semences certifiées de génération R1 à partir des semences de base G3 de matériel végétal performant inscrit au catalogue national ou régional des variétés. Pour ce faire, les semences de base G3 seront acquises auprès des centres de recherche agronomique et fournies aux paysans multiplicateurs de semences commerciales. Pour garantir la qualité et les quantités de semences recherchées, une sélection sera opérée pour identifier les producteurs semenciers qui offrent les meilleurs atouts (compétences et motivations). Le produit obtenu à la fin de tout ce processus sera de la semence R1 certifiée de bonne qualité qui sera fournie aux paysans à la base pour cultiver leurs parcelles. Ces activités seront complémentaires et menées en synergie avec les initiatives en cours, notamment celles du Projet de réhabilitation agricole et de réduction de la pauvreté (PRAREP)⁵³ et du Programme de productivité agricole en Afrique de l'Ouest (PPAAO / WAAPP)⁵⁴.

24. Le PROPACOM concentrera son appui sur la production de semences certifiées de riz et de maïs.

- (a) Pour le riz, les objectifs de production de semences certifiées R1 sont de 100 tonnes de paddy semence, destinées aux exploitants des périmètres aménagés ou réhabilités dans le cadre du PROPACOM. La production de semences certifiées R1 sera programmée sur la base du calendrier d'aménagement/réhabilitation des périmètres rizicoles et sur la périodicité du renouvellement des semences de riz (tous les 3 ans).
- (b) Pour le maïs, l'objectif est de produire annuellement, pendant 3 ans, 15 tonnes de semences certifiées pour ensemercer au total environ 3 000 hectares. La multiplication et la diffusion de nouvelles variétés à cycle court et intermédiaire pourraient permettre d'effectuer deux cycles de culture par an.

25. Les semences de base G3 seront produites par le CNRA dans le cadre d'un contrat de prestation de services. Les paysans multiplicateurs de semences R1, individuels ou organisés en groupements, sélectionnés par le Projet, recevront une première dotation de semences de base et d'engrais, qu'ils devront reconstituer à la fin de la première campagne de multiplication à partir du produit de la vente des semences certifiées. L'ONDR sera responsable pour la coordination de la production des semences des variétés améliorées de riz. Pour la production de semences de maïs, les partenaires

⁵³ Le PRAREP a inscrit à son programme la production de semences R1 de riz irrigué, de riz pluvial, les semenceaux d'igname et les boutures de manioc.

⁵⁴ Le WAAPP a retenu pour la Côte d'Ivoire les spéculations végétales suivantes : banane plantain, manioc, igname et riz. Il doit notamment contribuer au renforcement des capacités de production et de diffusion de semences et plants améliorés en complément des actions financées par les autres PTF.

seront le CNRA, l'ANADER et les Associations régionales de Semenciers.

Engrais et produits phytosanitaires

26. Le projet dotera les Comités de gestion des aménagements hydroagricoles (CGA) et les groupements maraîchers de lots d'engrais adaptés, de produits phytosanitaires et de semences sélectionnées couvrant les besoins de la première campagne culturale. Les CGA et les groupements maraîchers, devront, en conformité avec la stratégie élaborée par l'ONDR, s'engager à reconstituer à la fin de la première campagne agricole cette dotation à hauteur du montant total des intrants fournis par le projet, légèrement majoré pour couvrir les augmentations prévisibles des coûts des intrants pour les campagnes ultérieures⁵⁵. Pour ce faire, les CGA et les groupements maraîchers devront obligatoirement ouvrir un compte « intrants » dans un établissement financier de la place, compte bancaire réservé exclusivement à la reconstitution du fonds « intrants » et au financement des achats d'intrants pour la campagne suivante.

27. Le Projet encouragera également une utilisation plus rationnelle et raisonnée des engrais (notamment par le fractionnement des apports de l'engrais azoté), ainsi que des techniques de restauration et de maintien de la fertilité du sol, entre autres par la promotion de la culture de légumineuses en association avec le maïs. Il sera indispensable de suivre les profils de fertilité des rizières et d'ajuster les doses d'engrais.

Mécanisation de l'agriculture

28. Afin de contribuer à la mécanisation de l'agriculture, le Projet dotera les comités de gestion des aménagements rizières (CGA) et autres organisations de producteurs agricoles de matériels de labour et de récolte (120 motoculteurs, faucheuses, 100 batteuses vanneuses) et les groupements maraîchers de systèmes d'irrigation goutte à goutte. Ces matériels seront cédés aux CGA et aux groupements maraîchers dans le cadre d'une convention de cession imposant la constitution par les bénéficiaires d'un fonds d'amortissement et d'un fonds de fonctionnement domiciliés dans une institution financière sur des comptes bloqués. Des mécanismes de gestion, de maintenance et de renouvellement des équipements seront mis en place selon une approche déjà utilisée par l'ONDR.

Désignation	Motoculteur	Batteuse-vanneuse	Système d'irrigation goutte à goutte
Signataires de la convention de cession	UCP PROPACOM Président CGA	UCP PROPACOM Président CGA	UCP PROPACOM Président CGA
Gestionnaire du matériel	Comité matériel agricole	Comité matériel agricole	Comité matériel agricole
Frais payés par les utilisateurs*	82.500 FCFA/ha/cycle dont : 45.000 FCFA/ha/cycle pour entretien 37.500 FCFA/ha/cycle pour amortissement	50.000 FCFA/ha/cycle dont : 25.000 FCFA/ha/cycle pour entretien 25.000 FCFA/ha/cycle pour amortissement	1.320.000 FCFA/ha/an dont 430.000 FCFA/ha/an pour fonctionnement 890.000 FCFA/ha/an pour amortissement
Domiciliation des fonds (établissement bancaire)	Entretien : compte n°1 du périmètre concerné Amortissement : compte n° 2 du périmètre	Entretien : compte n°1 du périmètre concerné Amortissement : compte n° 2 du périmètre	Fonctionnement: compte n°1 du périmètre concerné Amortissement : compte n° 2 du périmètre

* Montants indicatifs, à préciser en fonction des caractéristiques des équipements livrés.

29. Le Projet financera également la formation de mécaniciens sélectionnés parmi les jeunes volontaires à la réinsertion et qui seront chargés d'assurer une maintenance de proximité des motoculteurs et autres équipements de récolte. Ils bénéficieront d'une formation adaptée pour la conduite et la maintenance des machines agricoles.

Appui conseil

⁵⁵ Voir section sur modalités de financement des équipements et des intrants

30. L'encadrement technique des producteurs au niveau des sites d'intervention sera assuré par le partenaire stratégique ANADER et, en fonction des besoins identifiés, par des prestataires de services spécialisés, qui interviendront tous dans le cadre de contrats de prestation de services négociés avec la coordination du projet. L'appui conseil devra englober les aspects techniques (technologies agricoles nouvelles, entretien et gestion des aménagements) et socio-économiques (économie et gestion des exploitations individuelles, organisation et fonctionnement des groupements d'exploitants). Il s'adressera également aux exploitants des bassins versants où des actions de lutte contre l'érosion des sols seront vulgarisées avec pour objectifs : i) la protection des bas-fonds contre le comblement progressif des canaux, drains et ouvrages dans le but de pérenniser les aménagements et de développer le niveau d'intensification des cultures de bas-fonds, et ii) la protection du capital sol sur les versants, mais aussi dans les bas-fonds, en évitant l'ensablement des parcelles. La principale contrainte que devrait affronter ce volet viendrait du fait que la lutte anti-érosive souffre le plus souvent d'une connotation très négative auprès des paysans, même si beaucoup sont conscients des problèmes de dégradation des sols. En outre, la majorité des exploitants des terres situées sur les versants ne disposent généralement pas de parcelles dans le bas-fond. La protection de celui-ci ne constitue dès lors pas un problème ni une motivation pour bon nombre d'exploitants du bassin versant. Les mesures et techniques à mettre en oeuvre pour assurer la protection des bassins versants devraient donc être présentées aux exploitants sous l'angle des bénéfices qu'ils peuvent en retirer à court et moyen termes. Il faudrait exploiter l'intérêt du paysan pour une augmentation de la productivité de sa parcelle située sur les versants afin d'intégrer dans son exploitation des dispositifs anti-érosifs : billonnage et cultures en courbes de niveau, cultures associées, paillage, ... Les coûts de cet appui conseil spécifique seront inclus dans la convention d'appui conseil passée avec la partenaire stratégique ANADER.

31. Le Projet apportera un appui à l'ANADER et aux autres opérateurs spécialisés en matière de recyclage des capacités des agents de terrain. Les actions de renforcement des capacités porteront sur : (i) la sensibilisation et la formation des producteurs aux bonnes pratiques de production, (ii) les visites d'appui-conseil aux producteurs, et (iii) la formation aux métiers agricoles.

32. Pour ce qui est de la réduction de l'impact du changement climatique sur l'entreprise agricole, les efforts seront centrés sur : (a) le calage des cycles culturaux des cultures annuelles, la redéfinition graduelle d'un calendrier cultural aménagé ; (b) l'introduction et l'évaluation des variétés à cycle court, peu exigeantes en eau et aux différents stress inhérent aux perturbations climatiques (humidité, sécheresse, variation de température).

Aménagements hydro-agricoles⁵⁶

33. Les interventions du Projet s'inscriront dans les orientations du Plan de développement de l'irrigation (PDI)⁵⁷ et de la Stratégie de développement de la riziculture en privilégiant la réhabilitation des périmètres existants, en limitant le développement de nouveaux périmètres rizicoles aux systèmes avec prise au fil de l'eau et en contribuant à la promotion de nouvelles technologies d'irrigation économes d'eau. Les aménagements envisagés concerneront la riziculture et les cultures maraichères et ils permettront de valoriser le potentiel d'ouvrages hydrauliques existants et de restaurer la capacité de production locale en cultures vivrières irriguées.

34. En matière de réhabilitation, les actions porteront sur des périmètres rizicoles existants en aval de barrage présentant un potentiel d'intensification (deux campagnes agricoles par an). Concernant les nouveaux périmètres rizicoles, les actions seront limitées au type communautaire avec prise au fil de l'eau (module de 20 et 50 ha) soit

⁵⁶ Détails dans le DT 5

⁵⁷ PDI est en cours d'approbation par le nouveau Gouvernement

en extension de périmètre existant en aval de barrage, soit dans un bas-fond traditionnellement exploité en riz, jouissant d'apport d'eau suffisant.

35. Le type d'aménagement retenu pour la riziculture est un périmètre classique d'irrigation de surface par bassin, largement développé dans la zone d'intervention du projet, composé de : (i) un ouvrage de tête équipé de vannettes ou de batardeaux pour le relevage du niveau du cours d'eau du bas-fond ; (ii) deux canaux principaux de rive en terre avec des ouvrages de prise équipés de vannettes (ou batardeaux) ; (iii) des canaux secondaires/tertiaires perpendiculaires au réseau principal, qui alimentent les parcelles subdivisées en plusieurs bassins; (iv) un réseau de drainage avec restitution au niveau du cours d'eau dont le lit est régularisé pour assurer la fonction de collecteur et d'évacuation des crues.

36. Concernant les cultures maraichères, il s'agit de promouvoir des systèmes de type communautaire sous irrigation localisée (goutte à goutte) en bordure de cours d'eau permanent ou de retenue d'eau, déjà introduit dans la zone du projet par l'Association pour le Développement des Cultures Vivrières Intensives (ADCVI). Les installations comprennent une station de pompage, un ouvrage de tête (unité de filtres à sable, vanne de réglage, filtre à tamis ou à disque, compteur d'eau), un réseau de conduites de distribution alimentant des bornes d'eau sur lesquelles sont branchées des kits d'irrigation goutte à goutte, couvrant chacun 1000 m². Les modules à développer seront de taille réduite (10 ha en moyenne) pour faciliter la gestion et limiter les coûts.

37. En termes d'objectifs quantitatifs il est prévu : (i) la réhabilitation de 2000 ha de périmètres rizicoles en aval de barrages existants (Région des Savanes 700 ha, Région de la Vallée du Bandama 600 ha, Région de Zanzan 700 ha) ; (ii) l'aménagement de 400 ha de bas-fonds traditionnellement exploités en riz en périmètres irrigués au fil de l'eau (Région de la vallée de Bandama 200 ha et Région de Zanzan 200 ha) ; (iii) le développement de 90 ha de périmètres maraichers sous irrigation goutte à goutte (à raison de 30 ha par région).

Tableau 1 : Phasage des aménagements hydroagricoles

Région	Type d'aménagement						Total aménagement hydroagricole (ha)
	Réhabilitation			Nouveau	Total	Perimètre GAG	
	Périmètre AB (ha)	Périmètre PFE (ha)	Total (ha)	Périmètre PFE (ha)	Périmètre riz (ha)	Maraichage (ha)	
SAVANES	700	0	700	0	700	30	730
VALLEE BANDAMA	500	100	600	200	800	30	830
ZANZAN	700	0	700	200	900	30	930
Total Projet	1900	100	2000	400	2400	90	2490

NB:

AV: aval de barrage;

PFE: Prise au fil de l'eau;

GAG: Irrigation goutte à goutte

38. Le choix des sites sera basé sur les critères suivants selon le type d'intervention envisagé:

- Périmètre à réhabiliter : (i) existence d'un Comité de gestion de l'aménagement (ou toute autre forme d'organisation mise en place par les exploitants); (ii) engagement et motivation des exploitants pour la réhabilitation de leur site ; (iii) absence de problèmes fonciers sur le site et détention par l'organisation des producteurs d'un acte formel d'entente avec les propriétaires terriens ; (iv) site au moins partiellement en exploitation et sans contraintes pédologiques; (v) site accessible et à distance acceptable (\leq

3 km) du village concerné ; (vi) site en aval d'un barrage (retenue) fonctionnel pour garantir une deuxième campagne ;

- Nouveau site de bas-fond à aménager : (i) présence d'exploitants motivés et engagés pour l'aménagement de leur site ; (ii) site en exploitation traditionnelle au moins partiellement ; (iii) absence de problèmes fonciers et existence d'un acte formel d'entente avec les propriétaires terriens ; (iv) site à moins de 3 km du village sans contrainte majeure d'accès ; (v) bas-fond avec une pente longitudinale régulière et inférieure à 2%, avec une largeur comprise entre 100 et 300 m pour éviter les sites encaissés et les plaines alluviales ; (vi) sols aptes à la culture du riz ou aux cultures maraîchères ; (vii) bas-fond avec un cours d'eau à lit mineur marqué et jouissant d'apports d'eau suffisants ; dans le cas d'un site destiné au maraîchage, le cours d'eau doit être permanent.

39. Le Projet financera les études préalables (identification, étude foncière), les études techniques, les travaux, le suivi et le contrôle des travaux. Il appuiera aussi les comités de gestion à la mise en place d'une redevance pour l'entretien des infrastructures principales d'irrigation. Il financera les formations des membres de ces comités dans la planification des activités, la conduite des irrigations, l'organisation et le suivi des travaux d'entretien et la gestion de la redevance. Les producteurs également bénéficieront des formations dans l'action en matière d'aménagement parcellaire, de respect des tours d'eau et de maîtrise de l'eau au niveau parcellaire.

Composante 2 : Valorisation et mise en marché

40. La composante vise à une meilleure valorisation des productions agricoles et une meilleure structuration et autonomisation des organisations de producteurs.

Appui à la transformation et à la commercialisation des produits vivriers

41. La transformation au niveau local des productions agricoles facilitera la conservation et la commercialisation des produits et permettra également d'augmenter la valeur ajoutée au profit des populations rurales. La transformation et le conditionnement des produits alimentaires nécessitent un esprit d'entreprise, un savoir-faire et des équipements divers en fonction des produits. A cet effet, les appuis du projet porteront sur le développement de coopératives et associations de transformation/conditionnement des produits alimentaires issus des filières retenues et comprendront : (i) des formations aux techniques éprouvées de conservation, de transformation et conditionnement des produits, (ii) des formations des membres des bureaux des organisations de producteurs aux techniques de négociation, de vente et de planification des opérations, (iii) la recherche de nouveaux marchés impliquant la réalisation d'études, de tests commerciaux, de participation aux foires et de visites de prospection et d'échange, et (iv) la promotion d'innovations technologiques pour les différentes filières retenues. Pour le **riz**, l'accent sera mis sur la qualité du « riz blanchi » produit au niveau des micro-rizeries livrées par l'ONDR dans le cadre du Programme d'Urgence Riz et en cours d'installation dans nombre de départements. Le PROPACOM apportera un complément aux investissements de l'ONDR par la mise en place des bâtiments des micro-rizeries, les études de marchés, les formations des OPA et la dotation en fonds de roulement pour l'achat du paddy. L'amélioration des conditions de transformation devrait permettre aux producteurs de mieux concurrencer le riz importé et de bénéficier de la valeur ajoutée de la transformation. Pour **les productions maraîchères** qui sont des denrées très périssables, ce qui occasionne de lourdes pertes par pourriture durant le période d'abondance (ces pertes peuvent atteindre 20 à 30% de la production), le Projet s'intéressera à la transformation du surplus de production à travers de petites unités de séchage des produits (piment, aubergine, tomate, oignon) et le conditionnement des produits (frais, séchés ou transformés en poudre). Pour le **maïs**, le projet cherchera à développer des relations contractuelles entre organisations de producteurs et les commerçants et les agro-industriels.

42. Pour chaque filière, le PROPACOM financera les études de marché, les formations des bénéficiaires, les rencontres et les ateliers de concertation pour l'établissement des partenariats commerciaux.

43. Les coûts d'acquisition et d'installation des équipements seront financés par le projet, avec l'obligation pour les OPA bénéficiaires de constituer un fonds d'amortissement et un fonds de fonctionnement domiciliés dans une institution financière sur des comptes bloqués.

44. **Système d'information sur les marchés (SIM).** Le PROPACOM contribuera au renforcement de la transparence des marchés à travers l'amélioration de l'information sur les prix et les marchés. Une meilleure connaissance de ces données économiques facilitera l'adaptation de l'offre à la demande et contribuera au renforcement du pouvoir de négociation des producteurs. Le Projet appuiera le fonctionnement d'un système d'information durable sur les prix et l'évolution des marchés concernant les céréales (riz, maïs) et les produits maraîchers. Le système d'information fournira des informations conjoncturelles sur les fluctuations saisonnières et structurelles sur les nouveaux débouchés (types de produits, normes, périodes de vente). Les dispositifs d'information sur les marchés mis en place par l'Etat, les organisations professionnelles, des projets ou des ONGs (OCPV, ANOPACI, BVP), apparaissent actuellement peu performants et fortement dépendant d'un appui financier externe. Le PROPACOM fournira un appui à l'un ou l'autre dispositif après l'analyse diagnostic de leurs contraintes et atouts respectifs et l'évaluation des moyens à mettre en œuvre pour améliorer leur performance.

Infrastructures marchandes

45. Pour faciliter la mise en marché et promouvoir la valorisation des productions agricoles locales, le PROPACOM contribuera au développement d'infrastructures de stockage, de groupage et de transformation/conditionnement des produits agricoles pour les filières ciblées (riz, maraîchage, maïs). Les actions envisagées permettront aux producteurs et petits transformateurs ruraux de réduire les pertes post-récolte, de créer de la valeur ajoutée et de faciliter l'accès aux marchés.

46. Les infrastructures de transformation comprendront: (i) trois bâtiments pour minirizeries de 300 m² au niveau départemental (les équipements sont fournis par l'ONDR ; chaque abri comporte une salle de stockage du paddy, une salle de décorticage, une salle de stockage de riz blanchi, une salle de stockage de son de riz, une salle de stockage de balles de riz, deux bureaux et une salle de séchage du paddy ; (ii) douze abris pour unités de transformation de produits divers comportant chacun une salle de machine et un local de stockage de produits, le tout bâti sur une surface brute de 60 m².

47. Les infrastructures de stockage et de conditionnement comporteront : (i) six magasins de stockages de 200 tonnes pour le stockage du paddy et des intrants ; (ii) six centres de groupages et de conditionnements de 200 m² au niveau départemental pour des produits agricoles divers; (iii) quinze hangars de conditionnement de produits maraîchers de 100 m² chacun au niveau des périmètres maraîchers.

48. Le projet contribuera à l'amélioration de l'accessibilité des nouveaux périmètres irrigués par l'aménagement de pistes agricoles et/ou de petits ouvrages de franchissement (buses en béton, petits dalots) avec les raccordements nécessaires. Ces actions porteront au total sur quelques 60 km répartis en petits tronçons (1 à 3 km) de voies d'accès aux sites nouvellement aménagés.

49. La localisation de ces différentes infrastructures tiendra compte des zones de concentration des périmètres aménagés au niveau des régions d'intervention du projet ainsi que la présence d'autres projets (PRAREP, Projet d'urgence Riz/ONDR, etc.). Une synergie sera recherchée avec le Projet de réhabilitation des pistes rurales⁵⁸, afin que

⁵⁸ Projet en préparation par le Ministère de l'Agriculture avec l'appui de la Banque Mondiale

les aménagements développés dans le cadre du projet bénéficient des actions de réhabilitation des pistes.

50. Le financement du projet concernera les prestations de maîtrise d'œuvre (études, contrôle des travaux), les travaux de construction et les équipements. Pour les pistes d'accès aux nouveaux périmètres, le projet appuiera la mise en place de comités villageois d'entretien selon l'approche initiée par l'AGEROUTE pour les pistes rurales classées. Ces comités seront composés surtout de jeunes des villages bénéficiaires de ces périmètres. Le projet s'assurera que ces jeunes soient recrutés dans les équipes des PME chargées des travaux de manière qu'ils puissent faire l'apprentissage des travaux HIMO en la matière. Ces comités d'entretien bénéficieront d'une dotation initiale de lot de petits matériels de terrassement et des formations spécifiques seront assurées pour leurs membres notamment en matière de planification des travaux d'entretien, de prévention et d'exécution des travaux d'entretien courant selon les types d'ouvrage composant la piste.

Professionalisation des Organisations de Producteurs

51. La stratégie d'appui aux OPA vise le renforcement des capacités organisationnelles, institutionnelles, techniques et économiques des organisations de producteurs (groupements de base comme faitières) en vue d'en faire des plateformes de services capables de répondre efficacement aux besoins et attentes de leurs membres, dans les règles de bonne gouvernance et de manière proactive. La stratégie s'appuiera sur le modèle « Autonomisation des Organisations de Producteurs ». Ce modèle s'articule autour d'un diagnostic institutionnel et participatif des OP, leur stratification selon leur degré de maturité institutionnelle et économique, puis un classement selon des niveaux (Stades d'Autonomie Organisationnelle - SAO) qui conditionne les appuis à leur apporter⁵⁹. Un mécanisme de suivi-évaluation accompagne le dispositif. Mais les réalités observées au sein des filières font que le projet devra prendre en compte la diversité de situation et développer une approche différenciée par filière afin de jeter les bases pour un développement des OP sur le long terme. Il reste entendu que ce travail requiert un engagement sur la durée dont les objectifs ne seront pas atteints dans l'espace temporel du PROPACOM. L'objectif est de faire évoluer une masse critique d'OP du niveau 1 vers le niveau 2 vu qu'il est illusoire dans les conditions actuelle de viser le niveau trois. L'appui aux OPA cible environ 660 groupements de base villageois ou inter-villageois structurés autour de bassins de production dont 90 groupements de producteurs maraîchers et riziculteurs constitués par le PPMS à consolider et 200 groupements de producteurs (riz, maïs, l'igname, manioc, maraîchage)⁶⁰ structurés ou qui se structureront autour des aménagements hydro-agricoles que le PRAREP aura à réhabiliter. Les groupements de base comptent en moyenne 30 à 40 exploitations familiales.

52. Le PROPACOM accompagnera les organisations de base dans le renforcement de leurs capacités organisationnelles et favorisera leur structuration ascendante partant de façon effective des producteurs vers les coopératives, leurs unions et fédérations. Il travaillera à la base avec les producteurs autour d'activités économiques dont l'épicentre sera le bassin de production. Concernant la filière riz, le projet ciblera les Comités de Gestion des Aménagements (CGA) et les coopératives de riziculteurs. Il s'appuiera sur les Comités villageois de Commercialisation (CVC) pour le maraîchage et sur les autres groupements à vocation économiques mis en place dans les autres filières. Les appuis s'articuleront alors autour de cinq grands domaines d'intervention regroupant chacun des actions spécifiques à savoir:

53. Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des OPA de base. Les actions porteront sur l'appui à la gestion associative et la bonne gouvernance, la formation des dirigeants à leurs rôles respectifs, l'alphabétisation fonctionnelle.

⁵⁹ Appendice 3 de l'annexe 4.

⁶⁰ Le projet apportera un appui aux OPA impliquées dans la transformation et la commercialisation du manioc et de l'igname et non dans la production, qui est prise en charge par le PRAREP.

54. Renforcement des capacités techniques et économiques. Le Projet s'investira dans la constitution d'un noyau de relais technique et commercial et leur formation, la formation sur les systèmes d'approvisionnement et d'accès aux intrants (modes de reconstitution de la dotation initiale, méthodes de collecte des redevances et de recouvrement des créances, valeur ajoutée d'une union ou fédération dans l'amélioration de l'efficacité du système), la formation sur le mode de reconstruction et d'acquisition des équipements ainsi que le système de gestion y afférent.

55. Renforcement des capacités sur les connaissances syndicales. Les formations des dirigeants se concentreront sur le leadership, le plaidoyer, le lobbying, les capacités de négociation et la gestion des affaires.

56. Renforcement des capacités des OPA faîtières en matière de gestion et de négociation. Sur la base d'un diagnostic institutionnel participatif, l'appui au développement des OP faîtières sera fait de manière à améliorer leur efficacité institutionnelle dans la prise en charge des questions de groupage, de stockage, d'accès à l'information sur les prix et marchés, de négociation et de commercialisation des productions de leurs membres.

57. Renforcement des capacités des femmes et des jeunes au sein des OPA. Le PROPACOM appuiera le renforcement du leadership des femmes et des jeunes dans les OP à travers des activités de formation (transformation des produits, commercialisation, visites d'échanges). La présence des femmes et des jeunes dans les OP de base et les faîtières figure parmi les indicateurs d'évaluation des Stades d'Autonomie Organisationnelle (SAO).

Composante 3 : Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs

Coordination et gestion

58. La mise en œuvre du PROPACOM intervient dans un contexte marqué par l'adoption de la nouvelle stratégie du FIDA COSOP 2010-2015 pour la Côte d'Ivoire, de l'approche programme dans ses interventions, du PNIA 2010-2015 et du DSRP 2009-2015. Ces différents textes de référence visent entre autres, la rationalisation des cadres d'intervention des opérations de développement, l'efficacité et l'efficience dans la mise en œuvre des projets. Le PROPACOM s'inscrit dans cette logique. Son dispositif de pilotage, de coordination et de gestion sera organisé de manière à favoriser l'harmonisation, le développement des synergies et complémentarités entre les projets financés par le FIDA. Le dispositif institutionnel qui sera mis en place reste cohérent avec la Déclaration de Paris et les orientations du PNIA qui visent à limiter le nombre de structures de gestion parallèles aux institutions pérennes de l'Etat.

59. Le FIDA finance actuellement deux projets actifs en Côte d'Ivoire⁶¹, intervenant sur des thématiques complémentaires dans les mêmes zones géographiques. Le PROPACOM complète ce portefeuille avec une valeur ajoutée portant sur le développement d'activités d'appui à la transformation et à la commercialisation. Dans ce contexte, le besoin de coordination et d'harmonisation au sein de cette famille de projets demeure nécessaire. La coordination sera assurée par une unité commune aux deux projets (PRAREP et PROPACOM) qui seront actifs à partir de janvier 2012 vu que l'achèvement du PPMS interviendra le 31 décembre 2011. Dans ces conditions, l'actuelle unité de coordination (UCP) du Projet PRAREP sera reconfigurée et complétée par de nouveaux profils de postes correspondant aux nouvelles activités introduites par le PROPACOM. La nouvelle UCP reconfigurée comprendra les postes actuels à savoir : un(e) coordonnateur(trice), un(e) responsable administratif et financier, un(e) responsable de réhabilitation agricole, un(e) responsable infrastructures rurales, un (e) responsable du suivi-évaluation. Ces postes et ceux des assistants prévus dans le cadre du PRAREP seront complétés au niveau de l'UCP par un(e) responsable genre et OPA, un(e) responsable transformation et commercialisation. Les postes des antennes comprenant actuellement:

⁶¹ Annexe 5, appendice 1 : Présentation des projets financés par le FIDA

un(e) assistant spécialiste en S&E, chef d'antenne, un(e) assistant spécialiste en réhabilitation agricole, un(e) assistant, spécialiste en infrastructures rurales, seront complétés par un assistant spécialiste en transformation et commercialisation.

60. La mise en place du dispositif de coordination sera basée sur des principes, une démarche et un résultat⁶²: **principes** (i) recherche permanente de l'efficacité et l'efficience, (ii) gestion axée sur les résultats, (iii) évaluation annuelle des performances des structures de coordination et gestion, (iv) harmonisation et complémentarités des programmes et des approches entre les deux projets et (v) évolution vers l'approche programme conformément à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ; **démarche** (i) recrutement compétitif et ouvert pour **la totalité** des postes de coordination et de gestion et (ii) organisation de la période intérimaire précédant la mise en place de l'UCP commune ; **résultat**, un dispositif commun de pilotage et de coordination du PRAREP et du PROPACOM.

61. L'UCP sera basée à Bouaké en raison de sa position centrale par rapport à la zone du projet, avec des antennes légères à Korhogo et à Bondoukou. Le PROPACOM prendra en charge : (i) les coûts complémentaires au PRAREP dans l'établissement et le fonctionnement de l'UCP et des antennes régionales, y compris les salaires et la formation du personnel; (ii) l'audit externe annuel des comptes; (iii) la mise en place et le fonctionnement du système de suivi-évaluation. L'ensemble du personnel de l'UCP et des antennes sera recruté par voie compétitive ouverte selon des procédures acceptables par le FIDA. L'UCP et ses deux antennes assureront la coordination des interventions du projet, la gestion efficace et transparente des ressources du projet, la facilitation du partage de l'information et la collaboration entre les acteurs, l'encadrement du processus participatif de suivi et l'évaluation des activités du Projet. L'ensemble du personnel sera lié au projet par des contrats de performance reconductibles sur la base des résultats des évaluations annuelles.

Gestion des savoirs & communication

62. Le Programme appuiera la collecte et la diffusion d'informations utiles aux acteurs des filières aux niveaux local, régional et national, ainsi que la capitalisation des activités et méthodes mises en œuvre par les projets du FIDA. A cet effet des manuels de formation, des guides de bonnes pratiques, des fiches techniques, des posters, des vidéos, des émissions radio seront produits et diffusés au niveau national et le site web FIDA Afrique sera régulièrement mis à jour.

Suivi-évaluation

63. Le système de suivi-évaluation élaboré dans le cadre du PRAREP sera actualisé pour servir d'outil d'aide à la prise de décisions aux différents niveaux d'exécution du PRAREP/PROPACOM. Il permettra de mesurer l'état d'avancement de l'exécution du projet, mais également de mesurer ses effets et impact. A cet effet, le manuel de suivi-évaluation du PRAREP et la base de données de gestion des informations seront révisés pour prendre en compte le PROPACOM. Ceci permettra d'assurer une programmation conjointe des activités des PTBA. Le système de S-E : (i) permettra de renseigner les indicateurs du Système de Gestion des Résultats et de l'Impact (SYGRI), (ii) jettera les bases du système de suivi-évaluation du Programme pays FIDA et établira des passerelles avec le Système de suivi sectoriel. Le S-E sera structuré selon trois fonctions : (i) le suivi de la planification en mesurant les taux d'exécution physique et financier des activités de chaque PTBA ; (ii) le suivi des indicateurs du cadre logique pour mesurer l'atteinte des résultats; (iii) l'évaluation de l'impact ;(iv) la désagrégation par sexe et par âge des indicateurs de suivi-évaluation et d'impact. Les principaux acteurs de S-E seront les OP et les comités de gestion des investissements collectifs, les opérateurs qui renseigneront la base de données du projet, les services déconcentrés de l'Etat, les antennes et l'unité de coordination des deux projets. Le système de S-E sera organisé au niveau : (i) **de l'UCP**, articulé au S&E du secteur, lui-même arrimé au S-E du DSRP, (ii)

⁶² Annexe xx Chronogramme de mise en place de l'UCP commune

régional organisé autour de la Direction régionale de l'agriculture, articulé au suivi du secteur.

Appui institutionnel au MINAGRI

64. Le PROPACOM contribuera au renforcement des capacités du MINAGRI en apportant un appui institutionnel:

- a) à la Direction de la planification et de la programmation (DPP) par la mise en œuvre d'un programme de formation en faveur du personnel cadre en matière de planification sectorielle et de formulation de projets ;
- b) à la Direction du contrôle des projets (DECOP) pour l'élaboration et la diffusion d'un manuel de suivi évaluation externe des projets du secteur et la formation du personnel cadre en matière de suivi évaluation.
- c) aux Directions régionales de l'agriculture (DRA) pour l'organisation des cadres régionaux de concertation et le suivi évaluation externe à travers le service de suivi évaluation et statistique de la DRA.

65. Ces appuis comprendront des formations et des services de consultants pour la conduite d'études (DPP) et l'élaboration du manuel de S&E externe du MINAGRI (DECOP), de la fourniture d'équipement informatique (DPP et DECOP) et véhicule tout terrain (DPP).

APPENDICE 1 : ANALYSE DE LA MICROFINANCE EN COTE D'IVOIRE

I. Présentation du secteur de la Microfinance

Evolution du secteur

1. Les Institutions de Microfinance, dont la fonction principale est de fournir des services financiers aux agents économiques exclus du système de financement bancaire, participent à la lutte contre la pauvreté en Côte d'Ivoire.
2. Le secteur a enregistré une évolution significative de 1998 à 2009 notamment en ce qui concerne l'épargne collectée, les crédits octroyés et le nombre de caisses ouvertes (cf. tableau n°1). Au 31 Décembre 2009, le secteur enregistre 78 institutions constituées légalement sur le territoire ; elles se répartissent comme suit: i) 06 réseaux coopératifs avec 133 caisses de base agréées ; ii) 66 structures coopératives unitaires ; iii) 06 sociétés anonymes ayant signé une convention avec l'Etat.

Tableau 1 : Situation évolutive des IMF entre 2004 et 2009

Indicateurs	2004	2005	2006	2007	2008	2009
Nombre d'institutions autorisées	68	74	92	97	99	78
Nombres de caisses	178	192	218	223	225	205
Nombre de membres bénéficiaires	571 400	665 068	712 903	903 721	972 691	1 009 821
Dépôts	50 666 289 168	61 036 543 271	73 095 868 905	83 306 793 180	85 396 086 758	85 567 769 218
Volume des crédits distribués	ND	21 703 502 349	29 011 299 087	42 328 115 826	40 632 862 446	25 619 334 165

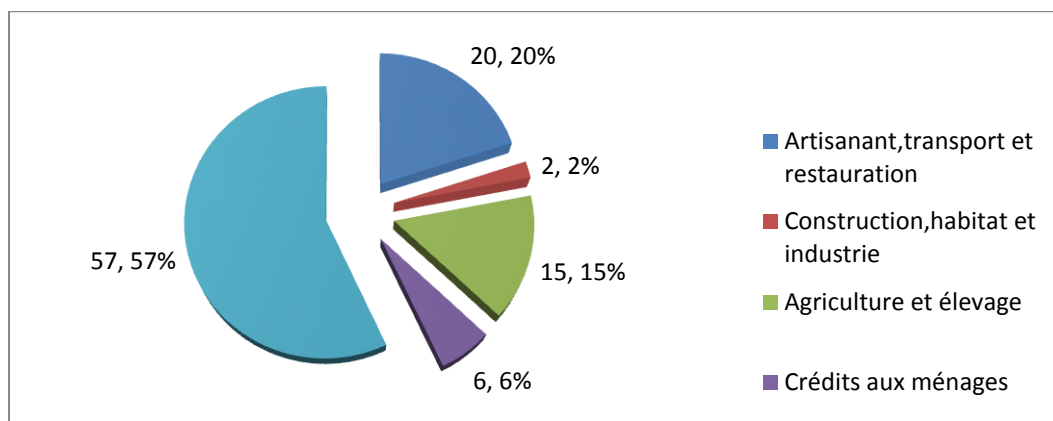
Source : Rapport PESFCODESFI

3. Le secteur de la microfinance, en dépit des différentes crises sociopolitiques, a maintenu une bonne dynamique comme en témoigne la progression continue du nombre de bénéficiaires et de l'épargne. La barre du million d'adhérents est atteinte en 2009 contre 571 400 en 2004. L'encours des dépôts est passé de 50,6 milliards de FCFA en 2004, à 85.6 milliards de FCFA en 2009.
4. Cependant, malgré un appui technique de l'Etat et de certains bailleurs, le secteur a du mal à atteindre sa vitesse de croisière. On note à partir de 2005, un très faible accroissement du volume de crédits distribués qui passe de 21, 7 milliards à 25,6 milliards en 2009. Par ailleurs le portefeuille s'est fortement déprécié comme en témoigne le taux de dégradation d'environ 15% en 2009.

Emploi des crédits distribués par les IMF

5. Entre 2004 et 2009, les crédits distribués par les IMF s'élèvent globalement à 159.3 milliards de F CFA soit un volume de crédit moyen de 26.5 milliards de FCFA par an. Les activités commerciales constituent le secteur d'activité le plus financé par les IMF avec 57% des crédits. Les autres services (transport, restauration, couture, coiffure et autres activités artisanales) et les activités agricoles concentrent respectivement 20% et 15 % des crédits. Les crédits aux ménages (crédits scolaires, crédits de consommations et autres crédits divers aux ménages) bénéficient faiblement des financements des IMF avec seulement 6% des crédits. Le secteur de la construction, de l'habitat et de l'industrie intéresse très peu les IMF avec 2% des crédits compte tenu du montant élevé et de la longue durée des prêts que nécessite ce secteur (Cf. figure 1).

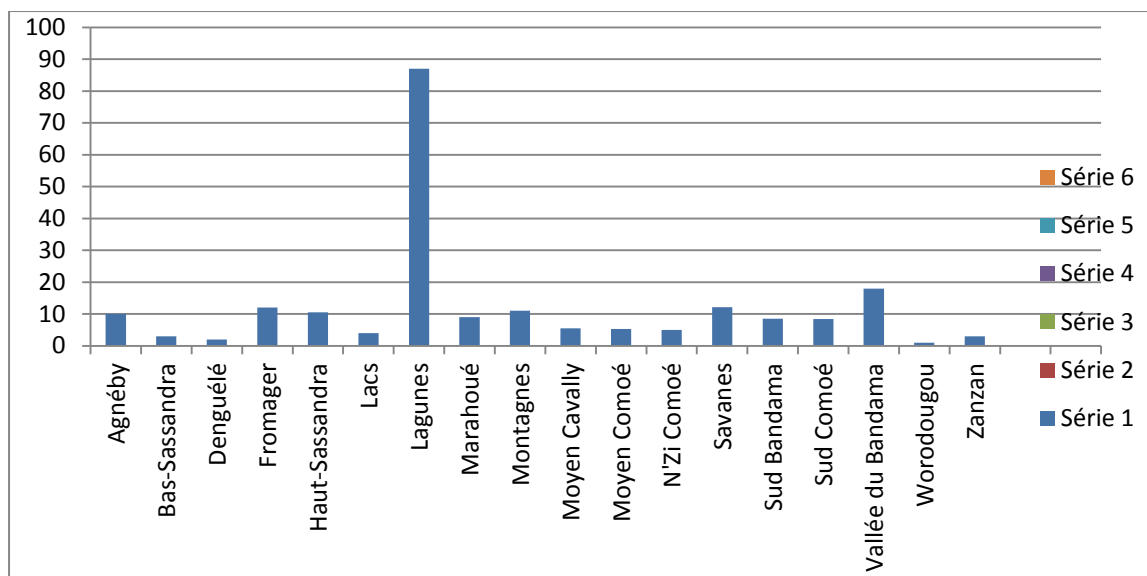
Figure 1 : Répartition des crédits par secteur (2004-2009)



Couverture nationale de la Microfinance

6. Le nombre de caisses en 2009 est évalué à 205 avec une progression moyenne de 4.5% par an. Toutefois, il convient de relever une inégale répartition régionale des IMF. En effet, en 2009 la région des lagunes comporte 110 caisses soit 53.66% du total des caisses. Les autres régions observent un faible niveau de concentration avec moins de 20 caisses soit 9.75% du total des caisses dans les régions ciblées par projet que sont les régions de la Vallée du Bandama, du Zanzan et des Savanes.

Tableau 2 : Répartition du nombre de caisses par région



Source : DGTCP/DM

Pénétration de la Microfinance en milieu rural

7. La forte présence des IMF au Sud et dans les grandes villes démontrent que la pénétration de la micro financière en milieu rural reste très faible. Ce constat s'est accentué par la récente crise sociopolitique qui a vu la partition du pays en septembre 2002 avec pour conséquence directe la fermeture d'environ 30% des caisses de base dans les zones Centre Nord Ouest (CNO) de Côte d'Ivoire.
8. L'inégale répartition des IMF dans les zones rurales pourrait également s'expliquer par la faible densité de la population et par le ralentissement de l'activité économique, facteurs clés de succès, des IMF sur un espace donné.
9. Si les facteurs liés à la faiblesse de la présence des IMF en zone rurale sont d'ordres exogènes, il n'en demeure pas moins que certaines causes sont d'ordres endogènes. Il s'agit notamment du taux d'emprunt (18%) , des commissions liées au frais de dossiers, d'assurance et d'engagement pour un total estimé à 20% l'an sur le montant du prêt. Cette situation entraine les conséquences suivantes : i) demandes de prêts de plus en plus réduits ; ii) non respect des échéances de règlement ; iii) taux d'impayé élevé conduisant à la dégradation progressive du portefeuille clients et ressources des IMF.

Dégradation progressive de la situation financière et de la qualité du portefeuille

10. Le secteur de la microfinance en Côte d'Ivoire est caractérisé par la fragilité de sa situation financière au regard de l'analyse des ressources (88.5 milliards de F CFA en 2009) majoritairement composées de dépôts. Aussi, le manque de diversité de ressources et l'inexistence de fonds propres contraignent les IMF à utiliser les dépôts des clients pour financer les charges de fonctionnement et d'investissement. Cette situation agit fortement sur le niveau des emplois dans la mesure où elle réduit les possibilités d'octroi de crédits et de satisfaction de retraits d'espèces des clients. Par ailleurs, les fonds propres à cette date sont déficitaires de 8 441 792 527 F CFA pour un déficit cumulé de 22 527 531 589 F CFA, et aucune amélioration n'est constatée à ce jour.
11. L'analyse des états financiers déficitaires globaux ne s'aurait expliquer à elle seule la détérioration financière des IMF. Certaines faiblesses concernent : (i) l'absence d'une centrale de risques ou d'informations au plan institutionnel ;(ii) la défaillance du mécanisme de surveillance du secteur liée à l'insuffisance de contrôle, de suivi et de sanctions par le ministère de tutelle ; ce qui a pour conséquence la présence de nombreuses structures non agréées; (iii) la faible professionnalisation des IMF

marquée par l'insuffisance de capacités managériales, la mauvaise gouvernance et l'absence de système d'information et de gestion rendant peu fiables les états financiers ; (iv) la faible pérennité de l'offre liée à la non diversification des services et produits financiers, et à l'absence de refinancement auprès des banques classiques.

II. Expériences du financement rural en cote d'ivoire : cas des RCMEC et de L'UNACOOPEC

Le Réseau des Coopératives Mutualistes d'Epargne et de Crédit (RCMEC)

12. Le Réseau des Caisses Mutuelles d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire (RCMEC-CI) a vu la création de sa première caisse le 20 août 1995 à Bonieredougou, dans le Département de Dabakala, dans la zone Centre Nord de la Côte d'Ivoire. Se voulant une structure très proche de ses sociétaires, les dirigeants ont mis l'accent sur l'ouverture des caisses dans les localités les plus reculées et spécifiquement en milieu rural. Cette option a valu au Réseau CMEC d'être retenu comme guichet d'appui dans le cadre de la mise en place du Projet de Développement de la Région du Zanzan (PDRZ), projet financé par le FIDA et la Banque Mondiale.
13. Créée dans le but de couvrir les zones rurales et semi urbaines pauvres pour permettre l'accès des petits paysans au crédit, le rôle des CMEC s'est progressivement éloigné du financement du secteur agricole ; en témoigne le faible taux de distribution de crédits dans ce secteur (13% observé en 2009) au profit du secteur commercial. En effet, le financement des petits producteurs comportent des risques que refusent de prendre les IMF dans la mesure où le taux de remboursement des crédits est fortement dépendant du rendement agricole (conditions climatiques, accès aux intrants, productivité du sol ...) et du prix de vente des produits agricoles.
14. Concernant l'étendue du réseau, sur 103 caisses existantes, 26 sont agréées dont seulement 13 effectivement en activité ; ce qui sous entend que 77 caisses exercent illégalement.

Analyse de la situation financière du RCMEC

15. Le tableau ci-dessous présente la situation globale de 53 caisses actives du réseau au 31 Décembre 2010.

Tableau 3 : Situation financière du réseau CMEC

Capitaux	124 784 600
Fonds propres	-1 375 819 117
Résultats provisoires	-230 294 898
Encours de crédit	758 649 642
Actifs net	2 309 624 221
Epargne disponible	3 538 855 269

Source : Rapport d'activité du RCMEC au 31/12/2010

16. Ces chiffres révèlent le très faible niveau des capitaux par rapport aux fonds propres (FP) ; la norme étant que les fonds propres représentent au moins la moitié du capital libéré. Un apport de capitaux nouveaux est donc indispensable en vue de redynamiser le réseau.
17. A la suite des conclusions du dernier rapport conjoint BCEAO-Trésor Public et la deuxième audition des dirigeants du réseau par la Commission Nationale de la Microfinance (CNM), le Ministre de l'Economie et des Finances a pris la décision de

mettre l'institution sous Administration Provisoire par arrêté du 05 août 2008. Ainsi, un Administrateur a été nommé le 20 juillet 2009 avec pour mission d'élaborer et de mettre en œuvre un plan de redressement avec l'appui de OIKOKREDIT. Jusqu'à ce jour, aucun plan de redressement n'a été élaboré et les tentatives de redressement restent marginales par rapport à l'ampleur de la dégradation globale du portefeuille, laissant entrevoir une possible liquidation du réseau.

Situation financière des Caisses du RCMEC dans la zone du projet

Région du Zanzan

18. L'analyse des données du tableau ci-dessus permet de conclure que sur les quatre départements de la région du Zanzan, seulement deux fonctionnent avec des fonds propres négatifs ; les capitaux étant très faibles par rapport aux fonds propres, il en découle une situation financière très précaire.

Tableau 4 : situation financières Région du Zanzan (en million de CFA)

INDICATEURS/VILLES	TANDA	BONDOUKOU	BOUNA (agence fermée)	NASSIAN (agence fermée)
Capital	2 621 800	11 310 00	ND	ND
Fonds propres (déficitaires)	111 741 023	253 883 416	ND	ND

Source : Rapport d'activités de l'Administrateur provisoire au 31/12/2010

Région de la vallée du Bandama

19. Regroupant six départements à savoir Bouaké, Béoumi, Dabakala, Katiola, Sakassou et Botrou, le Réseau CMEC est uniquement présent dans la localité de Katiola et fonctionne sans agrément. En plus elle dispose de fonds propres négatifs de 56 566 379 F CFA pour un capital de 3.130.000 F CFA.

Région des Savanes

20. La crise sociopolitique de 2002 qu'a connu la Côte d'Ivoire n'a pas facilité l'implantation ou la poursuite des activités des services financiers. Les rares caisses présentes dans la zone ont été contraintes de fermer.

L'Union Nationale des Coopératives d'Epargne et de Crédit de Côte d'Ivoire (UNACOOPEC-CI)

21. Créée en 1976 grâce à l'appui de la Banque mondiale et de la Coopération canadienne, le réseau COOPEC regroupe en 2011, 69 caisses de base agréées soit une représentation de plus de 80% du marché (clientèle, épargne, crédit, total actif). Elle prédomine le secteur également en matière de distribution de crédits avec 84.5% de part de marché. Elle est essentiellement implantée en zone urbaine et apporte majoritairement une réponse aux besoins de financement des artisans, des petits commerçants, des fonctionnaires etc. Par contre les producteurs agricoles, éleveurs et pêcheurs sont très peu ciblés en raison de leurs revenus instables.
22. Malgré ses avantages comparatifs (part de marché, clientèle...), l'UNACOOPEC observe de nombreuses difficultés. Dans le cadre du programme d'évaluation du secteur financier, une mission conjointe Fonds Monétaire International/banque Mondiale a élaboré un diagnostic du secteur de la microfinance. Il ressort de cette étude que l'UNACOOPEC-CI rencontre des difficultés et que celles-ci pourraient être à la base d'une crise sectorielle et systémique en raison de la forte concentration de l'activité sur ce réseau.

23. Ces difficultés sont de plusieurs ordres dont entre autres : la déperdition de ses ressources est liée au fait qu'elle s'éloigne de son cœur de métier. Il est en effet constaté que l'UNACOOPEC distribue de moins en moins de microcrédits à ses adhérents. Elle privilégie donc les activités bancaires (activités de changes et de transfert de crédits, prêt élevé...) qui exigent une expertise technique et financière qu'elle ne possède pas ; i) un problème de gouvernance caractérisé par l'absence de contrôle dans le mécanisme de distribution de crédits ; la majorité des prêts est octroyée en violation des règles de procédures en vigueur ce qui ne facilite pas un meilleur recouvrement par la suite. Aussi les dépôts à vue des clients sont utilisés par les dirigeants pour couvrir les charges de fonctionnement d'où la dégradation de plus en plus accentuée des fonds propres ; ii) la fermeture de plusieurs caisses ne pouvant plus se maintenir sur le marché faute d'une saine situation financière. Avec 106 caisses de base en activité en 2005 contre 69 en 2011, on constate une réduction de 37 caisses sur six années qui impacte négativement l'implantation de l'UNACOOPEC sur le territoire national.

III. Mesures de redressement et Perspective

24. Les mesures de redressement mises en œuvre par le Ministère de l'Economie et des Finances, et la Commission Nationale pour la Microfinance(CNM) concernent :
25. *Les surveillances rapprochées et les administrations provisoires* : dans ce cadre, le Ministère de l'Economie et des Finances a placé 20 IMF sous surveillance rapprochée ; 3 IMF sous administration provisoire et 32 retraits d'agrément en 2010 en raison de leur situation financière difficile et des graves dysfonctionnements constatés par les missions d'inspection.
26. *Le renforcement du cadre réglementaire et la consolidation du secteur* par arrêté du Ministre de l'Economie et des Finances en vue de : i) corriger certains dysfonctionnements constatés dans le secteur ; ii) soumettre leur décisions d'octroi de crédits aux dirigeants et aux salariés à l'approbation du Conseil d'Administration ; iii) renforcer et limiter le mandat des dirigeants des coopératives ou mutuelles d'épargne et de crédit afin de permettre un renouvellement effectif des organes dirigeants des IMF et favoriser la bonne gouvernance.
27. *L'actualisation, la validation et la mise en œuvre de la Stratégie Nationale de la Microfinance* qui prévoit dans ses grandes lignes l'assainissement du secteur, la mise en place d'un cadre de concertation, le renforcement de la supervision et l'intégration des IMF au secteur bancaire.

APPENDICE 2 : OPTION DE FINANCEMENT DES EQUIPEMENTS/MATERIELS ET INTRANTS DU PROPACOM

Description de l'option de financement

1. La mise en œuvre du PROPACOM s'inscrit dans le cadre de la relance durable des activités économiques du pays. La Côte d'Ivoire a pris l'option de sortir du cadre des urgences à partir de janvier 2012 et d'inscrire toutes ses activités dans une perspective de reconstruction et de durabilité. C'est ainsi que la stratégie nationale de développement de la riziculture par exemple prévoit l'arrêt en 2012, de toute distribution gratuite d'intrants et d'équipements agricoles. L'objectif est de préparer progressivement les producteurs à affronter les réalités du marché du crédit. L'ONDR prévoit dans ce cadre, la subvention à hauteur de 80% des coûts des intrants et des équipements agricoles ; les bénéficiaires prenant en charge le reliquat de 20% à verser au moment de l'acquisition du matériel.

2. Cette vision est absolument partagée par le PROPACOM, mais il faut préciser qu'elle n'est pas encore entrée en application ; il n'existe donc pas leçons apprises sur lesquelles construire. Au vu du contexte nationale, son application immédiate risque de se heurter à des difficultés vu l'état de pauvreté et de vulnérabilité des exploitants agricoles particulièrement ceux ciblés par le PROPACOM. C'est pourquoi, prenant en compte les faibles capacités de financement des bénéficiaires du projet, le PROPACOM se propose d'appliquer la vision moyennant une amélioration permettant aux producteurs de s'équiper, de reconstruire leur base productive et de s'inscrire avec une certaine progressivité, dans un système pouvant conduire à terme vers le marché du crédit. C'est pourquoi, la contribution des bénéficiaires est confirmée. Mais celle-ci dans le cas du PROPACOM, ne sera pas à libérer d'un coup au moment de l'acquisition mais plutôt étalée dans le temps sous forme de fonds d'amortissement pour les équipements et de fonds de roulement annuel pour les intrants.

3. Ainsi les modalités de cession des matériels, équipements et intrants agricoles aux OPA adoptées par le projet consisteront pour le projet de :

- Acquérir à 100%, le matériel et équipement agricoles, d'irrigation et de commercialisation et les céder aux OP dans le cadre d'une convention de cession imposant la constitution par les bénéficiaires d'un fonds d'amortissement et d'un fonds de fonctionnement domiciliés dans une institution financière ;
- Fournir les intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires et de semences) de la première campagne agricole avec obligation pour les OP de reconstituer à la fin de la première campagne agricole cette dotation à hauteur du montant total des intrants fournis par le projet, légèrement majoré pour couvrir les augmentations prévisibles des coûts des intrants pour les campagnes ultérieures ;
- Signature d'une convention tripartite entre l'OPA bénéficiaire, le Projet et la banque de domiciliation du compte bloqués pour la sécurisation des fonds. Le tableau 1 plus loin montre que la BACI (Banque Atlantique de Côte d'Ivoire) est la banque la mieux représentée dans les trois régions.

Justification de l'option de financement

4. La modalité de financement des opérations du PROPACOM se justifie par:

- L'accès difficile des petits producteurs ruraux au crédit du fait de :
 - (i) La situation de pauvreté accrue dans laquelle ils se trouvent les petits producteurs qui compromet fortement la capacité d'épargne et d'accumulation des petits producteurs. La pauvreté rurale a

considérablement augmenté en Côte d'Ivoire depuis la crise sociopolitique de septembre 2002, passant de 49% à 62,5% en 2008. Les régions couvertes par le projet (le Nord, le Centre-Nord et le Nord-Est) sont les plus touchées avec respectivement des taux de pauvreté de 85,5%, 66,3% et 59,2%. L'environnement post-conflit actuel du pays, marqué par une baisse de la productivité agricole, la perte du capital de production et les difficultés d'écoulement des produits agricoles, a pour conséquence une baisse des revenus des petits producteurs, accentuant encore leur vulnérabilité d'accès au crédit.

- (ii) La faible couverture et pénétration rurale des structures de Microfinance dans les régions ciblées par le projet. Les institutions de Microfinance sont principalement concentrées dans le Sud du pays où l'activité économique est intense et rentable. Les régions du Centre et de l'Est regroupent respectivement seulement 8% et 6% du nombre total de caisses d'épargne et de crédit. Par ailleurs, malgré la particularité des régions du Nord qui sont essentiellement agricoles, seules 13% des institutions de Microfinance y sont présentes. Cette faible implantation s'est accentuée avec la crise sociopolitique qui a eu pour conséquence directe la fermeture de plusieurs caisses de base dans les régions couvertes par le projet (Nord, Centre-Nord et le Nord-Est). Lorsqu'elles existent, celles-ci sont situées en milieu urbain ou périurbain et ciblent principalement les activités commerciales, artisanales, scolaires, etc.
- La dégradation de la situation financière du secteur de la Microfinance en Côte d'Ivoire :
- (i) Le secteur de la Microfinance en Côte d'Ivoire est caractérisé par la fragilité de sa situation financière au regard de l'analyse des ressources majoritairement composées de dépôts. Aussi, le manque de diversité de ressources et l'inexistence de fonds propres contraignent les Institutions de Microfinance (IMF) à utiliser les dépôts des clients pour financer les charges de fonctionnement et d'investissement. Cette situation agit fortement sur le niveau des emplois dans la mesure où elle réduit les possibilités d'octroi de crédits et de satisfaction de retraits d'espèces des clients. D'autres insuffisances du secteur sont relatives à la faible capacité de gestion des IMF, la non diversification de l'offre de produits et de services financiers et la mauvaise gouvernance.
 - (ii) Les deux plus grands réseaux de Microfinance (l'UNACOOPEC-CI et le RCMEC) représentant plus de 80% du secteur, connaissent depuis quelques années, des difficultés qui se traduisent par des résultats négatifs et une dégradation de leurs fonds propres. Du fait de leur poids dans le secteur, de telles difficultés sont de nature à affecter et affaiblir l'ensemble du secteur de la microfinance.

5. Ainsi, pour les raisons ci-dessus et aussi pour la nécessité de donner aux petits producteurs pauvres l'opportunité de développer leurs activités agricoles et réduire leur pauvreté, le projet a opté comme palliatif, pour le financement de l'acquisition des équipements, matériels et intrants agricoles sous forme de subvention.

6. Cette option est en harmonie avec la stratégie révisée de finance rurale des agences internationales (Banque Mondiale, GIZ, etc.) telle que décrite dans le document de revue « Subsidies as an instrument in agriculture : a review » (Richard L. Meyer, 2011). Celles-ci reconnaissant qu'il est essentiel d'avoir un niveau minimum de capacité économique pour rembourser efficacement un prêt, admettent désormais la possibilité d'octroi d'une assistance sous forme de subvention aux pauvres. Une telle assistance

devra leur permettre d'améliorer leurs revenus dans le but de forger leur capacité d'accès au crédit.

7. L'option de financement du projet s'aligne également sur la stratégie adoptée par le Gouvernement dans le cadre de sa politique de développement de la riziculture. Cette stratégie est basée sur l'octroi de dotations en équipements, matériels, intrants et fonds de roulement aux organisations professionnelles agricoles qui y contribuent à hauteur de 20% des coûts. Dans une vision de durabilité, ces dotations sont à rembourser ou à reconstituer par les bénéficiaires

Principes directeurs de l'option de financement des opérations du projet

8. L'option de financement par subventions retenue par le projet respectera les principes directeurs suivants:

- a) Cibler des bénéficiaires : volontaires et motivés sur la base de critères stricts d'éligibilité. Ces critères mettront l'accent sur la vulnérabilité des bénéficiaires (pris individuellement ou en groupe et éprouvés par la crise sociopolitique, les changements climatiques, ayant de faibles revenus, etc.) et leur volonté à s'inscrire dans une dynamique de modernisation, d'intensification et de durabilité. Ils pourront également viser l'existence de terres cultivables sécurisées, cibler les producteurs des filières choisies et les sites ayant fait l'objet d'investissement majeurs en infrastructures et situé à proximité d'un marché pour faciliter la commercialisation des produits agricoles.
- b) Etre Limité dans le temps : l'appui du projet constitue une aide au démarrage afin de donner un coup de pouce aux producteurs pauvres ou ceux dont l'activité ne génère pas assez de revenus pour contribuer à l'acquisition d'équipements, matériels et intrants productifs. Ainsi, les intrants seront alloués uniquement pour la première campagne de production agricole, et les équipements et matériels seulement acquis à charge pour les bénéficiaires d'en garantir le fonctionnement et l'amortissement
- c) Etre accompagné d'un renforcement de capacité des bénéficiaires : la stratégie d'appui aux OPA adoptée par le projet mettra l'accent sur le renforcement de capacités techniques (de production et de commercialisation), organisationnelles, institutionnelles, de gestion et de bonne gouvernance des coopératives/groupements bénéficiaires. Ce renforcement de capacité, sera lié à des programmes d'alphabétisation fonctionnelle en faveur des femmes et jeunes filles.
- d) Etre allouées sur une base de «contrepartie» : En contrepartie des dotations d'équipements/matériels et intrants les bénéficiaires auront l'obligation de constituer un fonds de fonctionnement et un fonds d'amortissement, et de reconstituer le montant des intrants alloués.

Modalités de financement et de gestion des équipements, matériels et intrants agricoles

Financement, cession et gestion des équipements et matériels agricoles

9. Financement : l'acquisition des équipements et matériels agricoles seront financés à 100% par le projet ; à charge pour les bénéficiaires de constituer un fonds de fonctionnement et un fonds d'amortissement des équipements/matériels. Ces fonds logés dans un établissement financiers et alimentés par le paiement des prestations d'utilisation des équipements/matériels.

10. Modalités de cession : une convention de cession des équipements/matériels sera établie entre l'UCP et les coopératives/groupements de producteurs bénéficiaires. Cette convention comportera les points suivants :(i) désignation des

équipements cédés et spécification de ses caractéristiques; ii) énumération du coût d'acquisition du matériel et de sa durée d'amortissement);(iii) identité des bénéficiaires des équipements ;(iv) Obligation d'ouvrir dans un établissement financier un compte fonctionnement des équipements/matériels et un compte amortissement, avec la possibilité pour l'UCP, de disposer de toute informations relevant du fonctionnement des comptes ouverts.

11. Gestion des équipements et matériels agricoles : la gestion du matériel sera effectuée par les coopératives/groupements bénéficiaires. Aussi, un comité de gestion sera mis en place au sein de ces coopératives/groupements ; celui-ci aura à sa charge d'une part la planification des prestations, le stockage et l'entretien des équipements/matériel et d'autre part, le recouvrement du montant des prestations.

12. Les sommes perçues dans le cadre de l'utilisation des équipements et du matériel seront réparties sur le compte fonctionnement et le compte d'amortissement ouverts à cet effet. Les opérations de retrait sur le compte de fonctionnement se feront sur la base des spécimens de signatures de trois membres dirigeants du groupement bénéficiaire. Quant au compte d'amortissement, ses fonds seront bloqués toute la période d'amortissement des équipements.

13. Suivi du fonctionnement des équipements/matériels et mesures d'accompagnement :

- Le suivi du fonctionnement et l'entretien des équipements sera assuré par l'UCP qui pourra contractualiser avec un opérateur de prestation de services. L'UCP effectuera aussi des contrôles périodiques du solde des comptes de fonctionnement et d'amortissement. Le projet mettra également à la disposition des groupements bénéficiaires des carnets types pour le suivi technique et le fonctionnement des équipements/matériels.
- Les mesures d'accompagnements concerneront la formation initiale à l'utilisation des équipements/matériels au profit du comité de gestion et des formations générales en gestion financière, comptable et organisationnelle à l'attention des dirigeants et du comité de gestion. Des formations sur les caractéristiques et la maintenance des équipements seront également organisées au profit de réparateurs locaux.

Financement, cession et gestion des intrants agricoles

14. Financement: le projet financera à 100% l'acquisition d'intrants de la première campagne agricole. En contrepartie de ces dotations d'intrants, les bénéficiaires devront reconstituer le montant des dotations allouées.

15. Modalités de cession : Une convention de cession d'intrants sera établie entre l'UCP et les coopératives/groupements de producteurs bénéficiaires. Cette convention comportera :(i) une désignation des intrants cédés; ii) le coût d'acquisition des intrants; (iii) l'identité des bénéficiaires;(iv) l'obligation pour le groupement bénéficiaires d'ouvrir un compte bancaire avec la possibilité pour l'UCP, de disposer de toutes informations sur le fonctionnement du compte.

16. Gestion des intrants : la gestion des intrants comporte l'acquisition, la distribution et la reconstitution du montant des dotations allouées par les producteurs. Les intrants seront acquis par l'UCP par appel d'offre et distribués aux coopératives/groupements de producteurs sur la base de l'identification préalable des bénéficiaires et de leurs besoins à partir de critères établis. L'identification des bénéficiaires et des besoins se fera de manière participative avec toutes les parties prenantes (coopératives/ groupement de producteurs, services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture, services techniques décentralisés des conseils généraux, partenaires techniques...). Les quantités d'intrants mis à la disposition des coopératives/groupements seront réparties entre les membres

sur la base des besoins identifiés. Ce processus de distribution sera placé sous la responsabilité de l'UCP en collaboration avec un opérateur de prestation de services.

Le montant des intrants fournis sera reconstitué, majoré d'une somme pour tenir compte de d'une éventuelle hausse des prix. La reconstitution se fera en espèces (au plus 20% du montant des dotations allouées) et en nature. Les quotes-parts en nature seront commercialisés par les groupements. Les fonds issus de la restitution seront déposés dans le compte ouvert à cet effet. Ils seront destinés à l'achat des intrants des prochaines campagnes.

17. Suivi du processus d'acquisition, distribution et la restitution des intrants :

- Le suivi du processus d'acquisition, de distribution et de restitution des intrants sera assuré par l'UCP qui pourra contractualiser avec un opérateur technique. L'UCP effectuera aussi des contrôles périodiques du solde des comptes intrants. Le projet mettra également à la disposition des coopératives/groupements bénéficiaires des outils types de suivi, notamment des de bons de livraison, des fiches de compte producteurs et des carnets de reçus de versement.
- Les mesures d'accompagnements concerneront l'information et la sensibilisation des bénéficiaires au processus de distribution et de reconstitution des fonds intrants. Au cours des séances de sensibilisation, les critères de ciblage et le mécanisme de reconstitution seront expliqués aux bénéficiaires du projet. Des formations plus spécifiques sur les des intrants et leur l'utilisation seront organisées au profit des coopératives/groupement et des producteurs. Les coopératives/groupements seront également formés en technique de conservation et de gestion des stocks.

Implantation des banques dans la zone du projet

18. Le secteur de la microfinance est caractérisé par sa fragilité dû au retrait massif de l'agrément de nombreuses IMF, au problème de mal gouvernance, de trésorerie, etc. Ces éléments constituent à n'en point douter des facteurs limitant dans la mise en œuvre du PROPACOM.

19. C'est pourquoi, les banques classiques, seront sollicitées pour abriter les fonds de fonctionnement, d'amortissement des équipements/matériels et ceux de la reconstitution des intrants. Ces banques ont l'avantage d'être présentes dans la zone du projet avec un plus grande proportion dans les régions de la vallée du Bandama et des Savanes comme le montre le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Implantation des banques dans la zone du projet

ZANZAN	SAVANES	VALLEE DU BANDAMA
BACI	BACI	BACI
ECOBANK	BHCI	BHCI
	BIAO	BIAO
	BICICI	BICICI
	BOA	BOA
	BNI	BNI
	SGBCI	SGBCI
	SIB	SIB

A FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)
Document de conception de projet – Annexes

APPENDICE 3 : DIAGNOSTIC DES OP(S) DANS LE CADRE DES FILIERES CIBLEES

Filières		
	Maraîchage / Maïs	Riz
Type de groupement	- Comités villageois de commercialisation (CVC) ; autres groupements ; coopératives	- Comités de gestion des aménagements hyrdo-agricoles (CGA) ; coopératives (CODERIZ) au niveau départements
Membres	- Au niveau de la base : les producteurs organisés autour des périmètres maraîchers	- Au niveau de la base : les producteurs autour des périmètres rizicoles (producteurs exploitant des parcelles aménagées)
Statut juridique	Informel	Informel pour les CGA / formel pour les coopératives
Fonctions principales	- Mise en place d'un système de groupage de la production - Internalisation de certaines fonctions économiques (approvisionnements, transformation, conditionnement et mise en marché) → exécuté à très petite échelle	- Approvisionnement en intrants, - Décortiquage et la commercialisation du riz → mais ces sont les rares services que les coopératives offrent à leurs membres
Lacunes fonctionnelles	- Faiblesse des quantités de produits mis en marché - Faiblesse des capacités techniques et de négociation - Insuffisance des connaissances du marché - Incapacité de lever des crédits auprès des IMF et des banques - Ignorance des normes de qualité et des exigences du marché (qualités, prix) - Manque d'un système de contrôle de la qualité - Aucun plaidoyer politique - la voix limitée et une faible représentation au niveau national	- Faiblesse des quantités de produits mis en marché - Faibles pratiques de bonne gouvernance - Aucun plaidoyer politique - Aucune relation commerciale avec des partenaires - Incapacité de lever de crédits auprès des IMF et des banques
Contraintes	- Pertes post récoltes élevées - Inadéquation du conditionnement et du transport - faibles liens avec les autres acteurs de filières - Insuffisance de de magasins de stockage et de commercialisation adéquats	- La commercialisation du riz local
Besoins	- Equipements de conditionnement et transformation - Meilleure planification pour plus d'efficacité - Meilleur suivi et contrôle de la qualité - Formation diverses - Appui à la structuration	- Renforcement des capacités des comités de gestion des aménagements(CGA), notamment dans la conduite de l'irrigation, la maintenance des infrastructures et des équipements, l'instauration d'une redevance eau - Appui à la structuration - Formations diverses
Opportunités	- Amélioration de la qualité du produit (une plus grande compétitivité) - Augmentation des ventes et des revenus	- Amélioration de la qualité du produit (une plus grande compétitivité) - Augmentation des ventes et des revenus

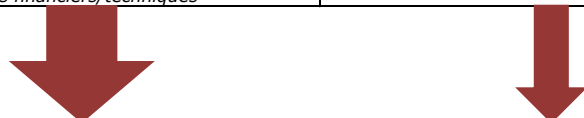
Stades d'autonomie opérationnelle			
Fonctions	Niveau 1	Niveau 2	Niveau 3 ¹
Organisation et gouvernance	Faible capacité organisationnelle <ul style="list-style-type: none"> - Existence des instances mais non fonctionnelles - Non renouvellement des instances/bureau - Faible niveau d'instruction et manque de savoir faire des leaders - Irrégularités dans les cotisations - Très peu de transparence dans la gestion des ressources financières - Accaparement/Concentration des pouvoirs au niveau du président - Non prise en compte de la dimension genre Besoins en renforcement/appui <ul style="list-style-type: none"> - Restructuration de l'OP - Développement d'une bonne cohésion interne - Développement des compétences en organisation - Formation des leaders/sur roles - Sensibilisation sur le genre 	Structure organisationnelle assez fonctionnelle <ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement des organes relativement correct - Renouvellement pas par votation (acceptation du leader suivant un code de valeurs) - Cotisations régulières avec quelques retards Besoins en renforcement <ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des acquis - Renforcement des capacités en gestion des ressources humaines et financières - Renforcement des capacités en gouvernance - Renouvellement des instances de manière démocratique - Intégration des femmes et des jeunes 	Bon niveau d'organisation <ul style="list-style-type: none"> - Effectif connu et maîtrisé - Forme d'organisation favorisant la promotion des agents - Un local/siège fonctionnel - Ratio /femmes jeunes dans le bureau et instances de décision - Bonne maîtrise de l'outil d'auto-évaluation - Tableau bord de suivi des indicateurs de performance - Bonne appropriation - Capacité d'identifier en interne les besoins de renforcement des capacités - Fortes capacité de partenariat et de recherche de financement Besoins en renforcement <ul style="list-style-type: none"> - Consolidation légère pour améliorer les performances
Technique et économique	Faible niveau de productivité <ul style="list-style-type: none"> - Non maîtrise des itinéraires techniques - Accès difficile aux intrants/Faible capacités de gestion des facteurs de production - Moyens financiers limités - Accès difficile au crédit - Pertes post récolte importantes - Difficultés pour la mise en marché - Manque d'information Besoins en renforcement <ul style="list-style-type: none"> - Formation aux techniques de production - Amélioration du savoir faire/itinéraires techniques - Capacité de gestion des facteurs de production: accès aux intrants, gestion des approvisionnements, gestion des stocks, répartition entre les membres - Renforcement maîtrise des filières de commercialisation et market-oriented 	Faible niveau de technicité <ul style="list-style-type: none"> - Existence d'un relais technique formé et opérationnel - Bonnes maîtrise des techniques de production - -Assez bonne maîtrise des besoins de service des membres (intrants, conseil, etc.) - Capacité de groupage des excédents de production limitée - Faible connexion aux marchés hors région - Manque de capacités et de compétences à suivre et à contrôler les travaux/investissements - Manque de capacités à entretenir les équipements Besoins en renforcement <ul style="list-style-type: none"> - Consolidation des acquis - Renforcement des capacités techniques et mise en marché - Expertise extérieure/suivi des travaux - Renforcement des capacités du Comité de gestion/entretien 	Professionnalisation <ul style="list-style-type: none"> - Bonne cogestion des infrastructures avec les CR - Engagement et motivation de l'OP dans la gestion et l'entretien des infrastructures - Dispositif interne de renforcement des capacités techniques des membres - Très bonne maîtrise des techniques culturales - Dispositif de facilitation d'accès des membres aux intrants et au financement - Relations de partenariats commerciaux solides pour la commercialisation (OP/OM) - Contractualisation des marchés Besoins en renforcement <ul style="list-style-type: none"> - Consolidation pour améliorer les performances - Partenariats institutionnels et synergies intersectorielles - Durabilité-viabilité-productivité et Marché

¹ Absence total de groupements dans le niveau 3. Les efforts seront concentrés sur l'évolution à opérer pour faire passer le maximum d'OPA du niveau 1 au niveau 2.

A FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)
Document de conception de projet – Annexes

Syndicale	Très peu de services rendus aux membres <ul style="list-style-type: none"> - Faible leadership du président - Membres du bureau peu entreprenants - Non-participation aux cadres de concertation locaux - Très faible capacité de négociation, - Très peu de connexion avec les structures d'appui locales - Manque d'information sur les opportunités de marché Besoins en renforcement <ul style="list-style-type: none"> - Leadership organisationnel - Développement de partenariats avec autres acteurs commerciaux - Alliances stratégiques/Négociation - Partenariats financiers/techniques 	Capacités de leader/plaidoyer et lobbying bien développées <ul style="list-style-type: none"> - Participe aux cadres de concertation - Capacité de négociation affirmée - Bonne représentation des membres à l'extérieur - Défense des intérêts des membres Besoins en renforcement <ul style="list-style-type: none"> - Confiance en soi - Développement esprit entrepreneurial - Développement de motivation organisationnelle - Prospection commerciale/Marchés locaux et régionaux - Communication/Visibilité 	Leadership reconnu par les membres <ul style="list-style-type: none"> - Défense des intérêts des membres - Création d'un cadre de partenariat et d'échanges f avec les parties prenantes pour asseoir davantage son influence - Fonctionnement sur fonds propres (prélèvement sur chiffre d'affaires des membres) Besoins en renforcement <ul style="list-style-type: none"> - Consolidation pour améliorer les performances - Prise charge/Satisfaction des besoins et attentes des membres - Massification et contrôle de l'effectif
------------------	--	--	--



Les actions du projet	
Domaine d'intervention	Actions à mener
Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des organisations de base	<ul style="list-style-type: none"> - Appui à la gestion associative et la bonne gouvernance - Formation des dirigeants à leurs rôles respectifs - Appui à la constitution d'unions locales aux échelles intermédiaires (communes rurales/Départements) - Formation sur le mode de reconstruction et d'acquisition des infrastructures/ équipements ainsi que le système de gestion y afférent - L'alphabétisation
Renforcement des capacités technique et économique	<ul style="list-style-type: none"> - Constitution d'un noyau de relais technique et commercial et leur formation - Formation de groupements sur les systèmes d'approvisionnement et d'accès aux intrants, modes de reconstitution de la dotation, méthodes de collecte des redevances et de recouvrement des créances, valeur ajoutée d'une union ou fédération dans l'amélioration de l'efficacité du système - Formation sur le mode de reconstruction et d'acquisition des infrastructures/ équipements ainsi que le système de gestion y afférent - Renforcement des capacités entrepreneuriales des producteurs/Développement esprit entrepreneurial et orientation vers le marché
Renforcement des capacités sur les connaissances syndicales	<ul style="list-style-type: none"> - Formation des dirigeants à leurs rôles respectifs et sur le leadership organisationnel - Développement de partenariats avec autres acteurs commerciaux / négociations et alliances stratégiques - Renforcement des capacités entrepreneuriales des producteurs ; développement de l'esprit entrepreneurial et de la gestion des affaires
Renforcement des capacités des OP faitières en matière de gestion	<ul style="list-style-type: none"> - Appui au développement des OP faitières pour améliorer leur efficacité institutionnelle dans la prise en charge des questions de groupage, de stockage, d'accès à l'information sur les prix et marchés, de négociation et de commercialisation des productions de leurs membres
Renforcement des capacités des femmes et des jeunes au sein des OPA	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement du leadership et des capacités des femmes et des jeunes dans les OP à travers des activités de formation (transformation des produits, commercialisation, visites d'échanges), d'appui à l'accès aux facteurs et moyens de production

ANNEXE 5: ASPECTS INSTITUTIONNELS ET MISE EN ŒUVRE

1. La mise en œuvre du PROPACOM intervient dans un contexte marqué par l'adoption de la nouvelle stratégie du FIDA COSOP 2010-2015 pour la Côte d'Ivoire, de l'évolution vers l'approche programme dans ses interventions, du PNIA 2010-2015 et du DSRP 2009-2015. Ces différents textes de référence visent entre autres, la rationalisation des cadres d'intervention des opérations de développement, l'efficacité et l'efficience des interventions. Le PROPACOM qui s'inscrit dans cette logique sera doté d'un dispositif de pilotage, de coordination et de gestion qui sera organisé de manière à favoriser l'harmonisation, le développement des synergies et complémentarités entre les projets financés par le FIDA. Ce dispositif sera cohérent avec la Déclaration de Paris et les orientations du PNIA qui visent à limiter le nombre de structures de gestion parallèles aux institutions pérennes de l'Etat.

2. La mise en place du dispositif de coordination sera basée sur des principes, une démarche et un résultat: principes (i) recherche permanente de l'efficacité et de l'efficience, (ii) gestion axée sur les résultats, (iii) évaluation annuelle des performances des structures de coordination et de gestion, (iv) harmonisation et complémentarité des programmes et des approches entre les deux projets et, (v) évolution vers l'approche programme conformément à la déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide ; démarche (i) recrutement compétitif et ouvert pour la **totalité** des postes de coordination et de gestion et (ii) organisation de la **période intérimaire** précédant la mise en place de l'UCP commune ; résultat, un dispositif commun de pilotage et de coordination du PRAREP et du PROPACOM.

Organisation et gestion

Tutelle

3. Le Ministère de l'agriculture (MINAGRI) sera le Ministère de tutelle du PROPACOM.

Comité de pilotage (CP)

4. Le PROPACOM en tant que projet fédérateur établira un comité de pilotage (CP) unique et commun à tout le portefeuille de projets financés par le FIDA en Côte d'Ivoire. Pour ce faire, il construira sur le Comité de pilotage du PRAREP qui sera restructuré (en réduisant le nombre et améliorant la représentativité) et complété par des aménagements nécessaires induits par les nouvelles activités introduites par ses interventions. Le CP qui se réunira une fois par an, approuvera les rapports annuels d'exécution; validera les programmes de travail et budgets annuels (PTBA) ; examinera et approuvera les rapports d'audit; vérifiera l'application des rapports d'audit et des recommandations des missions de supervision ; veillera au respect de ses objectifs et de sa stratégie d'intervention, à la cohérence des interventions avec les politiques et projets en cours en tant que de besoins. Il sera présidé par le Ministre chargé de l'Agriculture ou son représentant, et sera composé des représentants du Ministère chargé des Finances, du Ministère chargé des Collectivités locales, du Ministère chargé du Commerce, du Secrétariat national à la reconstruction et à la réinsertion (SNRR), de représentants des OP, des conseils généraux et d'autres acteurs en fonction des besoins. Le Secrétariat du CP sera assuré par la DECOP appuyé par l'UCP du Projet. Le dispositif sera complété par la mise en place au niveau de chacune des trois régions, d'un cadre régional de concertation (CRC) qui servira de cadre de dialogue opérationnel entre les projets et les différents acteurs du développement. Le CRC sera présidé par le Préfet de région et la Direction régionale de l'agriculture en assurera le secrétariat.

Coordination du Programme

5. Le FIDA finance actuellement deux projets actifs en Côte d'Ivoire, intervenant sur des thématiques complémentaires dans les mêmes zones géographiques. Le PROPACOM complète ce portefeuille avec une valeur ajoutée portant sur le développement d'activités d'appui à la transformation et à la commercialisation. Dans ce contexte, le besoin de coordination et d'harmonisation au sein de cette famille de projets demeure

indispensable. La coordination sera assurée par une unité commune aux deux projets (PRAREP et PROPACOM) qui seront actifs à partir de janvier 2012 vu que l'achèvement du PPMS interviendra le 31 décembre 2011. Dans ces conditions, l'actuelle unité de coordination (UCP) et les deux antennes du Projet PRAREP seront reconfigurées et complétées par de nouveaux profils de postes correspondant aux nouvelles activités introduites par le PROPACOM. La nouvelle UCP reconfigurée comprendra :

- Au niveau de la coordination générale, les postes actuels à savoir : un(e) coordonnateur (trice), un(e) responsable administratif et financier, un(e) responsable de réhabilitation agricole, un(e) responsable infrastructures rurales, un (e) responsable du suivi-évaluation. Ces postes et ceux des assistants prévus dans le cadre du PRAREP seront complétés au niveau de l'UCP par un(e) responsable genre et OPA, un(e) responsable transformation et commercialisation. L'équipe sera complétée par un personnel de soutien (secrétaires, chauffeurs, gardiens).

6. L'UCP sera basée à Bouaké en raison de sa position centrale par rapport à la zone du projet, avec des antennes légères à Korhogo et à Bondoukou. Le PROPACOM prendra en charge : (i) les coûts complémentaires au PRAREP dans l'établissement et le fonctionnement de l'UCP et des antennes régionales, y compris les salaires et la formation du personnel; (ii) l'audit externe annuel des comptes; (iii) la mise en place et le fonctionnement du système de suivi-évaluation. L'ensemble du personnel de l'UCP et des antennes sera recruté par voie compétitive ouverte selon des procédures acceptables par le FIDA.

7. L'UCP sera responsable de la gestion du programme : (i) organisation des concertations nationales avec les acteurs des filières et des partenaires ; (ii) gestion de l'inclusion des aspects genre dans les projets du portefeuille FIDA ; (iii) passation des marchés gestion des savoirs et communication du programme ; (iv) gestion du patrimoine du projet. L'UCP, sur le plan de la gestion opérationnelle, aura comme principales tâches la programmation, la facilitation et la gestion de la mise en œuvre, ainsi que le suivi-évaluation des activités des PTBA. Elle assurera dans ce cadre: (i) la consolidation de la programmation des activités issues des PTBA des antennes et celles de l'UCP elle-même ; (ii) le suivi de la mise en œuvre des orientations fournies par le CP, et la mise en cohérence et la coordination avec les autres projets financés par le FIDA et les partenaires techniques et financiers au niveau national; (iii) la gestion des fonds pour le financement des activités mises en œuvre par l'UCP ; (iv) le suivi de la performance des acteurs intervenant dans le programme ; (v) le S&E et (vi) la coordination des antennes. L'UCP assurera en outre la gestion opérationnelle de la région du Zanzan où elle est établie.

- Au niveau des antennes régionales, les postes des antennes comprenant actuellement: un(e) assistant spécialiste en S&E, chef d'antenne, un(e) assistant spécialiste en réhabilitation agricole, un(e) assistant, spécialiste en infrastructures rurales qui seront complétés par un assistant spécialiste en transformation et commercialisation. Les antennes seront basées à Bondoukou et à Korhogo.

8. L'UCP et les antennes placées sous sa coordination, disposeront d'une autonomie de gestion administrative et financière. Les antennes assureront la coordination de la mise en œuvre des activités dans leur zone géographique et auront pour principales responsabilités : (i) la coordination du Projet à l'échelle régionale et les liens avec les collectivités locales et l'Administration déconcentrée ; (ii) la coordination, la passation des marchés locaux ; (iii) l'évaluation des contrats de performance des prestataires de services locaux, (iv) le suivi rapproché des chantiers ; (v) la mobilisation des acteurs dans la gestion des opérations de mise en œuvre des interventions des prestataires et partenaires et dans le développement des filières; (v) le suivi des enquêtes et de l'alimentation de la base de données par les différents prestataires.

9. L'ensemble du personnel du Programme sera recruté de manière compétitive par voie d'appel à candidature au niveau national selon des procédures agréées par le FIDA. Les candidatures retenues seront soumises au FIDA pour approbation. Les femmes seront encouragées à postuler aux postes à pourvoir. Les fonctionnaires pourront offrir leurs candidatures pour les postes. S'ils sont sélectionnés, ils devront obtenir leur disponibilité pour la durée du contrat les liant avec le Programme. Tous les contrats seront à durée déterminée d'un an renouvelable en fonction de la performance atteinte et après consultation préalable du FIDA.

10. La performance de l'UCP et des antennes, leurs capacités à mener à bien les tâches sous leur responsabilité, la complémentarité développée avec les partenaires stratégiques et les prestataires, et la composition des équipes seront évaluées annuellement.

Exécution du Programme

11. L'exécution se fera avec deux types d'opérateurs : des partenaires stratégiques et des prestataires de services.

12. **Les partenaires stratégiques** du projet sont les institutions de missions publiques telles que l'ONDR, l'ANADER, le CNRA, les DRA. Chacun interviendra dans son domaine de compétence : l'ONDR pour la mise en œuvre de la stratégie de développement de la riziculture, l'ANADER sur toute la zone du projet en matière d'appui conseil, le CNRA pour la production des semences de pré-base, les DRA pour l'organisation de la concertation régionale. Ces structures seront chargées des actions suivantes : appui des producteurs et des coopératives de producteurs à la structuration et la reconnaissance juridique ; appui conseil technique et de gestion aux producteurs ; sensibilisation et diffusion des informations sur le projet ; appui aux OP dans l'identification et l'organisation de la demande de conseil et d'approvisionnement des intrants et équipements.

13. **Les prestataires de services** sont ceux qui seront chargés des interventions suivantes : mobilisation sociale ; appui à la structuration des OP ; conseil techniques spécialisé et de gestion des exploitations ; formation et alphabétisation ; mise en relation des OP avec des opérateurs de marché. **L'approche du Projet** consiste à recruter, par voie d'appel à concurrence des prestataires chargées d'exécuter une gamme d'activités (organisation des appuis aux acteurs principaux, approvisionnement en intrants et équipement, réalisation des infrastructures, réalisation d'études etc.) dans un territoire bien délimité pour lequel ils auront été désignées. Les antennes sont chargées de coordonner les activités des prestataires et des partenaires stratégiques et de leur fournir les appuis et informations nécessaires. Les prestataires et partenaires stratégiques seront responsables de l'exécution des travaux qui leur seront confiés mais aussi de la collecte des indicateurs de réalisation pour alimenter la base de données de suivi du projet. Ils seront aussi responsables de la mise en place d'une stratégie inclusive et basée sur l'égalité du genre pour l'accès aux activités et investissements promus par le Projet.

14. Les partenaires stratégiques et les prestataires de services s'appuieront sur des réseaux de relais qui en ont les capacités, qui sont déjà formés ou qui seront formés au sein des OP pour pérenniser et rapprocher l'appui conseil agricole et de gestion.

Réalisation des infrastructures

15. La mise en œuvre des infrastructures rurales prévues impliquera plusieurs acteurs : (i) la Cellule de coordination du projet et ses antennes, chargée de la programmation, de la contractualisation des prestataires et la supervision de leur exécution ; (ii) les OPA bénéficiaires participant à la maîtrise d'ouvrage et assurant la gestion et l'entretien des infrastructures ; (iii) les opérateurs privés (bureaux d'études, MPE spécialisées dans les travaux selon les types d'infrastructures, les cabinets de formation et de conseils...) concernant les prestations d'études, de contrôle des travaux, d'exécution des travaux, de formation et d'appui conseils aux bénéficiaires.

16. Les demandes d'aménagement seront formulées par les OP et les demandes sélectionnées feront l'objet d'une identification des sites pour s'assurer de la faisabilité technique de chaque site (disponibilité d'eau, aptitudes des sols, site en exploitation ou abandonné, éloignement du village, problèmes environnementaux...) puis d'une étude socio-foncière pour clarifier la situation foncière de chaque site. L'identification des sites sera conduite par chaque antenne du projet en association avec les services déconcentrés du Ministère de l'Agriculture (DRA, DDA...), des organisations faîtières des producteurs de riz et des partenaires stratégiques comme l'ANADER. L'étude socio-foncière par contre sera menée par un consultant spécialisé en questions foncières.

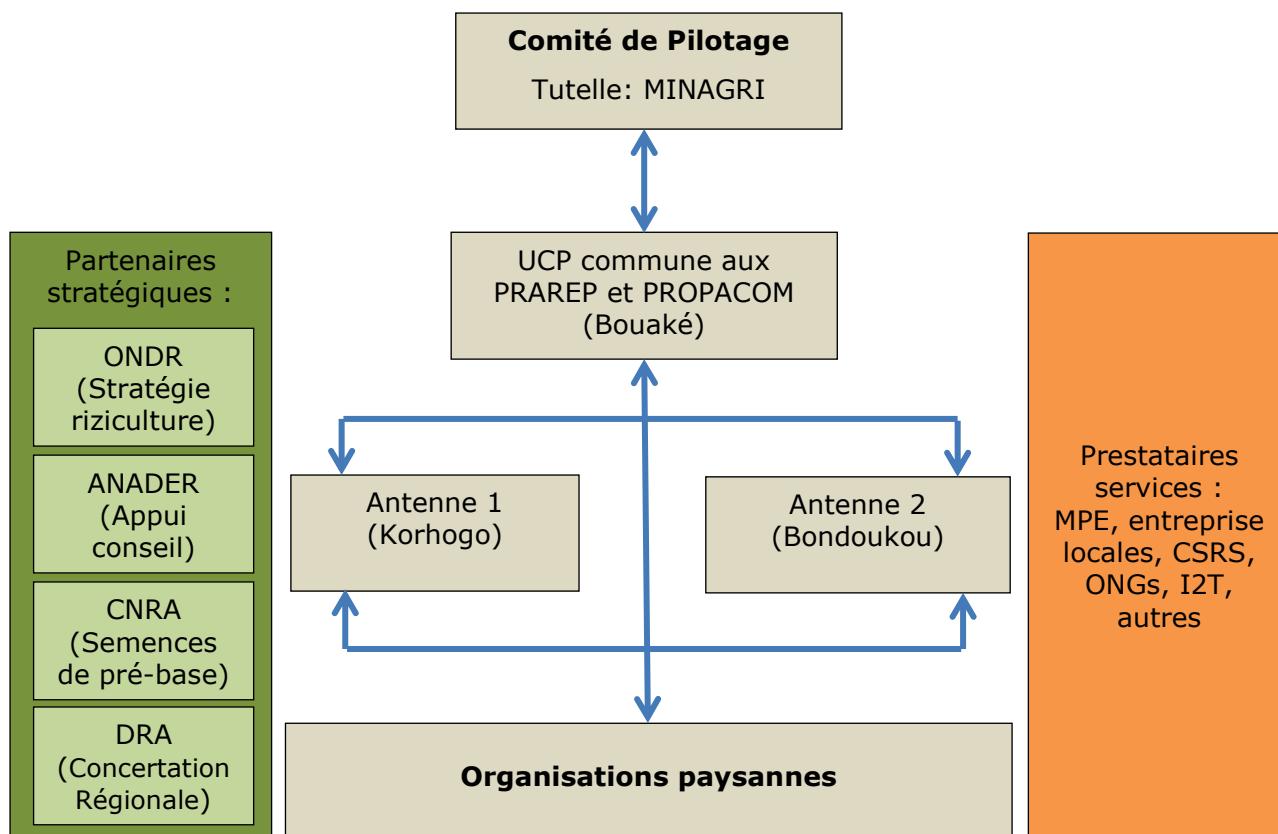
17. Les sites retenus après la phase d'identification feront l'objet d'études techniques (topographiques, pédologiques, hydrologiques, conception, environnementales, agro-économiques et DAO) par des bureaux d'études par voie de consultation restreinte sur la base des listes enregistrées et classées au niveau du projet. Dans le cas des nouveaux périmètres et pour les sites d'accès difficile, les études couvriront également l'aménagement des pistes d'accès. Concernant les infrastructures marchandes (stockage, transformation), des plans standards diffusés par les partenaires (ONDR, I2T) seront adoptés et serviront de base à l'élaboration des dossiers d'appel d'offres des travaux. Les réalisations des travaux seront confiées par voie d'appel d'offres aux entreprises (PME et tacherons) locales enregistrées au niveau du projet et le contrôle des travaux assurés par les bureaux d'études.

18. Au terme de chaque réalisation, les entreprises produiront les plans de recollement des ouvrages ou infrastructures exécutés ainsi que les manuels de gestion et d'entretien sous un format simple et exploitable par les comités de gestion des infrastructures. Le transfert de l'infrastructure sera fait à l'OPA bénéficiaire en lui remettant tous les documents nécessaires à sa gestion et en lui expliquant le mode de fonctionnement de l'infrastructure et la périodicité des entretiens nécessaires. Durant la phase d'exploitation de chaque infrastructure, le comité de gestion assurera la gestion et ses membres recevront des formations techniques nécessaires. Dans le cas d'un périmètre irrigué, le projet appuiera le comité de gestion pour la mise en place d'une redevance eau pour la prise en charge des travaux d'entretien notamment des ouvrages de tête et du réseau principal ainsi que pour le fonctionnement et la maintenance des équipements de pompage (dans le cas particulier d'un site maraîcher sous irrigation localisée).

19. Recrutement et évaluation des prestataires. Le recrutement et l'évaluation des prestataires se fera de manière participative avec les OP afin d'amener celles-ci à être capables à terme de procéder au recrutement et au paiement des prestations de services dont elles ont besoin. A cet effet, la passation des marchés se fera au niveau des antennes en accord avec les OP ; l'évaluation des prestataires se fera par l'OP avec l'appui des partenaires stratégiques suivant les domaines et les zones ; les bons à payer du prestataire seront signés par l'OP ou sa faîtière et les paiements se feront par le projet.

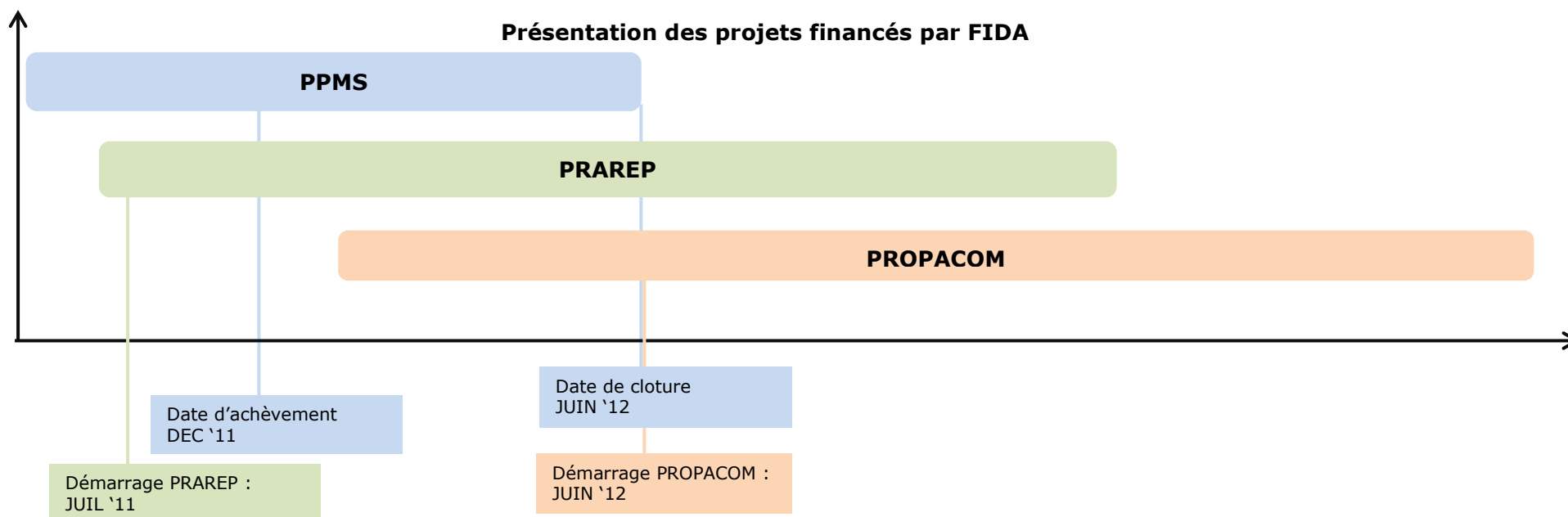
20. Modalités d'acquisition et de cession des matériels, équipements et intrants agricoles aux OPA. Le Projet dotera les organisations de producteurs de matériel et équipements agricoles et d'irrigation. Ces matériels, achetés à 100% par le projet seront cédés aux OP dans le cadre d'une convention de cession imposant la constitution par les bénéficiaires d'un fonds d'amortissement et d'un fonds de fonctionnement domiciliés dans une institution financière sur des comptes bloqués. Les intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires et de semences) de la première campagne agricole seront fournis par le Projet avec obligation pour les OP de reconstituer à la fin de la première campagne agricole cette dotation à hauteur du montant total des intrants fournis par le projet, légèrement majoré pour couvrir les augmentations prévisibles des coûts des intrants pour les campagnes ultérieures.

APPENDICE 1: ORGANIGRAMME DU PROPACOM ET PRESENTATION DES PROJETS FINANCES PAR FIDA



A FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)
Document de conception de projet – Annexes



Chronogramme de mise en place de l'UCP commune

Projets financé par FIDA	DEC '11	JAN '12	FEV '12	MAR '12	AVR '12	MAI '12	JUIN '12	JUIL '12 ---
PPMS	Achèvement: 31 Dec. 2011						Clôture: 30 Juin 2012	
PRAREP	Finalisation recrutement postes des Antennes*	Lancement recrutement membres d'UCP**		UCP et Antennes sont opérationnelle				UCP Commune au PRAREP et au PROPACOM
PROPACOM	Conseil Administration au FIDA: 14-15 Dec. 2011	Signature de l'Accord de Financement		Lancement recrutement des postes complémentaire (e.g. Resp. transformation/commercialisation)			UCP et Antennes sont élargies	

* Le personnel de PPMS peut concourir pour tous les postes du PRAREP

** Le MINAGRI a mis en place une équipe de coordination interimaire du PRAREP

APPENDICE 2 : TABLEAU COMPARATIF PRAREP-PROPACOM

Tableau 1 : Comparatif PRAREP-PROPACOM

RUBRIQUES	PRAREP	PROPACOM	COMMENTAIRES et/ou valeur ajoutée par PROPACOM
DESCRIPTION			
Problématique/ justification	Le projet intervient dans un contexte de post-crise afin d'appuyer la réhabilitation/recapitalisation du potentiel productif des populations rendues plus vulnérables ; les enquêtes réalisées en 2008,, montrent que 70% des ménages déclarent connaître des difficultés d'alimentation, et 28% ont perdu leur activité économique (il y avait une dégradation des actifs de production – une baisse des rendements, insécurité alimentaire, baisse de revenus des ménages ruraux). Donc le PRAREP était conçu comme un projet d'urgence, avec volet vise à court terme, la distribution des intrants, de l'outillage et des semences pour reprendre le travail de la terre.	Le PROPACOM participe à la relance durable de la production agricole ivoirienne dans le contexte de sortie de crise. Ses actions s'inscrivent dans le cadre de la mise en oeuvre de la stratégie de développement économique que le gouvernement a engagé sur le moyen et le long terme; stratégie au sein de la quelle, le développement agricole occupe une place de premier ordre. Le PROPACOM interviendra alors dans le domaine de la sécurité alimentaire, les infrastructures rurales et le renforcement des capacités des producteurs et de leurs organisations qui ont été durement affectés par la crise.	Le PROPACOM complète et prolonge les activités d'urgence entreprises par le PRAREP par des actions s'inscrivant dans une perspective de durabilité.
Objectif général	<i>Réduire l'insécurité alimentaire et la pauvreté et améliorer les conditions de vie des communautés rurales les plus touchées par la guerre ; les objectifs spécifiques visent la dotation des ménages ruraux en kits de matériel/intrants de qualité et l'assistance technique pour améliorer la productivité et la production pour les cultures vivrières cibles, pour leur sécurité alimentaire et financer eux-mêmes leurs campagnes agricoles.</i>	<i>Renforcer durablement la sécurité alimentaire et les revenus des petits producteurs vivriers et maraîchers par :</i> - la restauration de la productivité agricole et de la capacité de production dans les filières vivrières, essentielles pour la sécurité alimentaire des petits producteurs agricoles - le renforcement des institutions publiques et privées d'appui à ces producteurs - les activités en aval, pour un meilleur accès aux marchés	
Composantes	- Réhabilitation agricole (réhabilitation à court terme, des actifs de production agricole - fourniture de kits (semences certifiées, intrants) ; assistance technique d'appui à la production de riz et de Manioc/Igname) - Infrastructure rurales (les aménagements hydro-agricoles et l'accès aux marchés qui	(i) Appui à l'amélioration de l'offre de produits agricoles (facilitera l'accès aux facteurs de production, à la mécanisation agricoles, et au conseil agricole ; réhabilitation et d'aménagement de bas-fonds et de périmètres rizicoles et maraîchers) (ii) Valorisation et mise en marché (appui à la	

A FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)
Document de conception de projet – Annexes

	favoriseront l'accroissement de la disponibilité en produits alimentaires des ménages) - Coordination, gestion et suivi évaluation	transformation et à la commercialisation des produits vivriers ; infrastructures marchandes ; renforcement des capacités des OPs) (iii) Coordination, suivi-évaluation et gestion des savoirs (y inclus appui institutionnel au niveau central et régional)	
Zone d'intervention	3 Régions : Vallée du Bandama, Savanes, Zanzan 10 Dépts : Bouaké, Béoumi, Sakassou, Katiola, Dabakala, Korhogo, Ferkéssédougou, Boundiali, Tengrela, Bouna	3 Régions : Vallée du Bandama, Savanes, Zanzan 22 Départements	Le PROPACOM consolidera les activités du PRAREP et touchera un nombre plus important de bénéficiaires en ciblant un plus grand nombre de départements.
Ciblage (critère)	- Contexte de post crise - Zone de pauvreté et de vulnérabilité liés à l'insécurité alimentaire - Expérience de projets de réduction de la pauvreté financés par PAM, PNUD, FAO - Faiblesse des potentialités de développement - Consolidation/capitalisation expériences FIDA en CI	- Consolidation/capitalisation expériences FIDA en CI - Exploitation bénéfiques tirés des actions menées par l'ANADER, l'ONDR - Basé sur le potentiel de production des spéculations agricoles ciblées - Basé sur la présence ou non d'OPA opérationnelles prêt à s'inscrire dans une dynamique filière, - Basé sur le potentiel de la demande pour les cultures porteuses - Basé sur l'existence d'investissements majeurs en infrastructures réalisé par le passé	Le PROPACOM est conçu pour être complémentaire au PRAREP tant sur le plan géographique que thématique
Filières appuyées	- Riz - Manioc - Igname	- Riz - Mais - Cultures maraîchères	Le choix des filières à appuyer a été opéré en étroite concertation avec les acteurs et bénéficiaires potentiels à travers un processus très participative. Le PROPACOM met l'accent sur les activités et les financements complémentaires à ceux du PRAREP notamment, en terme de transformation et commercialisation. L'une des grandes valeurs ajoutées du PROPACOM est l'option prise de mettre les OP au centre de sa stratégie d'intervention et de travailler en profondeur sur leur professionnalisation et structuration
Bénéficiaires	21 000 ménages directs - Femme/ jeunes ruraux pauvres productifs - Ménages pauvres en insécurité alimentaire (enquêtes)	25 000 exploitations familiales rurales (soit 250 000 personnes) et 50000 bénéficiaires indirects - Ruraux vivant dans la pauvreté et l'insécurité alimentaire	L'un des défis que s'est fixé le PROPACOM est de réussir à impulser la professionnalisation des OP de manière à en faire des acteurs actifs dans le

A FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)

Document de conception de projet – Annexes

	<ul style="list-style-type: none"> - Groupements, association, coopératives de producteurs et de multiplicateurs de riz, igname, manioc 	<ul style="list-style-type: none"> - Organisations de producteurs (groupements de base et faitières) - Les femmes et les jeunes filles - Les jeunes ruraux producteurs ; les jeunes sans emploi, ainsi que les ex-combattants - Structures publiques et privées qui délivrent les produits et services nécessaires au développement des activités ciblées 	développement des marchés et dans la fourniture de services à leurs membres.
Financement	228,97millions de US\$ (14 milliards FCFA) FIDA – 22,5 millions de US\$ (77,7%)	28,97 millions de US\$ (14 milliards FCFA) FIDA – 22,5 millions de US\$ (77,7%) GVT – 5,4% millions USD (18,7%%) Bénéf. 1 million USD (3,7%)	Compte tenu de la non confirmation du co-financement de la BOAD et de l'OFID, le PROPACOM a été redimensionné et les activités calées sur les seules ressources du FIDA.
Durée	5 ans	5 ans	Les deux projets seront mis en oeuvre pratiquement sur la même durée en raison du démarrage tardif du PRAREP dû à la situation de crise que la Côte d'Ivoire a connue. Cette situation favorisera le développement effectif de synergies et complémentarités entre les deux projets.
Vision	Actions d'urgence inscrites dans le cadre de la réhabilitation agricole suite à la crise	<ul style="list-style-type: none"> - Autonomisation organisationnelle et fonctionnelle des OP de manière à ce qu'elles soient capables de jouer un rôle de plus en plus important dans les négociations de marchés et dans la fourniture de services aux membres - Renforcement des capacités techniques et managériales des OP - Evolution progressive des exploitations agricoles familiales et des organisations de producteurs, d'une situation de production pour l'autoconsommation consécutive vers une agriculture rentable ; - Progressivité de la démarche d'appui en fonction des niveaux de maturités des OP dans les différentes filières - Recherche de durabilité 	Cette vision recherché la durabilité. Elle n'est donc pas compatible avec la distribution gratuite de kits d'intrants qui crée plutôt un esprit de dépendance. Le PROPACOM a choisi de s'inscrire dans la stratégie nationale de développement de la riziculture qui interdit les fourniture gratuites d'intrants à partir du 1 ^{er} janvier 2012. Les OP seront préparées avec le PROPACOM, à interagir avec le marché pour la fourniture d'engrais et de semences améliorées.
Stratégie d'intervention	<ul style="list-style-type: none"> - Faire-faire avec recrutement prestataire par compétition, - Convention de gré à gré avec des structures étatique, privé ou du SNU disposant de compétence spécifique (CNRA, CSRS, BEA, SAA, DNCS, PNR) 	<ul style="list-style-type: none"> - Mise en œuvre par : <ul style="list-style-type: none"> - des partenaires stratégiques assurant des fonctions directes de service public ou ceux dont le mandat de service public fait l'objet de loi (ONDR, ANADER, CNRA, DRA) et, - des prestataires de services contractuels pour la 	Le PPMS a eu pour mission de renforcer les capacités des prestataires de terrain, pour l'appui conseil formation. Ce processus a été bien amorcé et a donné des résultats sur le terrain – Le PROPACOM capitalisera sur les leçons

A FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)

Document de conception de projet – Annexes

	<ul style="list-style-type: none"> - Renforcement des capacités des producteurs et de leurs organisations - Renforcement des capacités des prestataires - Implication/Participation (bénéficiaires, CG, services déconcentrés) - Pérennisation (implication structure étatique) : ANADER, SAA, CNRA, ONDR, I2T, AGEROUTE, ONEP, BNETD ... - Évaluation des prestataires et du personnel, audit, supervision, suivi externe MINAGRI 	fourniture de biens et services ne faisant pas partie du mandat de service public.	appries de cette expérience.
Comité de Pilotage (CP)	<p>Le CP commun aux PPMS/PRAREP est présidé par un représentant du MINAGRI ; le secrétariat est assuré par l'UCP.</p> <p>Membres : 3 Préfets, 3 DRA, 10 Conseils Généraux, 15 DR des services déconcentrés, 9 producteurs → soit au moins 40 membres</p> <p>1 rencontre par an</p>	<p>Le PROPACOM</p> <p>Une réunion annuelle</p>	<p>Pour les besoins de cohérence et d'harmonisation, le CP du PRAREP sera reconfiguré et complété par des représentants des nouveaux partenaires institutionnels (comme SRRN, Min. du Commerce). La taille du CP sera revue à la baisse et ses fonctions fondamentalement orientées sur les aspects <i>stratégiques</i>.</p> <p>Le PROPACOM appuyer en outre, la mise en place des cadres de concertation régionale (CCR), présidé par le Préfet de région pour promouvoir le dialogue et développer les synergies et les complémentarités entre les intervenants au niveau régional – donc les <i>discussions opérationnelles</i> se feront au niveau des CCR.</p>
PARAMETRES			
UCP/Cadres et personnel d'appui	<p><u>Siège (Korhogo) : 15</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Coord, RAF, RSE, RRA, RIR - Comptable, Ass. comptable, Ass. Pass. Mar. - 2 secrétaires - 5 chauffeurs <p><u>Antennes x 2 (Bouaké, Bondoukou) : 12</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - ASE (Chef d'Antenne) - AIR, ARA - 1 Sec. comptable - 2 chauffeurs <p>Total : 27</p>	<p>Une unité (UCP) commune aux PRAREP et PROPACOM ; l'UCP PRAREP sera élargie et complétée par de nouveaux profils de postes :</p> <p><u>Au niveau Siège (Bouaké) : 18</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Responsable genre et OP - Responsable transformation et commercialisation - Assistant S/E <p><u>Au niveau Antennes x 2 (Korhogo, Bondoukou) : 14</u></p> <ul style="list-style-type: none"> - Ass. transformation, commercialisation et OP <p>Total : 32</p>	<p>En raison de sa position centrale, le PROPACOM fait la recommandation que l'UCP sera basée à Bouaké.</p> <p>Deux projets actifs, intervenant sur des thématiques complémentaires dans les mêmes zones géographiques, nécessite une unité commune pour assurer une bonne coordination et d'harmonisation.</p>

A FONDS INTERNATIONAL DE DEVELOPPEMENT AGRICOLE

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)
Document de conception de projet – Annexes

Dispositif de suivi externe	<ul style="list-style-type: none"> - Un point focal + secrétaire + chauffeur - 3 chargés de suivi externe (1 par région) 	<ul style="list-style-type: none"> - Articulation du système de S&E du projet avec celui du suivi évaluation sectoriel en cours d'élaboration au niveau du MINAGRI ; - Appui à la DECOP pour l'élaboration d'un manuel de S&E externe et renforcement des capacités des Directions régionales de l'agriculture en matière de S&E et organisation à leur niveau, des concertations régionales 	
Mobilisation des ressources	<p>Compte désigné à la BCEAO Sous-compte à BNI Compte régie à Korhogo Sous-compte régie à Bouaké et à Bondoukou</p>	L'UCP disposera d'un compte projet et les deux antennes (Bondoukou, Korhogo) disposeront respectivement de sous-comptes projet.	Au regard des particularités des activités agricoles assujetties à un calendrier cultural rigoureux et de plus en plus variables, il est recommandé qu'une telle dérogation dite de « transfert en capital » soit appliquée aux projets cofinancés par le FIDA.
Modalités de financement des équipements		Mise à disposition des OPA, des équipements de labour et de transformation à charge pour elles, d'alimenter un fonds d'amortissement domicilié dans un compte bloqué ouvert par elles à cet effet.	Voir : Annexe 4, appendice 1 et 2
Modalités de financement des intrants	Distribution gratuite de kits constitués d'engrais, semences améliorées et de petits matériels agricole dans un contexte de projet d'urgence	<ul style="list-style-type: none"> - Mise à disposition des OPA d'une première dotation d'intrants que celles-ci s'engagent à reconstituer dans sa totalité ; - Ouverture dans une banque, d'un compte bloqué pour recevoir les fonds de reconstitution du stock 	Voir : Annexe 4, appendice 1 et 2

Tableau 2 : Résultats attendus PRAREP – PROPACOM

ACTIVITES / INVESTISSEMENTS	Unité	Quantités	
		PRAREP	PROPACOM
1. PRODUCTION DE SEMENCES CERTIFIEES R1			
a. Riz irrigué	tonne	1,743	100
b. Riz pluvial	tonne	986	
c. Semenceaux igname	tonne	1,200	
d. Boutures manioc	ha	200	
e. Maïs	tonne		1,000
Equipement triage semences	U	3	
2. APPUI A LA MECANISATION DE L'AGRICULTURE			
Motoculteur	U		120
Batteuse vanneuse	U		100
3. INFRASTRUCTURES RURALES			
a. <u>Pistes de désenclavement:</u>			
Reprofilage lourd	km	210	
Réhabilitation	km	30	
Réalisation nouvelles pistes	km	30	
Pistes d'accès aux sites aménagés	km		60
b. <u>Aménagement de bas fonds:</u>			
Réhabilitation	ha	965	2,000
Nouveaux aménagements	ha	35	500
c. <u>Aménagement périmètres maraîchers gèg</u>	ha		120
d. <u>Infrastructures et équipements de transformation</u>			
d.1 Constructions:			
Abri broyeuse	U	45	
Abri rape à manioc	U	45	
Abri unité attiéké	U	6	
Magasin de stockage	U	2	6
Marché villageois couvert	U	22	
Hangars de sites maraîchers (groupage et conditionnement)	U		12
Bâtiment de micro rizerie départementale	U	7	3
Abris pour centres de transformation produits divers	U		15
Centres de groupage et conditionnement	U		5
d.2 Equipements			
Broyeuse à manioc	U	45	
Rape à manioc	U	45	
Unité fabrication attiéké	U	6	
Equipements divers (bascule, peson,...)	lot	42	40
Egreneuses maïs	U		40
Décortiqueur riz	U		40
Unité de séchage produits maraîchers	U		30
Moulin	U		20

APPENDICE 3 : GOUVERNANCE**The GAC framework for PROPACOM****Context – the multi-dimensionality of governance and anti-corruption**

1. **National context.** Based on Transparency International's Corruption Perceptions Index (CPI), Côte d'Ivoire received a 2010 rating of 2.2 (ranking 146th place out of 178 countries surveyed; the CPI ranges from 1 to 10, with 10 indicating no corruption). What is evident is that the recent history of weaknesses in governance, accountability and transparency has ties to the prolonged period of political instability in Côte d'Ivoire.

2. Following the post-electoral crisis, the new government now faces the challenge of promoting reconciliation, strengthening its public institutions and rebuilding an economy that has suffered from over a decade of instability. As part of these efforts, a good governance basis (including in public financial management) is essential in order to pursue longer term development and poverty reduction objectives as identified in the PRSP.

3. With respect to political and institutional governance, measures such as the creation of the Secrétariat National à la Gouvernance et au Renforcement des Capacités (SNGRC), the Commission Nationale de Vérité et Réconciliation, the operationalization of the Integrated Public Financial Management System (SIGFIP) and the adoption of the new Code de Passation des Marchés Publics (alongside the creation of the Agence Nationale de Régulation des Marchés Publics), is evidence of a real effort by government to push the good governance agenda. However, whilst there have been some achievements in pursuing this agenda, there remain substantial challenges, especially moving from the current process of deconcentration to more deeper decentralisation and local governance. Note that due to the political crisis, public structures and services, notably at the deconcentrated levels, were severely weakened. At present, despite the redeployment of agents and civil servants following the post-electoral crisis, many public structures have not yet reached full operational capacity, limiting the access by the population to essential services.

4. With particular regards to the rural population, the weakness in Côte d'Ivoire's governance structure is also an outcome of the ineffective and inadequate participation of the population, particularly women and young people, in the decision-making processes that impact on their livelihoods. Yet it has been recognized that their ability to participate and give voice is largely due to a lack of capacity at the organizational level and internal governance weaknesses *within* their organizations. It is therefore evident that strengthening capacities of grassroots organizations and their apexes is essential in promoting local population participation in development planning.

5. **IFAD experience.** Due to the political history, IFAD's engagement in Côte d'Ivoire has been subject to some difficulties brought upon by multiple suspensions of activities, which has had a bearing on the effectiveness of implementation and disbursement rates for the on-going IFAD financed projects. However, with regards to issues of governance and corruption, past IFAD experience has not revealed any significant corruption at the project level. That said, strong financial management for the effective use of project funds continues to be a fundamental aspect of programme management, and the strengthening of systems of financial control and audits are highly valid measures. Complementary to this, the internal financial control systems put in place by the government (particularly the modalities of SIGFIP) are considerable and lend itself to promoting improved financial management of project funds.

6. **Project context.** Working within the national context, PROPACOM seeks to adopt a framework that provides an overall governance and anti-corruption strategy to be adopted in its implementation. It outlines principles of good governance – transparency, accountability and participation at all levels – and defines good practice options available to improve development outcomes at the project level.

7. Options available derive from an assessment of risks and potential mitigation measures. These fall under two categories: supply-side and demand-side mitigation. Whilst supply-side measures refer primarily to government actions to strengthen internal efficiency/ effectiveness in the delivery of public goods and services, PROPACOM focuses on the demand-side for which IFAD and stakeholders will have greater influence. Demand-side measures indicate initiatives that support the active engagement of citizens, especially beneficiaries and communities towards improving development outcomes. As a necessary control measure, sound fiduciary management is also fundamental to the GAC framework.

Risks and mitigation measures

8. **Actors and stakeholders.** Under a GAC framework, multiple actors have been identified: government (public sector), private sector actors, project beneficiaries and communities. Of particular note, it has been recognized that there is a great need to more actively engage beneficiaries, especially by building capacity within their organizations (farmer organizations). As such, farmer organizations represent the first entry point for mobilising beneficiaries and their communities to actively participate in governance measures. In line with PROPACOM's targeting strategy, attention will also be given to youth and women's engagement.

9. **Supply-side measures.** On the supply-side, the GAC framework considers the political and institutional setting. Of particular relevance to PROPACOM, the Ministry of Agriculture (MINAGRI) has placed good governance high on its agenda, emphasising the need for transparency and accountability in public financial management. Current efforts include an exercise in auditing the performance of past and on-going projects, including an audit of project personnel. In line with national policy, this exercise serves to promote good governance by emphasising the principle of managing for results, and by ensuring that managers (of public goods) are, and will continue to be held accountable. Findings of these audits will inform and feed into on-going and future project implementation. It is worth noting that ensuring systematic and sustainable efforts in transparency and accountability for good governance requires sustained leadership and political will both at the national and decentralised levels, and to further be transferred to the project level.

10. That said, whilst PROPACOM operates within Côte d'Ivoire's political and institutional environment, and reform for improved governance and anti-corruption is to be encouraged, the remit for supporting these reforms are not within the specific purview of the project. It is proposed that operationalization of a GAC strategy in PROPACOM will instead concentrate on demand-side measures.

11. **Demand-side measures.** Firstly, measures to put in place the GAC strategy necessitates establishing a collection of conducive mind-sets and behaviours amongst the actors and stakeholders involved in the PROPACOM. This suggests that they participate in the design, implementation and decision-making process of the project, have access to reliable information and are committed to better governance.

12. Promoting good governance takes place at two levels: i) the policy level involving participation and influence in decision-making at national and decentralized levels; and ii) the project level, involving participation in project (PROPACOM) planning, implementation and monitoring.

13. At the policy level, local government through the decentralisation process offers a huge potential for promotion of good governance practices. However, as per the current status, whilst decentralization has grown, in practice, the local development process is still weak. Insufficient financial, material and human resources of decentralized entities hinder the process, as does a lack of precision in defining the exact nature of the relationship between public services and local communities. In the proposed PROPACOM project areas, weaknesses at the level of the General Councils contribute to the relative non-existence of local development plans and/ or effective monitoring and evaluation systems. General lack of up-to-date data on the local area further challenges ability to

use relevant data and information for planning activities that meet the needs of vulnerable rural populations.

14. **Participation and engagement of beneficiaries.** Overall, and as per the current situation, the implication of the population in planning and local governance is at a relatively low level. Therefore, it is evident that there needs to be substantial efforts in supporting capacity building for planning and monitoring at the local level, whilst similarly ensuring that communities' interests are transmitted and taken into consideration. This suggests that there is a very real opportunity for PROPACOM to support the facilitation and mobilisation of stakeholders, including rural communities in local development planning.

15. Within this context and as part of the institutional arrangements, PROPACOM places emphasis on ensuring that the project Steering Committee includes due representation of the project beneficiaries. In addition, PROPACOM envisages the creation of regional consultative networks (cadre de concertation régionale – CCR), chaired by the regional Prefect, which will serve to ensure coherence and harmonisation in planning and decision-making, and through which beneficiaries and local communities have a platform for voicing their needs and expectations.

16. At the implementation level, PROPACOM will pay particular attention to working in very close collaboration with farmer groups and their organizations (FOs), ensuring that project activities are highly demand-driven. Specifically, project support for the professionalization of these FOs is one of the key value-added aspects of the project. The strategy places emphasis on building organisational, institutional, technical and economic capacity of these FOs (grassroots and their apexes) to provide a platform of services that effectively respond to the needs and expectations of their members. As a foundation, assuring good governance within these groups is fundamental, especially as the **weak or lack of transparent governance has repeatedly been cited as a constraint in their effectiveness** and consequently in the evolutionary maturity of farmer organizations in Côte d'Ivoire. As a case in point, the rural financial sector (including MFIs) has identified weak governance within farmer organizations as a major risk, discouraging investment in the sector. This highlights the conviction that **institutional strengthening and empowerment of FOs must be accompanied by mainstreaming good governance practices**. It is only through transparent and accountable governance within FOs, that the envisaged project activities can be efficiently and effectively implemented, as increasing responsibilities are transferred to farmers and their organisations. As per good practice, establishing a complaints handling system and a feedback mechanism will be necessary, thereby helping to mitigate the risk of elite capture and ineffective management.

17. To achieve all this, a solid and extensive campaign of sensitization, information sharing and communication are the means through which PROPACOM can instil a culture of good governance in the empowerment of FOs and project beneficiaries. As FOs mature, so will their good governance structures, allowing FOs to progressively take on increasing responsibilities in service provision.

18. Through FOs, project beneficiaries will also have a role in the implementation and monitoring of PROPACOM activities. For example, it is foreseen that more mature farmer organizations will have the opportunity to engage in bidding to implement small contracts; for other contracts, beneficiaries will have at the minimum, observer roles during evaluation of bids, and will certainly have a role during the monitoring and review processes. However, to ensure that their participation is effective, beneficiaries must have access to timely information and communication channels.

19. As such, capacity building efforts must be complemented by improved access to information (both public – such as national procurement processes – and project – activities and achievements) and regular reporting and communication. The media, technology (e.g. internet or mobile phone coverage) and the establishment of forums for discussion (such as the cadres de concertation régionale) will facilitate this.

20. Increasingly, technology in the form of the internet and mobile phones (relatively widespread and accessible) is also helping to facilitate the dissemination of information and provides a means for soliciting feedback. Technology therefore becomes an accountability tool: as a means to share information from the public sector and project to communities; and as a feedback mechanism from communities back to the service providers, project and/or public sector. Monitoring is then required to measure the extent to which the public sector, project and/or service providers respond to demands expressed; as well as the quality of activities or services provided. PROPACOM will encourage setting up a mechanism to solicit customer (beneficiary) satisfaction (or dissatisfaction) with services rendered, which will also include the complaints handling mechanism that will contribute to greater accountability. With specific regards to the replenishment and management of the amortization funds, contracting of banks to provide a management service, will aid in the avoidance of significant governance problems. The inclusion of such measures will in turn encourage service providers to be more responsive and effective in service delivery, and ensure the project is effective. Note that all contracts will be performance-based.

21. At the project coordination and management level, public disclosure of information pertaining to the project will be essential, including information regarding the project's performance and/ or outcome of its performance assessments. Regular reporting of implementation status is also fundamental, and which must be more actively pursued than has been done by past projects. It is expected that dialogue facilitation, information sharing and monitoring will also take place through such platforms as the CCR, and complemented by the external M&E system being developed by MINAGRI that allows for the collect and dissemination of information pertaining to project implementation and management.

Fiduciary aspects

22. The above has so far provided an overview of supply and demand-side measures that influence the various points of interaction amongst PROPACOM's stakeholders. At the project management level however, there is also need to consider financial management within the GAC framework, which must take into account lessons learned from IFAD experience.

23. A review of the portfolio performance and financial management indicators has shown mixed results. In general, projects in Côte d'Ivoire have experienced lower disbursement rates, long delays and lengthy procurement processes. To some extent, this can be attributed to the challenges brought upon by the socio-political crisis, but may also be a consequence of the introduction of the Integrated Public Financial Management System (SIGFIP) that whilst providing an opportunity for improved control and transparency in the management of financial and budget operations, subjects the projects to more lengthy processes for procurement and disbursement.

24. **Procurement processes.** It is recognised that the application of good governance practices can contribute to improving performance in procurement processes. There are two dominant issues related to procurement; these include the duration/timing of procurement and the management of procurements and contracts. At the institutional level, a number of measures will support transparency and accountability in the procurement process. The Direction des Marchés Publics (DMP) provides oversight and review of the procurement process as per procurement plans, ensuring conformity to national procedures and regulation, which includes obligatory publication of all calls for tenders in the weekly Journal des marchés publics. In an effort to be more transparent, the DNCMP also discloses information regarding public procurement, including bidding, awards, status and delays on its internet portal. This disclosure presents an opportunity for the public to track and monitor the procurement process and encourages the public to site any irregularities or complaints⁶³.

⁶³ The public refers to the general public, but also bidders

25. At the project management level, challenges related to procurement have sometimes been attributed to the lengthy procurement process, in-complete documentation and/or weak capacity to manage procurement on the part of institutions, implementing partners and/ or project staff. What is required to mitigate these weaknesses is extensive training on financial management and procurement procedures. Control mechanisms such as yearly financial audits are also essential.

26. **Annual Work Plan and Budgeting.** Ensuring greater annual work plan and budgeting awareness is fundamental, as it facilitates a community's ability to engage in the planning and budgeting process. Through a participatory AWPB process, careful and accountable budget allocations can be set, leading to improved implementation and effective utilisation of the project's resources. To achieve this, capacity building and training is required, and which will simultaneously expand communities' knowledge of the project's priorities and expected results.

27. With regards to developing the AWPB, establishing the CCR at the regional level will be fundamental in allowing for information exchange on the project's planning processes, approaches, targeting, costs and activities. It will also facilitate an exchange on potential synergies with partners, avoid overlap, and thereby ensure greater effectiveness of activities.

28. Finally, whilst overall supervision responsibility (including supervision of fiduciary aspects) lies with IFAD, all of PROPACOM's stakeholders are encouraged to contribute to and monitor the project's implementation.

29. An overview of risks and mitigation measures related to governance and anti-corruption are provided in the table below.

Risks	Mitigation Measures
Community and civil society engagement	
Limited knowledge of and capacity to engage in good governance practices; limited adherence to good governance practices	<ul style="list-style-type: none"> • Good governance is treated as a cross-cutting issue • Sensitisation and awareness raising on good governance and anti-corruption issues through regular communication (e.g. media, public events, newsletters, PROPACOM website) • Trainings will mainstream good governance issues (for project staff, implementing partners, service providers and beneficiaries) – this includes aspects of fiduciary management, procurement, (social) responsibilities • Specific training and efforts to implement good governance structures within farmer organizations (grassroots, cooperative, union, apex) • Beneficiary representation in the cadre de concertation régionale (CCR) – during which the Prefect and stakeholders validate AWP/B at regional level; this will also be a fora for reviewing PROPACOM's annual reports
Limited community participation in programme planning, decision-making and monitoring	<ul style="list-style-type: none"> • Advocate to shift development responsibilities closer to the community level; facilitate linkages between communities and regional institutions (DRA, FOs and their apexes) • Support and build capacity of farmer organizations and their apexes to represent and articulate members' needs and demands at the local level (e.g. through the Conseil General); includes trainings in AWP/B • FO representation in PROPACOM's Steering Committee • Awareness raising, information sharing and discussion through multiple fora and platforms • Establish feedback mechanisms that capture customer (beneficiary) satisfaction or dissatisfaction, including a complaints handling system • Regular disclosure and publication of the project's performance
Fiduciary and management aspects	
Limited transparency and accountability in procurement processes	<ul style="list-style-type: none"> • Encourage DMP to disclose procurement and contract-related information through multiple channels (on the Ministry's announcement board, on the internet through the public procurement portal, PROPACOM website, etc.) – from posting of the bids, to results and status of the contract • Establish clear financial and administrative procedures within the Project Implementation Manual (PIM) and disseminate it • Provide Technical Assistance and training in procurement procedures • Clear TORs and qualification criteria for contractors/IPs and adherence to these criteria • Supervision and audits including review of procurements done
Slow	<ul style="list-style-type: none"> • Disclose information related to the status of procurements and contracts publicly through

procurement processes and delays	<p>the internet or through bulletin/ announcement boards</p> <ul style="list-style-type: none"> • Technical Assistance for training and the correct application of procurement procedures • Establish yearly audits and/or as needed • Sanctioning of any malpractices
Mismanagement of funds by contractors/ Implementing Partners/ service providers/ project staff	<ul style="list-style-type: none"> • Performance-based contracts with clear targets, budgets and work plans • Sensitisation and training in issues of financial management, procurement procedures, maintenance and use of assets • Supervision of work by project officers • M&E of outputs, outcome and impact (quantity/quality) • Audits – financial and technical • Sanctioning of any malpractices • Supervision and M&E • Ex-post review of 15% of contracts
"Elite capture"	<ul style="list-style-type: none"> • Clear targeting strategy and application of targeting criteria • Sensitisation of the target groups about their rights and responsibilities • Involvement of the communities in the targeting of beneficiaries • Publicity of project activities incl. community radio • Participatory M&E and consultative workshops • Support to intended beneficiaries in obtaining their rights

APPENDICE 4: TDR DES CADRES ADDITIONNELS DE L'UCP

Responsable Genre et Organisations de producteurs

1. Sous la responsabilité du Coordonnateur national, le/la Responsable Genre et OP travaillera en étroite collaboration avec les membres de l'UCP et les chefs d'antenne.
2. Genre :
 - Opérationnaliser la stratégie genre selon une approche inclusive et participative, intégrale et transversale capable d'assurer une prise en compte efficace des besoins et intérêts spécifiques des femmes et des jeunes dans la mise en œuvre des différentes composantes du projet;
 - Mettre en œuvre de manière particulière des actions de sensibilisation, de formation et d'animation pour le renforcement du leadership des femmes et des jeunes dans les OP mixtes et les cadres de concertation ;
 - Contribuer à la visibilité du projet à travers une stratégie de communication et d'échange capable d'impulser une participation effective des différents acteurs/trices autour de problématique genre dans le PROPACOM (accès et sécurisation des terres, rôle et place des femmes dans les OP, entrepreneuriat rural) ;
 - Veiller à l'internalisation de la dimension genre dans le dispositif de suivi-évaluation global du PROPACOM et à la désagrégation des indicateurs par sexe, âge et statut ;
 - Contribuer à orienter l'exécution du projet vers les résultats attendus, améliorer leur impact sur les groupes-cibles, les femmes et les jeunes notamment et de contribuer à la capitalisation des bonnes pratiques et de leçons apprises.
3. Organisation de producteurs :
 - Mettre en œuvre la stratégie de professionnalisation des OP de manière à contribuer à l'émergence d'une masse critique d'OP autonomes dans les différentes régions ;
 - Etablir, sur la base d'un inventaire exhaustif, la situation de référence et le diagnostic institutionnel et participatif des OP de base et faîtières selon le modèle « Autonomisation organisationnelle des OP » ;
 - Elaborer et mettre en œuvre, de manière inclusive et participative un programme de sensibilisation, de formation et de renforcement des capacités des OP de base, des faîtières et de leurs partenaires institutionnels ;
 - Internaliser la dimension genre dans le processus de professionnalisation des OP par des actions de renforcement du pouvoir économique et du leadership des femmes et des jeunes dans les OP mixtes ;
 - Développer un dispositif d'accompagnement et un système de suivi-évaluation dynamique et participatif et pro-actif du processus de passage des OP au stade d'autonomie ;
 - Initier et concevoir des activités favorisant la capitalisation et le partage d'expériences entre les OP des différentes zones et régions d'intervention du PROPACOM.
4. Il sera recruté par voie compétitive selon des procédures acceptables par le FIDA et sera lié au Projet par un contrat de performance reconductible sur la base d'une évaluation annuelle.

Responsable Transformation et Commercialisation

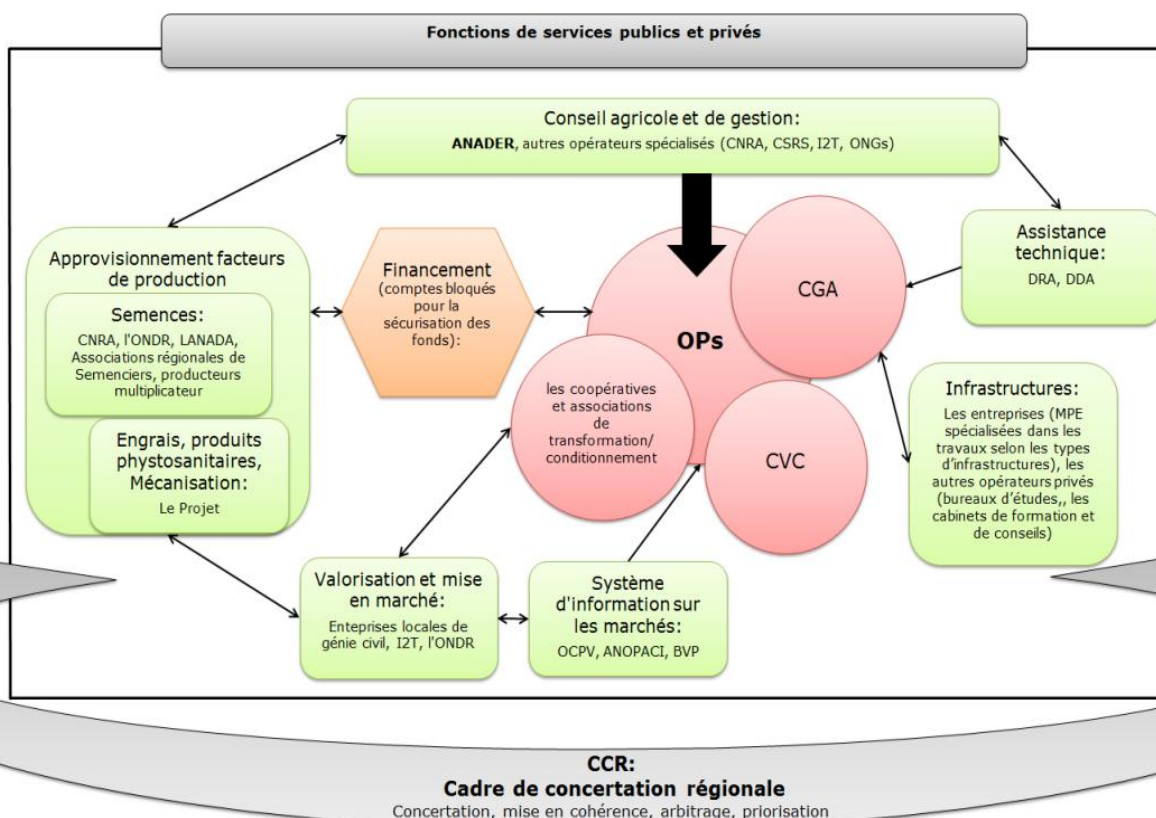
1. Sous l'autorité hiérarchique et la supervision directe Coordonnateur national, le/la Responsable Transformation et Commercialisation sera chargé de la bonne exécution de toutes les activités d'appui à la transformation et la commercialisation des produits agricoles. Ses tâches principales consisteront à :

- Participer à l'information, l'animation, la sensibilisation et l'organisation des populations cibles en vue de leur faire connaître les objectifs du projet, l'approche et les méthodes de travail envisagées, les rôles respectifs des différents opérateurs et du projet, et le type d'engagement mutuel à prendre.
- Identifier les technologies de transformation et de stockage adaptées au contexte et aux capacités des opérateurs locaux.
- Identifier les besoins en équipements et matériel de transformation/conditionnement et les fournisseurs.
- Analyser les demandes d'appui en matière de transformation / stockage / commercialisation des produits et participer à la sélection des projets à étudier et à soutenir.
- Préparer les termes de référence, les dossiers de consultation et les cahiers des charges pour les études et les commandes d'équipements et matériel de transformation / conservation des produits agricoles.
- Assister le coordonnateur pour l'élaboration des contrats de prestation de services et les protocoles de collaboration à passer avec les opérateurs privés et publics pour les activités en relation avec la transformation et la commercialisation des produits alimentaires.
- Organiser la formation des producteurs à l'utilisation des équipements et des technologies de transformation appropriés.
- Participer à l'élaboration des programmes de travail annuels et des budgets prévisionnels.
- Participer à la rédaction des rapports d'activités du projet.
- Rédiger des documents techniques sur les actions entreprises et assurer la diffusion des résultats acquis.

2. Il sera recruté par voie compétitive selon des procédures acceptables par le FIDA et sera lié au Projet par un contrat de performance reconductible sur la base d'une évaluation annuelle.

APPENDICE 5: RENFORCEMENT DES CAPACITES

Institution	Contrainte	Formation	Type d'appui	Timing
UCP. Responsable administratif et financier, le coordonnateur, le responsable de passation des marchés	Faible connaissance des procédures financières et administratives du FIDA	Gestion en gestion financière et administrative du FIDA	Ateliers régionaux du FIDA	Année 1
UCP. Responsable S&E	Souvent une faible qualité des systèmes de suivi-évaluation	Formation en S&E et utilisation du cadre logique	Ateliers régionaux du FIDA	Année 1
UCP. Equipe de l'UCP	Faible connaissance des aspects du genre	Formation en aspects du genre	Session de formation au niveau de l'UCP	Année 1
Partenaires stratégiques et prestataires de services	Faible connaissances des procédures du Programme	Préparation du PTBA	Session de formation (organisé par l'UCP)	Année 1

APPENDICE 6 : REPRESENTATION DES FONCTIONS DE SERVICES AUX OP

ANNEXE 6: PLANIFICATION, SUIVI ET EVALUATION, ET GESTION DES SAVOIRS**Planification**

1. Une démarche ascendante d'élaboration du PTBA sera adoptée⁶⁴. Les PTBA seront initiés par les antennes du projet en fonction des besoins exprimés par les groupes cibles au niveau de chacune des régions. Pour l'élaboration des PTBA, les antennes régionale, s'appuieront sur: i) l'évaluation de la demande d'appuis faite par les OP et traitée aux différents niveaux; ii) les bilans des ateliers annuels de suivi/évaluation participatifs; et iii) une analyse de la capacité des partenaires stratégiques et des prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du Programme. Les documents produits sont validés par un comité local composé des Assistants d'antenne, du DRA, du chargé de suivi-évaluation externe au sein des DRA, des représentants des OPA et des partenaires, puis transmis au siège du projet. Le PTBA consolidé sera validé par le CP et approuvé par le FIDA avant sa mise en œuvre par les partenaires encadrés et suivi par les assistants d'antennes et les chargés de suivi-évaluation externe au sein des DRA. Les bilans d'activités sont également soumis à la validation du COP et à l'approbation du FIDA. Une approche flexible permettant des révisions régulières du PTBA au cours de l'exercice budgétaire sera adoptée

2. Le projet de PTBA comprend, notamment, un résumé des résultats atteints l'année passée, une description détaillée des activités de l'année, leurs coûts unitaires et globaux, les indicateurs de suivi, les modalités d'exécution prévues pour l'année à venir, l'origine, l'utilisation des fonds et un Plan de passation des marchés pour 18 mois. La base de la planification de ces activités est la demande formulée par les OP. Sur la base de cette demande, les sites à aménager et les infrastructures marchandes à réaliser seront identifiés et classés par ordre de priorité selon les critères définis dans le ciblage. Les départements constitueront le premier espace de dialogue au niveau duquel les producteurs et les différents acteurs organisation la demande commune, la planification et la mise en cohérence des interventions dans le secteur agricole. Les demandes prioritaires soutenant le plus de femmes, de jeunes et des communautés pauvres et les OPA seront agrégées au niveau régional pour constituer le PTBA régional. Une fois les demandes en investissement établies, les gestionnaires du projet s'assureront de leur programmation parmi les priorités des investissements de leurs communautés dans les Plans locaux de développement (PLD). Les différentes interventions dans la région seront rationalisées pour assurer la synergie et la complémentarité entre les différentes interventions de manière à assurer une couverture optimale des besoins de la région. Cette démarche sera garantie par la tenue régulière des cadres régionaux de concertation (CRC) qui seront organisés une fois par an avec l'appui du projet. Ces cadres de concertation présidé par le Préfet de région regroupera tous les projets intervenant dans la région, la profession agricole, les organisations du secteur privé, la chambre d'agriculture, les institutions de micro finance (IMF) afin d'échanger sur les PTBA, les zones, calendrier et modalités d'intervention des différents projets. Le secrétariat de la réunion des CRC sera assuré par le Directeur régional de l'agriculture.

Mécanisme de suivi-évaluation

3. Avec la mise en place de l'approche Programme-pays, le PROPACOM développera un système de S&E axé sur les résultats prenant en compte les systèmes de SE du PPMS et du PRAREP. Ce système de suivi-évaluation (SSE) sera conforme aux orientations du MINAGRI et du FIDA en la matière et sera utilisé comme un outil d'aide à la prise de décisions aux différents niveaux d'exécution du projet. Pour ce faire, il sera aligné au système de S&E du MINAGRI en cours d'élaboration. Les premiers pas dans ce domaine sont marqués par la mise en place du système de suivi évaluation externe dont le PRAREP constitue le premier point d'application.

⁶⁴ Calendrier de préparation du PTBA en appendice 1

4. Le SSE, sur la base du cadre logique du PROPACOM, permettra de mesurer l'état d'avancement de l'exécution du programme, mais également de mesurer ses effets et impact et de collecter des indicateurs du Système de Gestion des résultats et de l'impact (SYGRI). Il disposera de passerelles avec les autres systèmes d'information (Système de suivi sectoriel, etc..) en partageant des indicateurs avec ces systèmes.

5. Le SSE distinguera les 3 niveaux d'indicateurs retenus par le FIDA (1er, second et 3ème niveau). Les indicateurs de suivi-évaluation et d'impact du système seront désagrégés par sexe et par âge. Il respectera les modalités de renseignement de chaque niveau de même que les périodicités requises pour le « reporting ». A cet effet, il sera structuré selon trois fonctions, chacune d'elle recourant à des sources de données, d'informations, et d'outils spécifiques et, concourant de façon particulière à l'atteinte des objectifs du système : le suivi de la planification (suivi de l'exécution des PTBA), le suivi des résultats et la mesure de l'impact.

6. Le suivi de la planification mesurera les taux d'exécution physique et financier des activités de chaque PTBA. Le suivi des indicateurs du cadre logique, désagrégés par sexe et par âge, permettra de mesurer l'atteinte des résultats de 1^{er} et second niveau. L'impact, sera mesuré à travers deux enquêtes portant sur la situation nutritionnelle des enfants de 0 à 59 mois et sur l'indice des biens des ménages ; la première enquête servira de situation de référence.

7. Le suivi évaluation sera effectué à travers : (i) un suivi interne des activités; (ii) des ateliers d'auto-évaluation participatives avec les OP, les MPER ; (iii) une évaluation participative, organisée sous forme d'un atelier annuel d'auto-évaluation ; (iv) des missions de supervision du FIDA, des missions de suivi mandatées par le FIDA, les autres partenaires et le MA, le MEL ; (v) la revue à mi-parcours ; (vi) le rapport d'achèvement et l'atelier de clôture et (vii) des évaluations externes ponctuelles.

- a) le suivi interne permanent des activités sera basé sur les rapports de suivi de l'UCP, des antennes et des prestataires. Un système de collecte simple et fiable des informations sera instauré au niveau des acteurs et des prestataires de services. Ceux-ci auront dans leur cahier de charge l'obligation de renseigner un certain nombre d'indicateurs sur leur réalisation. Le spécialiste en suivi évaluation de l'UCP et son assistant coordonneront la consolidation des rapports suivants: les PTBA; les rapports trimestriels, semestriels et annuels d'activités du programme; les annexes des rapports de supervision; les enquêtes et études thématiques ponctuelles; l'enquête de référence et les enquêtes d'impact à mi-parcours et en fin de programme; et les rapports d'avancement adressés au MINAGRI. Une liste d'indicateurs sera établie en concertation avec le MINAGRI et sera la base des rapports trimestriels et semestriels à fournir par le projet;
- b) les ateliers d'autoévaluation participative avec les OP et les autres acteurs se feront avec les prestataires et partenaires stratégiques sur la base des demandes formulées. Des supports de collecte (fiches) et de diffusion (tableaux de synthèse) seront élaborés et partagés afin de permettre un renseignement périodique des indicateurs depuis la base, leur consolidation et une utilisation aisée des extrants du SSE à des fins de prise de décisions.
- c) l'évaluation participative interne. L'UCP organisera un atelier annuel d'auto-évaluation afin de faire le point sur les réalisations par rapport aux prévisions du PTBA, de discuter les problèmes rencontrés et solutions apportées. Cet atelier permettra également de définir les lignes d'action du PTBA de l'année suivante et devra précéder les réunions des CRC et le Comité de Pilotage ;
- d) la revue à mi-parcours sera effectuée conjointement par le FIDA et le Gouvernement à la fin de la troisième année. L'UCP prépare les termes de référence de cet examen qui sont soumis à l'approbation du FIDA. Cet examen permettra d'apprécier, notamment, la réalisation des objectifs du Programme et les difficultés rencontrées et recommandera les orientations qui s'avèreraient

nécessaires pour atteindre lesdits objectifs et résoudre les difficultés. Il analysera également les coûts et l'impact du Projet tels qu'ils ressortent des enquêtes et de la perception des populations. En fonction des résultats obtenus, il proposera un plan d'action couvrant les années restantes pour consolider où, le cas échéant, réorienter la mise en œuvre ;

- e) le rapport d'achèvement du Programme et un atelier de clôture mettront en exergue l'impact des activités du PADAER et cherchera à capitaliser les expériences, positives comme négatives ;
 - f) des évaluations externes ponctuelles. Il s'agit des enquêtes et études réalisées tout au long de l'exécution du PROPACOM : la situation de référence au démarrage du Programme, l'étude d'impact à mi-parcours et lors de l'achèvement, des analyses de filières, ainsi que des études thématiques; ce travail pourra être confié à des structures externes, recrutées par l'UCP.
8. Le SSE du PROPACOM fera l'objet d'un manuel des procédures qui sera élaboré avant le démarrage du programme et partagé avec tous les acteurs ; ce manuel décrira le système, son organisation les modalités de mise en œuvre de chaque fonction (procédures), les acteurs et leurs responsabilités dans la mise en œuvre, les différents supports de collecte et de diffusion qui seront utilisés.

Gestion des savoirs

9. La production et le partage des savoirs constituent des éléments clés du programme cadre pour faciliter les ajustements nécessaires du système de connaissances existant dans le pays et assurer la mise en rapport des besoins et des savoirs. Afin de contribuer au partage des expériences et surtout à la capitalisation des acquis, le Programme appuiera la collecte et la diffusion d'informations utiles aux acteurs des filières aux niveaux local, régional et national, ainsi que la capitalisation des activités et méthodes mises en œuvre par les projets du FIDA.

10. La gestion des savoir se fera à travers : (i) l'organisation des ateliers périodiques d'autoévaluation participative des OPA; (ii) la réalisation des études thématiques ponctuelles ; (iii) la production et la diffusion de supports audio-visuels.

- a) L'organisation des ateliers périodiques d'autoévaluation participative des OP se fera au niveau régional et national à travers des réseaux thématiques, nationaux et régionaux (Fidafrique), les CCIA, les CM, les faïtières des OP. Ces ateliers permettront d'amener les différents acteurs des filières : les partenaires et les professionnels des filières considérés à partager les connaissances, les contraintes, les approches de solutions et les technologies ;
- b) la réalisation des études thématiques ponctuelles afin d'analyser en détail des thématiques ou problématiques dégagés par les acteurs dans les concertations ou par les interventions sur le terrain et qui sont jugés utile pour le développement des filières ;
- c) la production et la diffusion de supports audio-visuels se feront régulièrement pour transmettre des informations et des savoirs à plus grande échelle. Les différents canaux de communication. Seront utilisés : manuels de formation, guides de bonnes pratiques, fiches techniques, posters, vidéos, d'émissions radio, diffusion et mise à jour régulières des informations sur le site web FIDA.

11. La mise en œuvre de ce système de gestion des savoirs facilitera : la coordination et la gestion des informations et des connaissances et l'établissement des relations avec le système plus large de connaissance de l'espace rural ; la mise en place des mécanismes d'échange et d'amélioration de l'accès des jeunes et des femmes à l'information et aux savoirs en utilisant les radios rurales, plateformes de consultation, etc., particulièrement leur accès au savoir-faire entrepreneurial et aux informations sur le développement du microentrepreneuriat rural ; la promotion des bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles, de production et diffusion des semences certifiées etc.

Appui institutionnel au MINAGRI

12. Le PROPACOM contribuera au renforcement des capacités du MINAGRI en apportant un appui institutionnel:

- a) à la Direction de planification et de la programmation (DPP) par la mise en œuvre d'un programme de formation en faveur du personnel cadre en matière de planification sectorielle et de formulation de projets ;
- b) à la Direction du contrôle des projets (DECOP) pour l'élaboration et la diffusion d'un manuel de suivi évaluation externe des projets du secteur et la formation du personnel cadre en matière de suivi évaluation.
- c) aux Directions régionales de l'agriculture (DRA) pour l'organisation des cadres régionaux de concertation et le suivi évaluation externe à travers le service de suivi évaluation et statistique de la DRA.

13. Ces appuis comprendront des formations et des services de consultants pour la conduite d'études (DPP) et l'élaboration du manuel de S&E externe du MINAGRI (DECOP), de la fourniture d'équipement informatique (DPP et DECOP) et véhicule tout terrain (DPP).

APPENDICE 1: CALENDRIER INDICATIF DE PREPARATION DES PTBA

N°	Période	Activités	Responsables
1	1ère semaine août	- Consultation des bénéficiaires - démarrage élaboration PTBA	Partenaires + Resp composantes Chef antennes/RSE
2	2è semaine août	Dépôt rapport d'identification des bénéficiaires et des besoins	partenaires
3	2è quinzaine août	Sessions de validation des PTBA des antennes et transmission au siège	Chef antennes/RSE
4	1ère quinzaine septembre	Consolidation du PTBA et élaboration PPM	RSE/RAF
5	2è quinzaine septembre	Présentation du PTBA à la conférence budgétaire	Coord
6	Première quinzaine novembre	Validation du PTBA consolidé par le COP	Coord
7	15 novembre	Transmission du PTBA et du PPM au MINAGRI et au FIDA	Coord
8	Première quinzaine décembre	Transmission du PTBA définitif aux antennes et sessions de diffusion aux bénéficiaires	Coord/Chefs d'antennes

APPENDICE 2 : PTBA (ANNEE 1)

Composante	Volet	Activités	Quantité	Coût (US\$)	
1. Amélioration de l'offre de produits agricoles	1.1 Accès aux facteurs de production	sélection des prestataires		0	
		sensibilisation/ animation/ structuration de la demande		3,800	
		production de semences certifiées riz et maïs (appui conseil et conventions de partenariat)		20,000	
		acquisition des motoculteurs; bateuses-vaneuses		265,000	
		dotation intrants agricoles		149,000	
		Total 1.1		437,800	
	1.2 Aménagements hydro-agricoles	animation/choix des sites		0	
		études		110,600	
		préparation DAO		0	
		sélection des prestataires		0	
		Total 1.2		110,600	
	Appui-conseil	contrats/ conventions de partenariat		156,700	
		animation/structuration de la demande		0	
		sélection des prestataires		0	
		Total appui conseil		156,700	
Total composante 1				705,100	
2. Valorisation et mise en marché	2.1 Valorisation des produits vivriers	diagnostic partenariats potentiels (alliance commerciale)		14,800	
		formation diverses (valor. produits vivriers)		79,000	
		promotion innovations technologiques et commerciales		85,000	
		conventions de partenariats		37,000	
		études de marché et évaluatoins des SIM		68,000	
		appui au(x) SIM		74,000	
		Total 2.1		357,800	
	2.2 Infrastructures marchandes et publics	bâtiment de micro-rizerie départementale		86,000	
		sélection des prestataires		0	
		préparation DAO		0	
		Total 2.2		86,000	
	2.3 Professionnalisation des organisations de producteurs	information/sensibilisation		10,000	
		étude de classification des OP/diagnostic institutionnel		15,000	
		contrat prestation de service/renforcement capacités des OP de base		100,600	
		Total 2.3		125,600	
		Total composante 2			
		Coordination et gestion	aménagement de bureaux (UCP et antennes)		35,400
véhicules				109,000	
fonctionnement courant				189,000	
salaires				128,000	
frais de mission				50,000	
formation du personnel				9,500	
atelier de démarrage				2,500	
appui technique int'l et national				32,300	
comité de pilotage				12,000	
Total coordination et gestion			567,700		
suivi et évaluation		études de référence		35,500	
		ateliers participatifs et prep. Des PTBA (niveau rég. et nat.)		24,000	
		Total S/E		59,500	
appui institutionnel au MINAGRI		appui aux DRAs		44,000	
		appui à la DPP et la DECOP		114,000	
		études diverses (DPP)		0	
		élaboration d'un manuel S/E externe (DECOP)		23,600	
		Total appui institutionnel MINAGRI		181,600	
Total composante 3					808,800
TOTAL				2,083,300	

ANNEXE 7: GESTION FINANCIERE ET DECAISSEMENTS**Leçons du passé (efficience d'exécution)**

1. L'exécution des dépenses du PPMS et du PRAREP est soumise à la procédure de la Régie d'avances prévue par le Décret N°028 du 05 Mars 2008. La Régie d'avances est soumise aux conditions, modalités et procédures suivantes: (i) avoir une part annuelle de financements extérieurs supérieure ou égale à un milliard (1 000 000 000) de Francs CFA ; (ii) avoir des délais de décaissement qui n'excèdent pas deux (2) ans ; (iii) obligation d'effectuer pour chaque ligne budgétaire un Ordre de Paiement (OP) dans le SIGFIP en vue d'approvisionner/réapprovisionner le compte régie ; (iv) obligation d'un contrôle à priori du contrôleur financier ; (v) obligation d'une régularisation préalable à tout réapprovisionnement.
2. La mise en place de la Régie d'avances auprès du PPMS, a eu pour effet de réduire les retards de paiement et d'améliorer le taux de décaissement du projet. Toutefois, des lenteurs et des limites persistent en raison d'une part, du caractère annuel de la Régie d'avances et d'autre part, des lourdeurs du processus d'alimentation du compte Régie. Ces contraintes sont de nature à compromettre l'exécution continue de certaines prestations de services et par conséquent la performance du projet.
3. En vue de lever les contraintes relatives au circuit d'exécution des dépenses, les projets Banques Mondiales et BAD bénéficient d'une dérogation dite « de transfert en capital » autorisée par le Ministre de l'Economie et des Finances. Cette mesure exceptionnelle a eu pour effet de rehausser de manière significative le taux de décaissements de ces projets. Le transfert en capital est une modalité d'exécution des dépenses simplifiée consistant en une allocation inscrite sous une ligne dans le budget de l'Etat qui, une fois mandatée et décaissée, permet au projet de disposer de ressources financières conséquentes en vue du financement des dépenses.
4. Au regard des particularités des activités agricoles assujetties à un calendrier cultural rigoureux et de plus en plus variables, il est recommandé qu'une telle dérogation dite de « transfert en capital » soit appliquée aux projets cofinancés par le FIDA.
5. Le FIDA, lors de ses missions de suivi du portefeuille pays a attiré l'attention du Ministère de l'Agriculture sur la nécessité pour les projets cofinancés par le FIDA de bénéficier de cette modalité exceptionnelle d'exécution des dépenses. L'utilisation de cette modalité est assujettie à l'autorisation du Ministre de l'Economie et des Finances à la suite d'une requête adressée par le Ministère de tutelle.

Procédures de gestion financière

6. Les fonds du projet seront gérés selon les procédures en vigueur en Côte d'Ivoire ainsi que celles du FIDA en matière de gestion financière et administrative des projets. Les procédures de gestion administrative et financière du projet seront détaillées dans la lettre au bénéficiaire et dans le manuel de gestion administrative et financière du Projet.
7. Les décaissements du compte du Don respecteront les procédures du FIDA en la matière (principe de DRFs, DPD, réapprovisionnement de compte désigné). Le compte du Don sera géré par le FIDA à Rome qui opérera des décaissements sur la base de la réception, l'examen et l'approbation de demandes de retraits émanant de la Direction de la Dette Publique (DDP). Après décaissement, le FIDA transmettra un avis de décaissement à la Direction de la DPP pour information. Sur la base de cet avis, la DDP établira un ordre de recette qu'elle transmet à l'Agent Comptable de la Dette Publique pour comptabilisation.
8. Concernant l'exécution des dépenses, la réglementation de la gestion financière et les règles de comptabilité publiques en vigueur en Côte d'Ivoire seront applicables. Trois procédures d'exécution des dépenses sont prévues par la réglementation nationale : (i)

la procédure normale/classique du SIGFIP ; (ii) la de régie d'avances ; et (iii) le transfert en capital.

9. La procédure d'exécution normale dans le SIGFIP s'effectue en trois (3) phases distinctes : l'engagement, l'ordonnancement et de paiement. Les procédures de Régie d'avances par contre ne comportent que deux phases à savoir, l'engagement-ordonnancement et le paiement. . Mais dans cas, le transfert des crédits au projet s'effectue en plusieurs paiements, car les dépenses inscrites sur plusieurs lignes budgétaires nécessitent l'obtention pour chaque dépense d'un mandat de paiement visé par le contrôleur financier et la DAAF (ordonnateur délégué). A la différence de la régie d'avance, le transfert en capital, bien que régit par l'engagement-ordonnancement et le paiement autorise un transfert au projet, de la totalité de son budget annuel à partir d'une allocation sur une seule ligne budgétaire. Les dépenses sont effectuées par le projet et justifiées avant la clôture de chaque année budgétaire.

10. En vue de faciliter et accélérer les décaissements, il est recommandé que la modalité du transfert en capital soit applicable aux deux projets complémentaires financés par le FIDA notamment, le PRAREP et le PROPACOM. Une telle procédure sera préférée pour sa simplicité et célérité. Le transfert des crédits sur le compte du projet se fait en une seule fois à partir d'une allocation sur une seule ligne budgétaire.

11. En cas de non obtention de l'autorisation du ministre nécessaire à l'application de la modalité de transfert au capital, l'exécution des dépenses du PROPACOM s'alignera sur la modalité applicable aux PPMS et PRAREP, en l'occurrence la « Régie d'avances ».

Compte désigné et flux financier

12. Les décaissements du prêt FIDA se feront en tous les cas suivant les procédures suivantes. L'Emprunteur ouvrira au nom du Projet un compte désigné dans une banque commerciale à Abidjan, à la satisfaction du FIDA. Ce compte est ouvert à la diligence et la signature de l'Agent comptable de la dette publique. Dès la première année de mise en œuvre du projet, l'UCP et les antennes recevront une avance de fonds, en ligne avec le PTBA du projet et suffisant pour couvrir la moyenne projetée des dépenses autorisées au titre du financement pour une période d'environ six mois. Le réapprovisionnement des fonds se fera par DRF préparées par l'UCP sur la base des pièces justificatives des dépenses des antennes et de l'UCP. Les DRF sont transmises au FIDA par la Direction de la Dette Publique (DDP) en sa qualité d'interface auprès du FIDA pour les décaissements..

13. Le flux financier du projet suivra le même circuit quelque soit la modalité d'exécution des dépenses retenue (transfert en capital ou régie d'avances). La seule différence réside dans le fait qu'en transfert en capital le compte du projet sera géré par un agent comptable exclusivement affecté auprès du projet tandis qu'en Régie d'avances, il est géré par un régisseur.

14. L'UCP disposera d'un compte projet et les deux antennes (Bondoukou, Korhogo) disposeront respectivement de sous-comptes projet. Ces comptes serviront à financer les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Le compte projet sera domicilié à Bouaké dans une Agence de la même banque que le compte désigné, et les sous-comptes de Bondoukou et de Korhogo seront logés dans une agence de la même banque que le compte du projet. Ces comptes seront alimentés et les dépenses exécutées suivant les procédures en vigueur en Côte d'Ivoire.

15. Les spécimens des signatures des personnes habilitées à mouvementer le compte désigné, le compte projet, et les sous-compte projet seront transmis au FIDA dès le démarrage du Projet. Les opérations sur le compte Projet et les sous-comptes se feront sous la double signature du Coordinateur et du responsable administratif et financier au niveau de l'UCP, du Chef d'antenne et du comptable au niveau des antennes. Les décaissements pour les grands travaux de génie civil, les achats de véhicules et équipements, pourront être directement payés par le FIDA. Les décaissements des fonds des sous compte projet se feront sur la base de relevés de suivi financier. Les originaux

des pièces seront gardés à l'Unité de coordination et au niveau des antennes et mis à la disposition des auditeurs et des missions de supervision.

16. Le gouvernement prendra toutes les dispositions utiles pour la prise en charge totale des droits et taxes afférents aux dépenses du Projet, y compris les inscriptions annuelles au budget d'investissement consolidé de l'État, l'émission de chèques du trésor, et les exonérations des droits sur les importations effectuées par le Projet.

Catégories des dépenses autorisées

17. L'accord de financement prévoit l'affectation du montant du financement à des catégories de dépenses autorisées et spécifie les pourcentages des dépenses devant être financées. Le FIDA assure le suivi de l'utilisation du financement afin de déterminer quand l'enveloppe allouée à une catégorie de dépenses est épuisée ou en voie de l'être. Si le FIDA estime que le montant du financement alloué dans l'accord de financement à une catégorie de dépenses déterminée est ou sera insuffisant, le Fonds peut, après notification au bénéficiaire: réaffecter à une catégorie les montants du financement alloués à une autre catégorie à concurrence du montant nécessaire pour combler le déficit estimé; et/ou réduire le pourcentage des dépenses autorisées devant être financées si cette réaffectation ne suffit pas à combler le déficit estimé.

18. Le financement est utilisé exclusivement pour financer des dépenses répondant aux critères suivants:

- (i) la dépense doit correspondre au coût raisonnable des biens, travaux et services nécessaires au Projet et prévus au PTBA ; ce conformément aux procédures prévues dans les directives pour la passation des marchés en vigueur au FIDA ;
- (ii) les dépenses doivent être faites pendant la période d'exécution du Projet, à l'exception des dépenses correspondant aux frais de liquidation du Projet qui peuvent être faites entre la date d'achèvement du Projet et la date de clôture du don ;
- (iii) les dépenses doivent être exécutées par une Partie au Projet ;
- (iv) au terme de l'accord, si le montant du financement est affecté à des catégories de dépenses autorisées et que le pourcentage est précisé, la dépense doit entrer dans une catégorie dont l'allocation n'a pas été épuisée, et elle n'est autorisée que dans la limite du pourcentage applicable à la catégorie en question ;

19. la dépense doit être par ailleurs autorisée conformément aux conditions stipulées dans l'accord de financement.

20. Le FIDA peut décider que certains types de dépenses ne seront pas autorisés. Tout paiement interdit par décision du Conseil de Sécurité des Nations Unies en vertu du chapitre VII de la Charte des Nations Unies, ne sera pas admissible au financement au titre du financement.

21. Aucun paiement fait à une personne ou à une entité, ou pour l'achat de tout bien ou service, ne peut être admissible au titre du financement si le fait de procéder à ce paiement ou de le recevoir constitue un acte de coercition, de collusion ou de corruption ou une pratique frauduleuse de la part de tout représentant de l'Emprunteur ou de toute Partie au projet.

Comptabilité, suivi et audit des comptes

22. Le suivi de la réalisation du Projet s'appuiera sur une organisation comptable efficace à mettre en place et sur un contrôle de gestion rigoureux, grâce à l'utilisation d'un logiciel de gestion comptable et financière de Projet adapté (Type Tompro ou Success) au suivi de tableaux de bord financiers et de gestion et à la production de rapports périodiques.

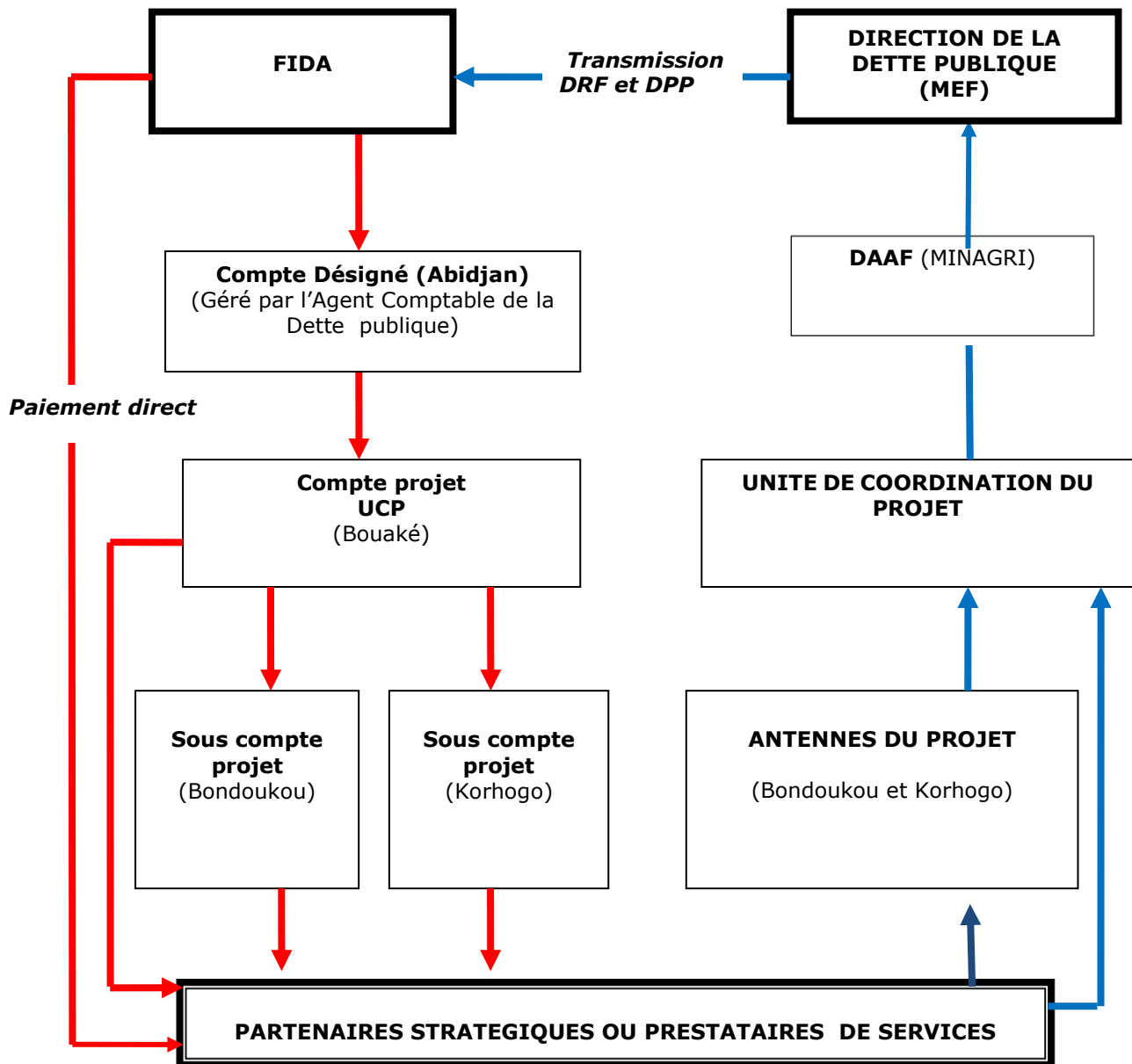
23. Outre la supervision de la production des états comptables et financiers, le Responsable administratif et financier (RAF), en charge de la gestion financière du Projet supervisera directement la gestion au niveau des antennes. Il veillera également à la régularité des opérations de gestion et à l'utilisation rationnelle du patrimoine du Projet. Le RAF contresignera toute opération de décaissement avec le Coordinateur de l'Unité de coordination, après vérification de la régularité des dépenses et du respect des procédures administratives, comptables et financières; il rendra mensuellement compte de l'état des dépenses et de l'utilisation des ressources au coordinateur du Projet.

24. Le suivi de la gestion financière sera également effectué lors des missions de supervision du FIDA avec la participation active des membres de l'équipe de gestion pays (CPMT-Programme Management Team) dont les cadres du Ministère de l'Agriculture, du ministère des finances et des autres ministères concernés.

25. Les comptes et la gestion du PROPACOM seront vérifiés annuellement par un cabinet d'audit comptable indépendant et qualifié recruté par l'Emprunteur avec l'accord préalable du FIDA. L'audit externe doit être mené suivant des standards internationaux d'audit et conformément aux procédures et critères précisés dans les "Directives relatives à l'audit des projets (à l'usage des emprunteurs/bénéficiaire)" du FIDA.

26. Les rapports d'audit seront transmis au FIDA au plus tard six mois suivant la clôture de l'exercice fiscal. Le défaut de soumission du rapport d'audit annuel dans ce délai constituera une clause de suspension des décaissements. Les opérations d'audit seront étendues à la gestion des opérateurs d'exécution du Programme. L'UCP sera responsable de l'application des recommandations spécifiées dans les rapports d'audits annuels.

APPENDICE 1 : FLUX FINANCIERS



Légende:

- Flux financiers
- Mobilisation des Ressources du Don (circuit des DFR et DPP)

APPENDICE 2 : TDR POUR L'AUDITEUR

L'objectif général de l'audit est de permettre à l'auditeur d'exprimer une opinion professionnelle motivée sur la sincérité, la régularité et l'image de la situation financière du PROPACOM, la fin de l'exercice budgétaire, sur les fonds reçus et les dépenses encourues pendant l'exercice clos.

Cet examen sera effectué par un cabinet d'audit indépendant recruté par le Bénéficiaire et ayant les compétences, expérience requises. L'auditeur sera choisi selon les critères fixés par les normes internationales de l'audit (ISA). Il devra: (i) être régulièrement inscrit au tableau d'un Ordre des Experts-comptables reconnu au plan International par la Fédération Internationale des experts comptables (IFAC ; (ii) la preuve d'une expérience confirmée en audit financier des comptes des projets de développement et disposé d'un personnel clé qualifié.

La mission de l'auditeur couvrira la vérification des relevés de dépenses, l'audit du compte spécial et l'examen du contrôle interne. Ceci afin de s'assurer que les dépenses sont étayées de pièces justificatives et sont dûment autorisées et éligibles aux termes de l'accord de Don. Elle consistera en particulier à établir que:

- Tous les fonds externes ont été utilisés conformément aux conditions stipulées dans les accords de financement tenant compte des considérations d'économie et d'efficience.
- Les fonds de contrepartie ont été fournis par le gouvernement de Côte d'Ivoire et utilisés conformément aux règles de gestion financière applicables en Côte d'Ivoire
- Les marchés relatifs aux biens, travaux et services financés au moyen des fonds du projet ont été passés conformément aux stipulations de l'accord de financement et la réglementation nationale relative à la passation des marchés
- Toutes les pièces justificatives, registres et comptes nécessaires ont été tenus pour toutes les opérations du projet, y compris les dépenses notifiées au moyen d'Etats de dépenses ou du compte spécial
- Le compte spécial a été utilisé conformément aux dispositions de l'accord de financement et les rapprochements bancaires ont été régulièrement et correctement effectués par l'UCP
- Les comptes du projet ont été établis conformément aux normes d'audit international publiées par la Fédération internationale des experts comptables et les directives du FIDA, et présentent de façon exacte et fidèle la situation financière du projet ainsi que les ressources et dépenses effectués au cours de l'exercice clos.
- Les procédures de contrôle interne mise en place par l'UCP permettent de sauvegarder le patrimoine du projet. L'auditeur donnera un avis sur les forces et faiblesse du contrôle interne et proposera des mesures d'amélioration.

A la fin de sa mission l'auditeur soumettra un rapport qui présente son opinion sur les états financiers, accompagné d'une lettre de recommandation qui détaillera les carences du contrôle interne, les procédures et pratiques utilisées, tout en proposant des mesures d'amélioration.

ANNEXE 8: PASSATION DES MARCHES**Le code des Marchés Publics de Côte d'Ivoire**

1. Le décret n°2009-259 du 06 août 2009 portant code des marchés publics a apporté des changements majeurs dans le dispositif de passation des marchés en Côte d'Ivoire. Ces changements consistent en particulier en la séparation et l'indépendance des fonctions de contrôle et de régulation avec la création de l'Agence Nationale de Régulation des marchés publics. Ce décret marque un effort de la part du gouvernement, vers l'amélioration de l'intégrité du système des marchés publics, et conformément aux principes de bonne gouvernance en termes de la transparence et de la responsabilité.
2. Le Code des marchés publics ivoirien s'aligne parfaitement sur les directives de l'Union économique et monétaire ouest-africaine (UEMOA) portant procédures de passation, d'exécution et de règlement des marchés publics et des délégations de service public dans l'UEMOA. Il est à cet effet compatible aux exigences de bonne concurrence, d'efficacité économique, de transparence et de célérité à travers la mise en place d'outils et d'organes appropriés.
3. Les principes fondamentaux prévus par le code sont : (i) le libre accès à la commande publique, (ii) l'égalité de traitement des candidats, (iii) la transparence de procédures, (iv) l'interdiction de toute discrimination fondée sur la nationalité des candidats, (v) la libre concurrence, (vi) l'économie et l'efficacité de la dépense publique, (vii) l'équilibre économique et financier, (viii) le droit de recours des soumissionnaires.
4. Le code pose comme règle de principe l'appel d'offre ouvert. Le recours à tout autre mode de passation est exceptionnel. A ce titre, il doit être motivé et autorisé par le Ministre chargé des marchés publics. Ces modes de passation exceptionnels sont l'appel d'offre restreint et la procédure de gré à gré.
5. Trois types de seuils sont prévus par le Code de passation des marchés publics :
 - a. *Le seuil d'obligation* de passer « marché » : est fixé de manière uniforme à 30 000 000 de francs CFA. Pour les marchés compris entre 10 000 000 FCFA et 30 000 000 FCFA, le Code prévoit une procédure particulière dit de « concurrence informelle » par la comparaison de trois factures. Les marchés inférieurs à 10 000 000 FCFA pourront être exécutés à la simple comparaison obligatoire d'au moins trois factures sans qu'il soit besoin de mettre en place une procédure particulière.
 - b. *Le seuil d'obligation pour faire valider les dossiers d'appel d'offres* par la DMP avant leur publication est d'au moins 30 000 000 FCFA ;
 - c. *Le seuil d'obligation de validation* par la Direction des marchés publics, des propositions d'attribution provisoire décidées par la commission déconcentrée ou décentralisée d'ouverture des plis et de jugement des offres, concerne tout marché d'un montant égal ou supérieur à cent millions (100 000 000) de francs CFA ;
 - d. *Le seuil d'approbation nécessaire pour donner effet à un marché* fixé à 100 000 000 FCFA. Les marchés d'un montant supérieur ou égal à 100 000 000 sont approuvés par le Ministre chargé des marchés publics. Les marchés d'un montant inférieur à 100 000 000 FCFA sont approuvés par le Ministre de tutelle de l'autorité contractante. Pour les marchés extérieurs à l'administration centrale l'approbation est du ressort du préfet de département.

La passation des marchés publics dans la mise en œuvre du PROPACOM

6. Les conditions de passation de marchés du projet sont désormais incluses dans les conditions générales au financement du développement agricole par le FIDA.

Toutefois, les conditions spéciales sont détaillées dans la lettre au Bénéficiaire, qui indiquera les seuils d'examen préalable du FIDA.

Conditions générales

7. Les marchés de biens, de travaux et de services financés par le financement seront passés conformément aux dispositions de la réglementation du Bénéficiaire en matière de passation de marchés, dans la mesure où celle-ci est compatible avec les directives du FIDA pour la passation des marchés.

8. Au démarrage du programme, le Plan de Passation de Marchés ci-dessous, relatif aux dix-huit premiers mois de mise en œuvre sera actualisé par l'Unité de coordination du Programme et soumis à non objection du bailleur. Il mentionnera pour chaque marché, la méthode de passation des marchés, les seuils proposés et les préférences applicables au projet. Ce premier plan de passation des marchés sera une des conditions préalables de décaissement. Ensuite et pour chaque année suivante, un plan annuel de passation de marché sera élaboré et intégré au PTBA. Il fera l'objet d'une approbation par le comité de pilotage et d'une non objection par le FIDA avant sa mise en œuvre.

9. Chaque plan de passation des marchés devra préciser les procédures qui doivent être suivies par le Bénéficiaire afin de garantir la compatibilité avec les directives du FIDA pour la passation des marchés.

10. Les marchés doivent être entrepris au cours de la période d'exécution du projet. Dans la mesure du possible et pour des raisons d'économies d'échelle et d'efficacité, certains marchés seront regroupés en lot: le génie civil, les moyens de transport, les biens d'équipement (matériels informatiques et autres) et le mobilier de bureau.

Méthodes particulières de Passation de Marchés de Fournitures et de Travaux

11. *Appel à la concurrence Internationale.* Sauf disposition contraire du paragraphe ci-dessous, les contrats de fournitures et travaux d'un montant élevé susceptibles d'intéresser les entreprises opérants sur le plan international, sont attribués sur la base d'un Appel d'Offres International. L'avis d'appel à concurrence doit être publié dans un journal d'annonces internationales ou sur le Web, parallèlement à sa publication dans le Bulletin officiel des Marchés publics de la République de Côte d'Ivoire Le délai minimum de publication est de quarante cinq jours.

12. *Autres méthodes de Passation de Marchés de Fournitures et de Travaux.* Le tableau ci-dessous détermine les méthodes de passation des marchés autres que l'Appel d'Offres à la concurrence internationale, pouvant être utilisées pour les fournitures et les travaux. Le Plan de passation des marchés spécifie les conditions dans lesquelles ces méthodes peuvent être utilisées.

Tableau 1 : Méthodes de passation de marchés applicables

(a) Appel à la concurrence nationale
(b) Consultation de fournisseurs à l'échelle nationale
(c) Marché passé avec la communauté
(d) Entente directe ou gré à gré

13. *Seuils relatifs aux méthodes de passation de marché.* Le tableau ci-dessous détermine les seuils déterminant les méthodes de passation de marché requises (AOI, AON, CR).

Tableau 2 : Seuils relatifs aux méthodes de passation des marchés

	Méthode de passation des marchés	Fournitures et travaux	Observations
1.	Appel d'offre international (AOI)	Supérieur ou égal à 100.000 US\$	

2.	Appel d'offre national (AON)	De 20 000 US\$ à 100 000 US\$	
3.	Consultation Restreinte (CR)	Inférieur à 20 000 US\$	3 consultations minimum. Le Code des marchés publics subordonne l'appel d'offre restreint à l'autorisation du ministre chargé des marchés publics

Méthodes Particulières de Sélection et d'Emploi de Consultants

14. *Sélection Fondée sur la Qualité et sur le Coût.* Sauf disposition contraire du paragraphe ci-dessous, les contrats de services de consultants sont attribués conformément à la Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût.

15. *Autres méthodes de Sélection et d'Emploi de Consultants.* Le tableau ci-dessous définit les méthodes de passation des marchés, autres que la Sélection Fondée sur la Qualité et le Coût, qui peuvent être utilisées pour les services de Consultants. Le Plan de passation des marchés spécifiera les conditions dans lesquelles ces méthodes peuvent être utilisées.

Tableau 3 : Autres Méthodes de sélection et d'emploi de Consultants applicables

Méthode de Passation de Marchés
(a) Sélection au Moindre Coût (SMD)
(b) Sélection fondée sur les qualifications des Consultants (SQC)
(c) Sélection de Consultants Individuels
(d) Sélection par gré à gré
(e) Enveloppe budgétaire
(f) Qualité

Marché passé avec la communauté

16. Lorsque le Projet fera appel à la participation des groupements de bases ou institutions communautaires, il pourra simplifier et adapter les procédures de passation des marchés, le cahier des charges et les clauses contractuelles à condition de respecter les principes de l'économie, de l'efficacité et de la justice sociale. Le rôle de l'Unité nationale de coordination du Projet (UCP) est de superviser et d'encadrer la passation des marchés, les décaissements et l'exécution des activités confiés aux OPA, de façon à garantir la transparence, l'intégrité et le respect des obligations redditionnelles.

Examen par le FIDA des Décisions relatives à la Passation des Marchés

17. Le FIDA supervisera les opération de passation de marché du Bénéficiaire afin de s'assurer que les fonds sont utilisés aux fins stipulés dans l'accord de financement, en tenant compte des principes d'économie, d'efficacité et d'équité sociale.

18. Le Plan de Passation de Marchés relatif à la première année de mise en œuvre du Projet sera élaboré par l'UCP et soumis à non objection du FIDA. Il mentionnera pour chaque marché, la méthode et les seuils proposés. Ce premier plan de passation des marchés sera une des conditions préalables de décaissement. Ensuite et pour chaque année suivante, un plan annuel de passation de marché sera élaboré et intégré au PTBA. Il fera l'objet d'une approbation par le comité de pilotage et d'une non objection par le FIDA avant sa mise en œuvre.

19. Concernant les marchés proprement dits, les seuils d'examen préalable des marchés par le FIDA sont spécifiés dans la lettre au bénéficiaire. Le montant de ces seuils dépend de la nature du marché (Acquisition de bien, travaux, services et

fournitures courants, prestations intellectuelles) et peuvent être modifiés.

Tableau 4 : Seuils indicatifs d'examen préalable du FIDA

Nature du marché	Seuils d'examen préalable le FIDA (1\$=500FCFA)
Biens et travaux	>25 000 000 FCFA ou 50 000 USD
Prestations intellectuelles	>10 000 000 FCFA ou 20 000 USD

20. Le FIDA dans le cadre de cet examen, veillera au respect des procédures d'appels d'offres, de la documentation de l'évaluation et la sélection des adjudicataires. le FIDA vérifiera aussi la conformité des méthodes et des seuils utilisés par rapport au plan de passation de marché.

21. Après l'évaluation des propositions mais avant l'acte de signature, le contrat et les documents y afférents seront transmis au FIDA pour examen. Le marché ne sera définitivement attribué qu'après l'obtention de la non-objection du FIDA. Une fois le contrat signé, l'UGP en transmettra copie conforme au FIDA.

Les procédures de passation des marchés

22. En conformité avec la déclaration de Paris, les règles et procédures nationales de passation des marchés sont applicables aux marchés effectués dans le cadre du PROPACOM, autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec les directives du FIDA en la matière.

23. Les Directives du FIDA posent le principe de l'économie, de l'efficacité et de l'équité sociale. Elles admettent différentes méthodes, allant de l'appel à concurrence international au gré à gré, suivant la nature et le montant du marché.

24. Selon les Directives du FIDA, au moment des négociations du projet, l'UGP établira un plan de passation de marché échelonné sur 18 mois soumis à l'examen préalable du FIDA. Ce plan sera par la suite actualisé chaque année en conformité avec le PTBA et fera l'objet de la non-objection du FIDA. Au plan national, l'UCP prépare un programme prévisionnel et révisable de passation de marché en cohérence avec les crédits alloués et le programme d'activité annuel. Ce programme est transcrit et validé dans le SIGMAP (Système Intégré de Gestion des Marchés Publics) par le Point Focal de la DMP (Direction des Marchés Publics). Il fait l'objet d'une publicité dans le bulletin Officiel des Marchés publics de la Côte d'Ivoire.

25. La procédure de passation des marchés soumis à appel d'offre ouvert comprends les étapes suivantes : (i) L'élaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) ; (ii) L'Examen du DAO par la DMP et si applicable, le FIDA ; (iii) La publication de l'avis d'appel d'offres ; (iv) L'ouverture des plis, l'évaluation, le jugement et l'attribution du marché ; (v) L'examen des propositions d'attribution par la DMP et le FIDA si applicable ; (vi) La signature et l'approbation du marché.

APPENDICE 1 : PLAN DE PASSATION DES MARCHES (18 MOIS)

N° de ref	Description du contrat	Coût en USD « 000 »	Nombre de lots	Méthode de passation	Présélection (oui ou non)	Préférence nationale	Examen préalable du bailleur
GC	<u>Génie civil et rural</u>						
	Etude technique réhabilitation périmètres rizicoles (2000 ha)	443	3	AOI	OUI	NON	OUI
	Etude technique nouveaux périmètres rizicoles (200 ha)	184	3	AON	OUI	NON	OUI
	Etudes techniques sites maraicher	47	1	AON	OUI	NON	OUI
	Etudes techniques pistes d'accès (30 km)	13	1	CR	NON	OUI	OUI
	Travaux réhabilitation périmètres rizicoles (500 ha)	738	3	AOI	OUI	NON	OUI
	Travaux infrastructures transformation/comm.	499	3	AOI	OUI	NON	OUI
MT	<u>Moyens de transport</u>						
	1 4x4 SW; 2 Pick up 4x4 et 2 motos	177	1	AOI	NON	NON	OUI
EQ	<u>Équipements, mobilier, matériels informatiques</u>						
	Matériel informatique et mobilier de bureau (UCP, antennes, MINAGRI)	82	1	AON	NON	OUI	NON
	Aménagement bureaux UCP et antennes	35	1	AON	NON	OUI	NON
	Équipement de transformation	336	1	AOI	OUI	OUI	OUI
	Équipements de production agricole	528	2	AOI	OUI	OUI	OUI
	Intrants agricoles	298	1	AOI	OUI	OUI	OUI
No. de réf.	Description	Coûts USD « 000 »	Nombre de lots	Méthode de passation	Présélection (oui ou non)	Préférence nationale	Examen préalable du bailleur
F	<u>Formation et information :</u>						
	Formations organisations de base	469	plusieurs	(SQC)	NON	NON	NON
	Formation OP faïtières	43	1	(SQC)	NON	NON	NON

	Formation des femmes et des jeunes au sein de OPA	111	1	(SQC)	NON	NON	NON
	Formation producteurs semenciers	19	1	(SQC)	NON	NON	NON
	Formation des CGA	25	1	(SQC)	NON	NON	NON
	Formation valorisation des produits vivriers	76	1	(SQC)	NON	NON	NON
E	<u>Etudes</u>						
	Etude diagnostic des partenariats potentiels	15	1	SCI	NON	NON	NON
	Etudes de marché et des SIM	75	1	SCI	NON	NON	NON
	Etude situation de référence	35	1	SCI	NON	NON	NON
P	<u>Prestataires de services</u>						
	Fourniture de semences certifiées	26	1	AON	OUI	OUI	OUI
	Conventions avec partenaires stratégiques et/ ou prestataires	275	plusieurs	(SQC)	OUI	OUI	OUI

ANNEXE 9: COÛTS ET FINANCEMENT

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPAC)
Components by Financiers
(US\$ '000)

	FIDA		GVT		BENEF		Total		For.	Local	Duties &
	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Amount	%	Exch.	(Excl. Taxes)	Taxes
A. Amélioration de l'offre de produits agricoles											
1. Accès aux facteurs de production	3,793	72.3	1,451	27.7	-	-	5,245	18.1	2,537	1,256	1,451
2. Aménagements hydro-agricoles	8,043	74.1	1,766	16.3	1,046	9.6	10,855	37.5	3,336	5,754	1,766
Subtotal Amélioration de l'offre de produits agricoles	11,837	73.5	3,217	20.0	1,046	6.5	16,100	55.6	5,872	7,011	3,217
B. Valorisation et mise en marché											
1. Valorisation des produits vivriers	1,530	81.2	355	18.8	-	-	1,885	6.5	196	1,334	355
2. Infrastructures marchandes et publics	2,911	76.7	873	23.0	10	0.3	3,794	13.1	1,180	1,741	873
3. Professionalisation des organisations de producteurs	1,863	82.0	409	18.0	-	-	2,272	7.8	-	1,863	409
Subtotal Valorisation et mise en marché	6,304	79.3	1,637	20.6	10	0.1	7,951	27.4	1,376	4,938	1,637
C. Coordination, suivi et évaluation											
1. Unité de coordination du programme	3,384	85.9	555	14.1	-	-	3,939	13.6	775	2,609	555
2. Fonds non-alloués	976	100.0	-	-	-	-	976	3.4	-	976	-
Subtotal Coordination, suivi et évaluation	4,360	88.7	555	11.3	-	-	4,915	17.0	775	3,585	555
Total PROJECT COSTS	22,500	77.7	5,409	18.7	1,056	3.6	28,966	100.0	8,023	15,533	5,409

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPAC)
Components Project Cost Summary

	(F CFA Million)			(US\$ '000)			% Foreign Exchange	% Total Base Costs
	Local	Foreign	Total	Local	Foreign	Total		
A. Amélioration de l'offre de produits agricoles								
1. Accès aux facteurs de production	1,209	1,136	2,344	2,518	2,366	4,884	48	18
2. Aménagements hydro-agricoles	3,231	1,420	4,651	6,731	2,958	9,689	31	36
Subtotal Amélioration de l'offre de produits agricoles	4,439	2,556	6,995	9,248	5,324	14,573	37	55
B. Valorisation et mise en marché								
1. Valorisation des produits vivriers	775	90	865	1,615	187	1,802	10	7
2. Infrastructures marchandes et publics	1,158	520	1,678	2,413	1,083	3,495	31	13
3. Professionalisation des organisations de producteurs	1,019	-	1,019	2,123	-	2,123	-	8
Subtotal Valorisation et mise en marché	2,952	609	3,561	6,150	1,269	7,420	17	28
C. Coordination, suivi et évaluation								
1. Unité de coordination du programme	1,419	350	1,769	2,957	729	3,685	20	14
2. Fonds non-alloués	468	-	468	976	-	976	-	4
Subtotal Coordination, suivi et évaluation	1,888	350	2,237	3,933	729	4,661	16	17
Total BASELINE COSTS	9,279	3,515	12,794	19,331	7,322	26,654	27	100
Physical Contingencies	142	76	218	296	158	454	35	2
Price Contingencies	722	298	1,021	1,315	543	1,858	29	7
Total PROJECT COSTS	10,143	3,889	14,032	20,942	8,023	28,966	28	109

A INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT

République de Côte d'Ivoire : Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPACOM)
Document de conception de projet – Annexes

République de Côte d'Ivoire
Projet d'Appui à la Production Agricole et à la Commercialisation (PROPAC)
Project Components by Year -- Base Costs
(US\$ '000)

	Base Cost						
	2010	2011	2012	2013	2014	2015	Total
A. Amélioration de l'offre de produits agricoles							
1. Accès aux facteurs de production	82	1,036	2,450	1,075	163	78	4,884
2. Aménagements hydro-agricoles	111	1,610	5,394	2,564	10	-	9,689
Subtotal Amélioration de l'offre de produits agricoles	193	2,646	7,844	3,639	173	78	14,573
B. Valorisation et mise en marché							
1. Valorisation des produits vivriers	148	487	607	419	121	18	1,802
2. Infrastructures marchandes et publics	86	762	1,263	1,127	258	-	3,495
3. Professionalisation des organisations de producteurs	111	640	710	637	25	-	2,123
Subtotal Valorisation et mise en marché	345	1,890	2,581	2,182	404	18	7,420
C. Coordination, suivi et évaluation							
1. Unité de coordination du programme	1,001	657	726	623	679	-	3,685
2. Fonds non-alloués	163	163	163	163	163	163	976
Subtotal Coordination, suivi et évaluation	1,164	820	889	785	841	163	4,661
Total BASELINE COSTS	1,702	5,355	11,313	6,607	1,418	259	26,654
Physical Contingencies	7	69	244	133	-	-	454
Price Contingencies							
Inflation							
Local	45	226	606	465	124	14	1,480
Foreign	12	70	257	174	30	-	543
Subtotal Inflation	57	295	863	639	154	14	2,023
Devaluation	-10	-34	-67	-42	-10	-1	-165
Subtotal Price Contingencies	47	261	796	596	144	13	1,858
Total PROJECT COSTS	1,756	5,686	12,353	7,336	1,562	273	28,966
Taxes	280	1,076	2,375	1,416	242	20	5,409
Foreign Exchange	420	1,441	3,836	2,034	291	-	8,023

ANNEXE 10 : ANALYSE FINANCIERE ET ECONOMIQUE**I. ANALYSE FINANCIERE****A. PRODUCTION**

1. L'analyse financière se situe du point de vue d'un participant individuel et porte sur les conséquences que le Projet pourrait entraîner sur la situation globale de celui-ci, et donc sur la viabilité de ses activités. L'examen des comptes d'exploitation et de résultat en années de croisière, permet d'évaluer au niveau de l'exploitant, l'impact des actions du Projet sur l'amélioration des revenus ruraux.
2. **Prix financiers.** En Côte d'Ivoire, les prix des produits agricoles sont librement déterminés par le marché, selon la loi de l'offre et de la demande. Les prix unitaires utilisés pour l'analyse financière sont indiqués dans le tableau de l'appendice 1.
 - Produits agricoles. Les prix des produits agricoles correspondent à ceux qui sont payés aux producteurs pour les produits au départ de l'exploitation. Ces prix ont été obtenus lors de discussions avec les différents acteurs (producteurs, services techniques) pendant les visites sur le terrain. Ils varient sensiblement en cours d'année entre la période de récolte et de soudure.
 - Intrants agricoles. Les prix des intrants agricoles pris en compte sont les prix non subventionnés.
 - Main d'œuvre. Les petites exploitations agricoles ont recours essentiellement à la main d'œuvre familiale qui n'est, d'ailleurs, pas occupée à plein temps. Cette main d'œuvre familiale n'a pas été valorisée dans les budgets financiers de culture. Par contre, on a rapporté la marge brute d'exploitation au nombre de jours de main d'œuvre familiale ce qui permet de valoriser cette main d'œuvre par activité.
3. La rentabilité financière pour le producteur des cultures considérées par le Projet est étudiée sur la base de comptes d'exploitation de cultures dont les composantes (quantités et coûts des intrants) ont été estimées en prenant en compte les normes techniques généralement utilisées pour ces spéculations dans des contextes semblables.
4. L'examen des comptes d'exploitation par culture (synthétisés dans le tableau 1, avec détails en appendice 2) montre que les différentes spéculations sont rentables à très rentables, puisqu'elles permettent de dégager une marge positive allant de 544.000 FCFA/ha pour le riz irrigué à plus de 1,5 million de FCFA/ha pour le maraîchage irrigué goutte à goutte. Seul le maïs pluvial présente une faible rentabilité : 26.500 FCFA/ha.

Tableau 1 : Rentabilité financière potentielle des cultures

Culture	Situation avec projet						Situation avant projet					
	Rdt net	Produit brut	Charges	Marge nette	MO familiale	Valorisation	Rdt net	Produit brut	Charges	Marge nette	MO familiale	Valorisation
	après pertes		d'exploitation			MO familiale	après pertes		d'exploitation			MO familiale
	post récolte	FCFA/ha	FCFA/ha	FCFA/ha	Pers / jour	FCFA/jour	post récolte	FCFA/ha	FCFA/ha	FCFA/ha	Pers / jour	FCFA/jour
	tonne/ha						kg/ha					
Riz irrigué	5,7	855.000	311.000	544.000	141	3.858	3,3	498.750	217.733	281.017	207	1.358
Riz bas fond							1,4	213.750	79.800	133.950	209	641
Maïs	2,6	209.000	182.469	26.531	126	211	1,9	152.000	134.533	17.467	110	159
Maraîchage divers périmètre irrigué gâg	21,3	4.488.300	2.962.342	1.525.958								
Maraîchage divers bas fond PFE	7,5	1.721.938	724.808	997.129	398	2.505	3,8	872.813	213.900	658.913	736	895

5. **Résultats financiers au niveau d'exploitations types.** Le revenu agricole des exploitations a été étudié sur des modèles types d'exploitation.

- **Le premier modèle** est constitué d'une parcelle de 0,30 ha (superficie moyenne attribuée par ménage dans les périmètres rizicoles en aval de barrage, qui seront réhabilités par le Projet), exploitée en double riziculture annuelle, en saison des pluies sur 100% de la superficie et en contre saison sur 80% de la superficie, soit une intensité culturale de 1,8.
 - **Le deuxième modèle** est constitué d'une parcelle de 0,30 ha dans un nouveau bas-fond aménagé avec prise au fil de l'eau. Avant aménagement, l'exploitant cultive 0,11 ha en riz en saison des pluies. Après aménagement, la parcelle est cultivée en riz en saison des pluies sur 100% de la superficie et en maraîchage en contre saison sur 15% de la superficie.
 - **Le troisième modèle** est un périmètre maraîcher d'une superficie de 10 ha, équipé d'un système d'irrigation « goutte à goutte » cultivé en continu (IC=2) et exploité par un groupement de 50 maraîchers.
6. Les coûts d'exploitation comprennent l'ensemble des charges de culture et d'irrigation : semences, engrais, produits phytosanitaires, la sacherie, les prestations de services mécanisés, les coûts d'entretien des réseaux d'irrigation et de drainage, le fonctionnement et l'amortissement des groupes moto-pompes et des équipements d'irrigation goutte à goutte. Les coûts de maintenance et de réparation des infrastructures collectives d'irrigation et de drainage sont pris en compte au travers de la redevance payée par les exploitants. Les calculs ont été réalisés en prenant les normes des fiches technico-économiques de cultures figurant en appendice 2.
7. Seuls sont pris en compte les revenus des parcelles cultivées sur les sites aménagés. Les calculs ne reflètent donc pas la réalité des revenus des exploitants qui pratiquent généralement des cultures sur plateau, des activités d'élevage et/ou d'autres activités hors agriculture, toutes activités sur lesquelles le Projet n'interviendra pas. Ces calculs permettent d'estimer les variations de revenus dues aux seuls aménagements hydroagricoles et d'analyser l'impact financier du Projet sur les producteurs. Ils permettent aussi d'évaluer la capacité des producteurs à financer les charges additionnelles de culture par les seuls revenus tirés de l'exploitation des sites aménagés.
8. Le tableau 2 résume les résultats d'exploitation, dont les détails sont présentés en appendice 3.

Tableau 2 - Revenu d'exploitation en année de croisière (F CFA)

Modèle	Produit brut	Charges	Produit net	Revenu monétaire*
1	410.400	149.280	261.120	164.197
2	333.987	125.916	208.071	103.399
3	44.883.000	29.623.420	15.259.580	10.562.280*
				*

* Après déduction de l'autoconsommation

** Revenu monétaire annuel d'un groupement exploitant 10 ha; si 50

membres/groupement, le revenu monétaire annuel par membre serait de 211.246 FCFA

9. Les budgets préparés montrent que les charges d'exploitation représentent entre 36 et 66% du produit brut des exploitations. L'analyse met en évidence la capacité des producteurs à financer toutes les charges de culture. La couverture des besoins en riz des familles⁶⁵ est assurée à 100% par la production de l'exploitation (à l'exception du modèle 3 maraîcher). Les revenus monétaires par famille sont compris entre 100.000 et 210.000 FCFA/an.

⁶⁵ 7 personnes par famille, consommant chacune 60 kg de riz blanchi par an

B. TRANSFORMATION

10. L'analyse financière a été menée pour les deux principales activités de transformation relatives aux filières sélectionnées dans le cadre du Projet : le décortiquage du riz et le séchage/conditionnement des produits maraîchers.
11. Les résultats d'exploitation, résumés dans le tableau 3 (le détail des calculs figure en appendice 4) montrent la rentabilité financière de ces activités de transformation, compte tenu de la valeur ajoutée apportée au riz décortiqué et aux légumes séchés et conditionnés en poudre.

Tableau 3 – Modèles d'activités économiques de transformation de produits agricoles

Filière	Activité	Equipements	Investissement FCFA	Amortissement Années	Marge nette annuelle* FCFA	Chiffre d'affaires annuel FCFA
Riz	Décortiquage	Décortiquage artisanal	14.030.000	5	1.864.000	5.000.000
		Décortiquage semi-industriel	49.270.000	10	93.937.000	456.300.000
Maraîchage	Séchage	Unité artisanale	3.720.000	5	7.063.833	21.960.000

* La marge nette telle que définie dans l'analyse correspond au chiffre d'affaires diminué des charges variables et de l'amortissement annuel.

II. ANALYSE ECONOMIQUE

12. L'analyse économique a été effectuée sur la base du calcul du cash-flow additionnel en considérant la situation « sans projet » et la situation « avec projet » sur une période de 20 ans. Les flux des biens et services consommés et produits par le projet présentés en quantités physiques et en coûts financiers dans le COSTAB, ont été convertis en coûts économiques, de même que les comptes d'exploitation.
13. L'analyse économique est basée sur les hypothèses suivantes : (i) l'analyse porte sur une période de 20 ans, correspondant à la durée de vie des aménagements hydroagricoles; (ii) elle a été faite en prix constants en utilisant le taux de change de 480 FCFA pour 1 USD; (iii) les imprévus physiques (5%) sont pris en compte mais pas les imprévus financiers ; (iv) les bénéfices additionnels retenus dans l'analyse économique sont ceux qui sont aisément quantifiables. Ils proviennent essentiellement de l'accroissement de la production agricole (riz, maïs et produits maraîchers) consécutif à l'extension des superficies cultivées sous irrigation (voir tableau 4) et à l'amélioration des rendements⁶⁶ des cultures telle qu'indiquée dans le tableau 5, du fait de l'utilisation de semences sélectionnées et d'intrants connexes (engrais, produits phytosanitaires) et du renforcement de l'appui conseil.
14. L'estimation des superficies mises en valeur dans la situation avant-projet est basée sur les hypothèses suivantes : pour les périmètres rizicoles à réhabiliter, 80% des superficies sont cultivées avant-projet ; pour les nouveaux bas-fonds aménagés, 35% des superficies sont cultivées traditionnellement avant-projet.

⁶⁶ Les rendements moyens escomptés ont été fixés volontairement en deçà des rendements potentiels ou même de ceux dernièrement obtenus dans la région en conditions de cultures irriguées bien conduites. Cette hypothèse très conservatrice est justifiée par la difficulté que pourraient avoir certains exploitants à adopter les itinéraires techniques préconisés, ou par le choix délibéré de certains de limiter l'utilisation des intrants (engrais, pesticides et semences sélectionnées) par manque de moyens financiers.

Tableau 4 – Evolution des superficies cultivées avec appui du PROPACOM (ha nets cultivés par an)

Culture	Avant projet	Avec projet							
		2012	2013		2014		2015		2016
		SAP*	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	SAP*	Avec P	& suiv.
Riz irrigué sur périmètres réhabilités (1ère saison culturale)	1.440	1.440	1.080	450	0	1.800	0	1.800	1.800
Riz irrigué sur périmètres réhabilités (2ème saison culturale) sur 60%	864	864	648	270	0	1.080	0	1.080	1.080
Riz sur nouveaux bas fonds (1ère saison culturale)	126	126	126	0	63	180	0	360	360
Maraîchage divers sur nouveaux bas fonds / PFE) (2ème saison culturale) sur 15%	0	0	0	0	0	27		54	54
Maraîchage divers (Petits périmètres gâg)						29		86	86
Maïs pluvial	3.000	3.000	3.000	0	2.000	1.000	1.000	2.000	3.000
SAP : situation d'avant projet									
Avec P : situation avec projet									

Tableau 5 – Evolution des rendements des cultures (T/ha)

Cultures	Avant projet	Avec projet						
		An 1	An 2	An 3	An 4	An 5	An 6	An 7 et suiv.
Riz irrigué	3,5	5,0	5,0	5,5	5,5	6,0	6,0	6,0
Maïs pluvial	2,0	2,25	2,25	2,50	2,50	2,75	2,75	2,75
Maïs irrig gâg	-	3,9	3,9	4,4	4,4	5,0	5,0	5,5
Tomate irrig gâg	-	14,0	14,0	16,0	16,0	18,0	18,0	20,0
Gombo irrig gâg	-	5,6	5,6	6,4	6,4	7,2	7,2	8,0
Aubergine irrig gâg	-	14,0	14,0	16,0	16,0	18,0	18,0	20,0
Piment irrig gâg	-	5,6	5,6	6,4	6,4	7,2	7,2	8,0

➤ les bénéfices directs liés à certaines activités du projet n'ont pas pu être quantifiés, mais relèveront le niveau du taux de rentabilité interne tel que calculé dans le cadre de cette analyse. Il s'agit de :

➤ les constructions d'infrastructures d'appui à la mise en marché (magasins de stockage, centres de groupages et de conditionnement, abris pour centres de transformation, etc.) devraient permettre de réduire les pertes post-récolte, d'obtenir un meilleur prix par la vente hors saison de récolte. Mais dans la mesure où ces infrastructures toucheront une large gamme de produits (autres que riz, maïs et produits maraîchers) et que les quantités transitant par ces infrastructures sont difficilement quantifiables à priori, les bénéfices économiques liés à ces investissements n'ont pu être estimés ;

➤ les bénéfices économiques liés à l'appui à la transformation des produits agricoles (décorticage du riz, séchage des produits maraîchers) n'ont pas été quantifiés parce que, soit une partie seulement des investissements est à la charge du Projet (les micro-rizeries sont financées par le Programme Urgence Riz, seuls les bâtiments abritant les unités de décorticage sont financées par le Projet), soit il est particulièrement difficile à ce stade d'estimer les quantités de produits maraîchers qui seront transformés annuellement.

➤ les activités relatives à l'appui institutionnel, à la gestion des savoirs et à la communication (dans la composante 3) s'inscrivent dans un cadre national ; les coûts relatifs à ces activités n'ont pas été pris en compte dans l'analyse économique ;

➤ les bénéfices économiques ont été exprimés en valeurs constantes de juillet/août 2011 et valorisent les productions additionnelles agricoles issues de la mise en culture des sites aménagés, selon les modèles d'exploitation définis au § 5.

➤ le Projet générera des dépenses récurrentes pour le budget de l'Etat estimées à environ 25 millions FCFA à partir de l'année 6 pour couvrir essentiellement les coûts de fonctionnement du personnel des services techniques pour le suivi des sites aménagés, l'accompagnement des OP, etc. Les coûts de fonctionnement et d'entretien des équipements et infrastructures mises en place par le Projet seront supportés intégralement par les bénéficiaires, dans le cadre de leurs groupements. Ces coûts sont pris en compte dans les coûts de la production agricole.

15. Les aménagements hydro-agricoles permettront d'atteindre en année de croisière une production additionnelle de l'ordre de 11.200 tonnes de riz paddy, 2.250 tonnes de maïs, et environ 2.100 tonnes de cultures maraîchères diverses (tomate, piment, gombo, aubergine, ...).

Taux de rentabilité interne économique

16. Compte tenu des hypothèses précédentes, le taux de rentabilité interne calculée sur une période de 20 ans, est de 14,1%. Ce résultat est satisfaisant étant donné que de nombreux bénéfices n'ont pu être pris en considération dans l'analyse.

17. L'analyse de sensibilité donne les résultats suivants :

- Augmentation des coûts d'investissement de 10%: TRIE = 12,3%
- Augmentation des coûts d'investissement de 20%: TRIE = 10,8%
- Diminution des recettes de 10%: TRIE = 12,1%
- Diminution des recettes de 20%: TRIE = 10,1%
- Diminution des recettes de 30% : TRIE = 8,0%
- Augmentation des recettes de 10%: TRIE = 16,0%
- Augmentation des coûts d'investissement de 20% et diminution des recettes de 10%: TRIE = 9%.

18. La sensibilité au prix du riz (150 FCFA/kg) donne les résultats suivants :

- Prix du riz – 10% : TRIE = 12%
- Prix du riz – 20% : TRIE = 9,3%
- Prix du riz +10% : TRIE = 17,2%
- Prix du riz +20% : TRIE = 19,7%

19. L'analyse de sensibilité au rendement en riz (6 tonnes/ha en période de croisière) donne comme résultats :

- Rendement – 10% : TRIE = 9,9
- Rendement – 20% : TRIE = 4,8
- Rendement + 10% : TRIE = 19,3
- Rendement + 20% : TRIE = 24%

20. Avec des bénéfices retardés de 1 an, le TRIE serait de 12,1%. Si les bénéfices sont retardés de 2 ans, le TRIE = 10,2%.

ANNEXE 11: MANUEL D'OPERATIONS ET DE MISE EN ŒUVRE (DRAFT)

A. Organisation et gestion du Programme

1. La tutelle du projet sera assurée par le MINAGRI qui en sera le maître d'ouvrage. Il est chargé de la supervision externe du projet et préside le comité de pilotage et d'orientation stratégique pour mieux coordonner et harmoniser les activités du PROPACOM. A ce titre, il pourra demander des réallocations si nécessaire. Les arrêtés de création/modification du CP et de l'UCP seront pris par le MINAGRI en vue d'instaurer le cadre légal de travail de ces deux entités. Tout en assurant la coordination avec les autres PTF, le MINAGRI participera aux supervisions conjointes/revues et missions d'achèvement.

a. Le comité de pilotage (CP)

2. Présidé par le Ministre de l'Agriculture ou son représentant, le CP : (i) veillera au respect des objectifs et de la stratégie d'intervention du projet, et à la cohérence des interventions avec les politiques et projets en cours ; (ii) approuvera les rapports annuels d'exécution ; (iii) validera les programmes de travail et budgets annuels (PTBA) ; (iv) examinera, approuvera les rapports d'audit et vérifiera l'application de ces rapports et des recommandations des missions de supervision.

3. Le CP se réunira de manière tournante une fois par an en session ordinaire, au besoin en session extraordinaire, sur convocation du Président ou à la demande des 2/3 des membres votants. L'Unité de Coordination du Projet (UCP) assurera le secrétariat.

b. L'Unité de Coordination du Projet (UCP)

4. Elle est mise en place par arrêté du Ministère de tutelle et dispose d'une autonomie administrative et financière. Chargée de la mise en œuvre du projet, elle est constituée d'un siège basé à Bouaké et d'antennes régionales situées à Bouaké, Bondoukou et Korhogo. Elle aura sous sa responsabilité la gestion des ressources et patrimoine du personnel, les contrats de partenariat et d'exécution. Elle sera en outre chargée d'assurer les relations avec la tutelle technique, le Ministère de l'Economie et des Finances (représentant du bénéficiaire), le FIDA et les autres PTF. L'UCP est également chargée d'organiser les missions de supervision et de revue.

5. L'UCP sera aussi responsable de la gestion stratégique du projet à savoir: (i) la gestion des savoirs et communication du projet; (ii) l'organisation des concertations nationales avec les acteurs des filières et des partenaires; (iii) la gestion de l'inclusion des aspects genre dans les projets du portefeuille FIDA; (iv) la passation des marchés.

6. Sur le plan de la gestion opérationnelle, l'UCP aura comme principales tâches la programmation, la facilitation et la gestion de la mise en œuvre, ainsi que le suivi-évaluation des activités des PTBA. Elle assurera: (i) la consolidation de la programmation des activités issues des PTBA des antennes et celles du siège; (ii) le suivi de la mise en œuvre des orientations fournies par le CP; (iii) la gestion des fonds pour le financement des activités mises en œuvre par l'UCP; (iv) le suivi de la performance des acteurs intervenant dans le programme; (v) le suivi/évaluation et l'administration du système d'information du projet et (vi) la coordination des antennes. Le siège de L'UCP assurera la gestion opérationnelle des activités dans la région de Bouaké où elle est établie.

7. Au siège, l'UCP comprendra : (i) un(e) coordonnateur (trice) ; (ii) un(e) responsable administratif et financier ;(iii) un(e) responsable réhabilitation agricole ;(iv) un(e) responsable infrastructures rurales ;(v) un (e) responsable et un (e) assistant (e) du suivi-évaluation ;(vi) un (e) responsable des opérations techniques ;(vii)un(e) responsable genre et OPA ;(viii) un(e) responsable transformation et commercialisation et (ix) un personnel de soutien (deux secrétaires, cinq chauffeurs, deux gardiens).

8. Les antennes régionales seront basées à Bouaké, Bondoukou et Korhogo, et seront placées sous la coordination du siège. Elles assureront la mise en œuvre des activités et auront pour responsabilités: (i) la coordination du Projet à l'échelle régionale et les liens avec les collectivités locales et l'Administration déconcentrée; (ii) l'évaluation des contrats de performance avec les prestataires de services locaux, (iv) le suivi rapproché des chantiers; (v) la mobilisation des acteurs dans la gestion des opérations de mise en œuvre

dans le développement des filières; (v) le suivi des enquêtes et de l'alimentation de la base de données par les différents prestataires de services locaux.

9. Les antennes représenteront des unités légères et seront formées de : (i) un(e) assistant spécialiste en S&E, chef d'antenne ;(ii) un(e) assistant spécialiste en réhabilitation agricole ; (iii) un(e) assistant spécialiste en infrastructures rurales ;(iv) un assistant spécialiste en transformation et commercialisation et ;(v) un personnel d'appui (un(e) secrétaire- comptable, deux chauffeurs).

B. Le choix et la contractualisation des partenaires stratégiques

10. L'exécution du Projet se fera avec l'appui de deux types d'opérateurs à savoir des partenaires stratégiques et des prestataires de services.

11. Les partenaires stratégiques du projet sont les institutions de missions publiques telles que l'ONDR, l'ANADER, le CNRA, les DRA. Chacun interviendra dans son domaine de compétence : l'ONDR pour la mise en œuvre de la stratégie de développement de la riziculture, l'ANADER sur toute la zone du projet en matière d'appui conseil, le CNRA pour la production des semences de pré-base, les DRA pour l'organisation de la concertation régionale. Ces structures seront chargées des actions suivantes : appui des groupements et des coopératives de producteurs à la formalisation et structuration; appui conseil technique et de gestion aux producteurs; sensibilisation et diffusion des informations sur le projet ; appui aux OP dans l'identification et l'organisation de la demande de conseil et d'approvisionnement des intrants et équipements.

12. Les prestataires de services sont ceux qui seront chargés des interventions suivantes : mobilisation sociale ; appui à la structuration des OP; conseil techniques spécialisé et de gestion des exploitations ; formation et alphabétisation ; mise en relation des OP avec des opérateurs de marché. L'approche du Projet consiste à recruter, par voie d'appel à concurrence des prestataires chargées d'exécuter une gamme d'activités (organisation des appuis aux acteurs principaux, approvisionnement en intrants et équipements, réalisation des infrastructures, réalisation d'études etc.).

13. Les antennes sont chargées de coordonner les activités des prestataires et des partenaires stratégiques et de leur fournir les appuis et informations nécessaires. Les prestataires et partenaires stratégiques seront responsables de l'exécution des travaux qui leur seront confiés mais aussi de la collecte des indicateurs de réalisation pour alimenter la base de données de suivi du projet. Ils seront aussi responsables de la mise en place d'une stratégie inclusive basée sur l'égalité du genre.

C. La mise en œuvre du Programme

a. L'identification des sites à aménager

14. Les sites des demandes présélectionnées feront l'objet d'une identification pour vérifier leur faisabilité. Cette identification sera basée sur des critères dépendant du type d'intervention envisagée.

15. Concernant les périmètres à réhabiliter on tiendra compte de : (i) l'existence d'un comité de gestion de l'aménagement (ou toute autre forme d'organisation mise en place par les producteurs) ; (ii) la présence ou non de femmes dans le groupement demandeur ; (iii) l'engagement et la motivation des exploitants pour la réhabilitation de leur site ; (iv) l'absence de conflit foncier sur le site et l'existence d'un certificat foncier attestant l'entente entre les promoteurs et les propriétaires terriens ; (v) le site doit être en exploitation totale ou partielle et sans contraintes pédologiques et hydrologiques (insuffisance d'apport d'eau) majeures ; (vi) le site doit être accessible et à une distance acceptable du village (moins de 3 km) du village concerné ; (vii) le site doit être de préférence en aval d'un barrage de retenue en bon état de fonctionnement, pour une plus grande intensité culturale.

16. Pour un nouveau site à aménager, les éléments suivants doivent être considérés : (i) l'existence d'un groupement d'exploitants engagés et motivés, comportant des femmes ; (ii)

le site doit être exploité traditionnellement en riz (ou en maraichage dans le cas d'un site maraicher) sur une bonne partie de sa superficie ; (iii) les sites très boisés et les sites en tête de source sont à éviter pour des raisons environnementales (préservation des galeries forestières, protection des têtes de source) ; (iv) l'absence de conflit foncier sur le site et l'existence d'un acte d'entente (formelle ou non) attestant l'entente entre les promoteurs et les propriétaires terriens ; (v) le site doit avoir une pente longitudinale régulière et inférieure à 2% avec une largeur comprise entre 100 et 300 m pour éviter les sites encaissés et les plaines alluviales ; (vi) les sols doivent être aptes à la culture du riz ou aux cultures maraichères et les sols trop sableux et les vertisols sont à éviter ; (vii) le bas-fond doit comporter un marigot à lit mineur marqué et jouir d'apports suffisants d'eau ; dans le cas d'un site destiné au maraichage, le cours d'eau doit avoir un écoulement permanent ; (viii) le site doit être en exploitation totale ou partielle et sans contraintes pédologiques et hydrologiques (insuffisance d'apport d'eau) majeures ; (ix) le site doit être accessible et à une distance acceptable du village (moins de 3 km) du village concerné ; (x) le site doit être de préférence en aval d'un barrage de retenue en bon état de fonctionnement, pour une plus grande intensité culturale.

17. Durant cette phase, une étude socio-foncière rapide sera confiée à un consultant spécialiste pour mener des enquêtes foncières et sociologiques au niveau du site et du groupement demandeur. Cette étude permettra de vérifier les aspects fonciers, l'utilisation actuelle du site, la composition et le nombre d'exploitants en place ainsi que la cohésion et la motivation des exploitants et des membres du groupement demandeur.

b. Identification des besoins d'investissement

18. L'identification comporte les étapes suivantes :

- Une campagne d'information des populations des régions couvertes dès le démarrage du projet concernant les objectifs, l'approche, les méthodes de travail et le rôle du projet et de ses partenaires stratégiques ainsi que les responsabilités des OPA et de leurs faitières ;
- La présélection des opérateurs privés qui seront potentiellement consultés pour les différentes prestations nécessaires à la réalisation et à la gestion des infrastructures. Cette présélection sera basée sur des critères comme l'expérience professionnelle, la capacité d'intervention et l'organisation de chaque opérateur. Les prestataires présélectionnés seront annuellement évalués de façon participative avec les OPA afin de renforcer les capacités de maîtrise d'ouvrage de ces dernières ;
- L'appel de demandes d'intervention à l'endroit des groupes cibles (OPA, coopératives, comités de gestion des aménagements...) et la centralisation des demandes au niveau des antennes du projet ;
- La sélection des demandes en fonction des critères énoncés plus haut (surtout pour les périmètres) notamment au point de vue pertinence, viabilité de l'organisation (cohésion, engagement, solvabilité...) et foncier ;
- La signature de conventions de partenariat entre le PROPACOM et les OPA au terme de la sélection (ou d'identification dans le cas des périmètres) pour la mise en œuvre des projets retenus.

c. Financement des investissements

19. Le projet financera:

- l'acquisition à 100% du matériel et équipement agricoles, d'irrigation et de commercialisation et les cédera aux OP dans le cadre d'une convention de cession imposant la constitution par les bénéficiaires d'un fonds d'amortissement et d'un fonds de fonctionnement domiciliés dans un compte bloqué dans une institution financière ;
- la fourniture d'intrants (semences, engrais, produits phytosanitaires) de la première campagne agricole avec obligation pour les OP de reconstituer cette

dotation à hauteur du montant total des intrants fournis par le projet, légèrement majoré pour couvrir les augmentations prévisibles des coûts des intrants pour les campagnes ultérieures. Le moment sera domicilié dans un compte bloqué à mouvoir une fois par an, au moment des nouvelles acquisitions ;

- l'aménagement des périmètres irrigués et des pistes agricoles, notamment les études préalables (identification, étude foncière), les études techniques, les travaux d'aménagement, le suivi et le contrôle des travaux, ainsi que les actions de renforcement des capacités des comités de gestion. Pour les pistes d'accès, le projet financera également la formation des comités d'entretien et leur dotation initiale en petits matériels de terrassement.

d. Réalisation des investissements

20. Les sites définitivement retenus feront l'objet d'études techniques et agro-économiques nécessaires à la faisabilité de l'aménagement et à sa réalisation.

- Les Etudes techniques comportent : (i) les études topographiques ; (ii) les études pédologiques du site basées sur des investigations de terrain par sondage ; (iii) les études géotechniques comportant essentiellement la recherche de carrière et des sondages pour s'assurer de la disponibilité de matériaux de construction (sable, gravier, moellon...) et de la nature de sous-sol ; (iv) les études hydrologiques comprenant la caractérisation du bassin versant, l'évaluation des apports, le régime du marigot, les débits et la détermination de la crue. Pour un site maraicher, il serait nécessaire de déterminer les niveaux d'eau extrême pour le calage de la motopompe ou pour la protection du site contre les inondations éventuelles. ; (v) Les études de calcul des besoins en eau et de conception des infrastructures d'irrigation ; (vi) l'étude de l'aménagement éventuel de la voie d'accès au site en se limitant aux points critiques à traiter (franchissement, tronçons à aménager ou remblais de raccordement...) ; (vii) l'étude d'impact environnemental et social ou la notice d'impact environnemental en fonction de la taille du site et de la réglementation en la matière en Côte d'Ivoire ; (viii) l'élaboration de cahiers de clauses techniques particulières simplifiées (pour des petits travaux) et des dossiers d'appel d'offres pour un lot de plusieurs sites ; (x) l'élaboration d'un manuel de fonctionnement et d'entretien des infrastructures et équipements ;
- Les études agro-économiques comportent : (i) historique de la mise en valeur avant aménagement ; (ii) la définition d'une stratégie de mise en valeur (variétés des spéculations en fonction des saisons, calendrier de mise en valeur annuelle avec les différentes saisons de cultures, etc.) ; (iii) Les fiches des différentes cultures (variété, cycle, rendement, temps des travaux, intrants...) ; (iv) la détermination de la taille des exploitations et l'évaluation de la disponibilité de la main d'œuvre ; (v) l'évaluation de la redevance nécessaire au fonctionnement du périmètre et à la maintenance des infrastructures et équipements ; (vi) l'élaboration d'un compte d'exploitation prévisionnel ; (vii) l'analyse financière et le calcul de rentabilité ; (viii) l'élaboration d'un cahier de charges des exploitants à faire valider de façon participative par les futurs exploitants et leur organisation.

21. L'exécution des études sera confiée à des bureaux d'études sélectionnées par voie d'appel d'offre.

e. Exploitation et maintenance des infrastructures

22. Le Comité de gestion mis en place, assurera l'exploitation des infrastructures et ses membres recevront des formations techniques nécessaires. Il comprendra : (i) un Président ; (ii) deux responsables ou plus (en fonction de la taille du périmètre) en charge de la conduite des irrigations et des travaux de maintenance des infrastructures et équipements ; (iii) un responsable chargé de la gestion de la motopompe dans le cas d'un site maraicher avec pompage et irrigation localisée ; (iv) un trésorier assurant la gestion de la redevance ; (v) un responsable commercialisation et intrants.

23. Dans le cas d'un périmètre irrigué, le projet appuiera le comité de gestion pour la mise en place d'une redevance eau en vue de la prise en charge des travaux d'entretien (des ouvrages de tête et du réseau principal) ainsi que le fonctionnement et la maintenance des équipements de pompage dans le cas particulier d'un site maraîcher sous irrigation localisée.

24. Les formations des membres des comités porteront notamment sur la planification des activités, le pilotage et la conduite des irrigations, l'évaluation de la redevance, l'organisation et le suivi des travaux d'entretien, la gestion des pollutions, la préservation de l'environnement, la surveillance des infrastructures et le bilan de la campagne d'irrigation, etc.

25. Pour la piste d'accès à un nouveau site aménagé, la gestion relèvera des jeunes du ou des villages bénéficiaires du périmètre qui mettront en place un Comité d'entretien qui sera doté par le projet d'un lot de petits matériels de terrassement et ses membres recevront aussi des formations spécifiques en matière de protection (installation de barrière de pluie) et d'entretien périodique.

26. Concernant les infrastructures marchandes, les comités de gestion recevront des formations techniques (fonctionnement de l'unité, mesures de protection contre les accidents, entretiens périodiques...) mais aussi des formations en gestion (élaboration d'un plan de travail et d'un budget, gestion administrative, comptabilité, gestion des stocks, calcul des prix de revient, etc.).

27. La gestion de l'eau est une fonction essentielle à assurer par le Comité de gestion de l'aménagement. Elle doit être basée sur le principe de l'équité et de la disponibilité à temps au niveau de chaque utilisateur. Pour ce faire, le comité disposera des outils nécessaires notamment un manuel de gestion des ouvrages et un calendrier pour chaque saison d'irrigation, actualisé périodiquement. Le manuel est élaboré par le bureau chargé des études.

28. La conduite de l'irrigation requiert qu'il y ait un responsable à chaque niveau du réseau (tertiaire, secondaire et principal) chargé du contrôle de la fonctionnalité et du respect des ouvertures et fermetures des prises en fonction du calendrier de la période en cours.

29. Les travaux d'entretien courant à la charge des exploitants concerneront les opérations qui ne nécessitent pas une expertise particulière. Il s'agit par exemple des travaux de débroussaillage, de curage, de réparation de berges de canal, de fermeture de ravines etc. Ces travaux seront réalisés systématiquement par les exploitants eux-mêmes sans frais financiers. Par contre, les opérations telles que le graissage des vannes, la pose de peinture sur les vannes, la consolidation d'ouvrages en béton ou en maçonnerie, nécessiteront l'achat de produits (graisse, peinture, ciment) et le recours dans certains cas à un ouvrier qualifié externe à titre onéreux. Ces travaux seront financés par la redevance au niveau du comité de gestion.

30. La surveillance systématique concernera toutes les infrastructures de l'aménagement : les ouvrages connexes, le réseau d'irrigation, le réseau de drainage, le réseau de circulation, les ouvrages d'art. Elle s'effectuera à des fréquences variant selon la nature des infrastructures.

31. Les informations/observations collectées donneront lieu à deux situations : (i) les défaillances constatées sont supportables par les producteurs à travers leur comité de gestion et (ii) les travaux sont complexes et nécessitent des moyens techniques et financiers qui ne sont pas à la portée du comité de gestion. Dans le premier cas, les réparations nécessaires seront réalisées par le comité de gestion en ayant en cas de besoin recours à des spécialistes externes à leur charge. Dans le second, le comité sollicite l'aide des structures compétentes de l'Etat (ex : ONDR) par l'entremise de la structure d'appui-conseil.

32. Les formations des producteurs viseront la maîtrise des techniques de production et de management en vue de leur professionnalisation. Elles seront menées dans l'action

suivant l'approche champ-école, pour mieux partager les expériences. Il pourra s'agir des thèmes suivants : (i) la maîtrise des techniques d'aménagement parcellaire (planage, découpage en bassins ou planches, confection de diguettes...), la conduite de l'irrigation et la maîtrise de l'eau au niveau parcellaire, ;le respect du calendrier cultural et des tours d'eau, ; la gestion des pesticides et la préservation de l'écologie et de l'environnement, etc.

33. Ces formations sont confiées à la structure chargée d'assurer l'appui conseil ou à des cabinets spécialisés.

f. La professionnalisation des Organisations de Producteurs (OP)

34. Le PROPACOM accompagnera les organisations de base dans le renforcement de leurs capacités organisationnelles et favorisera leur structuration ascendante partant de façon effective des producteurs vers les coopératives, leurs unions et fédérations.

35. Concernant la filière riz, le projet ciblera les Comités de Gestion des Aménagements (CGA) et les coopératives de riziculteurs.

36. Le projet s'appuiera sur les Comités villageois de Commercialisation (CVC) pour le maraîchage et sur les autres groupements à vocation économiques mis en place dans les autres filières.

37. Les appuis s'articuleront alors autour de cinq grands domaines d'intervention regroupant chacun des actions spécifiques à savoir: (i) Renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des OPA de base ; (ii) Renforcement des capacités techniques et économiques ; (iii) Renforcement des capacités sur les connaissances syndicales ; (iv) renforcement des capacités des femmes et des jeunes au sein des OPA.

g. La planification opérationnelle des activités: le PTBA

Le processus de préparation du PTBA

38. Le processus de préparation du PTBA de l'année N se déroule au cours de de l'année N-1 suivant le calendrier de préparation ci-dessous :

Tableau 1 : Calendrier de préparation du PTBA

N°	Période	Activités	Responsables
1	1ère semaine août	- Consultation des bénéficiaires - Démarrage élaboration PTBA	Partenaires + Respcomposantes Chef antennes/RSE
2	2è semaine août	Dépôt rapport d'identification des bénéficiaires et des besoins	partenaires
3	2è quinzaine août	Sessions de validation des PTBA des antennes et transmission au siège	Chef antennes/RSE
4	1ère quinzaine septembre	Consolidation du PTBA et élaboration PPM	RSE/RAF
5	2è quinzaine septembre	Présentation du PTBA à la conférence budgétaire	Coord
6	Première quinzaine novembre	Validation du PTBA consolidé par le COP	Coord
7	15 novembre	Transmission du PTBA et du PPM au MINAGRI et au FIDA	Coord
8	Première quinzaine décembre	Transmission du PTBA définitif aux antennes et sessions de diffusion aux bénéficiaires	Coord/Chefs d'antennes

39. Les PTBA sont préparés par les antennes, en rapport avec les partenaires stratégiques, les prestataires de services recrutés, et les Directions Régionale de l'Agriculture (DRA). Une démarche ascendante d'élaboration du PTBA sera adoptée. Les

PTBA seront initiés par les antennes du projet en fonction des besoins exprimés par les groupes cibles au niveau de chacune des régions.

40. Pour l'élaboration des PTBA, les antennes régionale, s'appuieront sur: i) l'évaluation de la demande d'appuis faite par les OP et traitée aux différents niveaux; ii) les bilans des ateliers annuels de suivi/évaluation participatifs; et iii) une analyse de la capacité des partenaires stratégiques et des prestataires de services impliqués dans la mise en œuvre du Programme.

41. Les documents produits sont validés par un comité local composé des Assistants des antennes, du DRA, du chargé de suivi-évaluation externe au sein des DRA, des représentants des OPA et des partenaires, puis transmis au siège du projet. Les différents PTBA soumis par les antennes et celui du siège y sont consolidés. Le PTBA consolidé est ensuite soumis au Comité de pilotage pour validation. Le PTBA validé est transmis au FIDA pour approbation.

Le suivi du PTBA

42. Le suivi du PTBA est un élément du système de S&E du Projet. Il est fondé sur les indicateurs de processus. Il comprend des fiches de bord mensuelles renseignant le niveau d'exécution physique et financière, des rapports trimestriels techniques et financiers. Ces fiches et rapports sont générés automatiquement par le SS&E électronique, de même que les rapports de suivi financiers le sont par le logiciel de comptabilité. Le responsable S&E de l'UCP sera chargé de la diffusion interne et externe des rapports de suivi du PTBA. Les antennes assurent la diffusion à l'échelle régionale

43. Les données de base du suivi sont fournies par les partenaires stratégiques, les prestataires de services, les OP bénéficiaires. Les antennes vérifient, consolident et analysent les données et les transmettent à l'UCP. Le responsable S&E de l'UCP, suivant les procédures du Manuel de S&E, supervise la collecte et l'analyse des informations.

h. Les mesures de sauvegarde environnementale et sociale

44. Le Projet ne devrait pas engendrer d'impacts négatifs significatifs en matière environnementale et sociale et par conséquent est classé dans la catégorie B par le FIDA.

45. Il aura certains effets limités sur l'environnement et la préservation des ressources naturelles, mais des mesures de mitigation conséquentes et d'adaptation face au changement climatique seront prises. Elles concerneront: i) la promotion du compostage et l'utilisation judicieuse des ressources naturelles par les techniques de valorisation des résidus agricoles, de fumier et des déjections d'animaux; ii) le calage des cycles culturaux des différentes spéculations, la redéfinition graduelle d'un calendrier culturel aménagé; iii) l'introduction et la promotion des variétés à cycle courts, peu exigeantes en eau et aux différents stress inhérent aux perturbations climatiques précoces; iv) la promotion des techniques de SRI⁶⁷ au niveau des périmètres rizicoles.

46. Les aménagements hydro-agricoles vont entraîner des effets négatifs sur l'environnement surtout durant la phase d'exploitation. Les impacts négatifs pendant la phase de réalisation des travaux sont limités par le fait que la majorité des actions d'aménagement sont beaucoup plus des réhabilitations de périmètres existants, de taille réduite (moins de 100 ha) et dispersés au niveau des trois régions d'intervention du projet. Durant la phase d'exploitation, les comités de gestion seront impliqués dans la gestion de la mise en œuvre des mesures d'atténuation envisagées et des formations sur l'utilisation rationnelle des engrais et produits phytosanitaires ainsi que le respect des normes de gestion environnementale seront réalisées.

47. Les infrastructures marchandes prévues dans le cadre du présent Projet auront un impact négatif sur l'environnement à cause des déchets solides non recyclables (plastiques et emballages solides perdus) et des déchets liquides qui peuvent constituer une source de

⁶⁷ SRI : système de riziculture intensive basée notamment sur : une application de faible lame d'eau (moins de 10 cm), une utilisation importante de fumure organique au détriment d'engrais chimiques et un semis/repiquage en ligne pour permettre des opérations de sarclage.

pollution du milieu. Il va falloir donc renforcer la sensibilisation des comités de gestion et des bénéficiaires de ces infrastructures ainsi que les habitants riverains pour un changement de comportement.

48. La question environnementale sera considérée dans toutes activités du projet notamment durant les phases des travaux d'aménagement ou de construction et d'exploitation des infrastructures. A cet effet les études des sites comporteront des études d'impacts environnemental et social assorties de mesures d'atténuation et d'un plan de suivi en conformité avec la réglementation en vigueur en Côte d'Ivoire. Ainsi tous les problèmes environnementaux seront connus avant le démarrage des travaux de sorte que des mesures appropriées soient prises en compte et mises en œuvre parallèlement à la réalisation et l'exploitation des infrastructures.

Tableau 2 : Mesures d'atténuation possible des impacts négatifs

Activités	Impacts négatifs	Mesures proposées
Aménagements hydro agricoles	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Risque de modification et de destruction des habitats existants dans ces zones humides riches en diversité biologique. ☐ Risques de déplacement des populations animales, de perturbation des écosystèmes et de réduction de la biodiversité. 	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Faire une étude d'impact environnemental plus spécifique de façon à mieux cerner l'ampleur et la nature des impacts afin d'identifier les mesures d'atténuations appropriées. <i>Le coût de cette étude est pris en compte au niveau des études des sites</i>
Construction de pistes d'accès aux nouveaux périmètres	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Risque limité de perte de sols et de développement de gîtes de vecteurs de maladies et autres pathogènes avec les zones éventuelles d'emprunt. 	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Exploiter au mieux les emprunts existants et limiter l'ouverture de nouvelles zones ; compenser par reboisement les nouveaux sites d'emprunts ;
Exploitation des sites (périmètres irrigués, infrastructures marchandes)	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Pollution des sites par les déchets liés à l'usage des pesticides, fertilisants, des emballages et autres sous déchets de produits manufacturés 	<ul style="list-style-type: none"> ☐ Former les producteurs à l'utilisation rationnelle des fertilisants et pesticides ainsi qu'aux techniques GIPD ; ☐ Former les utilisateurs des infrastructures marchandes au traitement des déchets liés à l'usage des emballages et autres sous déchets de produits manufacturés sur les sites.

i. La passation des marchés

Procédures de passation de marché

49. En conformité avec la Déclaration de Paris, les règles et procédures nationales de passation des marchés seront applicables dans le cadre du PROPACOM, pour autant qu'elles ne soient pas en contradiction avec les directives du FIDA en la matière. Les Directives du FIDA posent le principe de l'économie, de l'efficacité et de l'équité sociale. Elles admettent, différentes méthodes, allant de l'appel à concurrence internationale au gré à gré, suivant la nature et le montant du marché.

50. Selon les règles du code de passation des marchés de Côte d'Ivoire l'attribution des marchés soumis à appel d'offre ouvert comprend les étapes suivantes : (i) l'élaboration du Dossier d'Appel d'Offres (DAO) ; (ii) l'examen du DAO par la DMP et si applicable, le FIDA ; (iii) la publication de l'avis d'appel d'offres ; (iv) l'ouverture des plis, l'évaluation, le jugement et l'attribution du marché ; (v) l'examen des propositions d'attribution par la DMP et le FIDA si applicable ; (vi) la signature et l'approbation du marché.

Les modes de passation des marchés

51. Les principaux modes de passations de marchés sont :

- *L'appel à la concurrence Internationale* : les contrats de fournitures et travaux d'un montant élevé susceptibles d'intéresser les entreprises opérants sur le plan international, sont attribués sur la base d'un Appel d'Offres International. L'avis d'appel à concurrence doit être publié dans un journal d'annonces internationales ou sur le Web, parallèlement à sa publication dans le Bulletin officiel des Marchés publics de la République de Côte d'Ivoire. Le délai minimum de publication est de quarante cinq jours.
- *Les autres méthodes de Passation de Marchés de Fournitures et de Travaux* : concernent l'appel à la concurrence nationale, la consultation de fournisseur à l'échelle nationale, le marché passé avec la communauté et l'entente directe (gré à gré).

Le plan de passation des marchés

52. Au démarrage du programme, le Plan de Passation de Marchés ci-dessous, relatif aux dix-huit premiers mois de mise en œuvre sera actualisé par l'Unité de coordination du Programme et soumis à non objection du bailleur. Il mentionnera pour chaque marché, la méthode de passation des marchés, les seuils proposés et les préférences applicables au projet. Ce premier plan de passation des marchés sera une des conditions préalables de décaissement. Ensuite et pour chaque année suivante, un plan annuel de passation de marché sera élaboré et intégré au PTBA. Il fera l'objet d'une approbation par le comité de pilotage et d'un avis de non objection par le FIDA.

53. Le PPM est préparé et validé en même temps que le PTBA, et selon les mêmes dispositions, avec avis du FIDA. Le PPM est suivi en même temps selon les mêmes dispositions que le PTBA décrites ci-dessus.

j. La gestion financièreLes flux financiers

54. L'Emprunteur ouvrira au nom du Projet un compte désigné dans une banque commerciale à Abidjan, à la satisfaction du FIDA. Ce compte est ouvert à la diligence et la signature de l'Agent comptable de la dette publique.

55. Dès la première année de mise en œuvre du projet, l'UCP et les antennes recevront une avance de fonds, en ligne avec le PTBA du projet et suffisant pour couvrir la moyenne projetée des dépenses autorisées au titre du financement pour une période d'environ six mois.

56. Le réapprovisionnement des fonds se fera par DRF préparées par l'UCP dès que 2/3 des ressources sont consommées, sur la base des pièces justificatives des dépenses des antennes et de l'UCP. Les DRF sont transmises au FIDA par la Direction de la Dette Publique (DDP) en sa qualité d'interface auprès du FIDA pour les décaissements.

57. L'UCP disposera d'un compte projet et les deux antennes (Bondoukou, Korhogo) disposeront respectivement de sous-comptes projet. Ces comptes serviront à financer les dépenses de fonctionnement et d'investissement. Le compte projet sera domicilié à Bouaké dans une Agence de la même banque que le compte désigné, et les sous-comptes de Bondoukou et de Korhogo seront logés dans une agence de la même banque que le compte du projet. Ces comptes seront alimentés et les dépenses exécutées suivant les procédures en vigueur en Côte d'Ivoire, notamment celle d'exécution des dépenses publiques autorisées (Transfert en capital ou Régie d'avances).

58. Les procédures sont détaillées dans le manuel de gestion administrative financière et comptable à élaborer dès la réception de la lettre à l'emprunteur.

La gestion des comptes du Projet

59. Les décaissements du compte du Don respecteront les procédures du FIDA en la matière (principe de DRFs, DPD, réapprovisionnement de compte désigné). Le compte du Don sera géré par le FIDA à Rome qui opérera des décaissements sur la base de la réception, l'examen et l'approbation de demandes de retraits émanant de la Direction de la Dette Publique (DDP).

60. Concernant la gestion du compte désignés, du compte projet et des sous-comptes projets, la réglementation de la gestion financière et les règles de comptabilité publiques en vigueur en Côte d'Ivoire seront applicables. L'exécution des dépenses sur ces comptes sera effectuée suivant les procédures autorisées pour le projet (Transfert en capital ou Régie d'avances).

Le contrôle interne

61. Le principe de la double signature est appliqué pour exercer un contrôle sur les ressources. Au siège de l'UCP, les instruments de paiement sont signés par le RAF et le coordonnateur, et au sein des antennes par le comptable et le Chef d'antenne.

La gestion du patrimoine

62. Les immobilisations physiques acquises par le projet sont immatriculées selon une codification convenue. Elles doivent être également étiquetées à l'encre indélébile.

63. L'affectation des immobilisations relève de la responsabilité du Coordonnateur. Chaque immobilisation doit avoir un détenteur individualisé qui en est le premier responsable. L'affectation initiale et le changement d'affectation font l'objet d'une inscription sur une fiche individuelle d'immobilisation mise à jour régulièrement et qui permettra de retracer les affectations successives et identifier le détenteur actuel.

64. A la fin de chaque exercice, le RAF procède à l'inventaire physique des immobilisations existantes. Les fiches d'inventaire sont affichées dans chaque local équipé avec la signature du RAF et de la personne détentrice. L'inventaire est mis à jour annuellement, en fin d'exercice et joint à l'audit. Le matériel ne peut être aliéné et les réformes envisagées doivent être autorisées selon les procédures nationales en vigueur.

Les audits et contrôles externes

65. L'audit est un examen à posteriori des états financiers, des procédures financières et comptables, des écritures comptables et des transactions du projet. L'audit couvrira de manière spécifique la vérification des relevés de dépenses, l'audit du compte désigné, l'examen du contrôle interne.

66. Chaque exercice annuel fait l'objet d'audit externe indépendant par un auditeur sélectionné par appel d'offre national et sur la base de critères de compétences, d'intégrité et d'indépendance

67. Les états financiers sont transmis au FIDA au plus tard en fin février de l'année N+1 et les rapports d'audit au plus tard le 30 juin de l'année N+1.

k. La gestion administrative

Modes de recrutement du personnel

68. Le personnel clé du projet (UCP et antennes) est recruté dès l'approbation du PROPACOM par le Conseil d'Administration du FIDA, par appels à candidatures, sur la base de TDR approuvés par le FIDA. La sélection est faite par un cabinet de recrutement sélectionné selon les procédures nationales. Les contrats d'un an renouvelable après évaluation, sont signés par le Ministre de l'Agriculture, après avis du FIDA, selon les dispositions du code du travail ivoirien. Le personnel d'appui est recruté par l'UCP, sur la base de contrats annuels renouvelables.

Gestion du personnel

69. Le RAF est responsable du fichier du personnel et le tient régulièrement à jour.

70. Les contrats sont renouvelés annuellement sur la base d'une évaluation externe, dont les conclusions sont soumises au Ministre de tutelle et au FIDA. Les besoins de formation identifiés sur la base d'une évaluation compétences/profils de poste sont inscrits au PTBA. Les conclusions des évaluations de performances sont insérées au dossier de chaque agent.

71. Les détails relatifs à la procédure de recrutement et la gestion du personnel sont précisés dans le manuel de gestion administrative, financière et comptable

I. Système de suivi-évaluation du projet

72. Le système de suivi-évaluation élaboré dans le cadre du PRAREP sera actualisé pour servir d'outil d'aide à la prise de décisions aux différents niveaux d'exécution du PRAREP et du PROPACOM. Il permettra de mesurer l'état d'avancement de l'exécution du projet, mais également de mesurer ses effets et impacts.

73. Le système de S-E : (i) permettra de renseigner les indicateurs du Système de Gestion des Résultats et de l'Impact (SYGRI), (ii) jettera les bases du système de suivi-évaluation du Programme pays FIDA et établira des passerelles avec le Système de suivi sectoriel.

74. Le S-E sera structuré selon trois fonctions : (i) le suivi de la planification en mesurant les taux d'exécution physique et financier des activités de chaque PTBA ; (ii) le suivi des indicateurs du cadre logique pour mesurer l'atteinte des résultats; (iii) l'évaluation de l'impact ;(iv) la désagrégation par sexe et par âge des indicateurs de suivi-évaluation et d'impact. Les principaux acteurs de S-E seront les OP et les comités de gestion des investissements collectifs, les opérateurs qui renseigneront la base de données du projet, les services déconcentrés de l'Etat, les antennes et l'unité de coordination des deux projets.

75. Le système de S&E sera au niveau de l'UCP articulé au S&E du secteur agricole, lui-même arrimé au S-E du DSRP. Au niveau régional le système de S&E sera organisé autour de la Direction régionale de l'agriculture, articulé au suivi du secteur.

76. Le suivi évaluation sera effectué à travers : (i) un suivi interne des activités; (ii) des ateliers d'auto-évaluation participatives avec les OP; (iii) une évaluation participative, organisée sous forme d'un atelier annuel d'auto-évaluation ; (iv) des missions de supervision du FIDA, des missions de d'appui mandatées par le FIDA; (v) la revue à mi-parcours ; (vi) le rapport d'achèvement et l'atelier de clôture et ; (vii) l'évaluation externe.

77. Le SSE du PROPACOM fera l'objet d'un manuel des procédures qui sera élaboré avant le démarrage du programme et partagé avec tous les acteurs ; ce manuel décrira le système, son organisation les modalités de mise en œuvre de chaque fonction, les acteurs et leurs responsabilités dans la mise en œuvre, les différents supports de collecte et de diffusion qui seront utilisés.

m. Communication et gestion des avoirs

78. La production et le partage des savoirs constituent des éléments clés du programme cadre pour faciliter les ajustements nécessaires du système de connaissances existant dans le pays et assurer la mise en rapport des besoins et des savoirs. Afin de contribuer au partage des expériences et surtout à la capitalisation des acquis, le Projet appuiera la collecte et la diffusion d'informations utiles aux acteurs des filières aux niveaux local, régional et national, ainsi que la capitalisation des activités et méthodes mises en œuvre par les projets du FIDA.

79. La gestion des savoir se fera à travers : (i) l'organisation des ateliers périodiques d'autoévaluation participative des OPA; (ii) la réalisation des études thématiques ponctuelles ; (iii) la production et la diffusion de supports audio-visuels.

80. La mise en œuvre de ce système de gestion des savoirs facilitera : (i) la coordination et la gestion des informations et des connaissances et l'établissement des relations avec le système plus large de connaissance de l'espace rural ; (ii) la mise en place des mécanismes d'échange et d'amélioration de l'accès des jeunes et des femmes à l'information et aux

savoirs, particulièrement leur accès au savoir-faire entrepreneurial et aux informations sur le développement du micro-entreprenariat rural ; (iii) la promotion des bonnes pratiques de gestion des ressources naturelles, de production et diffusion des semences certifiées etc.

Tableau récapitulatif des procédures de mise en œuvre

Composantes	Bénéficiaires	Communautés rurales	CP	UCP	Antennes	Partenaires stratégiques	Prestataires de services	FIDA
1. Composante 1: Amélioration de l'offre de produits agricoles								
1.1 accès aux facteurs de production	Expression de besoins, fonctionnement, entretien et restitution des dotations en intrants	Participation à l'identification des bénéficiaires, gestion des conflits fonciers	Validation PTBA et rapports	Cahiers de charges Contractualisation avec les partenaires stratégiques et les prestataires de services	Information et sensibilisation, réception des demandes et Suivi des partenaires et prestataire	Animation, structuration de la demande, distribution des intrants et équipements, appui conseil, fourniture de semence de base	Offres de services sous contrats	ANO
1.2 aménagements hydro-agricoles	Expression de besoins, exploitation, entretien	Affectation de terres, gestion des conflits fonciers, participation à la gestion de l'environnement	Validation PTBA et rapports	Cahiers de charges Contractualisation avec les partenaires stratégiques et les prestataires de services	Information et sensibilisation, réception des demandes et Suivi des partenaires et prestataires	Animation, structuration de la demande, appui conseil	Réalisation des études et des travaux sous contrat	ANO
2. Composante 2: Valorisation et mise en marché								
2.1 appui à la transformation et à la commercialisation	Expression de besoins et évaluation des services offerts, entretien et fonctionnement	Affectation de sites d'implantation s'il y a lieu (ateliers de transformation, boutiques, ...)	Validation PTBA et rapports	Cahiers de charges Contractualisation avec les partenaires stratégiques et les prestataires de services	Information et sensibilisation, réception des demandes et Suivi des partenaires et prestataires	Animation, structuration de la demande, appui conseil	Offres de services sous contrats	ANO
2.2 Infrastructures marchandes	Expression de besoins, entretien et gestion des infrastructures	Affectation de sites d'implantation s'il y a lieu entretien des pistes agricole	Validation PTBA et rapports	Cahiers de charges Contractualisation avec les partenaires stratégiques et les prestataires de services	Information et sensibilisation, réception des demandes et Suivi des partenaires et prestataires	Animation, structuration de la demande	Offres de services sous contrats	ANO
2.3 Professionnalisation des organisations de producteurs	Expression des besoins		Validation PTBA et rapports	Cahiers de charges Contractualisation avec les partenaires stratégiques et les prestataires de services	Information et sensibilisation, réception des demandes et Suivi des partenaires et prestataires	Animation, structuration de la demande ; structuration des OPA	Accompagnement des acteurs, structuration des OPA, renforcement des capacités organisationnelles et institutionnelles des	ANO

							OPA de base ; Renforcement des capacités techniques et économiques ; Renforcement des capacités sur les connaissances syndicales ; renforcement des capacités des femmes et des jeunes au sein des OPA.	
3. Composante 3: Coordination et gestion des savoirs								
3.1 coordination et gestion	Veille sur la gouvernance du Programme		Validation PTBA et rapports, suivi mise en œuvre des recommandations audits et supervision	Consolidation PTBA/PPM, gestion du Programme, des ressources financières et matérielles suivi mise en œuvre des recommandations audits et supervision	Préparation PTBA/PPM avec acteurs, gestion du Programme, des ressources financières et matérielles			Suivi, supervision

ANNEXE 12: ADHESION AUX POLITIQUES DU FIDA**Adhésion aux politiques du FIDA**

1. Le PROPACOM est cohérent avec le COSOP, ainsi que la politique du FIDA dans les domaines suivants:

Politique	Adhésion
Cadre stratégique du FIDA 2011-2015	Hautement aligné aux cinq objectifs stratégiques L'objectif général du FIDA est le suivant: œuvrer pour que les populations rurales pauvres améliorent leur sécurité alimentaire, augmentent leurs revenus et renforcent leur capacité de résistance. Cette visée générale s'appuie sur cinq objectifs stratégiques: (i) une base de ressources naturelles et d'actifs économiques à l'intention des populations rurales pauvres, femmes et hommes, plus résistante au changement climatique, à la dégradation de l'environnement et à la transformation des marchés; (ii) un accès de ces populations à des services susceptibles de réduire la pauvreté, d'augmenter leurs revenus et de renforcer leur capacité de résistance dans un environnement évolutif; (iii) des populations rurales pauvres, femmes et hommes, et leurs organisations mieux à même de gérer des entreprises agricoles et non agricoles rentables, durables et résistantes ou de tirer parti de possibilités de travail satisfaisantes; (iv) des populations rurales pauvres, femmes et hommes, et leurs organisations en mesure d'influer sur les politiques et sur les institutions qui ont une incidence sur leurs moyens de subsistance; et (v) un contexte institutionnel et politique susceptible de favoriser la production agricole et toute la gamme d'activités non agricoles connexes.
Stratégie de changement climatique du FIDA	Aligné. Objectifs: (a) appuyer les approches innovantes pour aider les petits exploitants agricoles à mieux résister au changement climatique; (b) aider les petits exploitants à tirer parti des mesures d'incitation et des financements disponibles; (c) instaurer une concertation plus cohérente sur le changement climatique, le développement rural, l'agriculture et la sécurité alimentaire.
Stratégie de développement du secteur privé	Cohérent
Politique d'entreprises rurales	Cohérent
Politique de finance rurale du FIDA	Aligné. Le PROPACOM n'intervient pas dans le secteur de finance rurale.
Stratégie de ciblage du FIDA	Hautement aligné. Voir : Annexe 2
Politique du FIDA en termes de genre	Hautement aligné. Voir ci-dessous (checklist « genre »)

L'amélioration de l'accès à la terre et de la sécurité foncière	Aligné.
Note d'évaluation environnementale et sociale (NEES)	Hautement aligné. Voir ci-dessous (+ document de travail 7

APPENDICE 1: NOTE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

1. Le Projet ne devrait pas engendrer d'impacts négatifs significatifs en matière environnementale et sociale et par conséquent il est proposé qu'il soit classé dans la catégorie B.

Préservation des ressources naturelles

2. Il aura certains effets limités sur l'environnement et la préservation des ressources naturelles, mais des mesures de mitigation conséquentes seront prises.

3. En terme de mesures d'atténuation et de capacité d'adaptation face au changement climatique, il serait nécessaire de faire: i) la promotion du compostage et l'utilisation judicieuse des ressources naturelles par les techniques de valorisation des résidus agricoles, de fumier et des déjections d'animaux; ii) le calage des cycles culturaux des différentes spéculations, la redéfinition graduelle d'un calendrier cultural aménagé; iii) l'introduction et la promotion des variétés à cycle court, peu exigeantes en eau et aux différents stress inhérent aux perturbations climatiques précoces ; iv) la promotion des techniques de SRI⁶⁸ au niveau des périmètres rizicoles.

Impacts potentiels des infrastructures et aménagements

4. Les aménagements hydro-agricoles et infrastructures marchandes rurales envisagés dans le cadre du projet vont générer potentiellement des effets positifs et/ou négatifs sur l'environnement comme par exemple: (a) la destruction de la biodiversité et la destruction des habitats de la faune avec le défrichement des sites d'aménagements hydro-agricoles, de l'emprise de leurs pistes d'accès et de certaines infrastructures marchandes; (b) les risques de dégradation de la qualité de l'eau et des sols ; (c) les risques d'augmentation des foyers propices au développement d'organismes vecteurs de maladies (bilharziose, amibiase, moustique, etc.);

Infrastructures	Impacts environnementaux		Impacts socio-économiques	
	Positif	Négatif	Positif	Négatif
Aménagement de sites	Mineur	Mineur	Majeur	Mineur
Système d'irrigation	Modéré	Mineur	Majeur	Mineur
Pistes d'accès	Mineur	Mineur	Majeur	Mineur
Mini-rizerie & unités transformation des produits	Mineur	Mineur	Majeur	Mineur
Magasins de stockage	Mineur	Mineur	Majeur	Mineur

5. Les aménagements hydro-agricoles vont entraîner des effets positifs et négatifs sur l'environnement durant les phases de travaux et d'exploitation. Pour garantir le succès de la mise en œuvre des mesures d'atténuation, la question environnementale sera intégrée dans toutes les étapes du cycle du Projet. L'augmentation de la production agricole induite par les activités du projet (introduction de variétés performantes, amélioration des techniques culturales, meilleure gestion de l'eau, utilisation des fertilisants, introduction des techniques GIPD...) permettra d'améliorer les niveaux des revenus et les conditions de vie des bénéficiaires. Les impacts négatifs sont limités en ce sens que la majorité des actions d'aménagement sont beaucoup plus des réhabilitations de périmètres existants, les sites sont de taille réduite (moins de 100 ha) et sont dispersés au niveau des trois régions d'intervention du projet. Ces impacts négatifs sont

⁶⁸ SRI : système de riziculture intensive basé notamment sur : une application de faible lame d'eau (moins de 10 cm), une utilisation importante de fumure organique au détriment d'engrais chimiques et un semis/repiquage en ligne pour permettre des opérations de sarclage.

surtout imputables à l'exploitation des sites plutôt qu'à leur aménagement. Les comités de gestion seront impliqués dans la gestion de la mise en œuvre des mesures d'atténuation envisagées et des formations sur l'utilisation rationnelle des engrais et produits phytosanitaires ainsi que le respect des normes de gestion environnementale seront organisées dans le cadre du projet.

6. Le développement des cultures irriguées pourrait provoquer l'augmentation des maladies hydriques (paludisme, bilharziose). L'intensification des cultures maraîchères s'accompagnerait d'une utilisation importante des pesticides du fait de la sensibilité de la plupart de ces cultures à un grand nombre de maladies et parasites. L'absence ou l'insuffisance des règles d'hygiène tant pendant les applications de pesticides que pour les délais entre applications des pesticides et récolte/commercialisation des productions pourraient provoquer des problèmes de santé humaine pour les producteurs et les consommateurs. Les mesures d'atténuation à prévoir : i) la lutte contre le paludisme et la bilharziose devrait s'adapter aux ressources locales (agents de santé) en ce qui concerne l'information et l'éducation sanitaire et la lutte anti-vectorielle ; ii) la formation des exploitants à la bonne utilisation des pesticides devrait être inscrite au programme des actions d'appui conseil.

7. Les infrastructures marchandes prévues dans le cadre du présent Projet contribueront positivement à l'amélioration des revenus des bénéficiaires et dans une certaine mesure à l'augmentation du niveau de vie des populations à travers la valeur ajoutée des produits destinés au marché. Parallèlement, elles auront un impact négatif mineur sur l'environnement à cause, (i) des déchets solides non recyclable (plastiques et emballages solides perdus) et, (ii) des déchets liquides qui peuvent constituer une source de pollution du milieu. Il va falloir donc renforcer la sensibilisation des comités de gestion et des bénéficiaires de ces infrastructures ainsi que les habitants riverains pour un changement de comportement.

Tableau 1: Mesures d'atténuation possible des impacts négatifs

Activités	Impacts négatifs	Mesures proposées
Aménagements hydro agricoles	<ul style="list-style-type: none"> □ Risque de modification et de destruction des habitats existants dans ces zones humides riches en diversité biologique. □ Risques de déplacement des populations animales, de perturbation des écosystèmes et de réduction de la biodiversité. 	<ul style="list-style-type: none"> □ Faire une étude d'impact environnemental plus spécifique de façon à mieux cerner l'ampleur et la nature des impacts afin d'identifier les mesures d'atténuations appropriées. <i>Le coût de cette étude est pris en compte au niveau des études des sites</i>
Construction de pistes d'accès aux nouveaux périmètres	<ul style="list-style-type: none"> □ Risque limité de perte de sols et de développement de gîtes de vecteurs de maladies et autres pathogènes avec les zones éventuelles d'emprunt. 	<ul style="list-style-type: none"> □ Exploiter au mieux les emprunts existants et limiter l'ouverture de nouvelles zones d'emprunt; compenser par reboisement les nouveaux sites d'emprunts
Exploitation des sites (périmètres irrigués, infrastructures marchandes)	<ul style="list-style-type: none"> - Le développement et l'intensification de l'agriculture irriguée et de bas-fonds passent par un usage plus important des engrais et pesticides, entraînant l'augmentation des risques de pollution des eaux de 	<ul style="list-style-type: none"> - La formation des exploitants à la bonne utilisation des engrais et des pesticides sera inscrite au programme des actions

	<p>surface et souterraines par les nitrates et les pesticides. Les cultures maraîchères irriguées s'accompagneront d'une utilisation importante des pesticides du fait de la sensibilité de la plupart de ces cultures à un grand nombre de maladies et parasites.</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pollution des sites par des emballages et autres déchets de produits manufacturés 	<p>d'appui conseil.</p> <ul style="list-style-type: none"> □ Former les utilisateurs des infrastructures marchandes au traitement des déchets liés à l'usage des emballages et autres déchets de produits manufacturés sur les sites.
--	--	--

Plan de suivi des mesures d'atténuation

8. La question environnementale sera considérée dans toutes activités du projet notamment durant les phases des travaux d'aménagement ou de construction et d'exploitation des infrastructures. A cet effet, les études des sites comporteront des études d'impacts environnemental et social assorties de mesures d'atténuation et d'un plan de suivi en conformité avec la réglementation en vigueur en Côte d'Ivoire. Ainsi tous les problèmes environnementaux seront connus avant le démarrage des travaux de sorte que des mesures d'atténuation appropriées soient prises en compte et mises en œuvre parallèlement à la réalisation et l'exploitation des infrastructures.

9. Le plan de mitigation doit préciser le choix technique retenu pour faire face aux dommages environnementaux. Il doit préciser également, la nature de l'intervention qui peut être soit préventive (si elle est mise en œuvre avant le projet), soit atténuante (si elle a lieu pendant la réalisation du projet) ou compensatoire (si elle est appliquée après la réalisation du projet).

10. Les populations bénéficiaires doivent pleinement appréhender les mesures d'atténuation afin qu'elles les prennent réellement en compte dans une perspective de développement durable. Le suivi de la mise en œuvre de ces mesures peut être confié au comité de gestion (CG) et aux services techniques compétents avec l'appui de la Cellule de coordination du projet. Un échéancier de réalisation des mesures d'atténuation doit être élaboré en cohérence avec la réalisation des travaux.

11. En fin, de façon générale, le PROPACOM induira beaucoup d'effets positifs et la plupart des effets négatifs attendus seront atténués par les méthodes techniques d'atténuation appropriées qui seront proposées dans le cadre du Projet. Si les mesures préconisées dans le plan de suivi des mesures d'atténuation sont respectées, les impacts négatifs sur l'environnement seront largement minimisés.

ANNEXE 13: CONTENU DU PROJECT LIFE FILE

Contenu du Project Life File

RB COSOP

Aide-mémoire du rapport de la mission de préparation – xxx 2010

Aide-mémoire de la mission d'évaluation – septembre 2011

Minutes CPMT in house – 6 juillet 2011

Minutes CPMT in house – 28 septembre 2011

Document de Conception de Programme (DCP) – Rapport principal

Document de Conception de Programme (DCP) – Annexes

Documents de travail:

- Document de travail 1: Pauvreté, ciblage et genre
- Document de travail 2: Amélioration de la productivité agricole
- Document de travail 3: Valorisation et mise en marché
- Document de travail 4: Renforcement des organisations professionnelles
- Document de travail 5: Infrastructures rurales
- Document de travail 6: Description de la filière rizicole
- Document de travail 7: Note d'évaluation environnementale et sociale (NEES)
- Document de travail 8: Coûts et financement du Programme
- Document de travail 9: Analyse économique et financière
- Document de travail 10: Développement de la filière soja

Composition de la mission de conception finale du PROPACOM (Août/Septembre 2011)

La mission, dirigée par M. Luyaku Nsimasi, Chargé du portefeuille FIDA pour la Côte d'Ivoire, était composée de : Mmes K. Doucouré, spécialiste genre et OP, FIDA, O. Sarassoro, point focal FIDA pour la Côte d'Ivoire ; MM Oury Diallo, Chef de mission technique, FAO ; G. Libois, agroéconomiste, consultant FAO; A. Dicko, spécialiste infrastructures rurales, consultant FAO; Mme T. Lampe, économiste, consultant FAO. Le gouvernement ivoirien était représenté dans l'équipe par MM. B. Comoé, Ingénieur agronome, Direction de la programmation et de la planification MINAGRI ; K.A. Koffi, Direction des aménagements ruraux et de la modernisation des exploitations, MINAGRI ; E.Y.Koffi, Direction du foncier rural et du cadastre rural, MINAGRI.

Annexe 14: SECURISATION FONCIERE

Les producteurs sont confrontés à un problème saillant et sensible en l'objet de la sécurisation foncière. La Côte d'Ivoire⁶⁹ est un pays essentiellement agricole et la politique d'aménagement du territoire colonial, poursuivi après l'indépendance, a continué de drainer un nombre important de migrants économiques aussi bien ivoiriens que non-ivoiriens, aux pratiques foncières différentes, vers les nouvelles zones occidentales de colonisation agricole. Or, il n'existait pas de code foncier pour réguler le marché foncier rural dans un pays comptant parmi les principaux pourvoyeurs mondiaux de produits agricoles tels que le cacao, le café, le palmier à huile, l'hévéa, etc. Le principe régulateur était le célèbre slogan lancé par Houphouët-Boigny selon lequel la terre appartiendrait à celui qui la met en valeur; ce qui entre frontalement en contradiction avec la vision coutumière selon laquelle la terre est inaliénable, même si elle est cédée par endroit parfois à des conditions onéreuses par les autochtones aux exploitants non-autochtones. Ce qui a favorisé la course aux forêts et encouragé la déforestation. C'est cette situation floue du foncier rural que l'Etat ivoirien a tenté de corriger en entreprenant une réforme par la mise en place d'une loi portant Code foncier rural: la **Loi n° 98-750 du 23 décembre 1998** entrée effectivement en vigueur après sa promulgation le 14 janvier 1999. L'Etat renforce ainsi le droit des propriétaires coutumiers (Koné 2006) et recréent ainsi des espaces de renégociation des termes jamais clairement définis des contrats entre les « tuteurs » et les exploitants. Les exploitants agricoles non-ivoiriens ne peuvent accéder à la propriété de la terre. Ils ne peuvent que passer des contrats de location ou des baux emphytéotiques. Les non-ivoiriens propriétaires de droits de propriété avant la loi de 1998 en conserve l'usage mais ne peuvent céder ces droits à des « ayants-droit » après leur décès. Les héritiers retombent sous le principe du bail emphytéotique.

Cette loi, destinée à moderniser l'accès au principal facteur de production, est en contradiction avec les déterminants historiques du succès de l'agriculture ivoirienne, cette dernière ayant bénéficié d'une vieille tradition d'immigration sous-régionale de travailleurs agricoles pour lesquels l'accès à la terre arable a même, en son temps, été encouragé. De fait, cette loi a engagé une dynamique d'expropriation d'autant plus que la nationalité est devenue un élément discriminant, car parmi les immigrants d'origine burkinabé qui constituent le plus important lot des ruraux étrangers en Côte d'Ivoire, aucun ne possède un titre foncier mais pratiquement tous ont acquis des terres depuis de longues années parfois avant même les indépendances, et se considèrent "propriétaires" (Koné 2006). Affou (Affou 2006) souligne que l'article 26 de cette loi relative au domaine foncier est une violation de l'article 15 de la constitution ivoirienne de 2000 qui stipule que : "le droit de propriété est garanti à tous. Nul ne doit être privé de sa propriété si ce n'est pour cause d'utilité publique et sous la conduite d'une juste et préalable indemnisation". Le contexte de mobilisation ethno-nationaliste et ivoiritaire (Chauveau 2000) dans lequel le code foncier s'est mis en place a favorisé des interprétations tendancieuses de la loi foncière. Ces interprétations ont ranimé les chantiers de conflits, d'une part entre migrants ivoiriens (allochtones) et autochtones et d'autre part entre autochtones et migrants non-ivoiriens (allogènes) (Kouman 1999; 2000; Chauveau 2003; Wood 2003; Strozeski 2006).

Les **droits fonciers**⁷⁰ doivent être établis de telle manière que l'exploitant agricole puisse investir en capital et en travail sur son sol, sans craindre d'en être dessaisi. Jusqu'à un passé assez récent, le système foncier n'a pas été un obstacle au développement en l'absence de contraintes démographiques fortes. Bien au contraire, la souplesse de la législation en place a probablement permis à tout le monde de "trouver son compte" et a été un facteur favorable au développement. Des objectifs de production

⁶⁹ Source: "Côte d'Ivoire: de la stabilité politique à la crise", Francis Akindes, Banque Mondiale, 17/07/2007.

⁷⁰ Source: "L'agriculture ivoirienne à l'aube du XXIème siècle", publication du salon de l'agriculture et des ressources animales d'Abidjan, Août 1999.

importants ont pu être atteints. Mais aujourd'hui, on est confronté à l'émergence de problèmes concrets (pression démographique, défrichements inconsidérés, systèmes agraires en déséquilibre, disparition du patrimoine forestier, dégradation des sols), alors qu'une garantie foncière est nécessaire pour permettre aux acteurs ruraux de consentir les investissements à long terme indispensables pour assurer le maintien du capital foncier productif, au plan individuel (reproduction de la fertilité, plantation d'arbres, lutte antiérosive), comme au plan collectif (gestion des forêts villageoises, des pâturages "communaux"). On peut également penser que dans le contexte d'une agriculture moderne, la reconnaissance d'une valeur marchande du capital foncier sera utile dans le futur pour cautionner les mécanismes de crédit rural et favoriser les efforts d'investissements productifs. Il s'agit donc avant tout d'assurer une véritable sécurité foncière pour les communautés rurales. Cette sécurité peut être trouvée dans le cadre de terroirs villageois clairement délimités et identifiés avec pour objet de garantir aux villageois une reconnaissance officielle de leur domaine foncier et des usages qu'il est prévu d'en faire.

Les six grands principes de la nouvelle loi foncière: (i) la consécration du droit de propriété pour l'Etat, les collectivités publiques ivoiriennes et les personnes physiques ivoiriennes; (ii) la reconnaissance des droits coutumiers dont la réglementation ivoirienne (décret du 16 février 1971) faisait de simples droits d'usage du sol, incessibles. La procédure de reconnaissance est l'enquête foncière minutieuse telle que mise au point par le plan foncier rural (PFR) et dont les résultats (sauf litiges insurmontés) sont concrétisés par la délivrance d'un certificat foncier individuel ou collectif qui donne droit, sur requête, à l'immatriculation au livre foncier au nom des ex détenteurs qui deviennent ainsi propriétaires au plein sens du mot; (iii) le certificat foncier est cessible et les terres qu'il concerne peuvent être louées aux termes d'un bail emphytéotique de très longue durée si les parties le souhaitent ou d'un contrat de courte durée. Il est accompagné d'un cahier des charges qui comporte une clause d'obligation de mise en valeur. Le certificat collectif indique l'identité du gestionnaire du groupe qui a la capacité d'ester en justice et qui peut continuer à appliquer les coutumes du groupe pour gérer les terres; (iv) le maintien à titre personnel des droits de propriété acquis antérieurement à la loi par des sociétés ou des étrangers. En cas de cession, le nouveau droit s'appliquera. Si le cessionnaire ne peut lui-même prétendre à la propriété, celle-ci reviendra à l'Etat qui consentira obligatoirement un bail emphytéotique au nouveau bénéficiaire; (v) la suppression du système de concession des terres de l'Etat. Désormais l'Etat vend ou loue. Un délai supplémentaire (par rapport au délai de mise en valeur) de trois ans est accordé aux concessionnaires pour régulariser leur situation; (vi) une motivation. Les concessions non régularisées à l'issue du délai accordé, les terres coutumières n'ayant pas fait l'objet de certificats fonciers 10 ans après la publication de la loi reviendront au domaine de l'Etat en qualité de terres vacantes et sans maître.

Dans l'Ouest du pays, caractérisé par de forts afflux migratoires nationaux et internationaux, le Sud et le Centre-Ouest, les **conflits fonciers** relèvent de contestations récurrentes de "contrats" de cession ou d'exploitation des terres ou des problèmes de non respect des limites. Largement cédée aux migrants (allochtones et allogènes), la terre, premier facteur de production ne suffit plus pour permettre aux communautés villageoises d'assurer l'insertion économique des jeunes déscolarisées ou de retour au village après avoir auparavant migré vers les centres urbains ou d'autres régions plus attractives du pays; cela crée maintenant des tensions générationnelles entre aînés et cadets se sentant lésés et dépossédés de la terre qui devait leur revenir. En revanche, dans le Nord, il s'agit davantage de conflits entre éleveurs transhumants et agriculteurs. Une attention particulière sera également portée sur les types de conflits relatifs aux ouvrages d'intérêt communautaire tels que les bas-fonds aménagés et petits barrages hydro-agricoles. Ces derniers, de par leur utilisation traditionnelle préalable (avant aménagement) ou les opportunités créées, peuvent susciter des modes d'appropriation et des usages économiques contradictoires des réservoirs et de leurs environs

(abreuvement du cheptel, pêche, maraîchage, etc.)⁷¹.

Lors de sa mise en œuvre, le PROPACOM se limitera à faciliter la sécurisation foncière des périmètres pour lesquels des investissements seront prévus pour l'aménagement de parcelles à vocation rizicole et/ou maraîchère, ciblées dans le cadre du développement de ces filières dans la zone d'intervention du Projet. Il devra capitaliser les acquis de l'expérience pilote du PNR, ainsi que veiller scrupuleusement à ne pas intervenir dans une zone où préexistent des conflits fonciers latents ou déclarés, ni risquer d'en créer de nouveaux, voire de léser une ou l'autre partie.

⁷¹ Le contrôle des bas-fonds aménagés par les projets de développement pour réinstaller les jeunes dans la Vallée du Bandama aurait été source de tensions entre aînés et cadets, particulièrement dans les environs de Bouaké.